

**UNIVERSITE GALATASARAY**  
**INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES**  
**DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**RECONSTRUCTIONS DE LA PUISSANCE  
HEGEMONIQUE FACE AUX VULNERABILITES:  
LES CRISES ECONOMIQUES ET LA POLITIQUE  
ETRANGERE DES ETATS-UNIS**



**THESE DE DOCTORAT**

**Neyran AKYILDIZ**

**Directrice de Recherche: Doç. Dr. Selcan SERDAROĞLU POLATAY**

**FEVRIER 2019**

**UNIVERSITE GALATASARAY**  
**INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES**  
**DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES**

**RECONSTRUCTIONS DE LA PUISSANCE  
HEGEMONIQUE FACE AUX VULNERABILITES:  
LES CRISES ECONOMIQUES ET LA POLITIQUE  
ETRANGERE DES ETATS-UNIS**



**THESE DE DOCTORAT**

**Neyran AKYILDIZ**

**Directrice de Recherche: Doç. Dr. Selcan SERDAROĞLU POLATAY**

**FEVRIER 2019**

**AVANT-PROPOS**

Cette thèse est le produit d'une longue période de travail qui a dû être conduit simultanément à mes travaux professionnels. C'est le résultat de la patience, surtout celle de ma famille.

Je tiens à remercier à tous les membres du département des Relations Internationales de l'Université Galatasaray pour les fondements académiques qu'ils m'ont procurés et leur soutien continu, notamment à Prof. Dr. Beril Dedeoğlu qui m'a encouragé à poursuivre mon idée de départ. Ma directrice de recherche Doç. Dr. Selcan Serdaroğlu Polatay, avec sa patience, a rendu possible la configuration théorique de mes analyses. C'est grâce à ses idées, questions et commentaires qui ont illuminé mon chemin que cette thèse a vu le jour. Je remercie à Prof. Dr. Füsün Türkmen pour son conseil que je n'ai jamais oublié -d'entreprendre un sujet de recherche passionnant-. Prof. Dr. Seyfettin Gürsel a guidé mes analyses économiques et j'ai eu la chance d'avoir son opinion sur mes premiers manuscrits. Prof. Dr. Hakan Yılmaz a attiré mon attention à des pistes de recherche complémentaires. Doç. Dr. Beyza Tekin m'a toujours motivé pour progresser mon mémoire. Je remercie à Dr. Merve Özdemirkıran Embel pour avoir accepté de participer au jury de ma thèse en consacrant son temps précieux.

Enfin je dois mes remerciements aux membres décédés de ma famille qui n'ont pu voir l'achèvement de ma thèse; mon père Yılmaz Savaşman et ma grand-mère Hadiye Tunçel. Ma gratitude est infinie pour ma mère Nur Savaşman, ma sœur Reyhan Barıştıran, mon mari Fatih Akyıldız et mes enfants İdil, Aras et Eden qui ont toujours été à mes côtés pour que je puisse réaliser mon objectif.

## TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS.....	I
TABLE DES MATIERES.....	II
ABREVIATIONS.....	VI
LISTE DES FIGURES.....	IX
LISTE DES GRAPHIQUES.....	X
LISTE DES TABLEAUX .....	XI
RESUME .....	XII
ABSTRACT.....	XVI
ÖZET.....	XX

INTRODUCTION.....	1
-------------------	---

I) LES ETATS-UNIS: QUEL TYPE D'HEGEMON? .....	11
---	----

I-A) Le concept d'hégémonie vu par les théories des RI et d'économie-politique internationale .....	11
---	----

I-B) L'historique et les caractéristiques de l'hégémonie américaine: une évaluation d'après les composantes de la puissance relationnelle et structurelle .....	21
---	----

1) Les indicateurs de l'hégémonie: Les Etats-Unis et le reste du monde .....	25
--	----

2) L'interventionnisme entre l'isolationnisme et l'internationalisme ...	40
--	----

I-C) Les crises économiques et la politique étrangère de l'hégémon sous la lumière de la théorie constructiviste .....	54
--	----

1) Quel est la contribution de la théorie constructiviste à la lecture simultanée des crises économiques et de la politique étrangère de l'hégémon?.....	54
--	----

2) Les piliers individualiste et exceptionnaliste de l'identité américaine .....	72
--	----

### III

3) L'identité et les mécanismes de prise de décision dans la politique étrangère américaine .....	88
---	----

## II) COMMENT LIRE LES TENDANCES EN POLITIQUE ETRANGERE EN TEMPS DE CRISES ECONOMIQUES? .....105

### II-A) Les crises économiques comme instances de vulnérabilité de l'hégémon et leurs effets sur sa suprématie: bilan de trois grandes crises économiques des Etats-Unis .....106

#### 1) La Grande Crise de 1929 .....107

##### Construire la base de l'hégémonie: L'économie durant la Grande Crise

a) Le mandat du Président Herbert Hoover (1928-1932):*L'échec des remèdes* .....109

b) Le premier mandat de Franklin D. Roosevelt (1932-1936):« *New Deal* »: *Une nouvelle donne* .....113

c) Le deuxième mandat de Franklin D. Roosevelt (1936-1940): *Encore un bas* .....116

#### 2) La crise des années 1970 et les chocs pétroliers .....118

##### L'hégémonie en déclin?: L'économie durant les années 1970

a) Le mandat du président Richard Nixon (1969-1974) *Bye bye Bretton Woods* .....119

b) Le mandat du Gerald Ford (1974-1977):*Combattre l'inflation* ..... 142

c) Le mandat de Jimmy Carter (1977-1981):*Le chômage pèse...*147

#### 3) La crise de 2008: La Grande Récession ..... 148

##### « Re »construire la base de l'hégémonie: L'économie durant la Grande Récession

a) Les deux mandats de Barack Obama (2008-2016):*Faire face à l'aspect social de la grande récession et l'adoption des politiques keynésiennes* .....148

<b>II-B) Bilan des choix de la politique étrangère américaine qui correspondent aux crises économiques .....</b>	<b>169</b>
<b>1) L'opinion publique en premier: La politique étrangère durant la Grande Crise .....</b>	<b>169</b>
a) Le mandat du Président Herbert Hoover (1928-1932): <i>L'isolationnisme persistant</i> .....	169
b) Le premier mandat de Franklin D. Roosevelt (1932-1936): <i>La caution face à la montée des tensions</i> .....	171
c) Le deuxième mandat de Franklin D. Roosevelt (1936-1940): <i>La confrontation inévitable</i> .....	173
<b>2) L'adaptabilité de l'hégémon: La politique étrangère durant les années 1970 .....</b>	<b>175</b>
a) Le mandat de Richard Nixon (1969-1974): <i>Une nouvelle doctrine</i> .....	175
b) Le mandat de Gerald Ford (1974-1977): <i>Retrait de Vietnam</i> ..	192
c) Le mandat de Jimmy Carter: <i>Inverser la course du déclin</i> .....	198
<b>3) L'hégémonie questionnée: La politique étrangère durant la Grande Récession .....</b>	<b>202</b>
a) Les deux mandats de Barack Obama (2008-2016): <i>Une dose de multipolarité</i> .....	202
 <b>II-C) La tendance de l'opinion publique comme elle se reflète aux élections présidentielles qui coïncident avec les trois grandes crises et la reconstruction de l'hégémonie .....</b>	<b>214</b>
<b>1) Réflexions sur la politique extérieure suivant les trois grandes crises .....</b>	<b>214</b>
a) La crise économique et la politique extérieure des années de la grande crise de 1929: l'interventionnisme évité jusqu'au bout ..	214
b) La crise économique et la politique extérieure des années de la crise de 1970: Une nouvelle orientation doctrinaire .....	216
c) La crise économique et la politique extérieure suivant la Grande Récession: Défis variés, réponses similaires .....	218
<b>2) La tendance de l'opinion publique comme elle se reflète aux élections présidentielles qui coïncident avec les trois grandes crises</b>	

.....	220
<b>3) Mécanismes de reconstruction hégémonique de la perspective des théories de l'Economie-Politique et de RI: L'adaptation de la politique étrangère de l'hégémon en cas des crises .....</b>	<b>227</b>
<b>4) Le terme long: Les déclinistes auront-il un jour raison? .....</b>	<b>236</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>250</b>
<b>BIBLIOGRAPHIE.....</b>	<b>260</b>
<b>ANNEX 1. Le choc pétrolier de 1973 et son arrière plan.....</b>	<b>284</b>
<b>ANNEX 2. L'approche de la Réserve Fédérale à la Grande Récession.....</b>	<b>286</b>
<b>ANNEX 3. Les effets socio-économiques de la Grande Récession au niveau des groupes ethniques.....</b>	<b>290</b>
<b>ANNEX 4. Le Conseil de Sécurité Nationale.....</b>	<b>292</b>
<b>ANNEX 5. Les dépenses et les engagements militaires des Etats-Unis...</b>	<b>293</b>
<b>BIOGRAPHIE.....</b>	<b>306</b>

## ABREVIATIONS

<b>AAA</b>	: Agricultural Adjustment Act
<b>ABM</b>	: Missile anti-ballistique
<b>ABS</b>	: Asset backed securities – Titres adossés à des créances mobilières
<b>AFP</b>	: American foreign policy – La politique étrangère américaine
<b>AIG</b>	: American International Group
<b>ARRA</b>	: American Recovery and Reinvestment Act
<b>BIRD</b>	: Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
<b>BRI</b>	: Banque des Règlements Internationaux
<b>BRICS</b>	: pays qui prennent une part de plus en plus importante au niveau de l'économie mondiale : Brésil ; Russie ; Inde ; Chine ; Afrique du Sud
<b>CCC</b>	: Civilian Conservation Corps
<b>CDS</b>	: Credit default swaps
<b>CIA</b>	: Central Intelligence Agency
<b>CIG</b>	: Central Intelligence Group
<b>CIO</b>	: Congrès des organisations industrielles
<b>COP</b>	: Conference of the Parties
<b>CSCE</b>	: Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe
<b>CWA</b>	: Civil Works Administration
<b>ERP</b>	: European Recovery Program
<b>FBI</b>	: Federal Bureau of Investigation
<b>FDA</b>	: Food and Drug Administration
<b>FDR</b>	: Franklin Delano Roosevelt
<b>FED</b>	: Federal Reserve Bank
<b>FEMA</b>	: Federal Emergency Management Agency



## VII

<b>FERA</b>	: Federal Emergency Relief Administration
<b>FIAS</b>	: Force internationale d'assistance et de sécurité
<b>FMI</b>	: Fond Monétaire International
<b>FNL</b>	: Front national de Libération
<b>FOMC</b>	: Le comité fédéral du marché ouvert
<b>FPA</b>	: Foreign Policy Analysis
<b>GATT</b>	: General Agreement on Tariffs and Trade
<b>GNI</b>	: Gross National Income
<b>ICBM</b>	: Intercontinental Ballistic Missile
<b>IDE</b>	: Investissement direct à l'étranger
<b>MBS</b>	: Mortgage Backed Securities
<b>MIRV</b>	: Fusées dotées des têtes à objectifs multiples indépendants
<b>NAFTA</b>	: North American Free Trade Agreement
<b>NRA</b>	: National Recovery Administration
<b>NSC</b>	: National Security Council
<b>NSDM</b>	: National Security Decision Memorandum
<b>OCDE</b>	: Organisation de la Coopération et du Développement Economique
<b>OECE</b>	: Organisation Européenne de Coopération Economique
<b>OEF</b>	: Operation Enduring Freedom
<b>OMC</b>	: Organisation Mondiale du Commerce
<b>OMG</b>	: Organisme génétiquement modifié
<b>ONG</b>	: Organisation non gouvernementale
<b>ONU</b>	: Organisation des Nations Unies
<b>OPEP</b>	: Organisation des pays exportateurs de pétrole
<b>OSCE</b>	: Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe
<b>OSS</b>	: Office des Services Stratégiques
<b>OTAN</b>	: Organisation du Traité de l'Atlantique du Nord

## VIII

<b>OTASE</b>	: Organisation du Traité de l'Asie du Sud-Est
<b>PIB</b>	: Produit Intérieur Brut
<b>PWA</b>	: Public Works Administration
<b>RI</b>	: Relations Internationales
<b>SALT</b>	: Strategic Arms Limitation Talks / Traités sur la Limitation des Armes Stratégiques
<b>SDN</b>	: Société des Nations
<b>SEC</b>	: Securities Exchange Commission
<b>SLBM</b>	: Submarine launched ballistic missile
<b>START</b>	: Strategic Arms Reduction Treaty
<b>TARP</b>	: Troubled Asset Relief Program
<b>TPP</b>	: Trans Pacific Partnership
<b>TTIP</b>	: Transatlantic Trade and Investment Partnership
<b>TVA</b>	: Tennessee Valley Authority
<b>UE</b>	: Union Européenne
<b>URSS</b>	: Union des républiques socialistes soviétiques
<b>WIN</b>	: Whip Inflation Now
<b>WPA</b>	: Work Progress Administration

**LISTE DES FIGURES**

Figure I.1: Le système décisionnel américain.....103



**LISTE DES GRAPHIQUES**

Graphique I.1: Rôle international des monnaies: domination persistante du dollar ...	33
Graphique II.1: Indice (S&P/Case Schiller) du prix des maisons existantes aux Etats-Unis .....	152
Graphique II.2: PIB Allemagne, France, Etats-Unis, Royaume-Uni: les taux de croissance (ou de décroissance) trimestriels entre 2007 et 2008 .....	155
Graphique II.3: Produit industriel mondial 2008 vs. 1929 .....	157
Graphique II.4: Nombre des lois adoptés par différents Congrès .....	163
Graphique II.5 Part des Etats-Unis dans l'économie mondiale: chute de 50% depuis les années 1960 .....	245
Graphique II.6 Parts de devises dans les avoirs officiels identifiés de change dans le monde, 1976-2011 .....	245
Graphique II.7 La croissance en PIB: une estimation .....	246
Graphique A-1: La titrisation en pourcentage du PIB .....	288

**LISTE DES TABLEAUX**

Tableau I.1: Quatre pouvoirs majeurs par rapport à l'hégémon .....	22
Tableau I.2: Part des principales monnaies en 2016 .....	33
Tableau I.3: Les périodes de la politique étrangère américaine .....	47
Tableau I.4: Les choix de l'opinion publique .....	77
Tableau I.5 Constitution des Etats-Unis (pouvoirs nominaux) .....	100
Tableau II.1 Les choix politiques des Etats-Unis pendant la Grande Crise .....	108
Tableau II.2 Les choix politiques aux Etats-Unis pendant la crise des années 1970:.....	118
Tableau II.3: La mondialisation: la croissance comparée en volume du commerce mondial et la production, entre 1500-2001 (les taux de croissance annuels moyens composés) .....	128
Tableau II.4: Evolution de la productivité dans le secteur des entreprises .....	133
Tableau II.5: Productivité apparente du travail .....	134
Tableau II.6 Les choix politiques des Etats-Unis pendant la Grande Récession ....	149
Tableau II.7: Indicateurs macroéconomiques et de finances publiques .....	150
Tableau II.8: Comparaison des deux crises en termes de PIB réel .....	151
Tableau II.9: Evolution du nombre du personnel des forces armées américaines ..	211
Tableau I.10: Les Elections Présidentielles coïncidant avec les trois grandes crises .....	226
Tableau II.11 Les trois grandes crises économiques des Etats-Unis, leur politique étrangère et leur statut d'hégémon .....	255

**RESUME**

Pour examiner les modes de reconstructions de la puissance hégémonique face aux vulnérabilités, on a contrasté les trois plus grandes crises économiques des Etats-Unis et sa politique étrangère. Notre étude est partie de l'observation et de la question suivante: premièrement on a observé l'effet immédiat des crises qui est caractérisé par un repli sur soi et une réticence des engagements militaires. C'est d'ailleurs une attitude qui n'est pas forcément réaliste pour un pouvoir économique et militaire qui garde son premier rang, malgré l'effet des crises économiques. Pourquoi ne pas réaffirmer sa suprématie lorsqu'il y a une chance de le faire par les moyens militaires? Quelle peut être l'explication de cette disparité? Pour répondre à cette question, on a essayé de comprendre, comment se construit l'hégémonie et notamment l'hégémonie américaine. D'après Cox, sous l'hégémonie, le consentement précède la coercition. Lors que la relation hégémonique se développe l'hégémon associe ses intérêts avec ceux des autres états. L'hégémon se sert de la persuasion pour assurer sa dominance et son rôle de leader afin de réaliser ses intérêts. L'hégémon peut se servir de moins de ressources économiques et militaires pour garantir le consentement car il se réjouit d'une compatibilité fondamentale des valeurs et des intérêts. En bref la socialisation peut être un élément clé pour comprendre le fonctionnement et le changement au sein des systèmes hégémoniques. La capacité de produire un consentement à la légitimité ou à l'acceptabilité d'un ordre particulier international, autrement dit la capacité de mettre en œuvre un consensus parmi les élites nationales concernant les piliers normatifs du système – est une dimension importante voire la plus importante de la puissance hégémonique.

La préoccupation essentielle de notre étude, en démontrant le schéma d'attitude de l'hégémon a été de tenter une meilleure compréhension des préférences isolationnistes/non-interventionnistes d'une grande puissance comme les Etats-Unis dans la perspective des crises économiques à la lumière de l'économie-politique et des théories des relations internationales. On a suivi le schéma suivant pour élaborer notre conclusion: on a brièvement défini le concept d'intervention militaire et usage de force matérielle, duquel on a observé la tendance de diminuer pendant les trois grandes crises ci-dessus. On a résumé le mécanisme de prise de décision dans la politique étrangère américaine. Puis un bilan des crises, leurs causes et leur récupération ont été montrés. La politique extérieure qui correspond à chaque crise, notamment les interventions ou plutôt des non-interventions ont été énumérés. Les élections présidentielles qui coïncident avec les crises ont été exposées pour essayer de voir les préférences de l'opinion publique dans ces moments durs. Puis on a jeté un regard aux instances des crises économiques dans la lumière des théories de l'économie politique et de l'approche constructiviste. Pour comprendre la construction sociale des décisions politiques les éléments essentiels de l'identité américaine dès sa fondation nous ont guidés ; comme on peut voir dans le tour historique de l'exceptionnalisme et l'individualisme américaine du premier chapitre. L'exceptionnalisme américain selon l'enjeu nous renvoie parfois à l'isolationnisme

### XIII

et parfois à l'interventionnisme au fil du temps. L'individualisme américain de son côté nous renvoie à la suprématie des marchés. D'après nous les cas des crises économiques ne sont pas le temps victorieux ni pour la sorte de l'exceptionnalisme qui mène à l'interventionnisme ni évidemment, pour le marché libre. Les interventions diminuent et le marché libre est souvent soumis à des mesures régulatrices. Seuls les régimes et la puissance structurelle fondée par l'hégémon permettent flotter le bateau de l'hégémonie en ces temps.

Le constructivisme à ce point offre un champ explicatif plus émancipatoire et complémentaire par rapport au réalisme et au libéralisme. Alors que les derniers indiquent les intérêts et la puissance, les constructivistes indiquent la force de l'identité et des normes. Alors que le réalisme se concentre sur les États, les constructivistes peuvent souligner l'importance des «réseaux transnationaux» qui facilitent la diffusion des informations et la mise en œuvre de normes dans différents domaines. Ces réseaux tentent de «lier» différents acteurs (sociétés civiles, États, organisations internationales) réunis aux niveaux divers (national, international, transnational) et aident ainsi à expliquer pourquoi les États se conforment aux normes. L'une des propositions essentielles du perspectif constructiviste est que l'identité et l'intérêt des acteurs sont socialement construits. D'après le constructivisme « le réel » est façonné par nos modes de perception et de cognition. Le constructivisme montre que même nos institutions les plus durables reposent sur des conceptions collectives, que ce sont des structures réifiées qui étaient naguère conçues ex nihilo par la conscience humaine; et que ces accords ont ensuite été diffusés et consolidés jusqu'à ce qu'ils soient pris pour acquis.

Les turbulences domestiques ont une influence sur la réinterprétation et la reformulation – la reconstruction- de l'identité et du nationalisme. Les caractéristiques de la nationalité américaine resurgissent pour donner naissance à un discours qui soutient l'isolationnisme, dans les cas des crises économiques, pour restaurer l'harmonie interne et pour rester en dehors des conflits internationaux. Le président, avec l'aide de son Cabinet ministériel (ou Conseil des ministres), a longtemps dominé et maîtrisé la formulation de la politique étrangère américaine en se reposant principalement sur les cinq pouvoirs formels qui lui sont accordés par la constitution des États-Unis. Le président est commandant en chef des forces armées ; il a le pouvoir de conclure et de signer les traités (qui doivent être entérinés par une majorité des deux tiers du Sénat) de même que des accords exécutifs (appelés également « accords en forme simplifiée ») ; il a le pouvoir de nommer les hauts fonctionnaires, les émissaires et les négociateurs qui le représentent ; il reconnaît les États sur le plan juridique et accrédite leurs ambassadeurs ; enfin, il dispose du pouvoir d'agir en fonction de l'autorité que lui confère la constitution.

Les années de la grande crise nous montre en somme qu'en matière du commerce international, l'appareil administratif des Etats-Unis adhèrent au protectionnisme douanier, et en matière des relations internationales, à l'approche isolationniste qui se base sur l'expérience la première guerre mondiale ayant ses racines dans la doctrine Monroe du 19<sup>e</sup> siècle. L'impact économique le plus apparent de la grande crise a été la condition humaine. On assiste à la poursuite continue des

## XIV

solutions à la crise par les moyens économiques comme la politique fiscale et monétaire en excluant le moyen des dépenses militaires, par conséquent des actions militaires, jusqu'au dernier moment ou la nécessité d'entrer en 2<sup>e</sup> guerre mondiale dépasse la priorité d'empêcher les coûts économiques. La grande crise des années 1930 apparaît donc comme un exemple où les Etats-Unis annulent les occasions d'intervention dans le processus de surmonter les effets de la crise. La décision d'action militaire au niveau international se forme non seulement en réponse des variables comme la crise économique mais aussi en fonction du mode du gouvernement. L'instabilité économique en cas des gouvernements autocratiques coïncide avec l'agression à l'extérieure alors que la grande crise, dans le cas des Etats-Unis, se déroule simultanément avec la décision de rester à l'écart des conflits. Dans ce sens l'attitude des Etats-Unis et des puissances majeures européennes divergent et la crise économique semble nourrir les agressions dans le cas européen.

La décennie des années 1970 est caractérisée par la reconnaissance des limites par l'hégémon. Même la détente fait penser à la flexibilité de l'hégémon en cas des crises. La fin de conscription et la formation de l'armée des volontaires sont censées à diminuer la part de la défense dans le budget. Les aides à l'extérieure ont baissé. Les défis sécuritaires sont allégés grâce à la diplomatie plutôt que la force armée. D'autre part les opérations clandestines comme moyen d'influencer les pays du tiers monde jettent l'ombre sur la crédibilité des valeurs démocratiques américaines. On peut résumer la doctrine sécuritaire du président Nixon en une phrase: « les Etats-Unis tourneront d'abord vers la nation menacée directement pour entreprendre la responsabilité primaire de procurer sa défense. » La réticence américaine d'intervention semble être indiscutable.

Comme dans le cas des deux grandes crises antérieures la Grande Récession a été suivie par des politiques non-interventionnistes et le minimalisme stratégique d'Obama a marqué la période. La crise de l'Ukraine confirme aussi que les apparences de la menace externe sous la forme d'une résurgence de la Russie entraîne la communauté euro-atlantique ensemble au milieu de grandes difficultés. Dans la crise Syrienne les Etats-Unis ont décidé de ne pas intervenir militairement, au moins jusqu'à un certain point. Même dans le cas du franchissement de la ligne rouge de l'emploi des armes chimiques, déclaré par Obama, n'a pas abouti à un engagement militaire immédiat. En réponse à l'attaque des armes chimiques, l'administration Obama a signalé que le président envisageait une intervention militaire «limitée» en Syrie. Au lieu, on a assisté à une guerre par procuration (*proxy war*). En outre les résultats des élections présidentielles des trois périodes de crises favorisent le discours non-interventionniste de la part des candidats.

A la dernière étape, on a regardé comment cette période de vulnérabilité est surpassé par l'hégémon. Les éléments constitutifs de l'hégémonie, dans le cas des Etats-Unis ont donné la possibilité à favoriser une récupération au moins dans les deux premiers cas (1929 et 1970). L'approche constructiviste des RI, avec son accent sur l'identité, permet d'expliquer la voie par laquelle l'opinion publique dans le cas d'une démocratie telle sont les Etats-Unis se traduit à l'attitude étatique. Mais comment se construit l'identité à son tour? L'histoire nous a guidés envers les thèmes



constitutifs de l'identité américaine, notamment l'individualisme et l'exceptionnalisme. A la lumière de ces thèmes, les préférences isolationnistes et internationalistes des Etats-Unis ont été abordés à l'intersection des interventions. Comme les périodes des crises économiques sont des moments de suspension passagère des interventions militaires, on a brièvement regardé les mécanismes de prise de décision en politique étrangère et notamment le poids du président, qui est très dépendant des prospects de réélection, ce qui forme le discours et la décision en politique étrangère. Mais comment la structure internationale entre dans ce tableau domestique? Dans le cas des Etats-Unis, les normes et les institutions internationales ont eu un double rôle: la reconstruction de l'hégémonie tout en laissant une zone grise pour l'assertion de l'unilatéralisme de la part de l'hégémon. Les contradictions de l'hégémon à ne pas reconnaître les règles du système érigés par lui-même, est un sujet qui dépasse le cadre de cette étude. Mais la capacité de reconstruire l'hégémonie réside dans les pouvoirs non-matériaux lorsque les pouvoirs matériels échouent dans ces instances comme à Vietnam, en Irak ou en Syrie. Donc les éléments de puissance douce sont toujours au secours de l'hégémon, lorsqu'il s'agit d'un échec militaire ou économique. Est-ce le cas toujours? La première crise (1929) donne naissance à un hégémon, tardif et réticent, les deuxième et troisième crises (1970s et 2008) amène des questionnements profonds sur sa continuité. Il semble que le débat décliniste resurgit suivant un cycle: les crises économiques déclenchent ces débats comme c'était le cas dans les années 1970 et suite à la grande récession dans les années 2008-2009. Cela permet un questionnement autour de la stabilité hégémonique, passant par les arguments néo-gramsciennes et le débat décliniste / anti-décliniste. Les anti-déclinistes ont pu réaffirmer leur position suivant la guerre froide mais avec la crise des années suivant la grande récession nous jettent dans une plus grande difficulté de repérer les caractéristiques reconstructifs de l'hégémonie.

J'espère que cette étude dans laquelle on a essayé de voir comment se situent les crises économiques comme frein à l'usage de force et contribution au non-interventionnisme du moins momentané et limité, dans les théories de l'Economie-Politique et des Relations Internationales, donnera l'inspiration de penser davantage sur cette interaction qui semble représenter un caractère récurrent aux moments de grandes crises économiques au moins pour la stabilité et la continuité d'une grande puissance comme les Etats-Unis qui aura ses répercussions inévitables sur le future du système international, le fondement duquel est établi par cette puissance-même.

**ABSTRACT**

This study examining the reconstruction of hegemony against fragilities, deals with the three major economic crises of the United States and its corresponding foreign policy. Our thesis departs the following fundamental observation and question: at first glance repulsion from military engagement is observed as the short-term effect of crises. This is an attitude that can hardly be expected from a realist point of view for an economic and military power that maintains its superiority despite the effects of the crisis. It is kind of a departure from the approach of protecting its own interests through interventionism. Why does the hegemon avoid this by not resorting to military means, in other words by using its hard power? To answer this question, we first tried to understand how hegemony, and especially American hegemony, emerged. According to Cox, consent in hegemony comes before coercion. While establishing hegemonic relations, the interests of the hegemon are associated with the interests of other states. The hegemon takes advantage of the element of persuasion to maintain its supremacy, consolidate its leading position, and ultimately protects its interests. Thus it is possible for the hegemon to influence other actors in the system by using less economic and military resources, because it benefits from the basic harmony of common values and interests. In short, the phenomenon of socialization within the system emerges as a key concept for understanding the functioning and change in hegemonic structures. The capacity to create persuasiveness of legitimacy or the acceptance of a certain international order, in other words, the capacity to create a consensus among the other national elites on the normative foundations of the system is the most important, or perhaps the most vital, aspect of hegemonic power.

The main objective of this study is to understand the foreign policy behavior of the hegemon in the light of the theories of political economy and international relations. The research path that I have followed in order to achieve my inferences is as follows: I first briefly touch upon the concepts of military intervention and use of hard power in the light of the observation of the decline in the material elements and the adoption of limited intervention in the foreign policy. After summarizing the decision-making mechanism in American foreign policy, the triggers of the economic crises and the policies of exit from the crisis are considered as the background of the policy preferences during and after the crisis. Foreign policy preferences that correspond to each crisis, external interventions at that time (or

rather reducing existing interventions, limiting or completely avoiding new intervention requirements) are listed. The results of the presidential and congressional elections in times of crisis are summarized in order to observe the preferences of the public in these difficult times. Then comes the theoretical evaluation section which we look at from the constructivist point of view and from the lens of the main political economy approaches to the times of economic crisis. In understanding the social construction of political decisions, the basic elements of American identity have been guiding since the foundation of the United States. For this purpose, in the first chapter, a historical panorama of American exceptionalism and individualism is given. Depending on the context, American exceptionalism prepares the ground for internationalism, and occasionally for interventionism. American individualism is based on the superiority of the free market. Our review reveals that crisis situations neither favor interventionism, nor they are a victory for individualism that prioritizes the superiority of the free market. In these periods, interventions are rather restricted and the free market undergoes regulatory measures. Only the structural forces and regimes introduced by the hegemon appear as elements that allow the hegemony ship to remain on the surface during these difficult times.

At this point, constructivism can provide a more explanatory and comprehensive theoretical framework than the main approaches of international relations theory, realism and liberalism. While realism and liberalism are based on interests and power, constructivists place the power of identity and norms at the forefront. While realism focuses on states, constructivists underline the importance of transnational networks that enable the dissemination of knowledge and norms in different corners of the globe. These networks connect different actors (civil society, states, international organizations) at different levels (national, international, transnational) and help to understand the logic behind a states' conformity with norms. One of the main propositions of the constructivist perspective is that the identities and interests of the actors are socially constructed. According to constructivism the "reality" is shaped by perceptions and cognitive modes. Constructivism tells us that even the most long-term institutions are based on common perceptions, that once upon a time human consciousness imagined from zero, and that this common understanding was expanded and consolidated until its products were accepted as reality.

The effect of internal fluctuations on rebuilding or re-formulating the identity and the nationalist perspective can hardly be ignored. In such periods, American nationalism emerges to support a discourse that emphasizes isolationism. In times of economic crisis, the public expectation is manifested in the form of restoring the internal order and avoiding international conflicts. The president, with the support of his cabinet, is the most influential actor in formulating his foreign policy based on the five fundamental powers that the US constitution provides him. In addition to being the commander of the armed forces, he has the power to sign the agreements. He enacts decrees, appoints high bureaucrats, ambassadors, negotiators, and is

## XVIII

empowered to recognize states. In short, it has a wide range of mobility in accordance with the powers that the constitution allows him/her.

The years of the Great Depression show us that the US administration has turned to protectionism in international trade, adopted an isolationist approach in international relations, which has its roots in the 19th century Monroe doctrine and is supported by the negative traces of the First World War. The most significant economic impact of the crisis has been the human condition. The crisis was tried to be solved by monetary and fiscal policies, military expenditures were not let to increase, and therefore military action was postponed until the last moment when the necessity to intervene in World War II would surpass the priority of reducing economic costs. The period of the great economic crisis of the 1930s was characterized as a process in which the United States had delayed its probabilities of intervention while coping with the effects of the crisis. It has also to be noted that the decision of military action at the international level is not only related to the effects of the economic crisis, but also to the type of government. Economic instability can be observed simultaneously with the aggressive attitude towards external world in autocratic administrations. In the US case, however, the decision to stay outside the conflict was clear. In this sense, the foreign policy attitude of the US differed from the European powers, and economic instability in Europe has been shaped as a factor that nurtures conflicts.

It can be said that the 1970s, shaped by economic crises, are the years of acknowledgement for the hegemonic power of its limits. The process of détente in the Cold War can be interpreted as a reflection of the flexible attitude of hegemon in economic crises. The termination of compulsory military service and the formation of voluntary army (1973) can be seen as one of the measures aimed at reducing the share of defense in the budget. Foreign aid was reduced, security threats were tried to be eliminated by diplomacy rather than armed forces. On the other hand, clandestine interventions / operations have taken place as a method of gaining influence in third world countries and cast shadow to the US democracy and its values. If we summarize President Nixon's security doctrine in this period in a sentence: «In relation to military defense, America would now encourage and has a right to expect that this problem will be increasingly handled by, and the responsibility for it taken by, the threatened nations themselves.» The US reluctance to intervene is quite evident.

As in the previous two major crises, the 2008 crisis was characterized by the avoidance of interventionism and the strategic minimalism of President Obama. The Ukraine crisis confronted the Euro-Atlantic community in the face of external threats posed by Russia's interventionism. Before a certain point in the Syrian crisis, the United States avoided immediate military intervention, despite the red lines crossed and chemical weapons used by the Syrian regime. The Obama administration pointed out that the president intended to engage in limited military intervention in Syria. A proxy war approach was observed in the continuation of the process. Beyond all, the outcome of US presidential and congressional elections in all three periods shows that the non-interventionist rhetoric is preferred by the public.

In the last chapter, how the hegemon overcomes these periods of fragility is discussed. The elements of hegemony appear to have allowed rebuilding in at least our first two cases (1929 and 1970). Constructivist theory, with its emphasis on identity, allows us to explain the reflection of public opinion on the attitude of the state in a democracy such as US. So how does this identity lead to the final foreign policy outcome? History has guided us to individualism and exceptionalism, which are the themes that make up American identity. In the light of these themes, isolationist and international preferences are discussed in the common denominator of interventions. As the periods of economic crisis are also the periods in which the external military interventions are temporarily limited, looking at the decision-making mechanisms in foreign policy and the weight of the president in it, who takes into account re-election prospects, were the factors that allowed us to find the link. How do these internal processes relate to the international structure? In the US case, there is a dual mechanism of influence of international norms and organizations: the hegemony is rebuilt, leaving a gray area to allow unilateralism. The contradictions of the hegemon which do not abide by the rules of the system it set forth after 1945 are beyond this study. But the competences for rebuilding hegemony lie in the immaterial power, which is critical when hard power is insufficient in examples such as Vietnam, Iraq and Syria. Soft power elements are the mainstay of hegemon in the case of a military or economic failure. Is this argument always valid, or will it continue to be valid? The first economic crisis we examined (1929) allowed the birth of a hegemon, albeit reluctant and hesitant. The second and third crises (1970s and 2008) have brought in deep questions about the continuity of its hegemony. It seems that debates are revived following a cycle: the economic crises exacerbate these debates as in the 1970s and 2008-2009 examples. This allows for a questioning about hegemonic stability that passes by neo-gramscian and anti-declinist arguments. Although the opponents of the decline have emerged as winners after the Cold War, we can say that the 2008 crisis has left the hegemony and the international system in a more difficult situation in determining the elements to rebuild the hegemony.

I hope that this study, in which we tried to see how economic crises are used as a brake on the use of force and contribution to non-interventionism at least momentarily, in the light of political economy and international relations theories, will give the opportunity to think more about this interaction which seems to be a recurring feature at times of great economic crises for the stability and continuity of a great power like the United States, which will have its inevitable repercussions on the future of the international system, the foundation of which is established by this power itself.

## ÖZET

Hegemonyanın iktisadi kırılğanlıklar karşısında yeniden inşasını inceleyen bu çalışma, Amerika Birleşik Devletleri'nin yaşadığı üç büyük ekonomik krizi ve bu krizlere denk gelen dış politikasını ele almaktadır. Tezimiz şu ana sorunsaldan yola çıkmıştır: ilk bakışta krizlerin içe kapanma ve askeri angajmanlardan imtina ile karakterize olan kısa vadeli etkisi gözlenmektedir. Bu durum, krizin etkisine rağmen üstünlüğünü koruyan bir ekonomik ve askeri güç için realist bakış açısıyla beklenebilecek, kendi çıkarlarını müdahalecilikle koruma yaklaşımından uzaklaşan bir tavidir. Askeri yöntemleri, diğer bir deyişle kaba gücü kullanarak üstünlüğünü tekrar ortaya koyabilecekken hegemon bundan neden kaçınır? Bu soruya cevap vermek için öncelikle hegemonyanın ve özellikle de Amerikan hegemonyasının nasıl ortaya çıktığını anlamaya çalıştık. Cox'a göre, hegemonyada rıza, zorlamadan önce gelir. Hegemonik ilişkiler kurulurken hegemonun çıkarlarıyla diğer devletlerin çıkarları arasında benzerlikler ortaya çıkar. Hegemon üstünlüğünü devam ettirebilmek, lider konumunu konsolide etmek ve nihayetinde kendi çıkarlarını korumak için ikna unsurundan yararlanır. Böylece hegemonun sistemdeki diğer aktörleri daha az ekonomik ve askeri kaynak kullanarak etkisi altına alması mümkün olabilmektedir, zira hegemon ortak değerler ve çıkarların temel uyumundan yararlanmaktadır. Kısacası sistem içinde sosyalleşme olgusu hegemonik yapılarda işleyişi ve değişimi anlamak için anahtar bir kavram olarak ortaya çıkmaktadır. Meşruiyete dair ikna oluşturma kabiliyeti ya da belli bir uluslararası düzenin kabulünün sağlanması yani bir diğer deyişle diğer ulusal elitler arasında sistemin normatif temellerine dair bir uzlaşma yaratma kapasitesi hegemonik gücün en önemli, hatta kendi açısından belki de en hayati boyutudur.

Çalışmamızın temel amacı, hegemonun dış politika davranış biçimini ortaya koyarak, Amerika Birleşik Devletleri ölçeğindeki bir başat gücün ekonomik kriz durumlarında izolasyoncu/müdahalecilikten kaçınmacı tercihlerini siyasal iktisat ve uluslararası ilişkiler teorileri ışığında daha iyi anlamaktır. Çıkarımlarımıza ulaşmak

için izlediğimiz araştırma yolu şöyle şekillenmektedir: öncelikle ele alınan üç krizde dış politikada maddi unsurlarda gerileme ve sınırlı müdahalenin benimsenmesi gözleminde hareketle, askeri müdahale ve kaba güç kullanımı kavramlarına kısaca değinmekteyiz. Amerikan dış politikasında karar alma mekanizmasını özetledikten sonra, ekonomik krizlerin sebepleri ve krizden çıkış politikaları kriz süresince ve sonrası politikaların altyapısını oluşturan arka plan olarak ele alınmaktadır. Her bir krize denk gelen dış politika tercihleri, o dönemde yapılan dış müdahaleler (daha ziyade mevcut müdahalelerin azaltılması, kısıtlanması, yeni müdahale gereksinimlerinde kaçınma durumları) sıralanmaktadır. Kriz dönemlerindeki başkanlık ve kongre seçimlerinin sonuçları bu zor zamanlarda kamuoyunun tercihlerini gözlemlemek adına özetlenmektedir. Ardından, ekonomik kriz dönemlerine başlıca siyasal iktisat yaklaşımları merceğinden ve uluslararası ilişkiler teorisinde konstrüktivist bakış açısından baktığımız teorik değerlendirme bölümü gelmektedir. Siyasi kararların sosyal inşasını anlamada, ABD'nin kuruluşundan bu yana Amerikan kimliğini oluşturan temel unsurlar yol gösterici olmaktadır. Bu amaçla birinci bölümde Amerikan istisnacılığı ve bireyciliğinin tarihi bir panoramasına yer verilmektedir. Amerikan istisnacılığı, durumsal olarak kimi zaman izolasyonculuğa kimi zaman ise müdahaleciliğe ve uluslararası ilişkilere altyapı hazırlamıştır. Amerikan bireyciliği ise serbest piyasanın üstünlüğünü esas alır. İncelememiz kriz durumlarının ne müdahaleciliği meşru kılan istisnacılık ne de serbest piyasanın üstünlüğünü önceliklendiren bireycilik için zafer dönemleri olmadığını ortaya koymaktadır. Bu dönemlerde müdahaleler kısıtlanmakta, serbest piyasa ise düzenleyici önlemlere ihtiyaç duymaktadır. Yalnızca hegemon tarafından ortaya konan yapısal güç ve rejimler hegemonya gemisinin bu zorlu dönemlerde su yüzünde kalmasına imkân veren unsurlar olarak ortaya çıkmaktadır.

Konstrüktivizm bu noktada uluslararası ilişkiler teorisinin temel yaklaşımları olan realizm ve liberalizme göre daha açıklayıcı ve kapsayıcı bir teorik çerçeve sunabilmektedir. Realizm ve liberalizm çıkarlar ve gücü esas alırken, konstrüktivistler kimliğin ve normların gücünü ön plana koymaktadır. Realizm devletlere odaklanırken, konstrüktivistler bilginin ve normların farklı bölgelere yayılmasını mümkün kılan ulus ötesi ağların önemini altını çizmektedir. Bu ağlar farklı aktörleri (sivil toplum, devletler, uluslararası örgütler) farklı düzeylerde (ulusal, uluslararası, ulus ötesi) birbirine bağlar ve devletlerin normlarla uyumlu çalışmalarının ardında yatan mantığı anlamaya yardımcı olur. Konstrüktivist bakış açısının temel önermelerinden biri aktörlerin kimliklerinin ve çıkarlarının sosyal olarak inşa edildiğidir. Konstrüktivizme göre « gerçek », algılar ve bilişsel modlar tarafından şekillenir. Konstrüktivizm bizlere en uzun dönemli kurumların bile ortak algılara dayandığını, bir zamanlar insan bilinci tarafından sıfırdan hayal edilip ortaya konduğunu ve bu ortak anlayış ürünlerinin gerçeklik olarak kabul görene dek yaygınlaştırılıp konsolide olduğunu anlatır.

İç çalkantıların, kimliğin ve milliyetçi bakış açısının yeniden inşasında ya da bir başka deyişle yeniden formüle edilmesinde etkisi yadsınamaz. Böyle dönemlerde Amerikan milliyetçiliği izolasyonculuğu öne çıkaran bir söylemin doğmasını destekleyecek şekilde yüzeye çıkmaktadır. Ekonomik kriz dönemlerinde kamuoyu

beklentisi içerisindeki düzeni tekrar tesis etmek ve uluslararası çatışmalardan uzak durmak şeklinde kendini gösterir. Başkan, kabinesinin de desteğiyle ABD anayasasının kendisine tanıdığı beş temel yetkiye dayanarak dış politikanın formüle edilmesinde en etkili aktördür. Silahlı kuvvetlerin komutanı olmasının yanı sıra, anlaşmaları yapma ve imzalama yetkisine sahiptir. Kararnameleri çıkarır, yüksek bürokratları, elçileri, müzakerecileri atar, devletleri tanıma konusunda yetkilidir. Kısaca anayasanın kendisine tanıdığı yetkiler doğrultusunda geniş bir hareket imkânına sahiptir.

Büyük Bunalım yılları bize uluslararası ticaret alanında ABD yönetiminin korumacılığa, uluslararası ilişkiler alanında kökenini 19. Yüzyılın Monroe doktrininden alan ve Birinci Dünya Savaşı'nın olumsuz izleriyle desteklenen izolasyoncu yaklaşıma yöneldiğini göstermektedir. Krizin en belirgin ekonomik etkisi yaşanan insanlık durumları olmuştur. Krizden para ve maliye politikaları ile çıkılmaya çalışılmış, askeri harcamaların arttırılması tercih edilmemiş, dolayısı ile askeri harekât, 2. Dünya Savaşı'na müdahale gerekliliği ekonomik maliyetleri engelleme önceliğinin önüne geçeceği son ana kadar ertelenmiştir. 1930'lu yılların büyük ekonomik buhran dönemi, ABD'nin müdahale olasılıklarını krizin etkileri ile başa çıkma döneminde ötelediği bir süreç olarak karakterize olmuştur. Uluslararası düzeyde askeri harekât kararı yalnızca ekonomik kriz gibi değişkenlerin etkisiyle değil hükümet biçimi ile de ilintilidir. Ekonomik istikrarsızlıklar otokratik yönetimlerde dışa yönelik saldırgan tutumla eş zamanlı gözlenebilmektedir. Oysa ABD örneğinde çatışmaların dışında kalma kararı ile kendini göstermiştir. Bu anlamda ABD'nin dış politika tavrı, Avrupalı güçlerden farklılık göstermiş, Avrupa özelinde ekonomik istikrarsızlık, çatışmaları besleyen bir faktör olarak şekillenmiştir.

Yine ekonomik krizlerle şekillenen 1970'lerin, hegemon için gücünün sınırları açısından farkındalık yılları olduğu söylenebilir. Soğuk Savaş'ta yaşanan yumuşama süreci, hegemonun krizlerde takındığı esnek tavrın bir yansıması olarak yorumlanabilir. Zorunlu askerliğin sona erdirilmesi ve gönüllü ordu (1973) savunmanın bütçedeki payını azaltma yönünde önlemlerden biri olarak görülebilir. Dış yardımlar azaltılmış, güvenlik tehditleri silahlı güçten ziyade diplomasi ile bertaraf edilmeye çalışılmıştır. Öte yandan gizli müdahaleler / operasyonlar üçüncü dünya ülkelerinde nüfuz kazanma yöntemi olarak Amerikan demokrasisi ve değerleri üzerine gölge düşüren unsurlar olarak hafızalarda yer etmiştir. Başkan Nixon'un bu dönemdeki güvenlik doktrinini bir cümlede özetlersek: « ABD doğrudan tehdit altında olan devletten öncelikle kendi kendinin güvenliğini sağlamasını bekleyecektir. » ABD'nin müdahale konusunda isteksizliği oldukça belirgindir.

Daha önceki iki büyük krizde olduğu gibi 2008 krizi de müdahalecilikten kaçınma ve Başkan Obama'nın stratejik minimalizmi ile karakterize olmuştur. Ukrayna krizi Rusya'nın müdahaleciliğiyle kendini gösteren dış tehditler karşısında Avrupa-Atlantik topluluğunu önemli zorluklarla karşı karşıya bırakmıştır. Suriye krizinde belli bir noktadan önce ABD askeri müdahaleden kaçınmış, kırmızı çizgilerin geçilip kimyasal silahların kullanıldığının Obama tarafından açıklandığı noktada dahi anında askeri angajman ile cevap verilmemiş, Obama yönetimi başkanın Suriye'de sınırlı askeri müdahalede bulunmayı amaçladığının sinyalinin



vermiştir. Sürecin devamında bir vekâlet savaşı yaklaşımı gözlemlenmiştir. Bütün bunların ötesinde ise, ABD başkanlık ve kongre seçimlerinin her üç dönemde gözlediğimiz sonucu, müdahaleci olmayan söylemlerin kamuoyu tarafından tercih edildiği yönündedir.

Son bölümde, bu kırılma döneminin üstesinden hegemon tarafından nasıl gelindiği ele alınmaktadır. Hegemonyayı oluşturan unsurlar, ABD örneğinde en azından ilk iki vaka analizimizde (1929 ve 1970) yeniden inşaya imkan vermiş olarak ortaya çıkmaktadır. Konstruktivist teori, kimlik üzerine yaptığı vurgu ile, ABD gibi bir demokrasi örneğinde kamuoyunun görüşlerinin devletin tutumuna yansımaları açıklamaya imkan vermektedir. Peki bu çıktıya yol açan kimlik nasıl oluşmaktadır? Tarih bize Amerikan kimliğini oluşturan temalar olan bireycilik ve istisnacılık için rehberlik etmiştir. Bu temalar ışığında izolasyoncu ve uluslararası tercihler, müdahaleler ortak paydasında ele alınabilmektedir. Ekonomik kriz dönemleri dış askeri müdahalelerin geçici olarak sınırlandırıldığı dönemler olarak belirginleştiği için dış politikada karar alma mekanizmalarına ve yeniden seçilebilirlik ile çokça ilintili olan başkanın dış politika üzerindeki ağırlığına bakmak aradaki bağlantıyı okumaya imkân veren unsurlar olmuştur. Peki bu iç süreçler uluslararası yapı ile nasıl ilişkilendirilmektedir? ABD örneğinde uluslararası norm ve kuruluşların ikili bir etki mekanizması söz konusudur: hegemonyanın, hegemon tarafından tek taraflılığa imkan verecek bir gri alan bırakarak, tekrar inşası. Hegemonun 1945 sonrası kendi ortaya çıkardığı sistemin kurallarını tanımama konusunda yaşadığı, tek taraflılık eksenindeki çelişkiler bu çalışmanın ötesindedir. Fakat hegemonyayı yeniden inşa etmeye yarayan yetkinlikler maddi olmayan güçte yatmakta, bu güçler, Vietnam, Irak, Suriye gibi örneklerde kaba güç yetersiz kaldığında hegemonyanın yeniden inşasında kritik önem arz etmektedir. Yumuşak güç unsurları bir askeri ya da ekonomik başarısızlık durumunda hegemonun dayanak noktalarıdır. Bu sav her zaman geçerli midir, ya da geçerli olmaya devam edebilecek midir? İncelediğimiz ilk ekonomik kriz (1929) gecikmeli ve isteksiz de olsa bir hegemonun doğumuna imkân verebilmiştir. İkinci ve üçüncü krizler (1970'ler ve 2008) hegemonyanın devamlılığı ile ilgili derin sorgulamaları beraberinde getirmiştir. Görünüşe bakılırsa düşüşçü tartışmalar adeta bir döngüyü takip ederek tekrar canlanmaktadır: ekonomik krizler 1970'ler ve 2008-2009 örneklerinde olduğu gibi bu tartışmaları alevlendirmektedir. Bu da hegemonik istikrar etrafında yeni-gramscici argümanları ve düşüşçülük karşıtı görüşleri içeren bir sorgulama yapma imkânı vermektedir. Düşüşçülük karşıtları Soğuk Savaş'ın ardından tartışmaları kazanmış olarak ortaya çıkmışsa da, diyebiliriz ki 2008 bunalımı hegemonu ve uluslararası sistemi, hegemonyanın yeniden inşa unsurlarını belirlemede daha fazla zorlanılan bir durumda bırakmıştır.

Dilerim ki, ekonomik krizlerin dış politikada kaba güç kullanımına ve müdahaleciliğe geçici de olsa frenleyici etkisini siyasal iktisat ve uluslararası ilişkiler teorileri ışığında açıklamayı amaçlayan bu çalışma, ABD gibi bir büyük gücün istikrarı ve devamlılığı bağlamında, yine bu büyük güç tarafından temelleri atılmış olan uluslararası sistemin geleceğine dair daha fazla araştırma yapmaya ilham verir.

## INTRODUCTION

L'effet de l'économie sur la politique et celle de la politique sur l'économie est un domaine d'étude fréquemment visité. Ce travail a pour objectif de reprendre cette interaction sous l'angle de l'effet des crises économiques de grande ampleur et leurs répercussions sur la politique étrangère des Etats-Unis. La diplomatie et la politique étrangère sont incontestablement touchées par les crises politiques. Une situation similaire s'applique-t-elle aux crises économiques, si oui, dans quelle mesure? Bien qu'il soit risqué d'établir une relation directe entre les deux sphères, il est intéressant cependant de savoir comment le contexte de la crise économique, qui affecte profondément le cours de l'économie, peut avoir des mécanismes d'influence sur la politique étrangère. La question fondamentale à laquelle on essaie de donner une tentative de réponse est de voir comment se caractérise, le choix de la politique étrangère en cas des crises économiques. Dans ce contexte on va observer les divergences et les similarités dans les choix politiques des Etats-Unis en passant par de différentes crises économiques. Par ce biais, l'effet des crises sur la politique extérieure sera abordé durant « la grande crise de 1929 », de la « crise des années 1970 et les chocs pétroliers » et de la crise de 2008 aussi appelée « la grande récession ». Les Etats-Unis seront au centre de notre analyse comme « l'acteur principal » puis que pendant ces trois grandes crises économiques ils dominent le système international. Comme l'interaction entre les crises concernant le marché et l'adaptation de l'état en politique étrangère est en question, les approches principales de l'économie-politique et des relations internationales qui portent sur les choix de politique étrangère de l'hégémon -les Etats-Unis- constitueront le cadre théorique de notre étude. Notre méthodologie sera inductive et qualitative partant de l'observation des faits, basée notamment sur le changement au niveau des dépenses et des engagements militaires ainsi que l'évolution de la doctrine de sécurité nationale américaine. Dans notre étude de cas, les trois crises économiques du 20<sup>e</sup> siècle bouleversant l'économie américaine seront exposées. La fin de chaque crise correspond à une nouvelle phase dans la vie de l'hégémon. On va voir quelles sont les caractéristiques et la signification du rétablissement et de la reconstruction pour l'hégémon. Dans cette même partie, l'orientation en politique étrangère qui

correspond à chaque crise sera retracée et les moyens d'interaction entre les domaines économiques et diplomatiques seront cherchés.

Les relations internationales font souvent référence au jeu «à deux niveaux» que doivent jouer les décideurs politiques: le jeu simultané du jeu de la politique intérieure et du jeu de la politique internationale. La tâche redoutable de tisser ces liens a été contrecarrée par l'insistance sur le maintien de l'État en tant qu'acteur «métaphysique». Si l'on remplace la "métaphysique" par une conceptualisation plus approfondie de "l'acteur", la lecture des liens devient possible<sup>1</sup>. C'est ce qui suggère la théorie constructiviste qui fait partie de notre analyse théorique. Le tournant constructiviste apporte dans la RI les facteurs culturels et les constructions sociales au sein d'une culture qui affectent le comportement de l'État. Ce mouvement, visant à placer les décideurs humains au centre de la matrice théorique, a rendu le tissage des liens entre la politique intérieure et la politique internationale plus réalisable, bien que toujours complexe. Cette complexité de l'étude de la politique étrangère est accrue par son opacité. Plusieurs acteurs domestiques et étrangers, de même que de nombreux facteurs objectifs et subjectifs sont susceptibles d'influencer différemment les quelques personnes responsables de la décision finale. Les décisions sont rarement définitives ou décisives et elles ne constituent souvent que des crises temporaires ou des trêves avant que la question ne soit soulevée à nouveau. De plus, il y a aussi de fortes raisons pour soupçonner que les décisions soient souvent prises avec moins d'attention que tout le monde reconnaît leur signification et leurs conséquences : *"Un gouvernement ne décide pas d'inaugurer l'ère nucléaire, mais seulement d'essayer de construire la bombe avant son ennemi"*<sup>2</sup>. Afin de tenter de comprendre le processus complexe de prise de décision, des modèles ont été développés pour aider à expliquer, décrire, prévoir et évaluer la manière dont la politique étrangère est élaborée. Les modèles sont des outils analytiques conçus pour servir de représentations simplifiées de la réalité dans le but d'isoler et de mettre en évidence ce qui est perçu comme les caractéristiques les plus saillantes de l'élaboration des politiques. Les modèles peuvent nous aider à comprendre ce qui se passe dans le processus de prise de décision. On peut énumérer les travaux paradigmatiques qui ont jeté les bases de l'analyse de la politique étrangère comme:

<sup>1</sup> Valerie M. Hudson, **Foreign Policy Analysis : Classic and Contemporary Theory**, Rowman and Littlefield Publishers, 2007, p. 7

<sup>2</sup> Roger Hilsman, "Policy making is politics", in Charles W. Kegley, Jr., and Eugene R. Wittkopf (eds.), *Perspectives on American Foreign Policy: Selected Readings*, New York, St. Martin's, 1983, p.250

«*Decision-Making as an Approach to the Study of International Politics*» de Richard C. Snyder, HW Bruck et Burton Sapin (1954), "*Pre-Theories and Theories of Foreign Policy*" de James N. Rosenau (1964). Selon le modèle de prise de décision en groupes, dont Snyder, Bruck et Sapin font parti, de nombreuses décisions de politique étrangère critiques ne sont prises ni par un décideur individuel ni par d'importantes forces bureaucratiques. Différents types de groupes et de petits-groupes peuvent être identifiés, comme par exemple les sous-comités du National Security Council aux États-Unis. La politique étrangère comparée (*Comparative Foreign Policy*) est l'un des domaines où nous voyons l'héritage du scientisme / comportementalisme (*behavioralism*). Les travaux de James Rosenau ont relevé le défi de construire une théorie multidimensionnelle de la politique étrangère et de soumettre cette théorie à des tests empiriques agrégés rigoureux qui ont créé le sous-champ en tant que politique étrangère comparative. Le modèle politique bureaucratique de son côté apporte une contribution importante à la compréhension de la politique étrangère en mettant en évidence la nature politique et organisationnelle de l'élaboration des politiques. Ce modèle examine le processus par lequel les membres du gouvernement négocient entre eux sur des questions complexes de politique publique<sup>3</sup>. Dans son œuvre célèbre «*The Essence of Decision*», Graham Allison propose trois versions pour expliquer un épisode de politique étrangère: la crise des missiles de Cuba de 1962. Allison montre que le modèle des acteurs rationnels unitaires ne suffit pas à expliquer les curiosités de la crise. Le modèle de processus organisationnel et le modèle politique bureaucratique permet à Allison de l'expliquer davantage. Cependant, le modèle bureaucratique a également fait l'objet de critiques. En mettant l'accent sur le compromis, la négociation et les procédures opératoires standard, le modèle bureaucratique rend très difficile l'attribution de la responsabilité des décisions à prendre<sup>4</sup>. Une attention est accordée aux jeux de politique que les décideurs jouent plutôt qu'à leurs valeurs. Ce modèle est également critiqué pour sa complexité<sup>5</sup>.

Un des modèles décisionnels le plus fréquemment utilisé est le modèle des acteurs rationnels. L'analyste essaie de comprendre la décision de politique étrangère

---

<sup>3</sup> I. M Destler, **Presidents, Bureaucrats and Foreign Policy : The Politics of Organizational Reform**, Princeton Legacy Library, 1974

<sup>4</sup> Robert L. Galluci, *Neither Peace nor Honor : The Politics of American Military Policy in Vietnam*, (Baltimore, MD : Johns Hopkins University Press, 1975), p. 153

<sup>5</sup> Jonathan Bendor and Thomas H. Hammand, "Rethinking Allison's Models," *American Political Science Review*, 86 (1992), pp. 301-22.

en se plaçant lui-même dans l'action du gouvernement. L'objectif est d'apprécier la situation telle que la perçoit le gouvernement et de comprendre la logique de la situation. Cela peut être inductif comme dans les histoires diplomatiques ou déductif comme dans la théorie des jeux. Le modèle d'acteur rationnel est fréquemment critiqué pour avoir sous-estimé la complexité des affaires étrangères et la réalité du processus politique. Une autre perspective, la théorie des élites représente une approche tout à fait différente: elle concerne l'identité des individus qui font la politique étrangère et les groupes d'intérêts qu'ils représentent. Ces intérêts particuliers se transforment en intérêts nationaux à travers le modèle de responsabilités et la structure d'influence qui existent aux États-Unis. Contrairement à la théorie des élites, les pluralistes reconnaissent que la politique est le produit de négociations entre groupes et reflète les intérêts des groupes dominants. Selon eux, le pouvoir dans la société est fragmenté et diffusé, même s'il n'est pas distribué de manière uniforme.

La politique étrangère ne consiste pas seulement à réagir à des événements extérieurs; il est fortement influencé par les calculs politiques nationaux, les personnalités et les facteurs organisationnels. Compte tenu de la complexité des situations rencontrées, aucun modèle ne pourra aider à comprendre pleinement une décision ou un résultat de politique étrangère. Certains modèles peuvent être plus appropriés pour analyser certains domaines que d'autres. Un modèle d'acteur élitiste ou rationnel peut être utile pour comprendre comment les États-Unis se sont impliqués au Vietnam et une politique pluraliste ou bureaucratique peut être utile pour comprendre pourquoi les États-Unis se sont retirés du Vietnam<sup>6</sup>. Il est possible de se servir de plusieurs modèles afin de produire une image contenant un maximum de perspicacité. Pour le but de notre champ d'analyse qui est l'étude des moyens de la reconstruction hégémonique dans la perspective des théories de RI, on va limiter notre approche avec l'observation des choix et des déclarations au niveau du gouvernement et du Président des États-Unis. Pour pouvoir donner une vue d'ensemble du résultat final des décisions, de l'orientation gouvernementale américaine en cas des crises économiques et leurs répercussions sur la reconstruction hégémonique une analyse approfondie du processus décisionnel ne sera pas conduite. Dans ce but, nous allons nous focaliser sur l'évolution de la politique étrangère au cours de différentes crises, plutôt que les moyens par lesquels les décisions de la

---

<sup>6</sup> Glenn P. Hastedt, **American Foreign Policy**, Prentice Hall, 2000

politique étrangère se sont construites. Les tendances principales dans la politique étrangère des Etats-Unis, notamment le choix entre l'internationalisme et l'isolationnisme guideront la discussion dans notre analyse de cas. La partie finale sera consacrée à la discussion des données sous la lumière de la théorie des relations internationales (RI), notamment le constructivisme. Ainsi, nous estimons parvenir à une interprétation des mécanismes d'adaptation de la politique étrangère de l'hégémon en cas des crises économiques à travers une mise au point des divergences et similarités d'orientation de l'hégémon dans ces situations. Notre objectif fondamental est de comprendre l'interaction des domaines de l'économie et de politique. Par ce choix nous omettons d'accorder plus d'importance à la structure qu'à l'agent et l'aspect structurel de la reconstruction qu'à son aspect relationnel. Les théories classiques de la RI fournit actuellement beaucoup plus de perspicacité dans la structure que l'agence qu'on essaie de surmonter à l'aide de notre accent sur la théorie constructiviste et son concept d'identité car il est bien évident que seuls les êtres humains peuvent créer des identités et peuvent agir sur la base de leur identité, seuls les humains sont des agents des relations internationales<sup>7</sup>. Dans ce sens, nous allons mener notre analyse approfondie de la politique étrangère américaine avec une approche orientée davantage vers l'agent.

L'étude de la réaction d'une démocratie -qui est la puissance dominante de l'époque en question dans notre étude, de l'après 1<sup>ère</sup> Guerre Mondiale, jusqu'au début du deuxième millénaire, qui suit la fin de la Guerre Froide-envers les crises économiques et ses décisions de la politique extérieure qui en suivent, peuvent permettre de construire un premier pas d'une modèle qui pourrait aider à saisir le(s) mode(s) de comportement au niveau international en cas de crise économique. Lors de notre analyse nous considérons la différence entre les systèmes internationaux<sup>8</sup> au moment de chaque crise. Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis ont été un des pays intervenant le plus fréquemment dans les autres régions du monde. Plusieurs cadres explicatifs ont été adoptés pour interpréter les motivations sous-jacentes à ces interventions<sup>9</sup>. En général, la puissance hégémonique, le réalisme

---

<sup>7</sup> Alexander Wendt, le pionnier du constructivisme est apprécié pour l'intégration des idées dans les RI et critiqué pour son omission du facteur humain (Hudson, 2007) (Princeton, NJ : Princeton University Press, 1974), p.52

<sup>8</sup> Pendant la crise de 1929 le système international est multipolaire alors qu'en 1973 il est bipolaire et la Guerre Froide règne. La crise de 2008 correspond encore une fois à la multipolarité (discutable).

<sup>9</sup> Rabia Aslam (2010) "U.S. Military Interventions and the Risk of Civil Conflict", *Studies in Conflict & Terrorism*, 33:3, 246-267, DOI: 10.1080/10576100903555788

structurel et les conflits idéologiques ont guidé ces interprétations. Un certain nombre d'études portant sur l'analyse de la politique étrangère américaine voient les intérêts stratégiques et l'Union soviétique comme les facteurs déterminants de la politique étrangère des États-Unis<sup>10</sup>. Brzezinski a abordé la question comment les États-Unis devraient réagir à la politique soviétique dans le tiers monde. D'après lui, la politique américaine est, dans une certaine mesure, inévitablement réactive<sup>11</sup>. D'autres analystes considèrent que les interventions américaines sont motivées par des intérêts économiques plutôt que stratégiques et la force/les interventions militaires ont des conséquences non-militaires qui renforcent la stabilité et ainsi les intérêts économiques américaines comme dans le cas du déficit annuel important des États-Unis pendant la Guerre Froide. Les États-Unis ont acheté plus qu'ils ne vendaient à l'étranger, mais la confiance générale dans l'économie américaine a poussé les étrangers à investir leurs avoirs en dollars dans les États-Unis. Cela tenait en partie au compromis implicite: la protection fournie par les États-Unis aux plus gros détenteurs de dollars américains, à savoir les Allemands, les Japonais et les Saoudiens. La force militaire de l'Amérique a compensé son manque de discipline fiscale.<sup>12</sup> Ils soulignent que les États-Unis interviennent fréquemment dans les zones où ces intérêts sont menacés. Une autre étude montre que la possession de capacités militaires accrues sous la forme d'une plus grande force militaire est une source de tentation pour intervenir dans les conflits inter et intra-étatiques<sup>13</sup>. Mi Yung Yoon (1997) a découvert que si des intérêts stratégiques tels que l'intervention d'un allié soviétique et la présence communiste étaient des facteurs impulsants, des facteurs domestiques tels que l'année des élections ou la détérioration de la situation économique intérieure étaient des facteurs diminuant la probabilité de l'intervention américaine<sup>14</sup>. Notre but est de contribuer à ces tentatives de cadres explicatives une dimension liée à une situation spécifique de grandes crises et d'instabilités économiques causées par elles.

---

<sup>10</sup> Samuel P. Huntington, "Patterns of Intervention: America & the Soviets in the Third World", *The National Interest*, No. 7 (SPRING 1987), pp. 39-47

<sup>11</sup> Zbigniew Brzezinski, "Sentiment and Strategy: The Imbalance in America's Third World Policy", *The National Interest*, No. 12 (SUMMER 1988), pp. 140-144

<sup>12</sup> Robert J. Art, "The Fungibility of Force" dans *International Politics : Enduring Concepts and Contemporary Issues* édité par Robert J. Art et Robert Jervis, Pearson, 2005 pp. 215-231

<sup>13</sup> Benjamin Fordham, "A very sharp sword: the influence of military capabilities on American decisions to use force". *Journal of Conflict Resolution* 48 (5)\* pp! 632-656

<sup>14</sup> Mi Yung Yoon, "Explaining U.S. Intervention in Third World Internal Wars, 1945-1989", *The Journal of Conflict Resolution*, Vol. 41, No. 4 (Aug., 1997), pp. 580-602

Dans un premier temps, le but de notre étude est de s'interroger, d'une optique élargie, même s'il est difficile de tirer des conclusions exactes, de voir si la politique extérieure de l'hégémon, démontre des changements, qu'on peut attribuer à la crise économique. En effet ce qu'on s'attend à retrouver ce n'est qu'une probabilité de l'effet de la crise sur la politique extérieure, ce qui est quand-même prévisible: **un repli sur soi-même de la part de l'hégémon se désengageant des défis militaires, au moins comme la réaction initiale.** Dans notre élaboration théorique notre but est de retrouver comment les théories des relations internationales et de l'économie-politique sont compatibles avec cette réaction. Donc les résultats et les observations de notre recherche seront élaborés dans un cadre de problématique en deux étapes;

- La première étape de la problématique de ma thèse consiste à l'exploration des effets des trois plus grandes crises économiques sur l'attitude de politique étrangère des États-Unis: si les préférences en matière de politique étrangère présentent des similitudes ou non. La réponse à cette question peut être résumée par une précaution envers les interventions militaires en ce qui concerne les décisions de la politique étrangère, que l'on peut appeler une tendance isolationniste, et cette situation est évidente dans les trois crises.

- La deuxième phase du problème est centrée sur l'impact de fragilité de ces crises sur l'hégémonie et sur la reconstruction de l'hégémonie. Le pouvoir de l'hégémon dans le domaine de l'économie-politique et les effets de la perte de puissance relative sur la politique internationale sont discutés. Par exemple, Stephen Krasner (2009) souligne que l'hégémon a une situation «privilégiée» dans le recours à la force. La perte de pouvoir relative des États-Unis dans les années 1970 est un sujet qui fait l'objet de vives discussions dans le contexte de l'économie politique et de déclin dans le domaine des relations internationales. Comment se caractérise l'effet de l'économie et de la politique intérieure sur l'utilisation de la force dans les relations internationales et les approches d'économie-politique? Quels moyens contribuent à reconstruire l'hégémonie en crise? Comment l'approche de politique étrangère dans les crises économiques peut-elle être positionnée à la lumière des arguments déclinistes et anti-déclinistes?

Notre étude suivra le schéma suivant pour élaborer la problématique ci-dessus: La première partie de ma thèse couvre la définition générale et spécifique de



l'hégémonie aux États-Unis, à la suite du récit de la problématique. Les composantes de l'hégémonie sont ensuite élaborées dans le cas des États-Unis. Les caractéristiques structurelles et relationnelles de l'hégémonie sont présentées dans les termes de Gramsci et de Cox, notamment dans le cadre du consentement et de la coercition. Ces caractéristiques contribueraient à la continuité de l'hégémonie. L'accent est mis sur les effets des composants de l'hégémonie, tels que les régimes / systèmes internationaux, la priorisation de l'internationalisation / globalisation, le système éducatif et la culture. Cette sous-rubrique est la base de notre observation selon laquelle il est possible de reconstruire / maintenir l'hégémonie en temps de crise. Après l'observation de l'hégémonie, l'observation du déclin de l'interventionnisme dans les crises et l'évolution de la doctrine de la politique étrangère de l'hégémon en temps de crise sera exposée. À cette fin, tout d'abord, la définition de l'interventionnisme, puis l'isolationnisme et l'internationalisme dans l'orientation de la politique étrangère de l'hégémon sont discutés. Depuis sa fondation les États-Unis ont eu une attitude de la politique étrangère qui pendule entre les choix de l'isolationnisme et l'internationalisme. L'isolation ne signifie pas seulement éviter l'interventionnisme. De son côté l'internationalisme n'est pas que l'intervention mais comprend aussi la coopération internationale. Le débat sur l'interventionnisme, l'isolationnisme et l'internationalisme ouvrira la voie à la catégorisation des projections de la politique étrangère relatives aux cas de crises économiques abordées dans le chapitre suivant. Dans cette section, la formation des identités aux États-Unis et son impact sur les décisions politiques seront définis dans le cadre du constructivisme et le cadre théorique de ma thèse sera présenté. Le chapitre suivant s'ouvrira par une étude de cas dans laquelle les conséquences économiques et politiques des trois grandes crises économiques sont abordées. Dans les trois crises (la Grande Dépression de 1929, la crise pétrolière des années 1970, la crise de 2008), dans le contexte de la politique étrangère et de l'économie, on observe un repli à l'intérieur et l'interventionnisme était évité. On voit l'intervention tardive des États-Unis en 1945, malgré l'impact dévastateur de la guerre sur les grandes puissances européennes. Dans les années 1970, l'Europe et son allié, les États-Unis, étaient en désaccord. Un exemple à ce fait est qu'il n'y ait pas eu de soutien en dehors du Pays-Bas en l'Europe pour Israël et les États-Unis dans la guerre de Yom Kippour. L'embargo sur le pétrole a aggravé la crise, les États-Unis privilégiant des approches diplomatiques telles que le rapprochement avec la Chine et la détente avec l'URSS.

Durant les années de crise grave, les États-Unis ne se sont pas engagés à une intervention majeure et la diplomatie prend du poids. Lors de la crise de 2008, les discours du président Obama ont été marqués par une certaine intimidation. L'approche keynésienne en matière d'économie et de politique étrangère qui tentent de rompre avec les interventions précédents caractérisent cette période. La relation avec l'Iran est un autre développement important. Les études de cas dans cette partie de la thèse sont traitées de manière chronologique, l'«économie» et la «politique étrangère» relatives à chaque période seront repris grâce à la théorie. L'adaptation de la politique intérieure du point de vue constructiviste et la reconstruction de la politique étrangère selon les théories de l'hégémonie constitueront le cadre théorique de cette double distinction. Les élections en temps de crise seront considérées comme un reflet des tendances de l'opinion publique.

Dans la dernière section de la thèse, une évaluation constructiviste est effectuée dans le contexte des théories d'économie-politique et de relations internationales. L'analyse de cas, traitée en détail dans la première sous-partie, sera interprétée à la lumière du constructivisme. Conforme à la proposition principale du constructivisme, la crise amène l'hégémon à adapter son discours et son approche à la redéfinition de l'intérêt en tenant compte de l'opinion publique. Dans le contexte du cadre dessiné par Cox et de la critique du déclinisme que nous allons examiner dans ce chapitre, nous voyons que l'hégémon peut s'adapter à la situation issue de la crise et reconstruire l'hégémonie. Dans le contexte de l'idée des identités sous-jacentes au constructivisme, l'identité américaine évoquée dans la première partie de la thèse construite sur les piliers de l'individualisme et de l'exceptionnalisme; l'individualisme explique l'importance du premier plan attribué au marché domestique pendant la crise. Les régimes et la composante de consentement hégémonique associée à l'exceptionnalisme, permettent la continuité de l'hégémonie même si la perception de la puissance absolue est ébranlée. Toutefois, cela ne signifie pas que l'hégémonie ne soit pas entièrement affectée par les crises économiques et la perte de puissance relative de l'hégémonie se caractérise par la réduction des interventions et l'adaptation isolationniste dans les documents de stratégie, comme le montre l'étude de cas de notre première sous-section. Mais si l'hégémon est encore capable de se renforcer et de se reconstruire après le tremblement de terre et le retrait, l'hégémonie sera-t-elle durable à terme long? Bien que la réponse à cette question ne soit pas claire, à la suite de la crise de 2008, d'après le document de stratégie actuel du président

Donald Trump arrivé au pouvoir en 2016, les États-Unis cherchent maintenant à préserver leur premier rang plutôt que leur hégémonie.

Le monde du 21<sup>e</sup> siècle est interconnecté plus que jamais économiquement au niveau global où la stabilité politique, la préservation de la paix et leur relation avec l'économie restent à comprendre. L'analyse de l'attitude de la puissance hégémonique est l'une des démarches clés de cet effort de compréhension. Pour aborder la théorie vaste d'un cadre plus précis, on va se servir du concept d'hégémonie: sa définition en générale et ce qu'il signifie pour les derniers siècles depuis le 19<sup>e</sup>. Puis on va passer par les lignées de pensée fondamentales dans la politique étrangère des Etats-Unis: les tendances isolationnistes et internationalistes. La théorie constructiviste va nous guider pour analyser l'orientation du choix de la politique étrangère en cas des crises économiques. Comme le dit Wendt (1999), pionnier du constructivisme, régler la violence est l'un des problèmes d'ordre les plus fondamentaux de la vie sociale, car sa nature, ses technologies, son contrôle et son utilisation affectent profondément toutes les autres relations sociales. Ces aspects de la violence sont intrigant et c'est eux qui nous ont incités à la penser dans le contexte spécifique des crises économiques de l'hégémon. Est-ce que l'approche à la violence change dans ces cas de déclin économique? Si oui, dans quelle direction? Quand les conditions matérielles se détériorent, la réponse des décideurs de non usage de force passe par le biais des idées formées au niveau des électeurs surtout dans une démocratie comme les Etats-Unis. La reconstruction de son hégémonie, ne se fait pas par l'usage de force non considéré mais bien au contraire. Les éléments constitutifs relationnels et structurels sont en place.

## I) LES ETATS-UNIS: QUEL TYPE D'HEGEMON?

La montée et l'effondrement de grandes puissances a toujours été un sujet d'intérêt dans la discipline des relations internationales. Le concept de pouvoir dominant a inspiré la construction de modèles d'équilibre de puissance dont la théorie du cycle long de George Modelski (1987) en est un des plus connus. Pour Modelski, ceux-ci durent cent vingt ans, composés de quatre périodes d'une trentaine d'années chacune. Les phases 1 et 3 sont des phases de décollage quantitatif, et d'innovation, en termes économiques qualitatifs, les phases 2 et 4 connaissent une forte croissance économique. Ces cycles longs correspondant à la durée de l'hégémonie d'un pays, les grandes guerres servent à remettre à jour l'ordre du monde comme dans le cas de l'Espagne et de Portugal au 15<sup>e</sup> et 16<sup>e</sup> siècles, le Pays-Bas au 17<sup>e</sup>, la France au 18<sup>e</sup>, l'Angleterre au 19<sup>e</sup> et les Etats-Unis qui leur ont succédé au 20<sup>e</sup>, Modelski souligne aussi que non seulement les grandes guerres mais «l'accord d'une communauté de démocraties» peut être influent dans le changement<sup>15</sup>. Cela amène la gestion de l'ordre international par l'exercice d'un contrôle libéral et informel plutôt que formel et direct. Dans ce sens les caractéristiques de la puissance américaine nous donnera les clés pour la domination de la super puissance du 20<sup>e</sup> et sa continuation dans le 21<sup>e</sup>.

### I-A) Le concept d'hégémonie vu par les théories des RI et d'économie-politique internationale

L'hégémonie (en grec *commandant en chef*) est dans un premier temps utilisé comme un synonyme de *leadership*. Le concept d'hégémonie désigne traditionnellement une combinaison des concepts de l'autorité, du leadership et de la dominance<sup>16</sup>. Depuis le 19<sup>e</sup> siècle, l'usage du terme s'est généralisé, principalement dans les domaines de la philosophie, des sciences sociales, de l'activisme politique, de l'anthropologie, des études culturelles, de l'éducation, de la théorie du discours social. La source de la primauté de l'hégémon a été un sujet de débat: les conditions

<sup>15</sup> George Modelski, **Long Cycles in World Politics**, Palgrave Macmillan UK, 198, pp.7-38

<sup>16</sup> BülentŞener, « Uluslararası İlişkilerde Hegemonya Olgusuve ABD Hegemonyasının Siyasalve Kültürel Kaynağı: “Amerikan İstisnacılığı” ya da “Açık/Kaçınılmaz Yazgı” », **International Journal of Social Science**, Number: 26, Summer II 2014, pp. 405-420

matérielles objectives et/ou la politique. Cela revient à une discussion plus fondamentale concernant la source de la puissance: matérielle ou sociale? Le point de vue matériel voit la primauté comme une puissance substantielle qui est possédée plutôt qu'une condition sociale accordée par les autres. D'après cette pensée l'hégémonie est un sujet de puissance brute, dure et que l'hégémonie américaine est un produit des conditions matérielles objectives<sup>17</sup>.

Dans les travaux de Marx (1848), en particulier dans *L'idéologie allemande*, le sens du mot hégémonie s'apparente largement à celui de domination (il y est question de l'« hégémonie de l'Allemagne » ou de l'« hégémonie de la théorie »). C'est pourtant lorsqu'il évoque le fait que la classe dominante ne domine pas uniquement en fonction de sa puissance matérielle, mais bien parce qu'elle détient également les moyens de production intellectuelle, que Marx s'approche le plus du sens de l'hégémonie tel que nous l'entendons aujourd'hui<sup>18</sup>. La notion en viendra à prendre une importance et une extension capitales dans les travaux d'Antonio Gramsci (1891-1937) à la fin des années 1920 et au début des années 1930. Gramsci s'applique, autour du concept d'hégémonie, à penser plus spécifiquement les différentes modalités de l'adhésion implicite des classes dominées à l'idéologie bourgeoise<sup>19</sup>. « Cette domination se constitue et se maintient à travers la diffusion de valeurs au sein de l'École, de l'Église, des partis, des organisations de travailleurs, de l'institution scientifique, universitaire, artistique, des moyens de communication de masse... Autant de foyers culturels propageant des représentations qui conquièrent peu à peu les esprits et permettent d'obtenir le consentement du plus grand nombre »<sup>20</sup>. Le consentement renforce le pouvoir politique de l'élite et contribue au maintien de ses privilèges en donnant comme « naturels » les principes et valeurs sur lesquels il se fonde. Cette naturalisation présente l'ordre établi comme à priori immuable et contribue à favoriser le consentement des dominés nécessaire au maintien de la domination<sup>21</sup>. La société civile adhère à l'hégémonie et la reproduit. La théorie réaliste des RI utilise l'hégémonie plutôt dans le sens de la dominance par

<sup>17</sup>Ian Clark, "How Hierarchical Can International Society Be?" *International Relations*, Vol 23, Issue 3, pp. 464 – 480, First Published October 7, 2009, <https://doi.org/10.1177/0047117809340472>

<sup>18</sup>Chantal Savoie et Liliana Rizzuto, « Hégémonie », dans Anthony Glinoe et Denis Saint-Amand (dir.), *Le lexique socius*, URL: <http://ressources-socius.info/index.php/lexique/21-lexique/196-hegemonie>, page consultée le 05 novembre 2017.

<sup>19</sup>Ibid.

<sup>20</sup><https://www.agirparlaculture.be/index.php/theorie-de-la-culture/4-lhegemonie-culturelle-selon-gramsci> consulté le 05.11.2017

<sup>21</sup>Ibid.

la coercition et l'usage de force militaire. La théorie critique pourtant donne un rôle central à la persuasion et au consentement autour d'un centre de force dans la construction de l'hégémonie (Çiftçi, 2009, s. 216)<sup>22</sup>.

On peut dire que ce sont les théoriciens réalistes des RI qui ont donné ses lettres de noblesse au concept de puissance, qui est tant interconnecté avec l'hégémonie. Pour eux, la réflexion autour de la puissance est toujours très fortement marquée par les questions de *high politics* ou de sécurité militaire. La puissance s'exerce par des moyens divers qui vont des plus pacifiques aux plus violents: de la persuasion à l'incitation, à la coercition, aux sanctions et au recours à la force (Schelling, 1966)<sup>23</sup>. Les attributs de la puissance sont multiples, mais dans leurs écrits, les auteurs réalistes tendent à privilégier les ressources matérielles qui permettent plus facilement la comparaison et la hiérarchisation de la puissance dans le système international<sup>24</sup>. Et c'est la force militaire que l'on dit être la source de puissance par excellence. La puissance d'après la théorie réaliste des RI et notamment son pionnier Morgenthau est une fonction de *la population, la puissance militaire, le sentiment national, la géographie, les ressources naturelles – l'économie, l'industrie, la diplomatie et la qualité du gouvernement*<sup>25</sup>. Dans cette approche la voie par laquelle la stabilité internationale est atteinte, est suggérée comme « *l'équilibre des puissances* ». Hans Morgenthau écrit: « *Le fait que la puissance nationale dépende de la force militaire est si évident qu'il ne nécessite guère de démonstration* » (cité dans Smouts et al, 2003, p. 412). Une armée plus puissante n'impose pas nécessairement sa volonté aux autres. Les troupes nazies qui ont conquis l'Europe de l'Ouest, par exemple, étaient moins nombreuses que leurs opposants<sup>26</sup>. Mais cela ne leur a pas empêché de gagner. La puissance dans les relations internationales est souvent au-delà des calculs mathématiques, voire paradoxale<sup>27</sup>. Par exemple Kenneth E. Boulding, qui est un des académiques pionniers américains des études de paix du 20<sup>e</sup> siècle, lorsqu'il analyse la puissance au niveau international, donne moins de chance à la puissance coercitive qu'à la

---

<sup>22</sup> Şener, op.cit.

<sup>23</sup> Stéphane Paquin et Dany Deschênes, **Introduction aux Relations Internationales, Théories, pratiques et enjeux**, 2009, Chenelière Éducation inc.

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> Peter Sutch, Juanita Elias, **International Relations The Basics**, Routledge, 2007

<sup>26</sup> Paquin et Deschênes, op. cit.

<sup>27</sup> Ibid.

puissance intégrative d'un gouvernement hypothétique mondial<sup>28</sup>. Par exemple, la nature de la puissance permet à l'État A d'influencer l'État B, mais permet également à l'État B d'influencer l'État A dans un autre domaine de l'action internationale<sup>29</sup>. Une armée puissante peut constituer un moyen efficace pour limiter les ambitions expansionnistes d'un pays voisin, mais largement moins efficace pour convaincre cet État d'abandonner ses politiques protectionnistes, ou encore pour persuader un autre État de voter en sa faveur lors d'un vote à l'Organisation des Nations Unies<sup>30</sup> comme par exemple dans le cas de la guerre contre Irak où le conseil de sécurité de l'ONU n'a pas voté en faveur des Etats-Unis (2003). De même le parlement turc a voté contre la décision de mobiliser l'armée turque contre Irak en alliance avec les Etats-Unis (2003). La Chine a bien réussi à transformer son expansion économique en pouvoir politique, mais cela ne lui a pas permis de museler les organisations non gouvernementales (ONG) qui dénonçaient les violations des droits de l'homme au Tibet lors de la présentation des Jeux olympiques en 2008<sup>31</sup>. Ou encore l'Accord de Paris concernant le changement climatique est ouvertement opposé par le Président américaine Donald Trump mais cela n'empêche pas les autres pays d'adhérer à ce même accord (déclaration de COP 23, Bonn, 2017). Autrement dit, la puissance d'un Etat et les résultats politiques peuvent diverger.

Dans la tradition réaliste mais à peu près trente ans plus tard que Morgenthau, Waltz rajoute la structure du système international comme un déterminant des comportements des Etats au niveau international. Son approche, appelé *néo-réaliste*, met l'accent sur la distribution de la puissance dans le système (l'unipolaire, le bipolaire ou le multipolaire), plutôt que les facteurs composants de la puissance comme déterminant de l'usage de force. Les pays, indépendamment de leur capacité ou de leur puissance, ont tendance à démontrer certains schémas de comportements d'après la configuration du système, suivant la distribution de la puissance dans le système. Donc d'après Waltz, *la structure du système* est un déterminant important de la politique extérieure, d'où il est vu comme le père du *réalisme structurel*. L'équilibre des puissances est établi soit par des alliances des Etats moins puissants avec ceux plus forts (*bandwagoning*), soit par la recherche de sécurité des Etats en essayant d'équilibrer les plus forts (*balancing*). D'après le réalisme classique, l'équilibre de

---

<sup>28</sup> Kenneth E. Boulding, **Stable Peace**, University of Texas Press, 1978

<sup>29</sup> Paquin et Deschênes, op.cit.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> Ibid.

puissance est un *but* de la politique extérieure, pourtant d'après le néoréalisme ou le réalisme structurel, l'équilibre est un *résultat* de la structure du système<sup>32</sup>. Le réalisme structurel a été classifié par John J. Mearsheimer comme le réalisme structurel *défensif* et *offensif*, d'après la source de motivation de la recherche de la puissance. Le réalisme structurel défensif voit la puissance comme un outil de la sécurité. Le réalisme structurel offensif la voit comme un moyen pour élargir le domaine d'influence d'un Etat. La réponse de Waltz à cette classification a été de laisser le réalisme sans adjectif, puisque la recherche de la puissance pour plus d'influence, peut être source de différentes insécurités et peut entraîner des alliances, donc encore plus d'insécurité et plus de besoin de défense. D'après John J. Mearsheimer le but fondamental d'un hégémon est de rassurer sa souveraineté dans sa région en empêchant la dominance d'une puissance concurrente (Mearsheimer, 2001, s. 1). Il dit « *un hégémon est un Etat qui est tellement puissant qu'il domine tous les autres Etats dans le système* ». Cette explication de primauté est en contraste avec le statut social de l'hégémonie. Même s'il est basé sur la puissance matérielle, cela n'est pas suffisant.<sup>33</sup>

En ce qui concerne le statut social de l'hégémonie, la pensée de Gramsci et le concept de consentement qu'on a évoqué ci-dessus est adaptée aux RI par Robert Cox dans le cadre de la théorie critique et a donné naissance à l'école néo-gramscienne. Même si Gramsci a utilisé les termes « société civile » et « hégémonie » au niveau national, il n'a pas exclu leur usage au niveau international. Cox et autres néo-gramsciens se sont focalisés à cet aspect en l'adaptant aux RI. Mais il faut bien souligner que la société civile dans le sens de Gramsci n'a pas vraiment vu le jour au niveau mondial: les religions, les systèmes d'éducation et même les médias ne sont pas tout à fait universels<sup>34</sup>. Et la puissance occidentale en matière de finance, d'industrie, de la politique et de pouvoir militaire contribue à sa dominance qui dure<sup>35</sup>. Cox qui adapte les concepts fondamentaux de Gramsci aux RI explique l'hégémonie comme « *un ordre qui se constitue sur une économie mondiale formée à partir d'une mode de production dominante pénétrée dans tous les pays et*

<sup>32</sup> Erhan Büyükakıncı ed., SavaşKuramları, AdresYayımları, 2015

<sup>33</sup> Clark, op.cit.

<sup>34</sup> Şener, op.cit.

<sup>35</sup> Antonio Gramsci, **Selections from the Prison Notebooks**, International Publishers, New York, First Edition 1971, current edition 2008, pp. 310-316



à laquelle les autres modes de production sont soumises”<sup>36</sup>. En partant de cette idée, Cox, définit une relation à terme long entre la “consentement” et la “coercition” dans les relations de puissances entre les Etats<sup>37</sup>. Dans ce sens l’hégémonie est aussi un ensemble des relations sociales qui connecte les classes sociales de différents Etats. D’après Cox, sous l’hégémonie, le consentement précède la coercition. Lors que la relation hégémonique se développe l’hégémon associe ses intérêts avec ceux des autres Etats. L’hégémon se sert de la persuasion pour assurer sa dominance et son rôle de leader afin de réaliser ses intérêts (Cox, 1981, p. 141-144)<sup>38</sup>. Ensemble, l’acceptance presque universelle des aspects de la culture américaine –la consommation, la démocratie, le langage- ont vite étalé la base que les gramsciens appellent l’hégémonie culturelle. Cela a eu des avantages immédiats: dans les marchés et dans la volonté des peuples à prendre en charge l’établissement et le maintien d’un « cordon sanitaire » autour du bloc soviétique<sup>39</sup>. A plus long terme, cela a formé les désirs et les perceptions des alternatives. Ainsi les préférences de la politique internationale et de l’économie sont devenues compatibles avec les intérêts américains (la rationalisation de l’hégémonie).

Chez Cox, le sens de l’hégémonie n’est pourtant pas limité à la dominance d’une puissance mondiale sur les autres Etats. Cox défend que les structures hégémoniques soient maintenues par « des normes, des institutions et des mécanismes universels qui constituent les règles de comportement général pour les Etats et pour les forces de la société civile qui fonctionnent au-delà des frontières nationales ». L’hégémonie, d’après ce point de vue, est le produit des structures socioéconomiques, politiques et idéologiques entrelacées qui sont enracinées dans une certaine mode de production. Cet ensemble complexe de structures limite les choix de ce qu’on appelle la « politique légitime », ainsi assurant la continuité de la dominance de l’hégémon<sup>40</sup>.

<sup>36</sup> Robert W. Cox, **Production, Power and World Order : Social Forces in the Making of History**, New York : Columbia University Press, 1987

<sup>37</sup> Ibid.

<sup>38</sup> Robert W. Cox, “Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory”, **Millenium: Journal of International Studies**, Vol. 10, No. 2, 1981

<sup>39</sup> Un cordon sanitaire: le concept est employé dans ce contexte comme le nom donné aux pays créés à l’Ouest de la Russie soviétique.

<sup>40</sup> G. John Ikenberry and Charles A. Kupchan, “Socialization and Hegemonic Power”, **International Organization**, Vol. 44, No. 3 (Summer, 1990), pp. 283-315 Published by: The MIT Press Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/2706778> Accessed: 19-03-2017 13:44 UTC

Cox ajoute à l'usage courant de l'hégémonie, les relations entre les Etats et les organisations non étatiques. Donc l'hégémonie de Cox désigne un système qui comprend tout le réseau mondial et les valeurs qui en fait partie (Çiftçi, 2009, p. 205-206). L'hégémonie est créée par un Etat leader, basé sur la persuasion idéologique, qui opère suivant les principes assurant la suprématie de l'Etat dominant mais en même temps procurant une certaine satisfaction pour les autres Etats. Dans cet ordre, les économies des Etats pionniers deviennent interconnectées en résultat de certains mécanismes. Les élites de l'hégémon retrouvent ses alliés des classes sociales des autres Etats. Suivant les intérêts et les perspectives idéologiques communs se constitue un bloc mondial (bloc historique – l'un des concepts les mieux connus d'Antonio Gramsci) (Cox, 1987, p. 7)<sup>41</sup>.

Dans le sens théorique, élargir notre compréhension de la puissance hégémonique pour inclure la « socialisation » va amener de nouvelles connaissances en ce qui concerne la construction et le développement du système international. La socialisation des élites dans l'ordre hégémonique apporte la consolidation de la puissance hégémonique: le règne basée sur la force (la puissance) est améliorée par le règne basé sur le droit. De plus, c'est moins coûteux: l'hégémon peut se servir de moins de ressources économiques et militaires pour garantir le consentement car il se réjouit d'une compatibilité fondamentale des valeurs et des intérêts. Cette dimension ajoutée de la puissance hégémonique peut aussi expliquer pourquoi les principes régulateurs et les normes d'un système ne sont pas isomorphes suivant les changements de distribution de la capacité militaire et économique dans le système. L'orientation des normes et des valeurs des Etats suiveurs peuvent être altérées avant un déclin considérable des possessions et de la force militaire de l'hégémon ou bien peuvent survivre des périodes de déclin hégémonique et ainsi aider à perpétuer l'hégémonie au delà de son temps. En bref la socialisation peut être un élément clé pour comprendre le fonctionnement et le changement au sein des systèmes hégémoniques<sup>42</sup>. En ce qui concerne la méthodologie, l'importance de la socialisation est aisément observé lorsque la capacité coercitive de l'hégémon ne suffit pas à perdurer l'ordre hégémonique. Alors l'importance des normes devient plus évidente<sup>43</sup>.

---

<sup>41</sup>Cox, op.cit.

<sup>42</sup>Ikenberry et Kupchan, op.cit.

<sup>43</sup>Ibid.

L'hégémon doit posséder les facteurs de puissance dure et douce, la capacité et l'aptitude nécessaire pour assurer son rôle de protecteur. Les autres acteurs du système doivent définir leurs relations vis-à-vis l'hégémon. Ils ont le choix de suivre, de contester ou de rester indifférent au leadership de l'hégémon. Pour rassurer le control hégémonique il doit y avoir assez de nombre d'Etats suiveurs ou sympathisants. Cet accord tacite peut être appelé "le consentement hégémonique" (Evans et Newnham, 2001, p. 267)<sup>44</sup>. Donc si l'hégémonie est une forme de leadership, le leader doit avoir ses disciples (Lake, 2006, p. 28). Dans ce contexte on peut formuler le concept de l'hégémonie dans les RI par l'équation suivante: hégémonie = puissance + consentement<sup>45</sup>. La puissance hégémonique entreprend sa responsabilité et les coûts nécessaires pour faire durer le système hégémonique. Une puissance hégémonique a presque une influence absolue sur les institutions et les régimes qui sont en place dans le système pendant son hégémonie. La puissance hégémonique travaille pour que les acteurs adoptent ses valeurs culturelles et idéologiques afin qu'ils acceptent la légitimité du système. A l'aide des valeurs idéologiques et culturelles, la puissance hégémonique a le privilège de réjouir des effets du consentement et de ne pas faire recours à l'usage de force, d'imposer ses intérêts comme s'ils étaient l'intérêt commun (Cox, 1993, p. 49-66). Le consentement dans l'analyse de Gramsci était au niveau étatique et de politique interne une source de réconciliation entre les classes dominantes et dominées. Cox l'adapte au niveau international et explique le consentement comme la source de l'ordre hégémonique dans un monde où il existe des forces opposantes (Cox, 1981, s. 147)<sup>46</sup>. Le consentement dans la pensée de Cox sert aussi à comprendre la nuance entre les concepts historiques de la puissance hégémonique et de la puissance impériale. Le déterminant des empires est l'acquisition des territoires et leur annexion à une autorité politique centrale par l'usage de force militaire. Dans ce sens la coercition implique la puissance impériale et le consentement la puissance hégémonique, si ces deux types de puissances sont deux extrémités d'un spectre de domination.

Dans le monde actuel, il y a des États sans véritable puissance et des acteurs non étatiques qui, selon les enjeux, sont porteurs de puissance. Il est important de préciser que la mondialisation a brisé le lien entre la puissance et le territoire. Depuis

---

<sup>44</sup> Şener, op.cit.

<sup>45</sup> Ibid.

<sup>46</sup> Ibid.

les années 1960-1970, les acteurs non étatiques ont contribué à transformer la scène internationale, que l'on disait jusqu'alors dominée par les États. Dans les années 1960, l'école transnationale donne naissance à la théorie de *l'interdépendance complexe* grâce aux travaux de Robert O. Keohane et Joseph S. Nye. Cette école est caractérisée par la multiplicité des acteurs (par contraste à la centralité de l'Etat dans le réalisme), la multiplication des modes de communication, la diminution de la hiérarchie des intérêts et la décroissance -relative- des actions militaires. Les deux théoriciens, Keohane et Nye, ont constaté que le paradigme stato-centré du réalisme est insuffisant à expliquer ce processus. Même si l'Etat est un acteur important ce n'est plus la seule autorité qui détermine les conséquences. De l'individu aux institutions, plusieurs acteurs apparaissent dans la scène politique internationale. Un des pionniers de l'économie-politique, Robert Gilpin accepte l'importance de l'interdépendance complexe de Keohane et Nye, mais continue à attribuer une place importante à l'Etat. D'après Gilpin, pour que l'interdépendance ait un sens, il faut encore faire référence au système traditionnel des Etats, qui prend ses origines de la paix de Westphalie de 1648. Donc les Etats sont encore des acteurs primaires dans le système international et leurs intérêts sécuritaires déterminent le système<sup>47</sup>. Son exemple de la primauté de l'Etat est simple mais frappant: le nombre des membres des Nations Unies en 1945 était 50 et ce nombre, à la fin du 20<sup>e</sup> siècle, dans l'ère de la mondialisation, est à 200. Tous ces Etats remplissent les nécessités d'être un Etat, comme la monnaie nationale, l'aviation nationale, l'armée nationale<sup>48</sup>. Le paradigme transnational qui souligne la multiplicité des acteurs attire l'attention à l'impossibilité de réaliser la stabilité et éviter les menaces au système comme dans le cas du trafic de drogue ou l'effet des gaz de serres, par les moyens militaires. Cette approche voit le système international comme une toile des interconnections. Chaque domaine a sa propre composition et distribution de puissance. La Russie n'est pas un acteur fort en finance mais a plus de parole dans le domaine militaire. L'Arabie Saoudite est avancé en production du pétrole mais non en technologie. Dans ce sens les transnationalistes sont plus optimistes pour la paix. Les autres intérêts sont en

---

<sup>47</sup> Robert, Gilpin, **The Political Economy of International Relations**, Princeton, Princeton University Press, 1987, p. 46

<sup>48</sup> Robert Gilpin, **Global Political Economy: Understanding the International Economic Order**, Princeton University Press, 2001, p. 15

concurrence avec l'intérêt de sécurité et le coût de la guerre, évalué dans la lumière des autres buts, peut apparaître plus élevé<sup>49</sup>.

Comme le soutiennent Robert Keohane et Joseph Nye, dans un monde d'interdépendances complexes composé d'une multitude d'enjeux, la puissance est diffuse. En somme, pour les spécialistes de l'économie-politique internationale, l'exercice de la puissance ne peut être pensé de la même façon que par les réalistes classiques. On ne peut plus affirmer que la puissance ne relève que de la volonté d'un État d'imposer ses choix à autrui grâce à sa supériorité militaire. La puissance revêt une forme plus subtile qui procure à son détenteur, qui n'est pas nécessairement un État, la capacité de déterminer ou de contrôler les domaines centraux de la compétition internationale. Bertrand Badie et Marie-Claude Smouts définissent la puissance comme étant « *la capacité de contrôler les règles du jeu dans un ou plusieurs domaines clés de la compétition internationale* » (1999, p. 145). Dans un même ordre d'idée, Susan Strange définit ainsi la puissance: « *La capacité d'une personne ou d'un groupe de personnes d'influencer les résultats de telle façon que leur préférence ait préséance sur les préférences des autres* » (1996, p. 35). Il ne faut pas non plus sous-estimer la dimension psychologique de la puissance, qui est considérable, car elle est également inscrite dans les perceptions. En effet même les académiques qui soulignent l'importance des formes coercitives de l'hégémonie négligent pas les autres facteurs. Comme déclare Robert Keohane (1984), « *les théories de l'hégémonie doivent essayer d'expliquer non seulement les décisions de la puissance dominante concernant la mise en place et l'application des règles mais aussi d'interroger les raisons pour lesquelles les Etats secondaires adhèrent au leadership de l'hégémon* ». Il précise que ces théories « *doivent être capable d'expliquer la légitimité des régimes hégémoniques et la coexistence de la coopération* ». De même, Robert Gilpin (1987) défend que la gouvernance du système international soit maintenue par le prestige et le leadership moral de la puissance hégémonique. Bien que l'autorité de la puissance hégémonique soit établie par la suprématie militaire et économique, « *la position de la puissance dominante peut être soutenue par des valeurs idéologiques, religieuses partagées par un groupe d'Etats* ». Ce type d'argumentation suggère la signification considérable des ressources immatérielles pour la création et la perpétuation de l'ordre hégémonique.

---

<sup>49</sup>P. D'Anieri, **International Politics: Power and Purpose in Global Affairs**, Wadsworth, Cengage Learning, 2010, p. 220

D'autres auteurs soulignent que la puissance puisse être exercée en formant les normes et les choix de valeurs autour desquels la politique est conduite. Ces arguments, avancés par des académiques qui représentent des traditions théoriques diverses, démontrent une caractéristique de la puissance qui n'est pas réductible à la capacité coercitive de l'hégémon. La capacité de produire un consentement à la légitimité ou à l'acceptabilité d'un ordre particulier international, autrement dit la capacité de mettre en œuvre un consensus parmi les élites nationales concernant les piliers normatifs du système – est une dimension importante voire la plus importante de la puissance hégémonique<sup>50</sup>.

### **I-B) L'historique et les caractéristiques de l'hégémonie américaine: une évaluation d'après les catégories de puissance relationnelle et structurelle**

Il y a presque un consensus sur le fait que les États-Unis soient le dernier hégémon du 20<sup>e</sup> siècle. Le bilan de pouvoir ci-dessous dans le Tableau I.1<sup>51</sup> montre la concentration de la puissance matérielle au 19<sup>e</sup> et au 20<sup>e</sup> siècle. Une comparaison entre l'hégémonie britannique et américaine démontre une différence essentielle dans la configuration spatiale de ces deux États de premier plan. La dispersion des domaines coloniaux britanniques à travers le globe et leur faible intégration les uns avec les autres – par opposition à la concentration régionale et à la solide intégration entre les domaines territoriaux américains – constituaient cette différence<sup>52</sup>. Les vastes dimensions de l'empire britannique avaient joué un rôle essentiel dans la formation et la consolidation du système d'accumulation ayant pour centre le Royaume-Uni<sup>53</sup>. La révolution des transports et de l'industrialisation de la guerre a aggravé la compétition entre États pour leurs « espaces vitaux ». Protéger le territoire métropolitain et les domaines d'outre-mer coûtait de plus en plus cher à la Grande-Bretagne, et les possessions impériales, se sont détachées les unes après les autres.

<sup>50</sup> Ikenberry et Kupchan, op.cit.

<sup>51</sup> Bruce Russett, "The Mysterious Case of Vanishing Hegemony; or, Is Mark Twain Really Dead?" **International Organization**, Vol. 39, no. 2 (Spring 1985), p. 212; 2003 GNI Data from the World Bank, *World Development Indicators*, July 2004; 2003 Military Expenditures Data from Center for Defense Information, "Last of the Big Time Spenders: U.S. Military Budget Still the World's Largest, and Growing," March 19, 2003; Manufacturing data for 2000 from The World Bank, *World Development Indicators*, Manufacturing, value added in constant 1995 \$US, (Washington: The World Bank, 2003).

<sup>52</sup> Giovanni Arrighi, « Le début de la fin de l'hégémonie américaine », *Agone*, vol. 55, no. 3, 2014, pp. 65-110.

<sup>53</sup> Ibid.

Dans le même temps, la distance ayant cessé d'être un handicap du fait de cette révolution des transports et de l'industrialisation de la guerre, la taille continentale des États-Unis, leur continuité territoriale, leur insularité et leur accès direct aux deux grands océans sont devenus pour eux des avantages stratégiques.<sup>54</sup>

**Tableau I.1**

**Quatre pouvoirs majeurs par rapport à l'hégémon**  
**Les pays selon leur pourcentage du niveau de l'hégémon**

<b>PNB</b>									
<b>L'année</b>	<b>1ere Puissance</b>		<b>2°</b>		<b>3°</b>		<b>4e</b>		
2016*	<u>Etats-Unis</u>	100	Chine	60	Japon	26	Allemagne	19	
1984	<u>Etats-Unis</u>	100	Union Soviétique	41	Japon	35	R.F. Allemande	20	
1950	<u>Etats-Unis</u>	100	Union Soviétique	29	Grande-Bretagne	19	France	13	
1938	Etats-Unis	100	Allemagne	37	Union Soviétique	37	Grande-Bretagne	27	
1913	Etats-Unis	306	Russie	123	Allemagne	113	<u>Grande-Bretagne</u>	<u>100</u>	
1870	Etats-Unis	117	Russie	117	<u>Grande-Bretagne</u>	<u>100</u>	France	86	
1830	Russie	132	France	105	<u>Grande-Bretagne</u>	<u>100</u>	Autriche-Hongrie	87	
<b>Dépenses Militaires</b>									
2016**	<u>Etats-Unis</u>	100	Chine	35	Russie	11	Arabie Saoudite	10	
1984	<u>Etats-Unis</u>	100	Union Soviétique	100	Chine	18	Grande-Bretagne	15	
1950	Union Soviétique	106	<u>Etats-Unis</u>	<u>100</u>	Chine	18	Grande-Bretagne	16	
1938	Allemagne	657	Union Soviétique	481	Grande-Bretagne	161	Japon	154	
1913	Allemagne	129	Russie	125	<u>Grande-Bretagne</u>	<u>100</u>	France	99	
1872	Russie	127	France	119	<u>Grande-Bretagne</u>	<u>100</u>	Allemagne	68	
1830	France	148	Grande-Bretagne	100	Russie	92	Autriche-Hongrie	54	

**Source:** Bruce Russett, "The Mysterious Case of Vanishing Hegemony; or, Is Mark Twain Really Dead?" **International Organization**, Vol. 39, no. 2 (Spring 1985), p. 212; 2003 GNI Data from the World Bank, World Development Indicators, July 2004; 2003 Military Expenditures Data from Center for Defense Information, "Last of the Big Time Spenders: U.S. Military Budget Still the World's Largest, and Growing,"

March 19, 2003; Manufacturing data for 2000 from The World Bank, World Development Indicators, Manufacturing, value added in constant 1995 \$US, (Washington: The World Bank, 2003).

\*<http://databank.worldbank.org/data/download/GDP.pdf>

\*\*<https://www.forbes.com/sites/niallmcCarthy/2017/04/24/the-top-15-countries-for-military-expenditure-in-2016-infographic/#150fba5443f3> consulté le 17.05.2018

<sup>54</sup>Ibid.

L'hégémonie américaine, facilitée par la révolution des transports et par l'industrialisation, prend ses origines de la période qui suit la Guerre Civile – Guerre de Secession américaine. Le Nord et le Sud ont des économies différentes l'une de l'autre. Celle du Nord est basée sur l'industrie alors que celle du Sud est basée sur l'agriculture esclavagiste. Suivant la défaite du Sud, la politique du gouvernement tourne vers le Nord et vers l'industrialisation. Les Etats-Unis émergent de la 1<sup>e</sup> Guerre Mondiale comme une puissance comparable à la Grande-Bretagne. Les deux sont en concurrence pour le leadership économique mondial durant la période entre les deux guerres. Durant cette période, la croissance britannique (celle de la Grande-Bretagne) n'a été que de 1,9% par an, soit moins que la moyenne mondiale, alors même que la croissance américaine atteignait en moyenne 3,94% et celle de l'Allemagne 2,81%. Conséquence: la richesse de ces deux pays a dépassé celle de la Grande-Bretagne dont le poids dans le PIB mondial est passé de 9% à 8,2%<sup>55</sup>. Avec la pression pour le commerce plus libre, les Etats-Unis se lancent envers la libéralisation en 1913 avec le passage d'Underwood Tariff Act<sup>56</sup>. Cet élan est interrompu par la 1<sup>e</sup> Guerre Mondiale et l'instabilité économique internationale. Suite à la hausse de la production agricole européenne après la guerre, le tarif douanier est élevé en 1922 (Fordney-McCumber Tariff Act) pour assurer la protection des agriculteurs américains. La surproduction agricole et la baisse des prix ont entraîné encore une augmentation tarifaire et les autres secteurs ont demandé à leur tour une protection semblable. Smoot-Hawley Tariff Act de 1930 a marqué l'accord du protectionnisme aux autres secteurs industriels. Les Etats-Unis retournent au libéralisme international avec le Reciprocal Trade Agreements Act<sup>57</sup> de 1934. Il n'était pas facile d'assurer le libre-échange dans les années 1930 et début des années 1940 mais après la fin de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, il devient la pièce maîtresse de la politique extérieure économique américaine. Comme la Grande Bretagne du 19<sup>e</sup>, les Etats-Unis étaient dès lors, la force qui donnait l'impulsion à la libéralisation de l'économie comme le producteur de l'ordre mondial. Au fil des décennies, et avec

<sup>55</sup> <https://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20131226trib000802862/1-economie-mondiale-en-1914-35-rule-britanniahellip-mais-pour-combien-de-temps.html> consulté le 17.05.2018

<sup>56</sup> Dans le programme réformiste du président démocrate Woodrow Wilson, cette loi consiste à abaisser le tarif douanier.

<sup>57</sup> En 1934, le Congrès, à majorité démocrate, vote le Reciprocal Trade Agreement Act autorisant le Président à négocier des baisses tarifaires bilatérales et réciproques pouvant aller jusqu'à 50%. Cette loi marquait un changement dans la politique commerciale américaine, désormais convertie aux principes de l'ouverture commerciale. (dans Habib Gherari, **Les Accords Commerciaux Préférentiels**, Editions Larcier, 2013)



plus de soutien que la résistance d'autres États, il a façonné un ordre international vaguement basé sur des règles. Cette commande construite avec les partenaires européennes et de l'Asie de l'Est à l'ombre de la guerre froide et organisés autour de marchés ouverts, des alliances de sécurité, de la coopération multilatérale et de la démocratie a fourni la base et la logique de fonctionnement pour la politique mondiale moderne<sup>58</sup>. Ils ont donné élan à plus d'ouverture économique par la fondation de GATT, du FMI, de la Banque Mondiale et d'autres organisations des Nations-Unies. On doit bien noter que GATT a contribué à l'augmentation du commerce mondial (avec une croissance du commerce de 8% par an entre 1950-60) mais avec des limites pour les pays en voie de développement puisque les pays développés ont continué à utiliser le protectionnisme contre les exportations depuis les pays sous-développés. Les Etats-Unis ont aussi fait des réductions comparables à ses tarifs et ont encouragé la discrimination envers ses exportations pour faciliter la reconstruction économique. Le commerce libre dans son vrai sens était retardé jusqu'aux années 1960 quand le Round Kennedy de GATT a abouti à une réduction de tarifs dans tous les pays industrialisés. Le Round Tokyo a suivi avec plus de réductions de tarifs et a encore diminué les barrières tarifaires au commerce. Vers la fin des années 1960 les défis du libéralisme international deviennent apparents. La suprématie économique américaine diminue, la puissance internationale devient plus coercitive. Notamment dans la sphère monétaire internationale les mesures provisoires contre le surplomb de dollar (l'excédent de dollars en dehors des Etats-Unis) sont abandonnées en faveur d'une approche unilatérale appelée les chocs de Nixon d'Aout 1971.<sup>5960</sup>

L'historique de l'ordre économique mondial établi en 1945 basé sur le marché libre se résume ainsi en grandes lignes mais il nous reste à évaluer les caractéristiques de l'hégémonie d'une perspective plus élargie.

---

<sup>58</sup> John Ikenberry, "Power and liberal order: America's postwar world order in transition", **International Relations of the Asia Pacific Vol. 5 No. 2**, Oxford University Press and the Japan Association of International Relations 2005

<sup>59</sup>Jeffrey A.Frieden, *International Political Economy Perspectives on Global Power and Wealth*, 4<sup>th</sup> Ed., article de David A.Lake "British and American Hegemony Compared: Lessons for the Current Era of Decline" pp.127-139

<sup>60</sup> Qu'on élabore plus en détail dans la deuxième section du Chapitre II

## 1) Les indicateurs de l'hégémonie: Les Etats-Unis et le reste du monde

Plutôt que d'utiliser la force ou la coercition explicite, le pouvoir hégémonique repose, au sens gramscien, sur la manipulation réussie des institutions culturelles et sociales - tels que les médias - pour façonner les limites des opportunités économiques et politiques pour les citoyens. Cela permet au groupe dominant de la société d'influencer les préférences des autres en faveur de l'ordre existant; et veiller à ce que les représentants de ces intérêts dominants occupent des postes clés dans les domaines monétaire, réglementaire, judiciaire et bureaucratique. Dans la politique internationale, l'hégémonie se réfère à:

- la domination d'une puissance sur la scène mondiale; ou
- la prédominance régionale d'un seul pays.

Une telle «domination hégémonique» repose sur l'influence culturelle, les ressources non militaires et le pouvoir économique. L'influence culturelle américaine envahissante fait partie d'une transformation structurelle dans le système international. Cela permettait les américains d'exercer un contrôle substantiel sur les développements sans recours à la puissance matérielle contre les autres pays. Plutôt, les valeurs des autres entités politiques étaient déjà conditionnées pour être compatibles avec les intérêts des Etats-Unis et ces entités elles-mêmes (anti-autoritarisme et l'acceptance du marché-libre à un certain point)<sup>61</sup>.

L'hégémonie globale est fondée à travers un processus de développement culturel et hégémonique. Ce processus est enraciné principalement dans la société civile du pays fondateur. Il bénéficie du soutien de l'Etat de ce pays et cela s'étend aux groupes domestiques d'autres pays.<sup>62</sup>L'hégémonie mondiale est donc une construction sociale, économique et politique. Autrement dit, l'hégémonie constitue l'ensemble des normes, des institutions et des mécanismes universelles qui définissent les principes de la mode de production dominante pour les acteurs étatiques et les acteurs transnationales de la société (Cox, 1993, s. 61)<sup>63</sup>. L'influence de la Russie sur son «proche étranger» en est un exemple évident, tout comme

---

<sup>61</sup>Robert W. Cox and Harold K. Jacobson, "The United States and World Order: On Structures of World Power and Structural Transformation" (paper presented at the Twelfth World Congress of the International Political Science Association, Rio de Janeiro, August 1982), cité dans *The Mysterious Case of Vanishing Hegemony; or, is Mark Twain Really Dead?* Author(s): Bruce Russett Source: **International Organization**, Vol. 39, No. 2 (Spring, 1985), pp. 207-231 Published by: The MIT Press Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/2706708> Accessed: 19-11-2017 10:01 UTC

<sup>62</sup>Ibid.

<sup>63</sup>Şener, op.cit.

l'influence des États-Unis au Canada et en Amérique centrale; Washington est aussi parfois décrit comme «l'hégémonie mondiale». La Chine pourrait de plus en plus être considérée comme présentant certaines caractéristiques hégémoniques en Asie du Sud-Est<sup>64</sup>.

La perception de l'hégémonie américaine a inspiré une variété d'adjectifs qualifiant son statut. Les États-Unis sont décrits par des auteurs américains et britanniques comme un « nouvel empire », un « empire en devenir », un « empire *lite* »<sup>65</sup>, un « empire bienveillant », un « empire qui ne s'assume pas » (*in denial*), un « empire de la consommation », ou, de façon plus classique, un « empire malgré lui » (*reluctant empire*), un « empire accidentel », un « empire par invitation »... mais très rarement comme un Empire tout court<sup>66</sup>. Les auteurs comme Hardt et Negri soulignent une distinction entre l'impérialisme d'un expansionnisme prédateur et la république universelle de tendance expansive<sup>67</sup>. Pour cette dernière, ils renoncent carrément l'adjectif « impérialiste ». L'Empire est, en ce sens, d'abord « un appareil décentralisé et déterritorialisé de gouvernement, qui intègre progressivement l'espace du monde entier à l'intérieur de ses frontières ouvertes et en perpétuelle expansion ».<sup>68</sup> Dans le discours politique de la deuxième moitié du 20<sup>e</sup> siècle, les adjectifs « impérial » et « impérialiste » avaient un sens presque péjoratif. Même les dirigeants des pays dominants que les autres qualifiaient d'impérial, refusaient cette étiquette. Les Britanniques, suivant la deuxième guerre mondiale défendaient que leur système en chute rapide ne soit plus un empire mais un « Commonwealth ». Les soviétiques insistaient sur le fait que par définition - une définition formulée par Lénine au début du siècle - leur expansionnisme n'était pas impérial, puisque seuls les États capitalistes pouvaient être impérialistes. L'anti-impérialisme et l'anti-colonialisme étaient peut-être les idéologies ou les slogans les plus omniprésents dans le monde d'après 1945. Il s'en suivait presque inévitablement que seuls les critiques les plus féroces et les plus hostiles de la politique étrangère des États-Unis la décrivaient comme *impériale* ou *impérialiste*. Tout cela a changé rapidement et radicalement. La notion d'un empire américain est devenue une figure centrale dans le discours politique mondial contemporain - et employée à partir d'un éventail de points de vue

<sup>64</sup><https://www.nytimes.com/2008/05/01/news/01iht-30oxan.12491269.html>

<sup>65</sup> Le terme est employé par Micheal Ignatieff en 2003 pour désigner le caractère distinct de l'empire américain des empires du passé. Michael Ignatieff, **Empire Lite**, Penguin Books, Canada, 2003

<sup>66</sup> Philip S. Golub, « Un goût de sang dans la jungle: l'Empire américain revisité », **Mouvements** 2009/1 (n° 57), p. 160-173. DOI 10.3917/mouv.057.0160

<sup>67</sup> M. Hardt et A. Negri, **Empire, Exils** Éditions, Paris, 2000, p. 212

<sup>68</sup> Ibid. p.17

beaucoup plus large. Il est, naturellement, encore favorisé par de nombreux critiques négatifs des phénomènes concernés. Mais il est maintenant utilisé aussi par ceux qui ont apparemment l'intention d'utiliser le terme d'une façon neutre, essentiellement descriptive, comme Andrew J. Bacevich<sup>69</sup>, Charles S. Maier<sup>70</sup>, ou Michael Ignatieff<sup>71</sup>. Plus frappant encore, il est utilisé avec une approbation chaleureuse, non seulement par des gens comme le polémiste américain néo-conservateur Dinesh D'Souza, mais aussi par des commentateurs moins didactiques comme Robert Kagan, Sebastian Mallaby et le haut fonctionnaire britannique du service extérieur Robert Cooper<sup>72</sup>. Il y a d'autres penseurs comme Žižek, qui accuse les Etats-Unis de ne pas être l'empire mondial qu'ils sont censés être. Au lieu d'assumer des responsabilités mondiales, affirme Žižek, elle déçoit en «*poursuivant impitoyablement ses intérêts*»<sup>73</sup>.

Pour disperser la confusion probable que les discussions autour du mot «*impérial*» puissent causer, il faut bien noter que la plupart des analystes préfèrent le terme d'hégémonie à l'«*empire*» en raison de sa relative précision empirique dans la description des affaires mondiales actuelles<sup>74</sup>. Quelque soit le choix de l'adjectif, réfléchir davantage sur les modèles historiques de l'empire par le colonialisme formel peut incontestablement mieux servir à comprendre le trajet distinct de l'hégémonie américaine. Malgré cette distinction on rencontre encore une fois le concept: les premiers écrivains et politiciens américains ont parfois appelé leur pays nouvellement souverain un «*empire*» même s'il ne s'agissait pas de la colonisation. Ceci, cependant, faisait allusion à la tradition dérivant de la Rome antique et ressuscitée à l'ère de la Réforme, par laquelle l'«*empire*» signifiait simplement un «*Etat complètement souverain*». L'usage était un accompagnement linguistique de la déclaration d'indépendance elle-même. Beaucoup plus typiques, beaucoup plus puissants, étaient des répudiations explicites de tout désir d'expansion externe. George Washington et Thomas Jefferson ont mis en garde contre les

<sup>69</sup> Andrew J. Bacevich, **American Empire: The Realities and The Consequences of US Diplomacy**, Harvard University Press, 2004

<sup>70</sup> Charles S. Maier, **Among Empires: American Ascendancy and Its Predecessors**, Harvard University Press, 2007

<sup>71</sup> Michael Ignatieff, **Empire Lite**, Penguin Books, Canada, 2003

<sup>72</sup> [https://www.opendemocracy.net/globalization-vision\\_reflections/article\\_1279.jsp](https://www.opendemocracy.net/globalization-vision_reflections/article_1279.jsp) American Empire: history and future of an idea, Stephen Howe 11 June 2003

<sup>73</sup> S. Žižek, "Denying the Facts, Finding the Truth", **New York Times**, 5 January, 2007 dans Philip S. Golub, «*Un goût de sang dans la jungle: l'Empire américain revisité*», **Mouvements 2009/1 (n° 57)**, p. 160-173. DOI 10.3917/mouv.057.0160

<sup>74</sup> <https://www.nytimes.com/2008/05/01/news/01iht-30oxan.12491269.html>

«aventures» étrangères, considérant l'empire d'outre-mer comme une menace aux vertus républicaines. L'expansion vers l'ouest au sein de l'Amérique du Nord continentale suscite peu de craintes offre des parallèles frappants avec l'élargissement impérial terrestre ailleurs. Surtout depuis les années 1960 les historiens ont tenté de questionner l'approche euro centrée et mythique, la conquête de l'Ouest étant perçue comme la première étape de l'impérialisme américain. Le plus représentatif de ces historiens et qui incarne toutes ces tendances est sans nul doute Howard Zinn, avec son ouvrage *A People's History of the United States* (1980), une histoire du peuple, par le peuple, pour le peuple<sup>75</sup>. Dès les premières lignes du premier tome, intitulé « La conquête (1492-1898) », le ton est donné: Zinn rompt avec l'histoire « officielle » des États-Unis, ses mythes, ses héros, ses valeurs, son idéologie. Il montre, comme le souligne Philippe Daumas « que les Européens n'ont découvert et colonisé les Amériques que pour l'appât du gain et la recherche du profit, excluant toute volonté civilisatrice, toute générosité, toute humanité même<sup>76</sup>». James Loewen également, dans son ouvrage *Lies My Teacher Told Me: Everything Your American History Textbook Got Wrong* (*Les mensonges que l'on m'a enseignés: toutes les erreurs de votre manuel d'histoire américaine*), publié en 2008, déconstruit l'histoire présentée dans les manuels et décrit les différents épisodes de l'expansion des États-Unis de manière à en privilégier la dimension sociale, à donner la parole à ceux que l'histoire traditionnelle a ignoré, à mettre à jour des faits que cette dernière s'est toujours enforcée de cacher ou de minimiser<sup>77</sup>. Ces auteurs reconstruisent la mémoire des Indiens qui ont été poussés vers l'Ouest pour laisser la place aux nouveaux colons, la mémoire des traités violés, des terres spoliées, des cultures détruites, de la résistance spirituelle<sup>78</sup>. L'histoire de l'Ouest a aussi été l'histoire des Noirs, faite de soumissions apparentes et de révoltes armées, celle des petits fermiers, des journaliers, des ouvriers, dont les luttes ponctuent l'ordre établi<sup>79</sup>. Si les États-Unis, à l'intérieur de leurs propres frontières, ne sont pas maintenant un « empire » selon la plupart des définitions, on peut affirmer qu'ils ont cessé de l'être au cours du 19e siècle seulement parce que la destruction ou la marginalisation des peuples autochtones était si complète. L'idée que les Indiens ou Afro-Américains soient des

<sup>75</sup> Marie-Christine Michaud et Eliane Emaleh (dir.), **L'Ouest et les Amériques**, Presses Universitaires de Rennes, 2016

<sup>76</sup> Ibid.

<sup>77</sup> James W. Loewen, *Lies My Teacher Told Me: Everything Your American History Textbook Got Wrong*, The New Press, 1995

<sup>78</sup> Marie-Christine Michaud et Eliane Emaleh, op.cit.

<sup>79</sup> Ibid.

nationalités distinctes soumises au « colonialisme interne » n'a pas été très largement soutenue<sup>80</sup>.

Dans la partie I-A on a évoqué Cox qui applique la pensée gramscienne aux relations internationales et notamment la théorie critique qui donne un rôle central à la persuasion et au consentement autour d'un centre de force dans la construction de l'hégémonie. Si, d'après la théorie réaliste, la force militaire est la source de puissance par excellence, et d'après Morgenthau, le père du réalisme, la puissance est une fonction de la population, la puissance militaire, le sentiment national, la géographie, les ressources naturelles, l'économie, l'industrie, la qualité du gouvernement. D'après Cox l'acceptation presque universelle des aspects de la culture américaine – la consommation, la démocratie, le langage, les normes, les institutions et les mécanismes universelles ont donné la possibilité de la persuasion par l'hégémon pour créer un ensemble de relations sociales et former le consentement. Donc le pouvoir hégémonique américain s'exerce globalement à travers plusieurs institutions et mécanismes<sup>81</sup> servant la coercition ainsi que le consentement et en voici quelques facteurs clés:

**Puissance économique:** Le dynamisme économique de l'Amérique lui a permis de devenir un pivot dans la politique régionale et mondiale (Brzezinski)<sup>82</sup> La croissance économique (1890-1920) a ses implications marquantes pour la montée en puissance de l'Amérique. Comme dit Brzezinski, ancien conseiller à la sécurité nationale du président américain Jimmy Carter, "Le dynamisme économique fournit la condition préalable nécessaire pour être une puissance mondiale" « *economic dynamism provides the necessary precondition for being a global power* » (1997:23). L'expansion économique était cruciale dans la montée du statut de puissance mondiale des États-Unis. Cela a permis à ses dirigeants de bâtir une nation puissante. Principalement, il a financé la principale défense, la marine. De plus, grâce au commerce international et à la coopération, les valeurs, les croyances et les influences culturelles des États-Unis ont été véhiculées<sup>83</sup>. Le soft power

<sup>80</sup>George Friedman, "Coming to terms with the American Empire", Stratfor, <https://worldview.stratfor.com/article/coming-terms-american-empire> consulté le 18.11.2017

<sup>81</sup><https://www.nytimes.com/2008/05/01/news/01iht-30oxan.12491269.html>

<sup>82</sup>Z. Brzezinski, **The Grand Chessboard; America Primacy and Its Geostrategic Imperatives**. New York: Basic Books. 1997 cité par Pavlos Efthymiou Source URL: <http://theriskyshift.com/2013/02/the-emergence-of-the-united-states-as-a-global-power/>

<sup>83</sup>W.R. Mead, **Special Providence**, New York: Routledge, 2002 cité par Pavlos Efthymiou Source URL: <http://theriskyshift.com/2013/02/the-emergence-of-the-united-states-as-a-global-power/>

américain était déjà crucial pour attirer les immigrants<sup>84</sup>. La population croissante des États-Unis a fourni une base solide pour la croissance future de l'agriculture et de l'industrie. Les sources de la richesse américaine, résumées dans Kennedy<sup>85</sup>, étaient en grande partie liées à la géologie et à la géographie<sup>86</sup>. Le territoire américain était riche en minéraux, en pétrole et propice à l'agriculture. Les produits de base, les produits industriels et agricoles, aidés par les chemins de fer atteignaient efficacement le marché intérieur américain ou étaient échangés internationalement par le biais, de plus en plus, des routes maritimes supervisées par les États-Unis. Kennedy conclut que la situation géographique unique de l'Amérique offrait un degré de sécurité supérieur à celui des États européens<sup>87</sup>. Les individus éclairés de la sphère économique comme Carnegie, Morgan et Rockefeller étaient fondamentaux non seulement pour accumuler une énorme richesse, mais aussi pour l'innovation technologique promue par leurs entreprises. Les élites politico-économiques ont judicieusement utilisé leur richesse. Ils ont investi dans la recherche et le développement, construit les meilleures institutions académiques et technologiques et ont continuellement élargi leurs entreprises et économies d'échelle. L'innovation technologique a amélioré les méthodes de production, l'infrastructure et la qualité et la performance des produits (Abramovitz, 1973: 433)<sup>88</sup>. Les capacités prometteuses des États-Unis ont aidé les décideurs à entreprendre des projets d'une grande valeur politique et commerciale. Notamment, le canal de Panama a été construit malgré les énormes défis - difficultés posées (achevé en 1914, le Canal a symbolisé la puissance économique et le leadership technologique américaine). Les États-Unis ont également attiré l'attention internationale par l'entremise d'innovateurs de premier plan comme Edison, Bell et les frères Wright

---

<sup>84</sup>J.S. Nye, *Soft Power. Foreign Policy* [online], 1990. 80, pp.153-171. Available from: <http://www.jstor.org/stable/1148580> cité par Pavlos Efthymiou Source URL: <http://theriskyshift.com/2013/02/the-emergence-of-the-united-states-as-a-global-power/>

<sup>85</sup>P.Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500-2000*. 2<sup>nd</sup> ed. London: Fontana Press, 1989 cité par Pavlos Efthymiou Source URL: <http://theriskyshift.com/2013/02/the-emergence-of-the-united-states-as-a-global-power/>

<sup>86</sup>Pavlos Efthymiou Source URL: <http://theriskyshift.com/2013/02/the-emergence-of-the-united-states-as-a-global-power/> consulté le 18.11.2017

<sup>87</sup>Ibid.

<sup>88</sup>M. Abramovitz, "The Search for the Sources of Growth: Areas of Ignorance, Old and New". *The Journal of Economic History* [online], 1993. 53 (2), pp.217-243. Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/2122991> [Accessed 15 November 2009] cite par Pavlos Efthymiou Source URL: <http://theriskyshift.com/2013/02/the-emergence-of-the-united-states-as-a-global-power/>

(McDougall, 1997: 102)<sup>89</sup>. Le chemin a été forgé par l'application continue de la puissance croissante des États-Unis; dur et doux. Le pouvoir économique a jeté les bases de la puissance américaine, facilitant les dirigeants à poursuivre de «grandes» politiques<sup>90</sup>. Après la Seconde Guerre mondiale, la conférence Bretton Woods aboutit à la fondation du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD). Les négociations aboutissent dans la plus grande mesure possible en accord avec les intérêts des États-Unis et les demandes du secrétaire au Trésor américain Harry Dexter White. Les 25 prochaines années, le système économique mondial est façonné par cette réunion. C'est peut-être l'exemple le plus extrême de l'hégémonie économique. Ce pouvoir est le résultat de la puissance et la capacité de production inégalées de l'économie américaine. La force inégalée du dollar est ainsi enregistrée. Le président du FMI est européen, le président de la Banque mondiale est élu parmi les candidats américains. La domination économique américaine était si grande qu'elle a été en mesure d'aider à reconstruire l'Europe occidentale d'après-guerre par le biais du plan Marshall.

Le plan Marshall (officiellement European Recovery Program, ERP) était une initiative américaine pour l'Europe occidentale, dans laquelle les États-Unis ont versé 13 milliards de dollars (près de 110 milliards de dollars américains en 2016) en aide économique pour aider les économies de l'Europe occidentale après la Seconde Guerre mondiale. Plutôt que d'écraser l'ennemi en économie, les États-Unis préfèrent développer les pays défaits et de les attirer. Comme disait George Marshall, secrétaire d'État américain sous le président Truman en 1947, « *Il est logique que les États-Unis fassent tout ce qui sera en leur pouvoir pour contribuer au retour dans le monde de conditions économiques normalement saines, sans lesquelles il ne peut y avoir de stabilité politique ni de paix assurées...* »<sup>91</sup> Cette attitude est exactement le contraire de ce que la France a fait après la Première Guerre mondiale (à cette époque, la France exige une compensation de guerre d'un montant que l'Allemagne ne peut pas payer. En conséquence, elle est

---

<sup>89</sup> Efthymiou, op.cit.

<sup>90</sup>Ibid.

<sup>91</sup>P. Mélandri, « *Novus Ordo Seclorum: L'empire du marché* », dans P. Mélandri, "**Le siècle américain**", une histoire (pp. 203-308). Paris: Éditions Perrin, 2016



incapable de recevoir une compensation et fait que l'Allemagne se transforme en un régime plus dangereux pour elle-même).

L'exit des Etats-Unis de l'étalon-or en 1971 d'après certains auteurs est un exemple de pouvoir hégémonique américain de redéfinir les règles du jeu en accord avec ses intérêts. Les États-Unis annoncent qu'ils ne paieront plus le dollar en or, et ils n'ont pas de sanction. C'est une décision unilatérale. Bien que son avantage relatif ait depuis diminué, Washington continue de jouer un rôle clé dans les affaires économiques mondiales. Le dollar reste également la monnaie de réserve dominante, ou «numéraire». Il est à noter que l'avènement de l'euro et la dépréciation tendancielle du dollar depuis les années 1970 n'ont pas fondamentalement remis en cause le rôle de réserve de valeur du billet vert (Graphique I.1 source: 85e Rapport annuel BRI, Juin 2015). Son poids dans les réserves officielles et les portefeuilles privés tient à l'ampleur de ce qu'on pourrait appeler la « zone dollar », un ensemble d'économies dont les monnaies suivent plus étroitement le dollar que l'euro. Cette zone dollar, équivalente à la moitié au moins du PIB mondial, est beaucoup plus importante que l'économie des États-Unis, qui en constitue moins du quart<sup>92</sup>. Sur tous ces critères, l'hégémonie du dollar reste forte. Il sert à payer les deux tiers des échanges, il constitue 62% des réserves mondiales officielles de change en 2011. Ces dernières années, la part du dollar dans les réserves officielles de change a baissé d'environ 10%, mais reste encore beaucoup plus élevée que le poids du PIB américain dans le monde<sup>93</sup>.

---

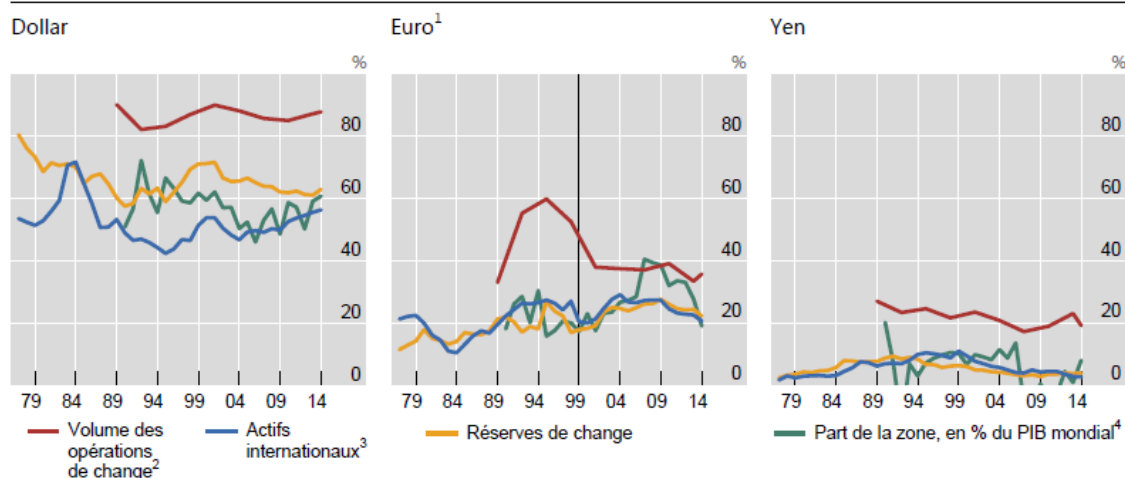
<sup>92</sup> 85e Rapport annuel BRI

<sup>93</sup> Joël Hermet, « Le système monétaire international et l'internationalisation financière depuis le 19ème siècle » Avril 2012, [http://hermet.org/pages/textes/le\\_smi.pdf](http://hermet.org/pages/textes/le_smi.pdf)

## Graphique I.1:

Rôle international des monnaies : domination persistante du dollar

Graphique V.1



Source: 85e Rapport annuel BRI, Juin 2015

Tableau I.2 Part des principales monnaies en 2016 (en %)

Quelques indicateurs de l'utilisation internationale de monnaies clés	Dollar	Euro	Livre Sterling	Yen	Renminbi	Total Milliers de Mrds USD
Volume journalier de transactions de change* (avril 2013)	87,0	33,4	11,8	23	2,2	5,3
Réserves de change** (T4 2014)	62,9	22,2	3,8	4,0	1***	11,6
Dépôts internationaux d'entités non bancaires auprès des banques**** (T4 2014)	57,3	22,7	5,2	2,9	1,9*****	9,8
Encours de titres de dettes internationaux****(T4 2014)	40,4	40,9	9,6	2,0	0,6	21,9
Facturation / réglementation des échanges commerciaux (2010-2012)	50,3	37,3			1,4	

\*Le total est égal à 200 %, car chaque transaction fait intervenir deux monnaies. \*\*À partir des données COFER du FMI. \*\*\*Estimation approximative de la BRI tirée notamment du rapport sur l'internationalisation du renminbi (en chinois uniquement) de la Banque populaire de Chine (juin 2015). \*\*\*\* Mesure large comprenant les encours intra-zone euro. 5 Part minimale reposant sur les dépôts bancaires internationaux libellés en renminbi, qui sont déclarés par un sous-groupe de pays déclarants BRI.

Sources: H. Ito et M. Chinn, « The rise of the 'redback' and the People's Republic of China's capital account liberalization: an empirical analysis of the determinants of invoicing currencies », ADBI Working Paper, n° 473, avril 2014;

<https://www.econstor.eu/bitstream/10419/101152/1/782483739.pdf>

FMI ; BRI, statistiques bancaires internationales et statistiques sur les titres de dette internationaux; et calculs BRI.

Certes le gouvernement américain est insolvable. Les Etats-Unis sont le pays le plus endetté du monde avec, tous secteurs confondus, une dette totale atteignant 351% du PIB<sup>94</sup>. Du point de vue obligatoire, sa prestigieuse notation a été dégradée. Ses autorités ont prouvé à maintes reprises qu'elles étaient prêtes à faire marcher la planche à billets. Bref, toutes les conditions sont réunies pour une fuite loin du billet vert. Et pourtant il est toujours là. Le dollar conserve son statut de valeur refuge contre vents et marées. Pourquoi?

- Les Etats-Unis restent encore les maîtres du monde dans l'inconscient collectif
- Les Etats-Unis sont un pays dynamique, avec une économie flexible

Il existe un effet d'inertie dans l'usage international d'une monnaie car la monnaie dominante profite d'effets de réseau, de faibles coûts de transaction, d'économies d'échelle => processus d'auto-renforcement. L'usage appelle l'usage.

- Le billet vert est la monnaie la plus liquide au monde
- Les bons du Trésor sont encore considérés comme un placement relativement sûr

Aucune devise, pour le moment, n'est capable de le détrôner. Le monde a besoin d'une devise étalon et il n'existe pas d'alternative vraiment crédible au dollar sur le marché des changes. Selon la formule d'Eichengreen, l'euro est une "devise sans Etat" alors que le yuan est "une devise avec trop d'Etat". L'euro est à la merci des dissensions européennes, le yuan reste inconvertible, le yen est handicapé par les difficultés économiques du Japon. L'or n'est pas assez accommodant, on ne peut pas en imprimer, il ne se laisse pas

---

<sup>94</sup> Joël Hermet, «Le système monétaire international et l'internationalisation financière depuis le 19ème siècle» Avril 2012, [http://hermet.org/pages/textes/le\\_smi.pdf](http://hermet.org/pages/textes/le_smi.pdf)

manipuler, il ne répond à aucun stimulant gouvernemental<sup>95</sup>. Les effets des crypto-monnaies numériques qui sont entrées en scène dans les années 2010 restent à découvrir.

**Pouvoir militaire:** Les dépenses de défense des États-Unis continuent massivement à éclipser les dépenses militaires des autres sociétés. Des éléments substantiels des forces armées américaines sont toujours basés de manière permanente dans de nombreuses régions à l'étranger. Bien que cette base à l'étranger soit, en partie, un résidu de l'ancien appareil de sécurité de la guerre froide, de nombreuses régions du monde accueillent ces troupes comme les garantes de la stabilité et de l'équilibre régional du pouvoir. On peut dire qu'au début du 20<sup>e</sup> siècle les États-Unis ont commencé à se considérer comme un empire utilisant ses moyens coercitifs. Dans la guerre hispano-américaine (1898), les États-Unis ont intentionnellement pris le contrôle des Philippines et de Cuba par usage de force militaire. Mais cette illusion s'est dissoute pendant la Première Guerre mondiale, la période subséquente de **l'isolationnisme** et de la Grande Dépression. Les États-Unis fiers d'être le premier projet anti-impérial dans la modernité et opposant à l'empire en principe en sont devenus un en 1945 car des lors, les Américains avaient en principe tous les atouts en main. Ils jouissaient d'une position internationale aussi enviable qu'inégalée. Ils ont modelé les institutions politiques, économiques et financières internationales sur leurs valeurs et leurs intérêts et disposent d'une puissance sans pareille pour les étayer. C'est d'ailleurs New York qui a été choisi comme siège des Nations unies. C'était un empire extraordinaire, que les États-Unis ont également eu l'intention d'abandonner. Comme on verra dans les études de cas suivants (chapitre II) c'était un désir qui se montre surtout en cas de grandes crises et des pressions économiques car cet empire draine les ressources américaines et n'est pas une source de richesse, d'après le stratégame américain George Friedman. La Seconde Guerre mondiale avait brisé le Japon et l'Europe occidentale. Les États-Unis ont peu ou pas d'avantage économique à conserver ces pays. Enfin, les États-Unis ont mis un terme à la Seconde Guerre mondiale, largement épargnée par la guerre et peut-être l'un des rares pays à en avoir profité. L'argent devait être fait aux États-Unis, pas dans l'empire. Les troupes

---

<sup>95</sup> Ibid.

et les généraux voulaient rentrer chez eux. Mais contrairement à après la Première Guerre mondiale, les Américains ne pouvaient pas laisser tomber. Cette guerre antérieure a ruiné presque tous les participants. Personne n'avait l'énergie pour tenter l'hégémonie. Les États-Unis ne pouvaient pas partir de l'Europe. Il ne se considérait pas comme supervisant un empire, et il autorisait certainement plus d'autonomie politique interne que les Soviétiques dans leur région. Pourtant, en plus de maintenir une présence militaire, les États-Unis ont organisé l'économie européenne et créé et participé au système de défense européen<sup>96</sup>. Bien que les sondages ont montré une prise de conscience croissante de l'agressivité soviétique, la plupart des Américains n'étaient toujours pas prêts entreprendre le travail dangereux et coûteux de s'opposer à la Russie<sup>97</sup>. Les républicains avaient pris le contrôle du Congrès en Novembre 1946 en promettant un retour à la normale, et non un empire britannique<sup>98</sup>. Pour convaincre le public, et par conséquent le Congrès, de la nécessité de dépenses supplémentaires de défense, les fonctionnaires de l'administration avaient besoin d'une crise<sup>99</sup>. Les affrontements entre la Grèce et la Turquie, qui avaient éclaté en 1947, ne pourraient pas apporter la justification requise<sup>100</sup>. Les événements sont venus au secours lorsque les communistes ont pris le gouvernement tchécoslovaque au début de 1948. Lieutenant Général Lucius Clay, gouverneur militaire de la zone américaine Allemagne, a contribué à créer une alerte de guerre en envoyant un télégramme avertissant que la guerre entre les États-Unis et le l'union Soviétique pourrait se produire «avec une soudaineté dramatique»<sup>101</sup>. Truman a appelé à une appropriation supplémentaire de la défense de plus de 3 milliards de dollars (1948 dollars), que le Congrès rapidement passé. Espérant obtenir une réponse «ralliement-autour du-drapeau» des citoyens tout en cherchant la réélection, Truman a donné un discours majeur soulignant le danger de guerre avec les Soviétiques; il a dénoncé leur "action impitoyable"

---

<sup>96</sup>George Friedman, "Coming to terms with the American Empire", Stratfor, <https://worldview.stratfor.com/article/coming-terms-american-empire>

<sup>97</sup>Robert Higgs, US Military Spending in the Cold War Era: Opportunity Costs, Foreign Crises, and Domestic Constraints, Policy Analysis no 114, 1988 <https://www.sas.upenn.edu/~dludden/USmilitarybudget02a.htm> consulté le 19.05.2018

<sup>98</sup>Ibid.

<sup>99</sup>Ibid.

<sup>100</sup>Ibid.

<sup>101</sup>Ibid.

et leur "désir clair" de dominer l'Europe. Avec ces événements, la guerre froide avait définitivement commencé. Le Congrès a approuvé les crédits de la défense pour l'année fiscale 1949 environ 20 pour cent de plus que ceux pour 1948. La crise de Berlin qui a commencé au milieu de l'année 1948, l'institution de l'OTAN en 1949 et le déclenchement de la guerre de Corée 1950 ont assuré que la rivalité superpuissance et la confrontation de la guerre froide - un état d'urgence - l'état de préparation militaire - resterait par la suite fait dominant de la vie dans les affaires étrangères et de la défense des Etats-Unis<sup>102</sup>.

Si l'essence de la souveraineté est la capacité de décider d'aller ou non à la guerre, ce pouvoir n'était pas à Londres, à Paris ou à Varsovie. C'était à Moscou et à Washington<sup>103</sup>. La géographie de l'empire américain a été construite en partie sur des relations militaires mais fortement sur les relations économiques. Au début, ces relations économiques étaient relativement insignifiantes pour les entreprises américaines. Mais au fur et à mesure que le système évoluait, la valeur des investissements augmentait avec l'importance des importations, des exportations et des marchés du travail. Comme dans tout empire véritablement prospère, il n'a pas commencé par un grand projet ou même un rêve. Le besoin stratégique a créé une réalité économique dans un pays après l'autre, jusqu'à ce que certaines grandes industries deviennent dépendantes d'au moins certains pays. Les exemples évidents étaient l'Arabie saoudite ou le Venezuela, dont le pétrole alimentait les compagnies pétrolières américaines et qui, par conséquent - indépendamment de l'importance stratégique conventionnelle - devint économiquement important. Cela les a finalement rendus stratégiquement importants<sup>104</sup>.

- ***Héritage post-1945 et les organisations internationales:*** Les États-Unis ont joué un rôle majeur dans la structuration des systèmes politiques et sociaux de l'après 1945. Par exemple, la loi fondamentale allemande de 1949 et la constitution japonaise de 1947 reflétaient toutes deux une contribution significative des États-Unis. Les deux pays ont été soumis à l'influence des États-Unis directement par le biais des forces d'occupation, mais aussi intellectuellement et culturellement alors que leurs nouveaux gouvernements

---

<sup>102</sup>Ibid.

<sup>103</sup> Friedman, op.cit.

<sup>104</sup>Ibid.

fonctionnaient sous les régimes constitutionnels influencés par les États-Unis. Washington a créé les organisations internationales clés, notamment l'OTAN et l'ONU. L'OTAN, qui avait autrefois un rôle de sécurité collective limité axé sur la défense de l'Europe occidentale contre une attaque soviétique, se dirige lentement vers une mission «hors zone» élargie sous l'impulsion des États-Unis. Malgré la position parfois conflictuelle vis-à-vis de l'ONU, les États-Unis restent très influents en raison de l'importance de leur contribution financière et du veto du Conseil de sécurité.

- ***Aligner les alliés:*** Les États-Unis travaillent assidûment à la promotion de leurs intérêts en influençant la façon dont les autres États s'alignent ou se réalignent. Par exemple au cours des 50 dernières années, l'Arabie Saoudite a été invariablement engagée dans la défense et l'expansion de sa position au Moyen-Orient. Ceci est, en partie, une fonction de l'image de l'Arabie Saoudite en tant que gardienne de la Mecque et de Médine, les deux lieux saints du monde islamique, mais elle reflète également son rôle dominant en tant que dépôt de pétrole mondial et en tant que l'un de ses plus grands producteurs. Pour les États-Unis, le Golfe, dirigé par l'Arabie Saoudite, était une «source stupéfiante de puissance stratégique et l'un des pires produits de l'histoire mondiale», comme l'a exprimé un mémorandum de l'État en 1945<sup>105</sup>, que les États-Unis ne pourraient finalement pas contrôler. L'autre exemple d'alignement des alliés, dans les années 2000, après les attentats de 11 Septembre, est le soutien donné par les États-Unis à la candidature de la Turquie à l'adhésion à l'UE, en tant que moyen de promouvoir la réforme politique et économique. Finalement pendant les interventions en Iraq et en Syrie, les États-Unis ont essayé d'établir la légitimité des interventions en organisant leurs alliés et les pays affectés sous le nom de coalition, bien qu'ils aient aussi utilisé la puissance militaire directe. Ils ont également réussi à imposer une partie du coût de l'intervention militaire à d'autres pays de la coalition.
- ***Idées et culture:*** Les idées et la culture populaire des États-Unis, du jazz à l'art et au cinéma, se sont propagées de façon contagieuse - faisant de l

---

<sup>105</sup>Cité dans Joe Stork, **Middle East Oil and the Energy Crisis**, Monthly Review Press, New York, 1975, p. 34.

'«américanisation» l'un des phénomènes les plus importants et les plus contestés de l'ère contemporaine. Le système universitaire américain est un des atouts importants de l'hégémon. Les 8 sur 10 de meilleures universités sont aux Etats-Unis. L'anglais est la langue parlée le plus dans le monde ayant une suprématie incontestable dans les technologies. L'américanisation à son antinomie, «anti-américanisme», et ce clivage opère globalement. Récemment, la présidence de Donald Trump a érodé le soft power américain. Seulement 30% des personnes récemment interrogées par Gallup dans 134 pays ont eu une vision favorable des Etats-Unis sous la direction de Trump, une baisse de près de 20 points depuis la présidence de Barack Obama<sup>106</sup>. Le Pew Research Center a constaté que la Chine, avec 30% d'approbation, avait presque atteint la parité avec les États-Unis. Et un indice britannique, The Soft Power 30, a montré que l'Amérique avait glissé de la première place en 2016 à la troisième place l'an dernier.

En tant qu'une puissance globale, on voit que les Etats-Unis n'est pas typiquement impérial, au moins dans le sens territorial. Les facteurs de puissance relationnelle et structurelle citées ci-dessus permettent d'élargir son domaine d'influence jusqu'à un certain point, bien sûr sans pouvoir éviter la concurrence des autres grandes puissances comme la Russie et la Chine, sans compter les puissances européennes comme l'Allemagne et la France membres de l'Union Européenne, elle-même face à la perspective d'un avenir sombre depuis Brexit (Le vote britannique en faveur de la sortie de l'Union Européenne le 23 juin 2016)<sup>107</sup>. Les Etats-Unis, avec sa capacité économique et militaire, souvent reste en dehors des conflits armés du reste du monde, préférant la plupart du temps les opérations couvertes mené par son département central de renseignement. Dans l'esprit des stratèges de la Maison-

<sup>106</sup> Joseph S. Nye, "Donald Trump and The Decline of US Soft Power",

<https://www.projectsyndicate.org/commentary/trump-american-soft-power-decline-by-joseph-s--nye-2018-02?barrier=accesspaylog> consulté le 19.05.2018

<sup>107</sup> Note complémentaire: « Pour de nombreux partisans du projet européen, l'UE est entrée en territoire inconnu. Bien que la plupart des experts considèrent une dissolution complète de l'UE comme probable, la forme future et le caractère du bloc est de plus en plus remis en question. À la lumière de sérieux défis internes et externes auxquels l'UE est actuellement confrontée, en particulier le Brexit, les partisans s'inquiètent. Dans l'histoire de l'UE, au moins certains aspects de l'intégration peuvent être arrêtés ou inversés. Autres soutiennent que les multiples crises auxquelles l'UE est actuellement confrontée pourraient entraîner des réformes bénéfiques et finalement transformer le bloc en une entité plus efficace et plus cohérente ». (extrait de Kristin Archick, The European Union: Current Challenges and Future Prospects, Specialist in European Affairs February 27, 2017) <https://fas.org/sgp/crs/row/R44249.pdf>



Blanche, la guerre ne s'acheva pas en 1945, elle évolua plutôt vers une forme silencieuse et secrète de conflit où les services secrets devinrent les instruments privilégiés dans l'exercice du pouvoir.<sup>108</sup> (Voir Appendix 4 pour la structure de l'administration américaine de la sécurité nationale). L'examen détaillé des opérations clandestines des Etats-Unis à l'étranger dépasse les limites de ce travail. On ne va pas élaborer profondément ce sujet sensible qui par nature manque souvent les ressources transparentes et qui a une tendance de se pencher vers les théories de complot. Mais en tant qu'une manifestation de la puissance hégémonique, cet aspect marquant de la politique extérieure américaine a un effet considérable qui est à la fois nourri par et qui nourrit la perpétuation de l'hégémonie.

Les méthodes, ouvertes ou couvertes d'intervention, les outils de consentement peuvent varier mais selon la conjoncture, le mode de comportement et le choix de la politique étrangère américains semblent être basés sur l'un des deux approches distinctes de la pensée politique américaine: l'isolationnisme ou l'internationalisme. Mais en quoi consistent alors ces deux approches, dans le contexte historique de l'hégémonie américain?

## 2) L'interventionnisme entre l'isolationnisme et l'internationalisme

### *Qu'est-ce qu'une intervention?*

Contrairement à ce que la fréquence et la diversité des usages pourraient laisser croire, la notion « d'intervention » n'en est rien évidente, et les qualificatifs qui l'accompagnent parfois (comme « humanitaire »), ont encore accru la confusion. Les efforts de définition buttent sur plusieurs difficultés<sup>109</sup>. James Rosenau a proposé plusieurs distinctions utiles et dégagé une définition opérationnelle de la notion. Une intervention, explique-t-il, comporte deux caractéristiques: elle interrompt

<sup>108</sup>Daniele Ganser, **Les Armées Secrètes de l'OTAN**, Editions Demi-Lune, 2011, pp. 266-269

<sup>109</sup> Hedley Bull, « Introduction » et « Conclusion », pp. 1-6 et 181-195, in Hedley Bull (dir.), **Intervention in World Politics**, Oxford, Clarendon Press, 1984 ; Stanley Hoffmann, « The Problem of Intervention » (1re éd. 1984), pp. 178-193, in Stanley Hoffmann, Janus and Minerva, **Essays in the Theory and Practice of International Politics**, Boulder, Westview Press, 1987 ; Ariel E. Levite, Bruce W. Jentleson et Larry Berman (dir.), **Foreign Military Intervention. The Dynamics of Protracted Conflict**, New York, Columbia University Press, 1992, pp. 3-22 ; Marc Trachtenberg, « Intervention in Historical Perspective », pp. 15-36, in Laura W. Reed et Carl Kaysen (dir.), **Emerging Norms of Justified Intervention**, Cambridge, American Academy of Arts and Science, 1993. Dans Pascal Vennesson, Les « réalistes » contre les interventions: arguments, délibérations et politique étrangère <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

brutalement le cours des relations établies entre unités politiques et elle vise à changer ou à préserver la structure de l'autorité politique dans la société visée<sup>110</sup>. L'action d'un acteur international est considérée comme une intervention lorsque la forme de son action altère significativement les formes de relations préexistantes. Cette brutale interruption met en relief le caractère transitoire des interventions. Elles ont un début, les modes de conduite habituels sont abandonnés, et une fin, ces modes de conduite sont restaurés ou, parce qu'ils persistent, deviennent à leur tour conventionnels. Les interventions constituent donc un phénomène non conventionnel, fini et temporaire. Mais toutes les ruptures du cours normal des relations internationales ne sont pas des interventions. Pour Rosenau – c'est la deuxième caractéristique –, seules les actions dont le but est politique comptent. La rupture de la convention doit être dirigée contre la structure qui détient l'autorité politique dans la société visée, ou les processus par lesquels cette autorité est exercée.

L'intervention peut être souhaitable, mais elle comporte des coûts tels qu'il est presque toujours préférable de l'éviter. Les penseurs réalistes ont eu recours à la thèse de la mise en péril. Les interventions et les politiques extérieures inconsidérées ont un coût excessif et finissent par détruire l'économie des Etats qui est précisément la base de leur puissance. L'intervention au Viêtnam compromet de la même manière l'équilibre interne des Etats-Unis. Parmi les dangers de cette aventure, le moindre n'est pas « le risque pour nous-même, pour notre identité, pour notre mission dans le monde, pour notre existence même en tant que grande nation »<sup>111</sup>. L'intervention au Viêtnam détruit l'image que les Américains se font d'eux-mêmes<sup>112</sup>. En intervenant et en restant impliqué dans la guerre du Viêtnam les Américains mettent en péril les réussites de leur société. Alors que les Américains perçoivent leur pays comme un modèle pour l'humanité, que l'héritage sacré des Pères Fondateurs<sup>113</sup> continue à

---

<sup>110</sup> James N. Rosenau, « Intervention as a Scientific Concept », **The Journal of Conflict Resolution**, 13 (2), juin 1969, pp. 161-165 dans Pascal Vennesson, Les « réalistes » contre les interventions: arguments, délibérations et politique étrangère

<https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

<sup>111</sup> Hans J. Morgenthau, Vietnam and the United States, Washington DC, Public Affairs Press, 1965 dans Pascal Vennesson, Les « réalistes » contre les interventions: arguments, délibérations et politique étrangère <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

<sup>112</sup> Ibid.

<sup>113</sup> Les Pères fondateurs des États-Unis sont les hommes qui ont signé la Déclaration d'indépendance ou la Constitution des États-Unis, et ceux qui ont participé à la Révolution américaine comme Patriots.

avoir valeur universelle, l'intervention militaire détruit cet acquis<sup>114</sup>. Une telle action jette l'opprobre sur la tradition militaire: « Cam Ne et Chau Son ne sont pas dans la succession de Lexington et Concord et des autres grandes batailles de l'histoire américaine; elles font mentir cette tradition »<sup>115</sup>. En dehors de ces menaces, les interventions constituent un insupportable fardeau sur le plan économique. Les ressources des nations, même des nations les plus puissantes sont limitées. Elles peuvent être suffisantes pour quelques conflits, mais elles sont condamnées à rester en deçà des engagements souvent illimités que promettent les décideurs<sup>116</sup>. Lorsqu'ils ont contesté la pertinence de la politique militaire mise en œuvre par Ronald Reagan, les réalistes ont souligné que le coût économique de forces militaires conçues pour les interventions constituait un fardeau inacceptable. Les interventions, et plus généralement les efforts pour se doter de moyens d'intervention, ont un coût économique disproportionné par rapport aux gains espérés<sup>117</sup>. Les interventions prônées par l'administration Reagan en Amérique latine allaient finir par causer la banqueroute de l'économie américaine<sup>118</sup>. En augmentant les risques d'inflation, le déficit fédéral met en danger le niveau de vie des populations. Christopher Layne note que de telles interventions se révéleront « coûteuses et, au bout du compte, vaines »<sup>119</sup>. Les interventions sont donc presque toujours le meilleur moyen de gaspiller inutilement des vies humaines et des ressources économiques<sup>120</sup>. Même pour les causes les plus admirables, elles sont coûteuses et l'engagement des Etats-Unis devrait être minimal.

### ***Les interventions à l'intersection de l'isolationnisme et l'internationalisme:***

Les concepts de l'isolationnisme et l'internationalisme ont une longue histoire dans l'étude des relations étrangères américaines. Il est compréhensible que

---

<sup>114</sup> Morgenthau, op.cit.

<sup>115</sup> Ibid.

<sup>116</sup> Ibid.

<sup>117</sup> Barry R. Posen et Stephen W. Van Evera, « Overarming and Underwhelming », *Foreign Policy*, 40, automne 1980, p. 118; Barry R. Posen et Stephen W. Van Evera, « Reagan Administration Defense Policy: Departure from Containment », *International Security*, 8 (1), 1983; Christopher Layne, « The Real Conservative Agenda », *Foreign Policy*, 61, hiver 1985-86, pp. 79-83. dans Pascal Vennesson, Les « réalistes » contre les interventions: arguments, délibérations et politique étrangère <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

<sup>118</sup> Christopher Layne, « The Real Conservative Agenda », *Foreign Policy*, 61, hiver 1985-86, p. 78. dans Pascal Vennesson, Les « réalistes » contre les interventions: arguments, délibérations et politique étrangère <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

<sup>119</sup> Ibid.

<sup>120</sup> Stephen D. Krasner, « Realism, Imperialism, and Democracy », *Political Theory*, 20 (1), février 1992, p. 49. dans Pascal Vennesson, Les « réalistes » contre les interventions: arguments, délibérations et politique étrangère <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

leurs significations ne sont pas seulement complexes, mais qu'ils ont changé et évolué au fil du temps<sup>121</sup>. Étant donné que les États-Unis n'ont jamais été isolés du reste du monde au sens propre du terme, même dans un sens géographique, qu'est-ce que l'isolationnisme et quelles sont ses composantes? Est-ce spécifique à certaines périodes de temps ou est-ce qu'une tendance isolationniste caractérise toute l'histoire des États-Unis? De son côté l'internationalisme a tant de significations pour les chercheurs qu'il n'a à peine plus aucun sens. S'agit-il simplement d'une participation américaine au système international et à ce qui se passe au delà de ses frontières, contrairement à un isolationnisme perçu? Ou bien s'agit-il plus spécifiquement de la création de structures politiques et organisations internationales, un ordre économique mondial plus libéral, un plus grand sens de la communauté, et/ou tout ce qui précède? Que ce soit *l'internationalisme libéral*, *l'internationalisme de l'entre-deux-guerres*, *l'internationalisme de la Guerre froide*, *l'internationalisme culturel*, *l'internationalisme économique* ou *l'internationalisme de la classe des ouvriers* le mot est souvent utilisé dans différents contextes et sans définition étroite.

Du point de vue isolationniste, les intérêts nationaux américains sont mieux servis par "quitter le monde" ou, au minimum, par maintenir un sentiment sain de détachement des événements qui se déroulent ailleurs<sup>122</sup>. L'isolationnisme s'inspire du discours d'adieu de Washington, dans lequel il exhortait les Américains à "se garder d'alliances permanentes avec une partie quelconque du monde étranger" et affirmait que "l'Europe a un ensemble d'intérêts fondamentaux qui, n'ont aucune ou très peu de relations avec nous." La doctrine Monroe, le refus de rejoindre la Société des Nations, les lois de neutralité des années 1930, éviter les Vietnam futures sont quelques manifestations des principes isolationnistes de la politique étrangère américaine. L'isolationnisme fait référence à une attitude générale de non-ingérence vis-à-vis des autres nations ou d'évitement des relations qui pourraient conduire à des perturbations, des conflits ou la guerre. Il est né d'une vision plutôt négative de l'interdépendance qui est associé avec les disputes inter-Etatiques. Le non-interventionnisme est une sorte de politique isolationniste externe, qui vise à tenir son pays à l'écart des autres, ce qui pourrait lui causer des troubles. Un autre exemple de politique isolationniste est le protectionnisme qui est davantage une politique isolationniste nationale, conçue à la fois pour promouvoir ses propres

<sup>121</sup> Andrew Johnstone (2011) Isolationism and internationalism in American foreign relations, *Journal of Transatlantic Studies*, 9:1, 7-20

<sup>122</sup> Glenn P. Hastedt, *American Foreign Policy*, Pearson, 2011

industries et ses intérêts commerciaux, tout en limitant l'impact du commerce extérieur.

La perspective internationaliste considère que la protection et la promotion des intérêts nationaux américains exigent une politique étrangère active<sup>123</sup>. Les internationalistes estiment que les États-Unis ne peuvent pas échapper au monde<sup>124</sup>. Les événements à l'étranger empiètent inévitablement sur les intérêts des États-Unis, et toute politique fondée sur le déni de leur pertinence est contre-productive pour les États-Unis eux-mêmes<sup>125</sup>. L'internationalisme est souvent associé à l'interventionnisme qui a deux aspects distincts selon son but. L'interventionnisme peut viser la coopération et les échanges au service de la paix dans le monde. Alternativement, cela peut être motivé par une volonté d'expansion politique ou économique qui pourrait alors menacer la paix internationale.

Le choix entre l'isolationnisme et l'internationalisme a ses origines dans la culture et l'identité américaine. Un bon nombre des colonies qui sont devenues les États-Unis d'Amérique en 1776 ont été colonisées par des hommes et des femmes aux convictions religieuses profondes qui, au dix-septième siècle, ont traversé l'océan Atlantique pour pratiquer leur foi librement. De nouvelles vagues d'immigrants du dix-huitième siècle ont suscité leur propre ferveur religieuse à travers l'Atlantique et le premier grand renouveau religieux de la nation au milieu du dix-huitième siècle a injecté une nouvelle vigueur dans la religion américaine. Au fond les Américains étaient un peuple singulièrement religieux, du moins pour une puissance industrielle avancée - une caractéristique qui a été renforcée par la fondation de l'unité de la nation sur une idéologie appelée le credo américain. L'"universalisme" inhérent à la déclaration d'indépendance et à la constitution se rapportait ainsi de manière synergique à la religiosité américaine, faisant des États-Unis, dans leur politique étrangère comme dans leur politique intérieure, un pays essentiellement moral et idéologique<sup>126</sup>. De l'autre côté grâce à sa location géographique ce pays n'a jamais connu le genre de menaces qui pèsent sur les pays étrangers. Leur géographie et leurs voisins faibles se sont combinés pour protéger les États-Unis contre une interruption de ses prétentions universalistes. Même si depuis l'époque des Pères Fondateurs, les

---

<sup>123</sup> Ibid.

<sup>124</sup> Ibid.

<sup>125</sup> Ibid.

<sup>126</sup> Tony Smith, "National Security Liberalism and American Foreign Policy" dans Michael Cox, G. John Ikenberry and Takashi Inoguchi ed., **American Democracy Promotion: Impulses, Strategies and Impacts**, Oxford University Press, 2000

États-Unis avaient favorisé un établissement militaire faible -garantissant que leurs institutions démocratiques ne soient pas renversées par le gouvernement lui-même, lorsque les nuages de la guerre se sont étendus sur l'Europe, il est devenu évident qu'un plan plus détaillé de ce que les États-Unis espéraient voir dans le monde était nécessaire pour que les tempêtes déclenchées par des haines ethniques et nationalistes ne détruisent pas les intérêts américains<sup>127</sup>. A ce point la mise à jour de Wilson du libéralisme américain dans les affaires mondiales marque un tournant. La vision wilsonienne de la politique mondiale reposait sur quatre éléments: premièrement, la promotion de la démocratie; deuxièmement, encourager le libre-échange; troisièmement, le contrôle des armes. Ensemble, ces trois éléments limiteraient l'exercice du pouvoir par les gouvernements et fourniraient un espace pour le développement de la liberté individuelle. Le quatrième élément était la Société des Nations. Cela constituerait une alternative à la politique d'équilibre des pouvoirs en tant que moyen d'assurer la sécurité nationale<sup>128</sup>. « Le point de vue selon lequel la paix internationale peut être réalisée grâce à la coopération internationale, s'il est institutionnalisé, même si les nations du monde restent indépendantes », c'était la vision que Wilson a invitée à partager ses compatriotes avec lui pour s'associer à la création d'une telle institution. Cela a toujours lié son nom à ce concept particulier : la Société des Nations. Le wilsonisme était une réponse à l'expérience bouleversante de la Grande Guerre.. La demande visait un programme qui ne réduirait ni n'atténuerait la guerre, mais l'abolirait. Le wilsonisme était la conviction que, même dans le monde imparfait d'États indépendants, cet objectif pouvait être atteint.

Wilson a interprété le nouveau rôle de l'Amérique à l'étranger comme le prolongement mondial de son expérience chez lui. *«Le Nebraska a déjà été, comme je l'ai dit, le creuset dans lequel les divers éléments de l'Amérique ont été fusionnés aux fins de la vie américaine. Il est maintenant de notre devoir de fusionner les éléments de l'Amérique pour la vie du monde.»*<sup>129</sup> Il a nié le fait que son nouvel internationalisme violait le conseil du président George Washington d'éviter les intrusions étrangères<sup>130</sup>. Wilson, quand il a présenté sa propre thèse sur les frontières et l'a ensuite utilisée pour justifier sa vision d'un nouvel ordre mondial, adhérait à la

<sup>127</sup> Ibid.

<sup>128</sup> Hastedt, op.cit.

<sup>129</sup> Discours à Omaha, Oct. 5, 1916, Wilson, PWV (1982), 38:343-49

<sup>130</sup> Lloyd E. Ambrosius, "World War I and The Paradox of Wilsonianism", **The Journal of the Gilded Age and Progressive Era** 17 (2018), pp. 5-22

tradition historique européenne qui distinguait les peuples civilisés des peuples sauvages. Cet héritage a profondément influencé le rétablissement de la paix de Wilson. Un paradoxe fondamental caractérisait l'internationalisme libéral de Wilson. Lorsqu'il a défini un nouvel ordre mondial, il a affirmé que les principes américains étaient universellement applicables. Sa conception d'un nouvel ordre mondial projetait sa compréhension exceptionnelle de l'histoire américaine comme une vision probablement globale pour tous. Pourtant, son rétablissement de la paix a exclu certains peuples qui, à son avis, n'étaient pas admissibles - du moins pas encore - à une participation égale. Ainsi, le wilsonisme combinait universalité et exclusivité<sup>131</sup>.

C'est dans l'entre-deux-guerres, et en particulier dans les années 1930, que le wilsonisme a été mis à l'épreuve des faits. La Grande-Bretagne, la France et même les États-Unis ont utilisé certaines des techniques préconisées par Wilson pour vaincre les tentatives d'agression. C'est dans l'environnement international troublé des années 1930 que les premières théories réalistes et systématiques des relations internationales ont commencé à être forgées - en opposition au wilsonisme et pour expliquer ses échecs. C'est dans la lutte contre le wilsonisme après la révélation de sa faillite intellectuelle dans les années 1930 que les analyses d'E. H. Carr et de Hans Morgenthau ont vu le jour<sup>132</sup>.

Les idées wilsoniennes, sous quelque forme que ce soit, ne représentent pas la substance des actions de politique étrangère des États-Unis au cours des décennies et à travers le monde. Les intérêts stratégiques et économiques et les liens avec certains pays étrangers ont généralement été plus influents. Pourtant, les tensions implicites dans ce qu'on appelle désormais le wilsonisme font bien ressortir le dilemme persistant auquel sont confrontés les décideurs américains. Ils sont tous destinés à lutter contre le même problème fondamental auquel Woodrow Wilson a été confronté - et éventuellement vaincu - comment concilier la réalité extérieure d'un monde diversifié et conflictuel avec la réalité interne de l'opinion américaine<sup>133</sup>.

L'internationalisme et l'isolationnisme ont longtemps eu des significations transatlantiques. Il est communément perçu que l'isolationnisme américain durant un siècle et demi avant 1941 était une référence spécifique aux affaires du «Vieux Monde», et que la caractéristique de l'internationalisme américain après 1945 était

---

<sup>131</sup> Ibid.

<sup>132</sup> David Fromkin, "What Is Wilsonianism?", *World Policy Journal*, Vol. 11, No. 1 (Spring, 1994), pp. 100-111

<sup>133</sup> John A. Thompson, "Wilsonianism: The Dynamics of a Conflicted Concept", *International Affairs* (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 86, No.1 (Jan., 2010), pp. 27-47

son engagement ultime avec les puissances européennes. Cependant, l'accent spécifiquement transatlantique a caché plus la politique étrangère des États-Unis qu'il ne l'a éclairé. La nature de l'engagement américain avec l'Europe était plus claire, mais poursuivre les intérêts américains dans le reste du monde a apparu être assez problématique. Ces problèmes soulignent le besoin pour une réévaluation des deux termes. Les limites des deux termes ont déjà été abordées par des experts des champs, mais les deux sont encore couramment utilisés et restent populaires parmi les chercheurs et le grand public. C'est sans doute en partie à cause de la facilité avec laquelle l'histoire des relations étrangères américaines peut être définie comme une lutte en cours entre les forces de l'isolationnisme et de l'internationalisme. L'oscillation entre isolationnisme et internationalisme est-elle aléatoire? Ou bien existe-il une logique sous-jacente? Selon Frank Klingberg (1996), cinq périodes différentes de politique étrangère américaine d'une durée de 20 à 30 ans ont été identifiées.

**Tableau I.3 Les périodes de la politique étrangère américaine**

	<b>Introvert</b>	<b>Extrovert</b>
<b>1.</b>	1776-1789	1798-1824
<b>2.</b>	1824-1844	1844-1871
<b>3.</b>	1871-1891	1891-1918
<b>4.</b>	1918-1940	1940-1967
<b>5.</b>	1967-1987	1987-2014

Source : Frank Klingberg, **Positive Expectations of America's World Role**, Lanham, MD :University Press of America, 1996

Chacune combine une phase introvertie (isolationniste) et extravertie (internationaliste). Selon cette analyse, les États-Unis traversent actuellement une phase introvertie. Il existe un désaccord sur le mécanisme qui déclenche le passage d'une phase à la suivante. Il y a une idée générale qu'en période de reprise économique après une période de stagnation et de déclin, la politique étrangère américaine prend un ton belliqueux. De même, plus l'économie est stable, plus la politique étrangère des États-Unis est considérée comme modérée. Selon Robert Dallek (1983), l'interventionnisme de la politique étrangère américaine qui apparaît



périodiquement est le produit de frustrations et de déceptions internes<sup>134</sup>. Il est possible que les changements d'orientation de la politique étrangère soient liés au cycle économique, ce que nous cherchons à démontrer dans notre thèse. Les phases introverties identifiées par Klinberg coïncident en grande partie avec les trois grandes crises économiques que nous analysons dans notre étude de cas.

L'histoire des États-Unis en tant que nation isolationniste se lit comme suit: Comme une société défendant ses intérêts, les États-Unis se sont souvent inspirés de la priorité du commerce. Les taxes imposées par la Grande-Bretagne ont été source de conflits. Encouragée par des pamphlétaires dévoués tels que Thomas Paine et des activistes tels que Samuel Adams, fondés sur les idéaux de Locke, les États-Unis se sont révoltés et ont rompu leurs liens politiques avec l'Angleterre<sup>135</sup>. Ceux qui soutenaient l'indépendance avaient tendance à devoir à Locke de mettre l'accent sur les droits, et ils ont adopté l'argument radical selon lequel les droits étaient naturels et qu'aucun gouvernement ne pouvait les violer à juste titre<sup>136</sup>. Le premier président, George Washington déclarait l'importance d'étendre les relations commerciales et d'avoir le moins de relations politiques possibles avec le monde extérieur. Le discours d'adieu (Farewell Address) de Washington (1796) annonçait que les États-Unis devraient «éviter les alliances permanentes avec toute partie du monde étranger», et le discours inaugural de Thomas Jefferson (1801) dans lequel il a appelé à «l'amitié avec toutes les nations, en nouant des alliances avec aucun » (*honest friendship with all nations, entangling alliances with none*), la politique étrangère américaine était isolationniste dès le début. Sous la direction de ces deux figures influentes, les États-Unis éviteraient les alliances politiques et militaires avec le Vieux Monde et rester à l'écart des politiques de puissance. Au cours des premières années, deux factions distinctes de la tradition politique ont vu le jour et elles s'identifièrent parfaitement à leurs dirigeants respectifs; Alexander Hamilton, Secrétaire au Trésor, et Thomas Jefferson, Secrétaire d'État, à la tête des opposants libéraux à la centralisation hamiltonienne. Les deux hommes ont donné leurs noms à deux tendances opposées, respectivement "Jeffersonianisme" et "Hamiltonianisme"<sup>137</sup>. Les jeffersoniens et les hamiltoniens conviennent que les États-Unis sont et devraient être une république démocratique et capitaliste. Mais ils

<sup>134</sup> Robert Dallek, **The American Style of Foreign Policy, Cultural Politics and Foreign Affairs**, New York: New American Library, 1983

<sup>135</sup> Max J. Skidmore, **American Political Thought**, St. Martin's Press, New York, 1978, p.46

<sup>136</sup> *Ibid.*, p.43

<sup>137</sup> *Ibid.*

différent sur lequel de ces deux éléments serait le plus important. Les Hamiltoniens soutiennent que sans la prospérité résultant d'une économie capitaliste saine, les États-Unis eux-mêmes, et encore moins leur système de gouvernement démocratique, ne peuvent perdurer<sup>138</sup>. Mais les Jeffersoniens rétorquent que le capitalisme et les entreprises ne peuvent prospérer que si la société elle-même est saine et démocratique. De plus, les jeffersoniens ont à plusieurs reprises averti que le fonctionnement incontrôlé du capitalisme ne renforçait pas toujours la démocratie<sup>139</sup>. Selon la pensée de Jefferson, il y avait peu à gagner d'une politique étrangère activiste. Des Jeffersoniens comme John Quincy Adams s'opposaient à l'annexion du Texas, conseillaient la prudence dans la controverse sur l'Oregon avec la Grande-Bretagne et dénonçaient amèrement la guerre du Mexique<sup>140</sup>. La guerre était le premier et le plus grand mal que les Jeffersoniens cherchaient à éviter.<sup>141</sup> Les politiciens jeffersoniens veulent voir les dépenses de la défense et des diplomates limitées, et ils souhaitent que les comptes du Département d'État et de l'armée soient soigneusement tenus et examinés régulièrement. Par contre dans l'école jacksonienne, basée sur la pensée du Président Andrew Jackson, dépenser de l'argent pour l'armée est un bon choix éclairé. L'honneur, l'auto-dépendance, l'individualisme, le courage, l'usage des armes à feu font partie des valeurs jacksoniennes<sup>142</sup>. Le Président Jackson, l'auteur de la victoire contre les britanniques en 1815, a une importance symbolique pour le pays car cette victoire renforça le sentiment national et a confirmé l'indépendance. Les idées jacksoniennes sont influentes sur la politique étrangère des États-Unis et cette tradition reste la philosophie la plus répandue parmi les masses et est associée avec le centre géographique du pays par contraste à ses deux côtes.

D'autres proclamations du 19e siècle comme celles de John Quincy Adams à propos de ne pas "chercher des monstres à détruire", et la doctrine de Monroe, ont seulement semblé soutenir cette suggestion<sup>143</sup>. Les États-Unis étaient loin d'être une grande puissance au 19e siècle et une politique isolationniste était viable, mais seulement jusqu'à la fin du siècle, quand (à cause des menaces à la sécurité nationale, de l'expansion économique, du zèle missionnaire et du désir d'empire), une politique

---

<sup>138</sup> Walter Russell Mead, **Special Providence : American Foreign Policy and How It Changed the World**, Routledge, 2002, p. 177

<sup>139</sup> Ibid.

<sup>140</sup> Ibid.

<sup>141</sup> Ibid.

<sup>142</sup> Ibid.

<sup>143</sup> Johnstone, op.cit.

étrangère plus active était nécessaire, au moins en Amérique latine et en Asie. L'engagement transatlantique avec l'Europe n'est pas désiré, point souligné lorsque l'aberration de la poussée isolationniste avec la participation américaine à la Première Guerre mondiale était suivie du rejet américain de la Société des Nations. Les années suivantes de l'entre-deux-guerres représentaient la période définitive d'isolationnisme comme une réponse à l'expérience wilsonienne. L'isolationnisme pendant cette période était le plus clairement exprimé par les républicains (et d'autres) dans les années 1920 qui ont cherché à éviter la Société des Nations et toutes les contraintes qui obligeraient les États-Unis à garantir les frontières européennes. La marque de l'isolationnisme était représentée par une large coalition politique des années 1930 qui ont cherché à éviter que les États-Unis soient entraînés dans une autre guerre européenne en créant une série d'actes de neutralité. Après le déclenchement de la guerre en Europe, les isolationnistes ont protesté contre la participation éventuelle des États-Unis à travers la création d'organisations telles que le Comité America First. Cependant, la Seconde Guerre mondiale a vu les Américains, et par conséquent, la fin de l'isolationnisme américain et le triomphe de l'internationalisme. Cette histoire est familière, mais elle n'est en aucun cas complète. Alors que les États-Unis cherchaient à éviter les alliances permanentes, ils avaient des alliances temporaires, et Washington et ses successeurs n'ont jamais cherché à s'isoler complètement de l'Europe, sans parler du reste du monde. En effet, ils savaient que ce serait impossible, en particulier dans le domaine du commerce. Et ainsi il s'est avéré à travers le 19<sup>e</sup> siècle que les États-Unis ont élargi leurs intérêts économiques et commerciaux, se disputaient avec la Grande-Bretagne sur l'Oregon, en guerre avec le Mexique, et se déplaçant dans le Pacifique, culminant avec la Guerre hispano-américaine en 1898. Le rejet de la Société des Nations est venu malgré le fait que la majorité des sénateurs étaient en faveur de rejoindre une organisation internationale sous une forme quelconque. Même l'âge d'or de l'isolationnisme a vu l'économie américaine et les intérêts culturels en expansion à travers le monde, en particulier en Europe. L'isolement ou l'isolationnisme est toujours le titre utilisé dans la plupart des manuels des perspectives de la politique étrangère américaine des années 1930. Il est dans le titre d'un certain nombre de livres d'aussi récent que les années 1990, y compris « *Isolationism Reconfigured* » par Eric Nordlinger, « *Toward An Entangling Alliance: American Isolationism, Internationalism and Europe* » de Ronald Powaski, et « *De Theodore Roosevelt à*

*FDR: Internationalisme et isolationnisme dans la politique étrangère américaine* » par Daniela Rossini<sup>144</sup>. Le mythe de l'isolement était également une cible très importante de Robert Kagan dans son livre intitulé « *Dangerous Nation* », qui a traversé les librairies populaires. Ainsi l'idée d'une Amérique définie par l'isolationnisme est encore très présente, mais c'est un concept imparfait qui a besoin d'une analyse plus approfondie.

Wayne Cole a écrit que les thèmes centraux pour la plupart des isolationnistes étaient l'unilatéralisme et le non-interventionnisme. De même, Manfred Jonas a souligné que l'isolationnisme était défini par « les principes de l'unilatéralisme dans les affaires étrangères et l'évitement de la guerre ». Le non-interventionnisme ou l'anti-interventionnisme sont des concepts plus adéquats que l'isolationnisme lors de l'évaluation de l'entre-deux-guerres et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale.

Le livre de Justus Doenecke, *Storm on the Horizon*, souligne la façon dont de nombreux soi-disant isolationnistes ne sont pas en faveur de l'isolation totale, mais qu'ils étaient plus préoccupés par la menace et l'impact potentiel de la guerre, qu'ils croyaient que les États-Unis pourraient éviter avec succès. Mais le non-interventionnisme n'est pas seulement utile pour analyser les années d'entre-deux-guerres. La préoccupation des Américains qui ont cherché à éviter les guerres qui ne sont pas dans les intérêts immédiats américains peut être tracée à travers l'histoire. Dès la fondation des États-Unis, il était clair que l'un des raisons d'une attitude anti-interventionniste était, selon les mots de Manfred Jonas, « Sauvegarder l'indépendance d'une nation nouvelle et faible en évitant, chaque fois possible, l'implication dans les affaires militaires et politiques des grandes puissances ». En tant que résultat, des voix influentes, y compris Thomas Paine et John Adams ont fait valoir que la neutralité par rapport aux futurs conflits européens était une nécessité pour les États-Unis. Cette position neutre est devenue le paramètre par défaut pour la politique américaine, en particulier avec ce qui concerne les affaires transatlantiques, et cette position a été rendue possible par une combinaison de l'insignifiance économique américaine et de l'isolement géographique relatif fournissant une sécurité gratuite. Cette position non interventionniste vis-à-vis des grandes puissances européennes a marché pour une grande partie du 19<sup>e</sup> siècle. Les États-Unis se sont intéressés aux affaires transatlantiques mais aussi ont réussi

---

<sup>144</sup> Ibid., Johnstone

largement rester à l'écart d'elles. L'interaction avec les pouvoirs Européens était presque entièrement limitée à des questions dans l'hémisphère occidental, tels que les transactions avec la Grande-Bretagne sur le territoire de l'Oregon ou l'achat de l'Alaska à la Russie. Les États-Unis ont manifesté une volonté d'intervenir au-delà de leurs frontières par la force militaire au 19e siècle<sup>145</sup>, non contre les puissances européennes et seulement dans l'hémisphère occidental, comme dans la guerre avec le Mexique. Seulement à la fin du 19e siècle, les progrès technologiques ont réduit le monde<sup>146</sup> et les intérêts économiques américains ont élargi, la politique étrangère anti-interventionniste aux États-Unis commence à s'affaiblir, mais n'a en aucun cas disparu. La guerre hispano-américaine a été combattue contre une grande puissance européenne, quoiqu'elle a eu une disparition rapide et le conflit a directement affecté l'hémisphère occidental (comme l'a fait beaucoup d'interventions américaines subséquentes en Amérique centrale). Ailleurs, l'acquisition américaine des Philippines (1898) et un intérêt économique croissant en Chine a offert une bien plus grande menace potentielle de conflit avec d'autres grandes puissances, mais ce conflit est venu seulement avec la Première Guerre mondiale. La désillusion qui a suivi la Grande Guerre était largement responsable de la réaction subséquente non-interventionniste, avec la suggestion que ce n'était pas la guerre de l'Amérique, ni une guerre pour la démocratie ou une guerre pour mettre fin à toutes les guerres. Cette puissante insistance à éviter tout conflit futur en ce qui concerne à la fois questions transatlantiques et transpacifiques provient du sentiment non-interventionniste pendant l'entre-deux-guerres et explique la réticence des Américains à être impliqué dans la Seconde Guerre mondiale. Pourtant, malgré les engagements politiques et militaires qui ont suivi, la Seconde Guerre mondiale n'a pas complètement éliminé le non-interventionnisme. En effet, un avantage supplémentaire d'utiliser le terme non-interventionnisme est que le phénomène peut être tracé au-delà de la Seconde Guerre mondiale, par opposition à l'isolationnisme, qui aurait fini en 1945. Largement diminué à court terme par la participation à la Seconde Guerre mondiale<sup>147</sup> et la Guerre froide, le volet non-interventionniste de la politique étrangère américaine n'a jamais complètement disparu et peut être vu dans la remise en question de l'implication américaine dans les conflits de la guerre froide, notamment le Vietnam. Cependant, c'était à la fin de la Guerre froide dans les années

---

<sup>145</sup> Ibid., Johnstone

<sup>146</sup> Ibid.

<sup>147</sup> Ibid.

1990 que le non-interventionnisme est revenu avec une certaine force, comme les Américains limitent leur participation en Bosnie et remettent de plus en plus en question la Somalie et l'Haïti. Il n'est pas facile d'expliquer les facteurs derrière le non-interventionnisme contemporain -et d'après notre analyse de cas ça peut être attribué en grande partie à la grande récession- qui a des partisans des deux extrémités du spectre politique, mais la préoccupation centrale demeure, comme toujours aux États-Unis. Le non-interventionnisme par contraste à l'isolationnisme reste un thème important et légitime en Amérique des relations étrangères qui ne peuvent être ignorées ou écartées<sup>148</sup>.

L'autre composante de l'isolationnisme américain, notamment l'unilatéralisme, se rapporte à l'insistance de la nation à retenir la liberté d'action à tout moment, et son refus d'être restreint par des traités multilatéraux ou des organisations internationales. Le brin unilatéral peut évidemment être retracé aux mots de Washington et Jefferson, mais l'unilatéralisme fournit une description bien plus convaincante et précise de l'histoire des États-Unis que l'isolationnisme<sup>149</sup>. Dans *Promised Land, Crusader State* Walter McDougall a soutenu qu'on devrait se passer complètement du terme isolationnisme et le remplacer par l'unilatéralisme. De même, le livre de Joan Hoff, *A Faustian Foreign Policy* emploie le terme « internationalisme unilatéral » pour renouveler le terme qu'il utilisait dans les années 1970 « l'internationalisme indépendant ». Une telle approche, dans les mots de l'écrivaine « entrave les engagements durables de la diplomatie collective de la part des États-Unis, à l'exception, temporaire des situations de crises ». Cela peut sembler un argument controversé à propos de la nation sauf l'impulsion pour les organisations internationales telles que la Société des Nations, Organisation des Nations Unies et Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN). Pourtant, la relation américaine avec de telles organisations a été complexe et a eu fréquemment des tensions, surtout si les États-Unis n'ont pas défini les termes de la relation ou la direction de l'organisation. Le Sénat américain a rejeté la Société des Nations qui pourrait pousser les États-Unis à entrer dans les affaires européennes et asiatiques. Quoi que la relation entre les États-Unis et l'ONU soit plus réussies elle a vu l'utilisation étendue du veto américain depuis que les États occidentaux menés par les États-Unis aient perdu leur statut majoritaire à la fin des années 1960.

---

<sup>148</sup> Ibid.

<sup>149</sup> Ibid.

Un avantage analytique majeur est l'utilisation du terme unilatéralisme (comme avec le non-interventionnisme) est que le fil peut être tracé au-delà de la Seconde Guerre mondiale: l'isolationnisme est peut-être mort avec la Seconde Guerre mondiale, mais l'unilatéralisme ne l'est certainement pas. En effet, le concept avait clairement ressurgi dans les administrations de George W. Bush. Au cours de sa première année, avant même le 11 septembre, Bush a signalé le retrait américain du traité antimissile balistique de 1972, et n'a pas ratifié le traité de Kyoto sur le changement climatique et a retiré la reconnaissance par les États-Unis de la Cour pénale internationale. Comme Warren Cohen l'a dit, « Bush et la plupart de ses conseillers pour les États-Unis étaient une loi en soi ». Cependant, comme mentionné précédemment, de tels actes de l'unilatéralisme ont été un thème important dans toute l'histoire américaine, indépendamment du parti politique au pouvoir.

### **I-C) Les crises économiques et la politique étrangère de l'hégémon sous la lumière de la théorie constructiviste**

#### **1) Quel est la contribution de la théorie constructiviste à la lecture simultanée des crises économiques et de la politique étrangère de l'hégémon?**

La théorie des relations internationales a longtemps été dominée par le réalisme, le (néo) libéralisme et les perspectives de choix rationnel. Les théories matérielles et rationnelles ne sont ni sans importance ni fausses, mais selon la théorie critique, elles sont au moins incomplètes<sup>150</sup>. Le constructivisme est une démarche intellectuelle, voire une école, qui a soulevé de très vigoureuses polémiques universitaires aux États-Unis depuis les années 1970<sup>151</sup>. Il existe un constructivisme radical qui conclut à la vanité de toute tentative de connaître le monde, voire d'être assuré de sa réalité; position théorique ultrasceptique qui ne peut que susciter des rejets véhéments<sup>152</sup>. Cependant, le constructivisme est aussi un système de questionnements utiles que les sciences sociales, n'ont pas pu ignorer son

<sup>150</sup>Vaughn P.Shannon, Paul A.Kowert, **Psychology and Constructivism in International Relations: An Ideational Alliance**, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 2012 pp. 2-25

<sup>151</sup>PhilippeBraud, « Chapitre II. Le réalisme au défi du constructivisme », *La science politique*. Presses Universitaires de France, 2017, pp. 91-100.

<sup>152</sup> Ibid. Braud

apport. L'approche constructiviste qui fait partie de la théorie critique, prétend donner un sens au matériau et aux préférences sur lesquelles l'action intentionnelle est fondée.

Les réalistes (Kaplan, 1957; Morgenthau, 1960) et les néoréalistes (Waltz, 1979; Gilpin, 1981), non perturbés par les offensives "idéalistes" saisonnières qui jalonnent les débats sur les relations internationales et renforcées par des philosophies de la science positivistes et exclusivement matérialistes (avec sauf peut-être Mearsheimer, 1994/95), ont été réticents à s'engager dans des polémiques épistémologiques et ontologiques<sup>153</sup>. Ils préfèrent expliquer les RI comme de simples réponses comportementales aux forces de la physique qui agissent sur les forces matérielles de l'extérieur<sup>154</sup>. Supposons que vous jetiez un caillou dans les airs. Il ne peut s'agir que d'une simple réponse physique aux forces physiques externes qui agissent sur lui. Mais si vous jetez un oiseau en l'air, il peut s'envoler dans un arbre. Même si les mêmes forces physiques agissent sur l'oiseau que sur le rocher, une quantité énorme de traitement interne de l'information a lieu à l'intérieur de l'oiseau et affecte son comportement (Waldrop, 1992). Enfin, prenez un groupe de personnes, une nation ou plusieurs nations, et lancez-les métamorphiquement dans les airs. Où ils vont, comment, quand et pourquoi n'est pas entièrement déterminé par des forces et des contraintes physiques; mais cela ne dépend pas non plus uniquement des choix individuels ou des préférences rationnelles. C'est aussi une question de savoir partagé, de signification collective qu'ils attribuent à leur situation, d'autorité et de légitimité, de règles, d'institutions et de ressources matérielles qu'ils utilisent pour se frayer un chemin, leurs pratiques ou même parfois leur créativité commune<sup>155</sup>.

Différentes théories des relations internationales ont été critiquées pour leurs fondements ontologiques individualistes, d'autres ont été critiquées pour leur nature structurelle au détriment de l'agent. La position ontologique de l'individualisme privilégie les agents par rapport à la structure, en tenant pour acquis les acteurs et les préférences dans l'étude de la manière dont ils interagissent dans un environnement spécifié. Krasner explique l'approche orientée vers les acteurs, qui prend les acteurs comme des données ontologiques, les acteurs et les préférences étant exogènes (par opposition à l'approche sociologique, qui prend les structures

---

<sup>153</sup> Emmanuel Adler, "Seizing the Middle Ground: Constructivism in World Politics", **European Journal of International Relations**, 1997, 3:319

<sup>154</sup> Ibid., Adler

<sup>155</sup> Ibid.



institutionnelles comme des données ontologiques). L'individualisme suggère la primauté théorique des acteurs individuels sur les collectifs sociaux, l'unité agissant individuellement étant "essentiellement privée", autonome et existant avant et indépendante des plus grandes institutions sociales. Les théories du choix rationnel, de la psychologie et de la biologie au niveau individuel sont souvent accusées de réductionnisme pour avoir ignoré des contextes sociaux et politiques plus vastes<sup>156</sup>. Le structuralisme ne pose aucun problème à la structure et ne lui permet pas d'être altérée ou altérée par des agents. Les facteurs macro-réductionnistes cachés dans cette approche sont résumés par Tetlock et Goldgeier en ces termes: Les décideurs sont étroitement liés par les forces politiques et économiques et réagissent rationnellement à ces forces avec «peu de besoin de psychologie». Bien que Wendt appelle le néoréalisme individualiste parce qu'il ne remet pas en question l'origine des États et ne permet pas au système de modifier l'identité de l'État ou des éléments constitutifs, le néoréalisme est une théorie structurelle dans la mesure où il postule que les États se conforment aux pressions environnementales de l'anarchie et à la pouvoir de façon structurée<sup>157</sup>. Aux yeux des structuralistes dans le néoréalisme, toutes les relations subjectives sont interprétées comme psychologiques et sont bannies de la recherche. En théorie, le constructivisme prétend transcender l'agent ou la structure pour fournir le "juste milieu" pour l'influence de chaque niveau sur l'autre<sup>158</sup>. En pratique, de nombreuses études constructivistes ont fini par être structuralistes - dans le cas de Wendt, de manière avouée. Bien que la psychologie ait la réputation d'être individualiste, elle parle également des relations entre groupes et entre groupes, brouillant les frontières entre les niveaux. Selon Vagn P. Shannon, la psychologie et le constructivisme peuvent se chevaucher dans le domaine des structures de groupe et s'informer mutuellement sur le rôle des structures sociales individuelles médiatrices et inversement.

Nicholas Onuf, dans son œuvre *«Les mondes de notre fabrication: la carrière étrange du constructivisme dans les relations internationales»*, paru dans *Visions of International Relations: Assessing an Academic Field*, ed. Donald J. Puchala, Columbia: University of South Carolina Press, 2002) qualifie le constructivisme d'un animal étrange. D'une part, il est considéré comme l'un des mouvements théoriques les plus importants dont l'étude des normes, de

---

<sup>156</sup> Shannon and Kowert, op. cit.

<sup>157</sup> Ibid.

<sup>158</sup> Ibid.

l'intersubjectivité et du «social» a modifié l'appareil conceptuel de la RI profondément. D'autre part, en tant que domaine d'étude, il se caractérise par sa fragmentation et la diversité interne. Ted Hopf, par exemple, fait la distinction entre constructivisme conventionnel et constructivisme critique; Karin Fierke distingue les notions de cohérence (critique) et de non-cohérence (conventionnel) constructiviste; Stefano Guzzini et Knud Erik Joergensen, tous deux identifient une approche «épistémologique» et une approche «ontologique» ; d'autres font référence à une approche «modérée» et aux modes «radicaux» de la théorisation constructiviste. Il semble que les normes, l'intersubjectivité, et "le social" peut signifier des "choses" totalement différentes et il est donc loin d'être clair ce que le constructivisme représente. Son succès semble reposer sur une approche d'appareil conceptuel de plus en plus «ambiguë», et il n'est donc pas surprenant que le noyau du constructivisme soit difficile à définir. Bien entendu, il semble exister un large consensus sur le fait que le constructivisme modéré-conventionnel est associé à la fois au matérialisme d'Alexander Wendt et aux analyses (basés aux normes libérales – dite la «littérature normative») d'Audie Klotz, Martha Finnemore, Kathryn Sikkink et Thomas Risse, tandis que le courant épistémologique radical-critique comprend les travaux de Friedrich Kratochwil et de Nicholas Onuf<sup>159</sup>. En particulier, des spécialistes comme Martha Finnemore, Audie Klotz, Kathryn Sikkink et Thomas Risse ont fait progresser le programme «constructiviste» sur les normes et ont certainement eu un certain impact sur beaucoup de ces discussions. Ce qui est constitutif pour leurs analyses est leur tentative de «construire des ponts» et «produire un programme de recherche» qui reste ferme envers les critiques de Keohane sur le «réflectivisme»<sup>160</sup>. Cette littérature cherchait avant tout à établir le constructivisme vis-à-vis du réalisme et du libéralisme: alors que les autres approches indiquent les intérêts et la puissance, les constructivistes pourraient indiquer la force des normes. Alors que les premiers se concentrent sur les États, les constructivistes peuvent souligner l'importance des «réseaux transnationaux» qui facilitent la diffusion des informations et la mise en œuvre de normes dans différents domaines. Ces réseaux tentent de «lier» différents acteurs (sociétés civiles, États, organisations internationales) réunis aux niveaux divers (national, international,

---

<sup>159</sup> Oliver, Kessler, "*The Contingency of Constructivism: On Norms, the Social, and the Third*", *Millennium: Journal of International Studies* 2016, Vol. 45(1) 43–63

<sup>160</sup> *Ibid.*

transnational) et aident ainsi à expliquer pourquoi les États se conforment aux normes<sup>161</sup>.

Quelques événements majeurs ont motivé un tel événement théorique et ont contribué à la naissance du constructivisme: (1) la persuasion provocante de théoriciens critiques par les principaux rationalistes d'aller au-delà de la critique méta-théorique du rationalisme et de produire des théories de fond des relations internationales; (2) l'échec des néoréalistes et des néolibéraux de prédire la fin de la guerre froide et le défi qui en découle pour les capacités explicatives et analytiques de leurs théories; (3) l'émergence d'une nouvelle génération d'érudits critiques, enclins à la théorie et explorant les potentiels inexploités de l'érudition théorique et conceptuelle dans la théorie des relations internationales; et (4) l'enthousiasme manifesté par les théoriciens déçus de la RI, orientés vers un choix rationnel, à accueillir des perspectives constructivistes alternatives<sup>162</sup>. Bien que proche des débats et des théories sociologiques, le constructivisme a été considéré par certains théoriciens comme faisant partie du discours de la théorie critique des relations internationales, ou en étant une «conséquence», comme «beaucoup de ses pionniers ont fait usage de cette théorie pour éclairer divers aspects de la politique mondiale »<sup>163</sup>.

La fin de la guerre froide a également créé davantage d'espace pour les approches sociologiques ou constructivistes aux questions de guerre et de sécurité (Onuf 1989; Wendt 1999; Kratochwil 1989)<sup>164</sup>. Bien que puissant comme courant intellectuel en Europe (Hoffmann 1986), le constructivisme était jusque dans les années 1990 assez marginal aux États-Unis<sup>165</sup>. Comme pour le réalisme et le libéralisme, le constructivisme comporte un certain nombre d'écoles de pensée et peut être appliqué aux niveaux international et national. Contrairement au réalisme et au libéralisme, qui supposent normalement que les identités ou les préférences sont exogènes, le constructivisme problématise la relation entre identités et préférences, ainsi que leurs origines<sup>166</sup>.

---

<sup>161</sup> Ibid.

<sup>162</sup> Christian Reus-Smit, "Constructivism," in *Theories of International Relations*, 3<sup>rd</sup> ed. Scot Burchill and others (Basingstoke: Palgrave, 2005), 195-96 cité dans Behraves, Maysam, "Constructivism: An Introduction", Feb. 3 2011, E-International Relations, [https://www.e-ir.info/2011/02/03/constructivism-an-introduction/#\\_ednref8](https://www.e-ir.info/2011/02/03/constructivism-an-introduction/#_ednref8), consulté le 23.10.2018

<sup>163</sup> Ibid.

<sup>164</sup> Rudra Sil and Peter J. Katzenstein, *Analytic Eclecticism in the Study of World Politics*, Palgrave Macmillan, 2010 pp. 57-59

<sup>165</sup> Ibid.

<sup>166</sup> Ibid.

Pour scruter la construction sociale de la réalité internationale, le constructivisme avance deux hypothèses bien développées par J. Checkel: l'environnement dans lequel les acteurs opèrent est à la fois social « et » matériel; ce cadre peut fournir aux acteurs l'intelligibilité de leurs intérêts<sup>167</sup>. L'approche constructiviste repose sur la dimension intersubjective des relations politiques en général. Les Etats sont des « existants » culturels ayant la capacité et la volonté d'adopter des attitudes délibérées à l'égard du monde et de lui donner sens. C'est cette capacité qui permet de donner naissance aux faits sociaux, à des faits qui dépendent de l'accord des partenaires rationnels, d'institutions humaines pour exister. L'identité et l'intérêt des acteurs sont socialement construits<sup>168</sup>. Certes, le comportement des acteurs subit des contraintes de divers ordres, mais on ne peut en faire le sujet d'étude exclusif de l'entreprise des Relations Internationales comme le font les néo-utilitaristes.<sup>169</sup>

Le constructivisme est une perspective sociale affirmant que les agents et les structures se construisent mutuellement et que les facteurs d'idéation et la signification intersubjective importent<sup>170</sup>. Onuf le décrit comme un processus continu dans les deux sens, dans lequel les humains "font du monde ce qu'il est", tandis que les relations sociales "nous construisent ou nous batissent"<sup>171</sup>. Comme on vient de préciser, le tournant constructiviste dans les relations internationales a commencé dans les années 1980 avec des critiques métathéoriques des théories dominantes

---

<sup>167</sup> Thierry Braspenning, "Constructivisme et réflexivisme en théorie des relations internationales ", **AFRI** 2002, volume III Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/braspenning2002.pdf>, consulté le 23.10.2018

<sup>168</sup> Ibid.

<sup>169</sup> Ibid. L'utilitarisme est la doctrine morale et politique de la fin du 18e siècle systématisée par Jeremy Bentham (1748-1832) et John Stuart Mill (1806-1873), fondée sur la notion d'utilité ou de « principe du plus grand bonheur » permettant de diviser les actions ou les choses en bonnes ou mauvaises selon qu'elles tendent à augmenter ou non le bonheur et à diminuer la souffrance. D'après la version d'utilitarisme par son défenseur contemporain le plus en vue, Peter Singer (1946-), la question d'éthique est beaucoup plus prononcée. Une autre différence est que le principe d'utilité de Bentham soit destiné davantage aux législateurs et aux personnes au pouvoir qu'aux individus. Il ne s'intéresse pas tant à l'éthique privée qu'aux applications politiques et judiciaires de sa théorie. En conséquence, il travaille au niveau macroéthique (gouvernement et société) ou mégaéthique (relations internationales). Quant à Singer, il semblerait que, selon les problèmes d'éthique dont il traite, le destinataire change. Dans son œuvre *Practical Ethics*, par exemple, il écrit sur la relation entre pays riches et pays pauvres, en faisant valoir que le principe de la considération égale des intérêts exige que, au niveau individuel, les habitants des pays occidentaux riches consacrent au moins 10% de leurs revenus aux citoyens des pays pauvres. En ce qui concerne le niveau national, il explique que « *Le principe d'égale considération des intérêts présage d'un monde dans lequel tous les pays continuent à accepter les réfugiés jusqu'à ce qu'ils soient réduits au même niveau de pauvreté et de surpeuplement que les pays du tiers monde vers lesquels les réfugiés cherchent à fuir* ». Source: P. Singer, "Ethics" in *Encyclopædia Britannica*, Chicago, 1985, pp. 627-648.

<sup>170</sup> Shannon and Kowert, op. cit.

<sup>171</sup> Ibid.

(néoréalisme) et des conventions des relations internationales des sciences sociales en général. Selon Emmanuel Adler, le constructivisme occupe une position intermédiaire entre les approches rationalistes (réalistes ou libérales) et interprétatives (principalement postmodernistes, post structuralistes et critiques) et crée de nouveaux domaines d'investigation théorique et empirique. D'après le constructivisme le chercheur doit focaliser son attention sur les « significations attribuées aux phénomènes » plus que sur les phénomènes eux-mêmes. Alfred Schütz insiste beaucoup sur les processus de « typification », c'est-à-dire les classements, les catégories d'analyse, les typologies grâce auxquelles nous réussissons à penser le monde et sans lesquelles celui-ci nous serait totalement inintelligible<sup>172</sup>. Dans l'ordre politique, ce seront par exemple les descriptions en termes de classes sociales ou encore d'amis et adversaires, de réformistes et révolutionnaires, etc<sup>173</sup>. D'après Berger et Luckmann, un travail social de construction produit ces catégories et classement. Les individus produisent une « typification réciproque d'actions habituelles ». Ensuite cette typification débouche sur des représentations sociales qu'on appelle des « institutions », c'est-à-dire des catégories de classement (militaires/civils, sacré/profane), des valeurs de référence (la justice, la solidarité), des entités collectives (peuples, États, partis, associations) ; enfin, dans une troisième étape, ces représentations (« institutions ») sont vécues comme des réalités qui s'imposent aux individus en tant que faits extérieurs et contraignants. La proposition essentielle du perspectif constructiviste est que « le réel » est façonné par nos modes de perception et de cognition<sup>174</sup>.

Cette sensibilité à la construction sociale est devenue l'un des critères récurrents de la réflexivité, renforcée par le rôle de la perception que le chercheur a de la théorie, et par la division positivisme/post-positivisme, ce qui constitue, à plus d'un titre, l'idée principale du troisième débat (les deux premiers étant le débat entre le réalisme et l'idéalisme et celui entre l'historicisme et le behavioralisme). Pour la plupart des post-positivistes, la connaissance est socialement construite et la théorie est intrinsèquement réflexive. Le réflexivisme, qui arbore une vision aux antipodes du positivisme, accepte les présupposés suivants: il y a un fossé entre les concepts et la réalité<sup>175</sup>. On ne peut donc connaître ou se représenter de manière directe la réalité

---

<sup>172</sup> Braud, op. cit.

<sup>173</sup> Ibid.

<sup>174</sup> Ibid.

<sup>175</sup> Braspenning, op. cit

parce que la connaissance du réel passe par la médiation de notre conscience. D'après cette école l'interprétation des cas uniques doit guider la recherche.

L'historique du constructivisme, d'après Wendt, est basée sur la vision du monde constructiviste qui sous-tend les théories internationales classiques de Grotius, Kant et Hegel, et a été brièvement dominante dans la RI entre les deux guerres mondiales, sous la forme de ce que les spécialistes de la RI appellent souvent "Idéalisme". Au cours de la période d'après-guerre, Karl Deutsch, Ernst Haas et Hedley Bull, toujours d'après le récit de Wendt, ont mis en avant d'importantes approches constructivistes de la politique internationale. Les approches constructivistes sous-tendent la tradition phénoménologique dans l'étude de la politique étrangère, en commençant par les travaux de Snyder, Bruck et Sapin, puis par Robert Jervis et Ned Lebow<sup>176</sup>. Wendt groupe, les idées de ces lignées des années 1980 et d'autres en trois courants principaux de la théorie des RI constructivistes: un courant moderniste qu'il associe à John Ruggie et Friedrich Kratochwil, un courant postmoderne qu'il associe à Richard Ashley et Rob Walker et un courant féministe qu'il associe à Spike Peterson et Ann Tickner. Les différences entre et au sein de ces trois courants sont importantes, mais ils partagent le point de vue selon lequel le néoréalisme et le néolibéralisme sont "*sous-socialisés*" ou ne soient pas assez sociaux en ce sens qu'ils ne prêtent pas suffisamment attention à la manière dont les acteurs de la politique mondiale sont construits socialement<sup>177</sup>.

Il existe d'autres catégorisations des variétés du constructivisme comme "conventionnel" et "critique". Adler divise la littérature diversifiée en quatre grandes catégories: moderniste, linguistique, radical et critique<sup>178</sup>. Le constructivisme moderniste (ou néoclassique ou conventionnel) accepte les préceptes de l'enquête positiviste et a un intérêt cognitif à comprendre et à découvrir les mécanismes sociaux causaux et les relations sociales constitutives<sup>179</sup>. Price et Reus-Smit divisent le constructivisme moderniste en variantes systémiques et holistiques, la première étant fortement descendante en ce qui concerne l'interaction agent-structure et la seconde, plus équilibrée et plus sensible aux sources d'identité non systémiques. Le constructivisme linguistique est moderniste dans le sens où il vise à comprendre mais adhère à une herméneutique (l'art d'interpréter les textes) subjective dans laquelle la

---

<sup>176</sup> Alexander Wendt, *Social Theory of International Politics*, Cambridge University Press, 1999

<sup>177</sup> Ibid.

<sup>178</sup> Shannon and Kowert, op. cit.

<sup>179</sup> Ibid.

connaissance objective est impossible et où tout est médiatisé par le langage<sup>180</sup>. La théorie radicale associe cette herméneutique subjective à une mission émancipatrice (par opposition à la mission "conservatrice" de simple compréhension ou explication). Ici, les structures sociales sont considérées comme oppressives pour certaines personnes ou idées, et la déconstruction de telles structures linguistiques-pouvoirs libère les idées et ouvre ainsi de nouvelles possibilités aux personnes. Une dernière catégorie apparentée pour Adler, la théorie critique associe cette mission émancipatrice à une approche pragmatique dans des variantes modernes et postmodernes, apparentées aux formes interprétatives critiques et radicales d'Adler<sup>181</sup>. L'approche constructiviste a été décrite et expliquée, appliquée empiriquement et comparée à d'autres approches de relations internationales. Néanmoins, il y a peu de clarté et encore moins de consensus sur sa nature et son contenu. Les fragilités de l'approche constructiviste peuvent être énumérées ainsi:

- La dépendance de la théorie constructiviste des relations internationales sur la théorie sociale interprétative et le vocabulaire;
- La croyance erronée que le constructivisme, le poststructuralisme et le postmodernisme sont tous des variétés de la même approche réflexiviste;
- La rareté relative des premières recherches empiriques constructivistes; et plus important encore, les débats au sein du constructivisme sur "en quoi consiste réellement le constructivisme"

Ces aspects créent une tendance à obscurcir la base scientifique du constructivisme, sa préférence pour l'ontologie (l'étude de l'être) et l'épistémologie (théorie de la connaissance) sur la méthodologie et pour une meilleure compréhension des relations internationales<sup>182</sup>. Le constructivisme est l'idée que *la manière dont le monde matériel façonne et est façonné par l'action et l'interaction humaines dépend d'interprétations dynamiques normatives et épistémiques du monde matériel*<sup>183</sup>.

Le constructivisme montre que même nos institutions les plus durables reposent sur des conceptions collectives, que ce sont des structures réifiées qui étaient naguère conçues ex nihilo par la conscience humaine; et que ces accords ont

---

<sup>180</sup> Ibid.

<sup>181</sup> Ibid.

<sup>182</sup> Adler, op. cit.

<sup>183</sup> Ibid.

ensuite été diffusés et consolidés jusqu'à ce qu'ils soient pris pour acquis<sup>184</sup>. En outre, les constructivistes estiment que la capacité humaine de réflexion ou d'apprentissage a son impact le plus important sur la manière dont les individus et les acteurs sociaux attribuent une signification au monde matériel. Cela encadre de manière cognitive le monde qu'ils connaissent, expérimentent et comprennent. Ainsi, les ententes collectives donnent aux gens les raisons pour lesquelles les choses sont comme elles sont et des indications sur la façon dont elles devraient utiliser leurs capacités matérielles et leur pouvoir<sup>185</sup>.

L'importance du constructivisme et sa valeur ajoutée pour l'étude des relations internationales résident principalement dans l'accent mis sur la réalité ontologique de la connaissance intersubjective et sur les implications épistémologiques et méthodologiques de cette réalité. Les constructivistes croient que les relations internationales consistent principalement en des faits sociaux, qui ne sont des faits que par un accord humain. Dans le même temps, les constructivistes sont des "réalistes ontologiques"; ils croient non seulement à l'existence du monde matériel, mais également que ce monde matériel offre une résistance lorsque nous agissons sur lui (Knorr Cetina, 1993). Ainsi, le constructivisme est une tentative, même timide, de jeter un pont entre les philosophies positiviste / matérialiste et idéaliste / interprétative largement séparées des sciences sociales.<sup>186</sup>

Le constructivisme, contrairement au réalisme ou au libéralisme, n'est pas une théorie en soi, selon Emmanuel Adler. Il s'agit plutôt d'une théorie sociale sur laquelle reposent les théories constructivistes de la politique internationale - sur la guerre, la coopération ou la communauté internationale, par exemple. Le constructivisme peut éclairer des aspects importants de la politique internationale qui étaient auparavant énigmatiques et ont des implications pratiques cruciales pour la théorie internationale et la recherche empirique<sup>187</sup>. Le constructivisme ne conteste que les fondements ontologiques et épistémologiques du réalisme et du libéralisme. Ce n'est pas anti-réaliste ou anti-libéral par conviction idéologique, ni pessimiste ou optimiste à dessein. En conséquence, le constructivisme représente la première véritable opportunité de générer une théorie synthétique des relations internationales

---

<sup>184</sup> Ibid.

<sup>185</sup> Ibid.

<sup>186</sup> Ibid.

<sup>187</sup> Ibid.



depuis E. H. Carr (dont « l'érudition émerge de l'important terrain intermédiaire entre absolutisme et relativisme » Howe, 1994)<sup>188</sup>.

Démontrer de façon convaincante que les conceptions collectives normatives et causales sont réelles -dans la mesure où elles ont des conséquences pour les mondes physique et social- permettra de prétendre que la compréhension de la politique mondiale et les progrès de la discipline peuvent dépendre sur la construction d'une synthèse socio-cognitive qui s'appuie sur les dimensions matérielles, subjectives et intersubjectives du monde<sup>189</sup>. Comme on a vu, le constructivisme comporte de nombreuses variantes, partageant toutes le même point de vue, à savoir que des agents et des structures se co-construisent et que des facteurs idéologiques et une signification intersubjective importent. Anthony Giddens fournit un fondement intellectuel à la pensée constructiviste, en posant la "dualité de structure" dans la théorie de la structuration. Tandis que réalistes et institutionnalistes postulent un processus de choix organisé autour de la logique d'action consécutive (pondération utilitaire des coûts et des avantages), de nombreux constructivistes postulent un processus de choix éclairé par la logique de la pertinence, en faisant correspondre les identités sociales aux attentes normatives qui orientent le comportement légitime. La plupart des constructivistes, suggèrent Brent Steele, "supposent à des degrés divers que le monde est maintenu par des idées sociales et des conceptions intersubjectives qui constituent et sont constitués par des identités sociales". La plupart des partisans de ce point de vue admettent que les normes et les identités affectent et sont soutenues par la pratique (récursivité) et que le monde matériel existe mais n'est reconnu que par la "compréhension intersubjective des agents"<sup>190</sup>.

Notre étude fait usage de la lignée moderniste ou conventionnel du constructivisme comme le cadre théorique par contraste au constructivisme critique, notamment le cadre offert par Alexander Wendt. D'après Wendt le système international est un cas difficile pour le constructivisme tant sur le plan social que sur celui de la construction. Sur le plan social, alors que les normes et les lois régissent la plupart des politiques nationales, l'intérêt étatique et la contrainte semblent régir les politiques internationales<sup>191</sup>. Le droit international et les institutions existent, mais la

---

<sup>188</sup> Ibid.

<sup>189</sup> Ibid.

<sup>190</sup> Shannon and Kowert, op. cit.

<sup>191</sup> Wendt, op. cit.

capacité de cette superstructure à contrer la base matérielle du pouvoir et des intérêts est limitée<sup>192</sup>. Cela donne à penser que le système international n'est pas un endroit très "social" et offre donc un soutien intuitif au matérialisme dans ce domaine. Cela nous renvoie à une explication intuitive du non-interventionisme suivant les crises économiques. Mais la réalité est-elle aussi évidente que cette argumentation logique? Malgré les crises économiques de grande ampleur, bouleversant son économie et sa croissance en PIB, les Etats-Unis restent la plus grande force militaire mondiale avec son arsenal et sa technologie. Les moments de crises ne sont-elles pas de bonnes occasions pour une politique étrangère plus assertive pour réclamer l'hégémonie? La réponse est moins évidente car la réaction de l'hégémon se caractérise par la non-intervention. L'explication matérielle doit être complétée par une autre explication, en double niveau: au niveau étatique (agent) et au niveau international (structure). C'est là qu'intervient l'approche constructiviste. La recherche constructiviste moderniste porte sur le rôle des normes et de l'identité dans la constitution des intérêts et des causes de comportement dans la politique mondiale. L'étude des normes du constructivisme conventionnel a tout abordé, de leur rôle dans le conditionnement et la justification du comportement à la manière dont les normes changent et évoluent. Pour Klotz, les normes anti-apartheid ont reconstitué la manière dont les intérêts des États-Unis étaient perçus vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Pour Tannenwald, les interdictions sociales ont contraint les dirigeants américains à utiliser des armes nucléaires après 1945, malgré leur utilité militaire potentielle en temps de guerre. D'autres exemples incluent la montée des normes des droits de l'homme et d'autres contraintes sur la conduite et le but de la guerre<sup>193</sup>.

La lecture constructiviste nous permet de contempler l'utilisation de force nucléaire, qui est un atout militaire dont la supériorité compétitive est dans les mains des Etats-Unis. En tant qu'hégémon mondial depuis le lendemain de 1945, de laquelle ils ne font pas usage (*heureusement*) grâce à un effet probable des normes, d'après les observations de Ninna Tannenwald. Son enquête (*L'effet probable des normes: le cas de non-utilisation nucléaire— une explication constructiviste*) est motivée par plusieurs anomalies empiriques dans le système conventionnel, notamment la non-utilisation des armes nucléaires depuis 1945. Le premier est la non-utilisation d'armes nucléaires dans les cas où il n'y avait aucune crainte de

---

<sup>192</sup> Ibid., Wendt

<sup>193</sup> Shannon and Kowert, op. cit.

représailles nucléaires, c'est-à-dire où l'adversaire ne pouvait pas exercer de représailles en nature. Cette anomalie inclut le premier dix ans environ de l'ère nucléaire, lorsque les États-Unis possédaient d'abord un monopole absolu nucléaire et ensuite un avantage nucléaire écrasant sur l'Union soviétique. Cela inclut également la non utilisation par les États-Unis au Vietnam et lors de la guerre du golfe Persique de 1991. La crainte de représailles ne explique pas non plus pourquoi la Grande-Bretagne n'a pas utilisé le nucléaire dans les Malouines, ni pourquoi l'Union soviétique n'a pas eu recours au nucléaire armes pour éviter la défaite en Afghanistan. Une deuxième anomalie apparaît lorsque nous retournons la question et demandons pourquoi les armes nucléaires, prétendument redoutables armes de dissuasion, n'ont pas dissuadé les attaques des Etats non- nucléaires contre Etats nucléaires. La Chine a attaqué les forces américaines pendant la guerre de Corée, Nord-Vietnam a attaqué les forces américaines dans la guerre du Vietnam, l'Argentine a attaqué la Grande-Bretagne aux Falklands en 1982, et l'Iraq a attaqué les forces américaines et Israël dans le conflit persan de 1991 et la guerre du Golfe. Connaissance d'un opprobre normatif répandu contre l'utilisation nucléaire peut avoir renforcé les attentes des États non nucléaires que les armes nucléaires seraient ne pas être utilisé contre eux. Une troisième anomalie est que, comme l'a souligné Harald Muller, la situation sécuritaire des petits États non dotés, même si l'image réaliste d'une anarchie prédatrice pouvait prédire (comme complètement sans défense contre une attaque nucléaire et ne pouvaient pas exercer de représailles) n'a pas été rendue aussi périlleuse dans les faits. La plupart des États non nucléaires ne vivent pas quotidiennement dans un dilemme de sécurité nucléaire. Enfin, si la dissuasion est tout ce qui compte, pourquoi tant d'États n'ont-ils pas développé armes nucléaires quand ils auraient pu le faire? Arguments réalistes que le parapluie nucléaire américain garantie la sécurité américaine à ces États non dotés d'armes nucléaires sont inadéquats car certains de ces États non nucléaires (mais dotés de capacités nucléaires) sont dépourvus de garantie américaine. Avec une logique similaire à celle de Tannenwald, nous contemplons que les Etats-Unis, en tant que l'hégémon mondial, n'a pas eu de recours aux armes ni nucléaires, ni conventionnels dans les périodes qui suivent ses grandes crises économiques. Dans ces cas, les craintes domestiques et l'opinion publique sont au premier rang, malgré la domination du système internationale des Etats-Unis et ses capacités vastes militaires. L'approche constructiviste et l'œuvre d'Alexander Wendt offre la cadre

théorique pour expliquer cette préférence au niveau des décideurs non seulement du point de vue de la construction de la politique étrangère des Etats-Unis mais aussi du point de vue de la reconstruction hégémonique. D'après Wendt, alors que la dépendance des individus à l'égard de la société prétend que leurs identités sont construites par la société est relativement peu controversée, les principaux acteurs de la politique internationale, les États, sont beaucoup plus autonomes du système social dans lequel ils sont intégrés. Leur comportement en matière de politique étrangère est souvent principalement déterminé par la politique intérieure, analogue à la personnalité individuelle, plutôt que par le système international (la société)<sup>194</sup>. Certains États, comme l'Albanie ou la Birmanie, ont si peu interagi avec d'autres qu'on les a qualifiés de «autistes»<sup>195</sup>. Cela suggère que le système international ne fait pas beaucoup de "construction" d'États, et fournit donc un support intuitif à l'individualisme dans ce domaine (en supposant que les États sont des "individus"). Le problème sous-jacent selon Wendt, est que la structure sociale du système international n'est pas très épaisse ou dense, ce qui semble réduire considérablement la portée des arguments constructivistes<sup>196</sup>. La recherche RI traditionnelle accepte aujourd'hui largement ces conclusions individualistes et matérialistes sur le système étatique. Il est dominé par *Theory of International Politics*, la puissante déclaration du "néoréalisme" de Kenneth Waltz, qui combine une approche microéconomique du système international (individualisme) avec l'accent mis sur le pouvoir et les intérêts (matérialisme) par le réalisme classique. La théorie du "néolibéralisme", énoncée de la manière la plus systématique par Robert Keohane dans *After Hegemony*, accepte une grande partie de l'individualisme du néoréalisme mais affirme que les institutions internationales peuvent atténuer, sinon totalement déplacer, les effets du pouvoir et de l'intérêt. Le fait que les néoréalistes et les néolibéraux soient tellement d'accord a contribué à faire progresser leur conversation, mais l'a aussi considérablement réduite comme le précise Wendt. La plausibilité intuitive et la domination des approches matérialistes et individualistes de la politique internationale sont aussi reconnues par Wendt. Il serait injuste de ne pas avouer qu'ils nous attirent à lire les événements de leur point de vue, surtout quand il s'agit de l'interprétation des crises économiques et de la politique extérieure concernant l'usage de force, donc des

---

<sup>194</sup> Wendt, op. cit.

<sup>195</sup> Buzan, Barry, Jones, Charles, and Little, Richard, **The Logic of Anarchy**, Columbia University Press, 1993, 341 rapporté par Wendt dans **Social Theory of International Politics**, Cambridge University Press, 1999 p. 2

<sup>196</sup> Wendt, op.cit.

données essentiellement matérielles. Mais grâce à Wendt, on résiste et on prend appui de la tradition longue et variée de la théorie sociale qui alimente l'interprétation constructiviste du sujet. Quand les conditions matérielles se détériorent, la réponse des décideurs de non usage de force passe par le biais des idées formées au niveau des électeurs surtout dans une démocratie comme les Etats-Unis. La reconstruction de son hégémonie, ne se fait pas par l'usage de force non considéré mais bien au contraire. Les éléments constitutifs relationnels et structurels sont en place.

Comme le dit Wendt, réglementer la violence est l'un des problèmes d'ordre les plus fondamentaux de la vie sociale, car sa nature, ses technologies, son contrôle et son utilisation affectent profondément toutes les autres relations sociales. Ces aspects de la violence sont intrigant et c'est eux qui nous ont incités à la penser dans le contexte spécifique des crises économiques de l'hégémon. Est-ce que l'approche à la violence change dans ces cas de déclin économique? Si oui, dans quelle direction? Wendt nous procure l'optique ci-dessous pour analyser l'inclination de l'Etat, qui est dans notre cas un hégémon comme les Etats-Unis:

*« [...] Cela ne veut pas dire que d'autres relations sociales, comme l'économie ou la famille, se réduisent aux structures par lesquelles la violence est régulée, de sorte que nous pourrions expliquer toutes les relations sociales uniquement par référence à des structures de violence. Cela ne veut pas dire non plus que la question la plus intéressante dans un contexte donné concerne la réglementation de la violence. Le fait est que d'autres relations sociales ne pourraient pas exister sous leurs formes à moins d'être compatibles avec les "forces" et en particulier les "relations de destruction". Si les gens sont déterminés à se tuer ou à se vaincre, ils ne coopéreront pas dans le domaine du commerce ou des droits de l'homme. Le pouvoir est peut-être partout de nos jours mais ses formes varient en importance et le pouvoir de s'engager dans la violence organisée est l'un des plus fondamentaux. La façon dont il est distribué et réglementé est un problème crucial. Étant donné que l'État est une structure d'autorité politique qui détient le monopole de l'usage légitime de la violence organisée, s'agissant de la réglementation de la violence sur le plan international, ce sont les États qu'il incombe en définitive de contrôler. »<sup>197</sup>*

---

<sup>197</sup> Ibid., Wendt

Les constructivistes privilégient généralement les facteurs liés aux idées plutôt qu'aux matériels: idées, images de soi et d'autre et conceptions de comportement approprié ou habituel<sup>198</sup>. Plutôt que d'isoler des liens de causalité précis entre ces facteurs, les constructivistes soulignent un cycle vertueux reliant les pratiques, les croyances et les attentes, considérées comme constitutives les unes des autres<sup>199</sup>. Le constructivisme rejette également la notion selon laquelle les facteurs idéologiques ne sont que le reflet ou la conséquence des facteurs matérialistes généralement soulignés dans les explications réalistes ou libérales<sup>200</sup>. La norme de la non-violence et les identités communes qui ont conduit les démocraties avancées telles que les États-Unis à assumer le rôle d'ami de l'autre à travers l'interaction des comportements et des attentes ont une importance particulière pour l'émergence et la durabilité d'une communauté de sécurité parmi les démocraties. Les grandes puissances ont connu un processus de socialisation qui encourage la résolution pacifique des conflits et fait du nationalisme traditionnel virulent l'exception plus que la règle: le fait que tous les membres de la communauté de la sécurité soient des démocraties est important pour les constructivistes non seulement pour des raisons de transparence ou de responsabilité (généralement soulignées dans les comptes rendus libéraux de la paix démocratique), mais pour l'émergence d'une identité commune liée à la similitude des régimes et des pratiques politiques<sup>201</sup>. L'apprentissage a joué un rôle, générant un changement cognitif parmi les dirigeants d'une communauté de sécurité, adoptant une méthode coopérative pour la résolution des conflits<sup>202</sup>. L'observation selon laquelle les démocraties se combattent rarement, voire ne jamais, est acceptée comme une des conclusions les plus solides et les plus centrales de la théorie de la paix démocratique. Bien que le diable réside ici dans les détails statistiques et que la controverse autour de la théorie soit en cours, il existe un consensus érudit émergent sur les logiques fondamentales sur lesquelles la littérature met l'accent: les normes démocratiques exigeant le règlement des différends par des moyens pacifiques et dans le respect du droit; flux d'information sans restriction qui encourage le débat public et une meilleure prise de décision par les élites; et les

---

<sup>198</sup> Sil and Katzenstein, op. cit.

<sup>199</sup> Ibid.

<sup>200</sup> Ibid.

<sup>201</sup> Ibid.

<sup>202</sup> Ibid.

contraintes électorales et de coalition imposées aux décideurs pressés qui cherchent à se maintenir au pouvoir en remportant des élections contestées. Jervis soutient que ces arguments de causalité sont réfléchis et souvent ingénieux, mais pas toujours suffisants pour expliquer la nouvelle communauté de sécurité forgée par les grandes puissances. Par exemple, ces arguments donnent à penser que les démocraties devraient non seulement se comporter de manière pacifique dans leurs relations, mais ne devraient pas chercher à renverser ou à combattre les gouvernements de non-démocraties - des attentes manifestement erronées empiriquement<sup>203</sup>. Inversement, toujours dans la lignée de la pensée néoréaliste ou même néolibéral, on peut s'attendre à une intervention de la part de l'hégémon envers une menace de sécurité destinée à la communauté comme dans le cas de retrait de la guerre de Vietnam ou retrait d'Irak: l'hégémon peut mettre en avant les craintes domestiques et ne pas intervenir.

Selon Wendt, le "centrisme d'État" n'exclut pas la possibilité que des acteurs non étatiques, nationaux ou transnationaux, aient des effets importants, voire décisifs, sur la fréquence et / ou la manière dont les États se livrent à la violence organisée. Il est conscient que le "centrisme d'Etat" ne signifie pas que la chaîne causale expliquant la guerre et la paix s'arrête avec les Etats, ni même que les Etats sont les maillons les plus importants de cette chaîne. Il reconnaît que ce n'est pas le cas, en particulier, avec l'extension du libéralisme au 20e siècle, car les États libéraux restent le principal moyen par lequel les effets d'autres acteurs sur la réglementation de la violence sont canalisés vers le système mondial. Il se peut que les acteurs non étatiques deviennent plus importants que les États en tant qu'initiatrices du changement, mais le changement de système se produit finalement par l'intermédiaire des États. En ce sens, les États sont toujours au centre du système international et, en tant que tels, il n'est donc pas plus logique de critiquer une théorie de la politique internationale qualifiée de "centrée sur l'Etat" que de critiquer une théorie des forêts fondée sur les arbres<sup>204</sup>. Mais Wendt voit également les lacunes de la focalisation sur les États. Accepter l'hypothèse selon laquelle les États sont des acteurs dotés de qualités plus ou moins humaines: intentionnalité, rationalité, intérêts, etc. est bien discutable. De nombreux chercheurs voient dans les «acteurs» de l'État une réification ou une antropomorphisation illégitime de

---

<sup>203</sup> Ibid., Sil and Katzenstein

<sup>204</sup> Wendt, op. cit.

structures ou d'institutions. À leur avis, l'idée d'une agence d'État est tout au plus une fiction ou une métaphore utile. Cependant, Wendt soutient que les États sont vraiment des agents. Les décideurs parlent couramment d'intérêts nationaux, de besoins, de responsabilités, de rationalité, etc., et c'est au travers de tels discours que les États se constituent en tant qu'agents. Wendt rappelle aussi que la politique internationale telle que nous la connaissons aujourd'hui serait impossible sans attributions mandataires, ce qui est reconnu par le droit international et qui confère explicitement la "personnalité" juridique aux États. L'hypothèse d'une véritable agence d'entreprise permet aux États de participer activement à la transformation structurelle. Selon Wendt, les théoriciens critiques de la RI évitent les théories centrées sur les États pour céder une grande partie de la politique internationale au néoréalisme. Il montre que la théorie des relations internationales, axée sur les États, peut générer des idées susceptibles d'aider le système international à passer de la loi de la jungle à la règle de droit<sup>205</sup>.

Comme notre étude consiste sur l'analyse de la politique étrangère des États-Unis dans un cadre délimité de crises économiques, le lien entre la théorie et l'analyse nous intéresse profondément. Pendant longtemps, aucun lien logique n'a été développé entre les principales théories des relations internationales et l'étude de l'analyse de la politique étrangère. Certains étudient l'analyse de la politique étrangère (*Foreign Policy Analysis*, FPA) dans le cadre d'un discours libéral sur les relations internationales et d'autres le considérant comme un sujet d'investigation réaliste, raison pour laquelle Houghton appelle FPA «une sorte d'entreprise flottante»<sup>206</sup>, affirmant que pour que l'agenda FPA soit revitalisé et revigoré, «il doit s'inspirer des débats de fond critiques qui se déroulent dans la théorie de la RI d'aujourd'hui». A la suite du tournant constructiviste la relation entre le constructivisme en tant que théorie fondamentale des relations internationales (RI) et l'analyse de la politique étrangère (FPA) gagne plus d'attention. De plus en plus de chercheurs examinent les principales contributions que le premier peut apporter à la compréhension et à la promotion du second. Pour Houghton, «Le socle le plus logique» à partir duquel on peut approcher le FPA est de se nourrir et se reconstruire

---

<sup>205</sup> Ibid., Wendt

<sup>206</sup> David Patrick Houghton, "Reinvigorating the Study of Foreign Policy Decision Making: Toward a Constructivist Approach", *Foreign Policy Analysis* (2007) 3, 24-45



par le «constructivisme social», qui a une incidence significative sur «l'approche psychologique cognitive de l'étude de la politique étrangère»<sup>207</sup>.

## 2) Les piliers individualistes et exceptionnalistes de l'identité américaine

Après le tournant constructiviste dans les relations internationales, certains chercheurs en décision de politique étrangère ont commencé à reconnaître "la similitude des normes communes sous-tendant les idées ou connaissances dominantes" dans leur accent mis sur la conception du *rôle* en politique étrangère<sup>208</sup>. Un rôle est un concept initialement développé en sociologie et en psychologie sociale "pour désigner les modèles de comportement caractéristiques d'un acteur compte tenu d'une certaine position".

Dans cette perspective, "les sources de rôles sont principalement systémiques" et, en tant que significations partagées, elles fournissent une grande carte de causalité que les dirigeants utilisent pour donner un sens au monde. En excluant certaines options politiques jugées inacceptables, les conceptions des rôles nationaux, comme l'identité de l'État, limitent les considérations des décideurs - ce qui est optionnel, réalisable ou approprié<sup>209</sup>.

Les différences entre les conceptions de *l'identité de l'État* et du *rôle national* sont liées à la façon dont elles sont respectivement conçues par les constructivistes et les spécialistes de la décision en politique étrangère. À la différence de l'accent mis par Wendt sur les similitudes dans l'identité d'un État dans le système international, le concept de rôle national a été construit pour expliquer les raisons pour lesquelles des États ayant des rôles situationnels similaires à bien des égards ont souvent agi différemment dans leur politique étrangère. Les conceptions des rôles nationaux en tant que produits de l'image des décideurs quant aux orientations ou fonctions appropriées de leur État vis-à-vis de l'environnement extérieur sont moins permanentes que l'identité de l'État en termes de stabilité temporelle et d'"attributs

<sup>207</sup>Maysam Behraves, The Relevance of Constructivism to Foreign Policy Analysis, July 17, 2011 E-International Relations, <https://www.e-ir.info/2011/07/17/the-relevance-of-constructivism-to-foreign-policy-analysis/> consulté le 23.10.2018

<sup>208</sup> Ilgit, Asli et Özkeçeci Taner, Binnur, "Identity and Decision Making: Toward a Collaborative Approach to State Action", dans Shannon Vaughn P., Kowert Paul A. (ed.), **Psychology and Constructivism in International Relations**, The University of Michigan Press, 2012

<sup>209</sup>Ibid.

attitudinaux", l'identité de l'État étant le résultat de: l'interaction de cet État avec d'autres au niveau international et est donc relativement plus stable. L'adoption par Holsti d'une approche inductive pour explorer les conceptions de rôle perçues et définies par les décideurs illustre bien les conceptions de rôle national, et leur impact sur les intérêts et les politiques est susceptible de s'intensifier à mesure qu'ils s'intègrent à la culture politique d'un pays<sup>210</sup>. Mais quelles conceptions émergent et deviennent hégémoniques, c'est là que le constructivisme fournit un levier analytique<sup>211</sup>.

La culture politique américaine se concentre sur deux caractéristiques fondamentales de la vie politique généralement acceptée, au moins dans la rhétorique publique de la nation, et peut être montrée pour avoir un effet significatif sur la politique étrangère du pays, en particulier sur le choix de l'internationalisme et de l'isolationnisme: **le libéralisme lockéen** et **l'exceptionnalisme américain**. Un élément important de la conception de rôle nationale américaine se caractérise par l'unilatéralisme qui prend son appui du vague et nébuleux concept de «l'exceptionnalisme» américain. Bien qu'il soit difficile de définir, le sentiment que les États-Unis ne sont pas simplement différents mais supérieurs aux autres nations joue un rôle clé dans son unilatéralisme. Dès les débuts de la nation, le concept profond de liberté enracinée conduit presque inévitablement à une politique étrangère qui était libre de toute contrainte externe.

Les valeurs politiques libérales sont au cœur de la culture politique américaine. Citoyens des États-Unis d'Amérique ont tendance à partager des valeurs politiques libérales telles que l'individualisme, l'entreprise personnelle et ce qu'Isaiah Berlin appelle la «liberté négative»: le droit d'être libre des actions du gouvernement et de l'autorité gouvernementale<sup>212</sup>. Les Américains insistent sur le fait que ces concepts tels que la liberté, l'égalité (au moins d'opportunité et de droits), la tolérance (en particulier religieux), la diversité (en particulier ethnique), le capitalisme et la libre entreprise sont au cœur de leur identité politique. En effet, ces croyances sont tenues avec tant de passion, au moins rhétoriquement, que certains chercheurs insistent sur le fait qu'ils constituent une religion civique américaine, qui est un agent idéologique-encore-inclusive de l'identité nationale qui favorise l'intégration des

---

<sup>210</sup> Ibid.

<sup>211</sup> Ibid.

<sup>212</sup> Lane Crothers, "The cultural roots of isolationism and internationalism in American foreign policy", *Journal of Transatlantic Studies*, 9:1, 21-34, 2011

personnes de diverses religions, de milieux politiques, sociales, ethniques, raciales et de classe en un seul ensemble national. L'exceptionnalisme se réfère, au moins en partie, pour nombreux américains à la croyance que les États-Unis sont un endroit spécial et les Américains sont des gens spéciaux<sup>213</sup>. Ce sentiment est aussi vieux que les colonies américaines elles-mêmes. Les États-Unis sont vus comme un lieu unique dépourvu des taches et des maux de l'Ancien Monde, et ainsi béni avec l'opportunité de créer un monde de liberté et de justice sans étant endommagés par la corruption de ses pairs immédiats, les puissances coloniales européennes. Libéré du péché des nations européennes, l'Amérique a pu représenter l'idéal pour le reste du monde. À l'origine, et à plusieurs fois depuis, la notion que les États-Unis avaient un rôle spécial à jouer dans le monde a été utilisé comme une justification pour rester à la maison et se tenir à l'écart des affaires mondiales. Jonathan Winthrop, créateur du concept, l'a mis dans son sermon: *«Un modèle de la charité chrétienne, l'Amérique est comme une ville sur une colline. Les yeux de tous les gens sont sur nous »*. Elle ne forcerait pas ses valeurs sur le monde; au lieu de cela, donnerait l'exemple. Être exceptionnel dans ce sens, alors, était de rester à la maison et montrer au reste du monde comment vivre dans un nouveau monde. Pourtant, la rhétorique exceptionnelle a également été utilisée pour promouvoir un internationalisme actif. La Première Guerre mondiale a été expliqué au peuple américain comme la «guerre pour mettre fin à toutes les guerres» et la Seconde Guerre mondiale a été conçue comme une «croisade pour la démocratie». L'internationalisme américain est soutenu par un langage similaire dans la Guerre froide, les guerres de la Corée et du Vietnam, la guerre du Golfe Persique et les guerres en Irak et en Afghanistan. L'Amérique était la «Nation essentielle» sans laquelle la liberté individuelle et l'indépendance, pour adopter les mots de Lincoln dans le discours de Gettysburg, *«périraient de la Terre»*.<sup>214</sup>

Un élément particulier de l'exceptionnalisme qui a aidé à définir l'unilatéralisme américain a été le refus des États-Unis à accéder la souveraineté nationale: avec une opposition publique et politique considérable aux lois internationales qui affectent ou remplacent la Constitution américaine, les États-Unis sont plus réticents que la plupart des pays à être dirigés ou gouvernés par des

---

<sup>213</sup> Ibid.

<sup>214</sup> Ibid.

organismes internationaux.<sup>215</sup> Dans l'ensemble cependant, il est encore plus significatif que l'isolationnisme soit utilisé avec succès comme raccourci pour une orientation de la politique étrangère plus complexe. Cependant, une meilleure compréhension de ses composants (unilatéralisme et non-interventionnisme), signifie qu'il est temps pour une définition plus sophistiquée d'entrer dans le courant dominant. Les termes « anti-interventionniste » et « l'unilatéralisme » ne sont pas seulement plus précis, ils ont d'utilité analytique. Dans le cas des affaires transatlantiques, bien que le non-interventionnisme a largement disparu avec la Seconde Guerre mondiale, l'unilatéralisme s'est avéré être plus persistant et durable.<sup>216</sup> Cet unilatéralisme est parfois confondu avec l'isolationnisme.

Pris ensemble, le libéralisme et l'exceptionnalisme encadrent une grande partie de la culture politique américaine. Ils contiennent de nombreux termes communs de référence, symbole, rituel et idéologie au sein desquels différents groupes et individus rivalisent et font valoir leurs revendications pour le pouvoir, la politique et l'identité. De tels termes sont trouvés, entre autres, dans des documents publics, des discours et des campagnes, et dans le symbolisme politique utilisé par les gens pour promouvoir leurs agendas<sup>217</sup>. Sans oublier leur importance dans la construction des choix isolationnistes et internationalistes, l'histoire nous montre que l'approche internationaliste qui défend que les Etats-Unis doivent s'engager davantage dans la politique mondiale apparaît pour la première fois durant le mandat de Theodore Roosevelt. Les fondateurs des Etats-Unis voyaient la structure géographique du pays comme une opportunité pour le développement économique et pour construire l'unité. Ainsi, ils pouvaient rester en dehors des conflits européens. A l'exception de la guerre mexicaine de 1846-1848, ce jeune pays a su rester loin des guerres qui se déroulaient au monde. Le point tournant qui marque le déclin de l'isolationnisme est la guerre des Etats-Unis envers l'Espagne. Les Etats-Unis pendant le soulèvement contre l'Espagne à Cuba en 1889 ont envoyé le cuirassé *Maine* comme geste d'amitié, qui a été victime d'une violente explosion dans la rade de la Havane, à Cuba. Le public a accusé l'Espagne et la guerre contre l'Espagne a été annoncée. Quand le Président William McKinley est assassiné, Theodore Roosevelt est devenu Président (1901) et a mené une politique extérieure plus active:

<sup>215</sup> Andrew Johnstone, "Isolationism and internationalism in American foreign relations", **Journal of Transatlantic Studies**, 9:1, 7-20, 2011

<sup>216</sup> Ibid.

<sup>217</sup> Crothers, op. cit.

“speak softly and carry a big stick” – « Parlez doucement et portez un gros baton » (*Big Stick Policy*) était son principe. On a commencé à construire le canal de Panama et a conduit les intermédiations pour résoudre le conflit entre la Russie et le Japon<sup>218</sup>.

L’isolationnisme, qui reflète l’idéal d’un pays entouré par deux océans et qui tourne son dos aux disputes des autres côtés du monde, surgit durant la 1<sup>e</sup> Guerre Mondiale qui a dramatiquement altéré la scène. Les Etats-Unis espérant mettre fin à tous les conflits, devant les atrocités de la guerre, finit par retourner à l’isolationnisme. Cette politique marque presque toute une vingtaine d’années jusqu’en 1940: les années 1920 ont été une période de prospérité loin du reste du monde et l’économie, dans les années 1930, a été la préoccupation majeure du pays au premier rang devant la politique étrangère. D’après Arthur Schlesinger Jr., le Président Franklin D. Roosevelt voyait la menace extérieure mais ne pouvait pas persuader le Congrès isolationniste. Même après le déclenchement de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, la politique isolationniste n’a pas pris fin. Un comité appelé “America First” a été fondé dans la Faculté de Droit à Yale. Ce groupe était contre le sacrifice des américains pour les problèmes des européens et défendait la nécessité de la réconciliation avec Hitler, au lieu d’aider la Grande Bretagne. Mais le groupe n’a pas survécu Pearl Harbor. Les Etats-Unis émergent de la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale comme une super puissance. Entre 1940 et 1968, le point de vue isolationniste des républicains subit un changement considérable. Suivant la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale, le terme isolationnisme cède sa place au terme non-interventionnisme, une pratique qui consiste à éviter les alliances extérieures et les disputes internationales, à réagir seulement dans les cas où il y a une attaque. Durant la période de la Guerre Froide, l’isolationnisme n’était plus à l’ordre du jour mais son souvenir était vivant dans les esprits. C’est dans les années 1940 que l’internationalisme gagne plus d’élan notamment grâce aux industrialistes et aux hommes d’affaires de la côte est du pays, qui voient l’intervention américaine nécessaire pour protéger l’Europe de l’influence soviétique.

Le point de vue isolationniste devient plus populaire plutôt dans les conditions défavorables économiques ou juste après les guerres coûteuses. Notamment après les guerres d’Irak et d’Afghanistan, les sondages d’opinion

---

<sup>218</sup> Bear F. Braumoeller, “The Myth of American Isolationism”, *Foreign Policy Analysis* (2010) 6, 349–371

montraient la préférence non-interventionniste dans le cas des conflits internationaux qui ne concernaient pas les Etats-Unis directement<sup>219</sup>. Le slogan de Donald Trump, “America First” (Amérique d’abord) est un reflet du sentiment isolationniste. Mais dans l’autre bout du camp, comme la qualification de la secrétaire d’Etat des Etats-Unis Madeleine Albright (la première secrétaire d’Etat féminine des Etats-Unis sous la présidence de Bill Clinton entre 1997-2001) “the indispensable nation” – la nation essentielle désigne, d’établir l’ordre international est vue comme la destinée manifeste (manifest destiny) du pays. Le Tableau I.4 résume les quatre variantes de l’orientation politique selon l’opinion publique, notamment « optimiste » ou « pessimiste »<sup>220</sup>.

**Tableau I.4**

**Les choix de l’opinion publique**

	<i>Internationalisme</i>	<i>Isolationnisme</i>
<i>Optimisme</i>	<i>L’internationalisme libéral</i> <i>Q1</i>	<i>Amérique comme modèle</i> <i>Q2</i>
<i>Pessimisme</i>	<i>Sentiment triomphal</i> <i>Q3</i>	<i>Nativisme (repli sur soi)</i> <i>Q4</i>

**Source:** Lane Crothers, “The cultural roots of isolationism and internationalism in American foreign policy”, *Journal of Transatlantic Studies*, 9:1, 21-34, 2011

Dans l’histoire de la super puissance (ou de l’hégémon), l’exceptionnalisme et l’idée de destinée manifeste semble avoir nourri un interventionisme sélectif qui n’écarte pas l’isolation mais n’exclut pas non plus la mission régulatrice des Etats-Unis. Il est possible de dire l’internationalisme et l’isolationnisme, selon le degré d’optimisme de l’opinion publique, se manifestent dans ces quatre différentes formes:

<sup>219</sup> Johnstone, op. cit.

<sup>220</sup> Crothers, op. cit.

l'internationalisme libéral ou l'Amérique comme modèle préféré par un public plus optimiste et le sentiment triomphale ou le nativisme<sup>221</sup> préféré par un public plus pessimiste. En tout cas, étant le champion du libéralisme, le positionnement des Etats-Unis vis-à-vis le reste du monde est plus incliné à l'internationalisme plutôt qu'à un isolationisme absolu. Mais la question que si cette internationalisme va évaluer vers l'interventionnisme ou non, dépend-t-il des facteurs domestiques comme l'existence d'une crise économique? Dans notre étude on va explorer le choix de coercition et consentement à l'intermédiaire des cas historiques des crises économiques des Etats-Unis. L'internationalisme étant une approche fondamentale de la politique étrangère américaine, comment survie ces cas de déclin? Les crises économiques nous mettent au quatrième quadrant (*Q4*) dans le Tableau 2 où le sentiment pessimiste et l'isolationisme intersecte ; on voit plutôt un reticence des affaires extérieures et un penchant vers le non-interventionnisme sinon un isolement absolu.

***Comment se construit l'identité de l'hégémon? L'exceptionnalisme américain dans la perspective historique***

La pensée exceptionnelle, qui est un des éléments fondateurs essentiels de la culture américaine, a évolué au sein de la culture politique comme un mélange de mythologie et d'idéologie. Le terme «exceptionnalisme» est une invention rhétorique récente que les théoriciens politiques, les essayistes et les politiciens ont adoptée et façonnée au 20<sup>e</sup> siècle. C'est une construction idéologique pour caractériser les attributs uniques de la société américaine et, finalement, incarner le but de l'Amérique en tant qu'une puissance globale. En 2012, pendant la campagne des élections présidentielles américaines, les principaux candidats ont évoqué le terme pour définir leurs points de vue sur le rôle de l'Amérique dans le monde. Candidats républicains répondu vigoureusement à leurs propres points de vue sur l'exceptionnalisme après Obama a utilisé le terme lors d'une conférence de presse en 2009, déclarant que «Je crois en Exceptionnalisme américain, tout comme je

---

<sup>221</sup> Mouvement politique qui s'oppose à toute nouvelle vague d'immigration surtout dans les pays forgés par des vagues d'immigrations successives comme le Canada, l'Australie, les Etats-Unis.

soupçonne que les Britanniques croient en l'exceptionnalisme britannique et les Grecs croient en l'exceptionnalisme grec »<sup>222</sup>.

La pensée exceptionnelle, prend ses origines du puritanisme américain qui est enraciné à l'expérience des colons comme dissidents politiques qui ont adopté une éthique de travail d'un artisan axé sur l'individu, sur la réalisation indépendante de soi. Certains puritains croyaient que Dieu agissait à travers les fidèles ou à travers les agents, en fournissant une direction divine. Les exceptionnalistes saisissent cette souche de la pensée puritaine pour localiser l'histoire de la civilisation américaine au service d'une mission plus vaste et divinement ordonnée. D'après George Will « Les Américains sont exceptionnellement commis à un gouvernement limité parce qu'ils sont exceptionnellement confiants de la mobilité sociale par l'effort personnel », ou le développement personnel<sup>223</sup>. Une telle amélioration était possible parce que les citoyens étaient confrontés à une interférence minimale de l'État et étaient libres d'atteindre un niveau sans précédent de la mobilité. L'exceptionnalisme américain commence généralement avec la fameuse déclaration 1630 du gouverneur du Massachusetts John Winthrop<sup>224</sup>: L'Amérique en tant que «ville sur une colline», un sentiment réaffirmé par Ronald Reagan en tant que "Ville brillante sur une colline"<sup>225</sup>. Mais les mots de Winthrop n'étaient pas révolutionnaire et visaient plutôt les nouvelles vagues de migration depuis l'Europe. Plus tard, ce seront les pères fondateurs qui associeront l'idée de l'exceptionnalisme avec la nation et la révolution.

---

<sup>222</sup>Maison Blanche, 'News Conference by President Obama', 4 April 2009, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/news-conference-president-obama-4042009> dans Robert R. Tomes, "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", *Survival*, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

<sup>223</sup>George F. Will, 'A Congress that Reasserts Its Power', *Washington Post*, 16 January 2011, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/01/14/AR2011011404663.html> dans Robert R. Tomes, "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", *Survival*, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

<sup>224</sup>Lorsque John Winthrop (1588-1649) arriva à bord de l'Arbella en septembre 1630, avec un équipage composé d'une petite centaine d'ingénieurs, charpentiers, pêcheurs et ouvriers qualifiés, il était porteur d'une Charte d'indépendance. Cette charte accordait aux colons le droit à l'auto-gouvernance, échappant au pouvoir du Parlement [britannique] et de la Couronne. Le droit de développer le territoire, des côtes jusqu'aux mines, et toutes les terres cédées à la colonie de la Baie du Massachusetts. Sous John Winthrop, ce Massachusetts-là allait devenir le premier gouvernement représentatif indépendant de l'histoire moderne. Source: <http://www.solidariteetprogres.org/documents-de-fond-7/histoire/Massachusetts-combat-vraie-Amerique.html>, consulté le 29.04.2018

<sup>225</sup>Ronald Reagan, 'Farewell Address to the Nation', American Presidency Project, 11 January 1989, <http://www.presidency.ucsb.edu/ws/?pid=29650> dans Robert R. Tomes, "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", *Survival*, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50



Le travail de Thomas Paine<sup>226</sup> a figuré la vision fondatrice de la nouvelle république. Son pamphlet de 1776, *Common Sense*, très connue à l'époque à propos de l'opportunité offerte par la fondation de l'Amérique, observait que « nous avons en notre pouvoir pour commencer le monde entier » et affirmait « la naissance d'un nouveau monde est proche ». Avec ses mots, l'image d'une nation révolutionnaire et exceptionnelle était donnée une voix. Donc les Etats-Unis sont conçus dès le début comme une société capable de soutenir une politique pacifique, stable, socialement et politiquement juste qui trouverait sa force en embrassant la diversité. L'unicité de la nation a besoin de tracer sa propre position dans les affaires mondiales, surtout quand il s'agit des relations avec les puissances européennes. Quand George Washington a prononcé son célèbre discours d'adieu, dans lequel il a averti l'Amérique « à éviter des alliances permanentes »- plus tard changé pour « les alliances enchevêtrant »- il a parlé contre des traités ou des accords qui verrouilleraient la nation dans une alliance avec un pouvoir sur un autre. Cela pourrait entraîner l'Amérique dans la guerre ou limiter la nouvelle la flexibilité de la nation dans le développement du commerce et du commerce à l'étranger. L'approche de Jefferson (le terme présidentiel entre 1801-1809) était fondée sur une vision centrée sur l'exceptionnalisme. Les États-Unis devraient donner l'exemple à la maison, mais ne pas essayer d'imposer un modèle de gouvernement américain aux autres. Les jeffersoniens, cependant, restent « à la fois sceptiques quant aux perspectives d'une victoire révolutionnaire à l'étranger et préoccupés par les dangers pour la Révolution domestique qui pourraient résulter d'un enchevêtrement excessif dans des querelles étrangères ». Au 19<sup>ème</sup> siècle John Quincy Adams en tant que secrétaire d'Etat du président James Monroe a contesté l'intervention européenne en Amérique du Sud, en particulier la tentative de l'Espagne de rétablir une colonie dans l'hémisphère occidental. En 1821, lorsque de nombreux Américains ont appelé à une intervention en Amérique du Sud, Adams a favorisé le soutien idéologique pour les mouvements d'indépendance. Il a déclaré que

---

<sup>226</sup> Né en Angleterre dans un milieu modeste et d'un père Quaker, Thomas Paine exerce plusieurs métiers avant d'émigrer en Amérique en 1774 sur les conseils de Benjamin Franklin qu'il rencontre à Londres. En 1776, Thomas Paine devient célèbre avec son pamphlet "Le sens commun" (*Common Sense*) où il défend les colons insurgés et l'idée d'une république démocratique qui serait fondée sur la raison et sur les lois de la nature. Son livre, qui est un appel à l'indépendance contribue à convaincre George Washington et John Adams. C'est Thomas Paine qui propose le nom des Etats-Unis d'Amérique pour la nouvelle république. Thomas Paine est l'ami et le conseiller du président **Thomas Jefferson**. Il est un ardent défenseur de la république et des libertés individuelles et condamne l'esclavage. Il revient en Angleterre en 1787 et suit avec enthousiasme la **Révolution française** et la défend en 1791 dans "**Les Droits de l'Homme**" (*The Rights of Man*) où il en fait l'apologie. Source: <http://www.toupie.org/Biographies/Paine.htm> consulté le 29.04.2018

l'Amérique «ne va pas à l'étranger, à la recherche de monstres à détruire ». En 1823 Adams a écrit ce qui est devenu connu sous le nom la doctrine Monroe, qui a informé les puissances européennes que les États-Unis voir d'autres interférences dans les Amériques comme une agression. La doctrine Monroe sera plus tard réinterprétée et transformée, notamment par Président Theodore Roosevelt en 1904. Dans ses messages annuels au Congrès en 1904 et 1905, le président Theodore Roosevelt a élargi la doctrine de Monroe. Le corollaire indiquait que non seulement les nations de l'hémisphère occidental n'étaient pas ouvertes à la colonisation par les puissances européennes, mais que les États-Unis avaient la responsabilité de préserver l'ordre et de protéger la vie et la propriété dans ces pays. Le corollaire de Roosevelt à la doctrine justifierait plus tard l'intervention du président Woodrow Wilson en Haïti (1915-1934) et en République dominicaine (1916-1924). Après des décennies d'intervention en Amérique latine qui a entraîné la détérioration des relations américaines avec plusieurs États d'Amérique latine, le président Franklin D. Roosevelt, Cousin de Theodore Roosevelt, mis en œuvre une «politique de bon voisinage» qui a largement répudié le corollaire Roosevelt jusqu'à plus tard dans le vingtième siècle, lorsque la guerre froide a entraîné une intervention renouvelée des États-Unis en Amérique latine. John L. O'Sullivan, rédacteur en chef de la Revue démocratique, a inventé le terme «Destin manifeste» dans un essai préconisant l'annexion du Texas (1845). O'Sullivan a opiné que c'était le destin de la nation de s'étendre à travers un continent offert par la Providence, qui assurait un vaste espace de vie pour nouvelles générations d'Américains. L'idée de destinée manifeste a donc évolué d'abord en une justification de l'expansion à travers le continent, puis dans un mandat pour le faire plus loin à l'étranger. Dans cette vision de l'exceptionnalisme, l'Amérique était encore une nation choisie agissant sur le plan de Dieu. Le fil religieux de l'exceptionnalisme a persisté à travers la guerre hispano-américaine (1898), jusqu'à ce qu'il soit coupé en faveur d'un sens plus pragmatique du devoir pour assurer l'ordre et la stabilité dans le monde entier. La pensée exceptionnelle a été affinée et améliorée au 20e siècle, prendre un ton plus affirmatif qui a souligné le missionnaire ou interventionniste aspect du rôle unique de l'Amérique dans les affaires mondiales. Vues d'exception de Jefferson ont été largement balayés pendant cette période, en faveur de l'expansion de l'engagement américain à l'étranger. Après avoir essayé sans succès de garder l'Amérique hors de la Première Guerre mondiale, Le président Wilson a articulé dans son discours de 1918 «quatorze points» un après-

guerre vision des relations internationales définies par la démocratie, l'autodétermination, le libre-échange et les accords ouverts. Wilson croyait que la sécurité internationale, les affaires internationales et les menaces aux intérêts américains avaient fondamentalement changé, et exigeaient une participation plus active et assertive des États-Unis dans les affaires mondiales et un nouveau rôle de leadership. Sa vision d'une organisation internationale ancrée dans des accords qui codifieraient le droit international pour façonner les normes, les attentes et le comportement concernant la guerre a finalement conduit à la création des Nations Unies après la Seconde Guerre mondiale. La version de Wilson de l'exceptionnalisme américain regardait vers l'extérieur, professant un sens du devoir de l'Amérique à exercer son pouvoir croissant de manière responsable, apporter la démocratie au monde et construire des alliances solides et durables et des institutions qui pourrait calmer les points chauds potentiels et mettre fin aux conflits. Après la seconde guerre mondiale, le wilsonisme s'est mêlé à une nouvelle perspective américaine sur les affaires mondiales qui comprenait deux analogies fondamentales: pas plus Pearl Harbors et aucune «apaisement» des offres similaires à l'Accord de Munich. Les Américains ont promis d'empêcher à jamais les attaques sur la patrie et soutenu les efforts visant à neutraliser les menaces potentielles à leur source, au moment de leur origine<sup>227</sup>. La pensée exceptionnelle de la guerre froide avait deux objectifs fondamentaux. Le premier était l'expansion de la vision américaine de la démocratie, ce qui signifiait plutôt éviter la véritable menace pour l'exceptionnalisme américain qui serait l'existence d'une alternative politique: l'ordre ou le système qui a contesté la vision américaine. Un deuxième objectif consistait à empêcher la création de systèmes économiques concurrents qui érigerait des barrières aux relations commerciales américaines. Parfois, la promotion du libre-échange ou la stabilité du commerce a écrasé le mandat d'élargir la démocratie, mais les deux objectifs sont restés au cœur de l'ordre international de l'après-Deuxième Guerre mondiale<sup>228</sup>. Richard Payne examine le lien entre la tendance des États-Unis à utiliser la force dans la politique étrangère et la culture de la violence en Amérique. Il fait valoir que les coûts de la résolution des conflits sur le plan militaire risquent de devenir plus lourds à mesure que les concurrents économiques chercheront à profiter de la tendance des États-Unis à démontrer leur détermination principalement par

---

<sup>227</sup>Robert R. Tomes, "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", *Survival*, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

<sup>228</sup>*Ibid.*

l'application de la force. Selon Payne, les défis de l'après-guerre froide exigent une combinaison plus nuancée de force et de diplomatie. Il trouve de l'espoir dans le fait qu'une composante forte de la culture américaine favorise la non-violence, embrasse l'humanitarisme et, si elle est cultivée, peut contribuer à la résolution pacifique des conflits<sup>229</sup>. Le président John F. Kennedy a invoqué l'exception dans son adresse d'inauguration de 1961, indiquant que « les mêmes croyances révolutionnaires pour lesquelles nos ancêtres se sont battus sont toujours en question autour du globe - la conviction que les droits de l'homme ne viennent pas de la générosité de l'Etat mais de la main de Dieu. Nous n'osons pas oublier aujourd'hui que nous sommes les héritiers de cette première révolution. »<sup>230</sup>

La politique étrangère est en général déterminée par les décideurs agissant dans un environnement structuré, sauf dans le cas des Etats échoués ou fragiles. Les structures domestiques définissent l'autorité des acteurs principaux dans la scène politique et détermine le niveau et la nature des ressources que les leaders sont capables d'extraire de leur société. Les convictions générales partagées dans les sociétés font partie de cette structure puisqu'ils informent les objectifs des leaders, donne une idée de l'action légitime, et peuvent être employé pour rallier le soutien des masses. Ces structures sont intégrées par des processus dépendent du chemin et sociologiques et ne changent que lentement avec le temps<sup>231</sup>. Reagan était parmi les présidents les plus réussis dans la combinaison d'un sens de l'exceptionnalisme américain avec un devoir de diriger. À la fin des années 1990, face à une série d'initiatives diplomatiques bloquées, l'administration Clinton a commencé une tendance qui serait amplifiée par l'administration G.W. Bush à la suite de 11 septembre 2001: une tendance aux solutions militaires aux problèmes diplomatiques. Pendant la présidence de Clinton, la secrétaire d'État Madeleine Albright a soutenu que l'Amérique était la «nation indispensable» et que son recours à la force à l'étranger était justifié parce qu'il pouvait «voir plus loin dans l'avenir»<sup>232</sup>. La politique étrangère de G.W. Bush a tourné John Quincy Adams sur sa tête et a fait

<sup>229</sup>Richard J. Payne, **The Clash with Distant Cultures Values, Interests, and Force in American Foreign Policy**, Suny Press, 1995

<sup>230</sup> John F. Kennedy, 'Inaugural Address', John F. Kennedy Presidential Library and Museum, 20 January 1961, <http://www.jfklibrary.org/Research/Research-Aids/Ready-Reference/JFKFast-Facts/Inaugural-Address.aspx>. dans Robert R. Tomes, "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", *Survival*, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

<sup>231</sup> Krasner, op. cit., p. 21

<sup>232</sup> Jules Witcover, 'Should We Continue to Be the Indispensable Nation?', *Chicago Tribune*, 28 September 2013, [http://articles.chicagotribune.com/2013-09-28/opinion/sns-201305091700--tms--poltodayctnyq-a20130510-20130510\\_1\\_chemical-weapons-barack-obamapresident-obama](http://articles.chicagotribune.com/2013-09-28/opinion/sns-201305091700--tms--poltodayctnyq-a20130510-20130510_1_chemical-weapons-barack-obamapresident-obama).

valoir que les États-Unis devraient agressivement partir à l'étranger à la recherche de monstres à détruire<sup>233</sup>. Au lieu d'agir comme un hégémon réticent adhérant à une version retenue de l'exceptionnalisme américain, l'Amérique sous G.W. Bush a provoqué une rupture avec la tradition post-Seconde Guerre mondiale de promouvoir la sécurité des États-Unis à travers régimes internationaux libéraux fondés sur la coopération et des arrangements de la sécurité collective. En 2003, les États-Unis avaient de ressources pleines, son budget militaire était au-delà de vingt pays qui le suivait et d'après certaines mesures au-delà de l'ensemble de tous les pays. Le recours à la guerre est une démarche où la structure institutionnelle de l'État américain donne les décideurs clés, notamment le président, une autorité exceptionnelle. En agissant selon cette autorité comme le commandant en chef, le président a été capable de libérer soi-même des limitations intérieures malgré la fragmentation du pouvoir dans le gouvernement américain, au moins au début du conflit. Le Président a aussi été capable, initialement, de profiter, du soutien électoral de ralliement autour du drapeau. Mais si une politique échoue le Président paie le coût. Comme le Vietnam et l'Irak ont mis en péril la capacité de gouverner des présidents de l'époque (Lyndon Johnson a démissionné), les évaluations de popularités de George W. Bush ont chuté au printemps 2006<sup>234</sup> suivant la politique échouée en Irak qui a résulté avec une destruction physique et une désintégration sociale de ce pays.

Cette notion dominante de l'exceptionnalisme américain est en train de changer, d'après notre analyse, une tendance synchrone à la crise économique de 2008. D'ailleurs les deux autres crises des années 1972-76 et 1929 qu'on a élaboré coïncident aussi avec des rhétoriques et pratiques moins interventionnistes. Un sondage réalisé en 2009 par le Pew Research Center a révélé que 49% des Américains croyait que les États-Unis devraient «s'occuper de ses propres affaires au niveau international et laisser d'autres pays se débrouillent le mieux possible», la plus haute proportion depuis la seconde guerre mondiale. Répondant à un sondage similaire en avril 2010, 46% des Américains croyaient que les États-Unis devraient «faire face à ses propres problèmes et laisser les autres pays à faire face à leurs

---

<sup>233</sup> Ivo H. Daalder and James M. Lindsay, "America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy" (Hoboken, NJ: John Wiley & Sons, 2005), pp. 2, 13 dans Robert R. Tomes, "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", *Survival*, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

<sup>234</sup> Krasner, op. cit., p. 9

propres problèmes autant qu'ils peuvent. »<sup>235</sup> On a une sorte de courbe en fonction du temps, qui suit l'exceptionnalisme américain au fond mais qui change suivant les périodes de crises économiques et les guerres coûteuses.

***Comment se construit l'identité de l'hégémon? L'individualisme américain dans la perspective historique***

D'après Stephen Menell, pendant la plupart du 20<sup>e</sup> siècle, la méfiance vis-à-vis de l'État était un autre thème essentiellement américain. La plupart des pays européens - certainement après la Seconde Guerre mondiale, et surtout avant - se sont tournés vers l'État pour améliorer les conditions sociales et protéger les couches les plus pauvres et les moins puissantes de la population. C'était commun à la fois aux sociaux-démocrates de centre gauche et aux démocrates chrétiens de centre-droit, et était largement vrai même du Parti conservateur britannique jusqu'en 1979<sup>236</sup>. En revanche, en Amérique, un individualisme robuste et profondément enraciné prenant son origine des Pères fondateurs - notamment de Jefferson - s'est étendu et l'intervention de l'État a été largement considérée avec suspicion. John Kenneth Galbraith a fait remarquer que «tandis que les Américains du 18<sup>e</sup> siècle s'opposaient à la taxation sans représentation, ils s'opposaient également à la taxation par la représentation». Bien sûr, il y avait des contre-courants: le juge Oliver Wendell Holmes Jr a fait remarquer que «la fiscalité est le prix que nous payons pour la civilisation». Une version plus actuelle pourrait être que «l'impôt est le prix que nous payons pour ne pas être chassés de nos maisons suite aux inondations», comme les Hollandais l'ont connu pendant de nombreux siècles. Mais l'idée que la taxation des objectifs collectifs est illégitime s'étend aussi au-delà de l'Amérique<sup>237</sup>.

L'économie néolibérale - ce qui est devenu le courant orthodoxe de la pensée économique de la fin des années 1970 jusqu'à la crise financière de 2008 - est une idéologie servant les intérêts des États-Unis en particulier. Les discussions des années 50 et 60 sur les responsabilités sociales des entreprises ont été abandonnées - leurs responsabilités partagées non seulement envers leurs actionnaires mais aussi envers leurs employés et envers la société dans son ensemble. Ce n'était pas seulement l'hypothèse des sociaux-démocrates mais aussi des démocrates chrétiens

<sup>235</sup> Pew Research Center, 'Pew Global Attitudes Project Poll', April 2010, <http://www.people-press.org/questionsearch/?qid=1765375&pid=51&ccid=50> dans Robert R. Tomes, "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", *Survival*, vol. 56 no. 1, February-March 2014, pp. 27-50

<sup>236</sup> Stephen Menell, Professor Emeritus of Sociology, University College Dublin. Extrait de son cours public donné à l'Université Huddersfield Business School, 26 Février 2014

<sup>237</sup> Ibid.

en Europe; c'était l'hypothèse sous-jacente au droit des sociétés en Allemagne, par exemple. Au lieu de cela, Friedman et ses partisans - le point de vue dominant en économie dans les années 1980, 1990 et 2000 - proposaient une justification idéologique de «greed is good» (la cupidité est bonne)<sup>238</sup>. D'après Menndell, lorsque les Américains expriment leur fierté de «l'individualisme», ils signifient la poursuite de l'intérêt personnel sans souci du bien public, qu'ils supposent peut être laissé à prendre soin de lui-même. Au centre de ce credo, il y a l'invocation de l'idée de la «main invisible», généralement attribuée à Adam Smith, bien que Mandeville<sup>239</sup> l'ait anticipée six décennies plus tôt. Bien que Smith n'ait utilisé le terme que trois fois, généralisé en un dogme: qu'en essayant de maximiser leurs propres gains dans un marché libre, les individus, en poursuivant leur propre avantage, profitent inévitablement à la société, même s'ils n'ont pas d'intentions bienveillantes. Cette idée, essentielle à l'économie de l'école de Chicago, absout les gens de considérations morales plus larges du bien public et du besoin de le poursuivre consciemment. Comme l'a souligné l'historien américain Thomas Haskell, s'il était vraiment vrai que les lois de l'offre et de la demande transmutent automatiquement l'intérêt personnel de chaque individu au plus grand bien du plus grand nombre, personne ne doit être concerné par l'intérêt public.

L'hypothèse selon laquelle les marchés libres assureraient que la poursuite de l'intérêt personnel se transforme en un bien public plus large pourrait généralement s'appliquer aux cas où il y avait beaucoup d'acheteurs et de vendeurs - la première et la plus essentielle condition d'une véritable concurrence. Mais ce n'est qu'une condition nécessaire et non suffisante pour que les forces du marché obtiennent généralement des résultats bénéfiques. Il est également nécessaire qu'il y ait des informations complètes sur les deux côtés d'un marché; cela a toujours été reconnu dans les anciens modèles de concurrence parfaite, mais des recherches

---

<sup>238</sup> Ibid.

<sup>239</sup> On se souvient surtout de Bernard Mandeville pour son impact sur les discussions de la morale et de la théorie économique au début du 18e siècle. Son travail le plus remarquable et notoire est la Fable des abeilles, qui a déclenché une immense critique publique à l'époque. Il a eu une influence particulière sur les philosophes des Lumières écossaises, notamment Francis Hutcheson, David Hume, Jean-Jacques Rousseau et Adam Smith. L'influence générale de la Fable sur les domaines de l'éthique et de l'économie est peut-être l'une des plus grandes et des plus provocantes de toutes les œuvres anglaises du début du dix-huitième siècle. La controverse suscitée par la Fable était sur la proposition de Mandeville que les vices, tels que la vanité et la cupidité, aboutissent à des résultats bénéfiques pour le public. Source <http://www.iep.utm.edu/mandevil/#H2> consulté le 28 Avril 2018.

ultérieures, notamment celle de Joseph Stiglitz<sup>240</sup>, ont démontré que dans une économie technologique moderne, l'exigence d '«information complète» est énormément complexe et pratiquement inaccessible: chaque fois que l'information est imparfaite, en particulier lorsqu'il y a des asymétries d'information - où certaines personnes connaissent quelque chose que d'autres ne connaissent pas (en d'autres termes, toujours) - la raison pour laquelle la main invisible semble invisible et qu'elle n'est pas là. Sans une réglementation et une intervention gouvernementales appropriées, les marchés ne mènent pas à l'efficacité économique<sup>241</sup>.

La penchée isolationniste ou le non-interventionnisme en temps de crises économiques n'est évidemment pas une coïncidence. Mais la raison pour le frein aux démarches interventionnistes extérieures est double ; la nécessité d'économiser sur les coûts des interventions en est celle qui est plus évidente. L'autre motivation, ou plutôt conséquence, est la tendance de se remettre à l'intérieur. La crise apporte la conscience de la faillite de l'approche « greed is good » (la cupidité est bonne) ou l'individualisme agressif. Le recours aux pratiques keynésiens en suit. C'est le moment de la concrétisation pénible pour les Etats-Unis de l'idée ou la réalité suivante: sans une réglementation et une intervention gouvernementales appropriées, les marchés ne mènent pas à l'efficacité économique. Et la construction des mécanismes de prise de décision américains permet l'opinion publique se refléter autant que possible dans les choix de la politique extérieure du président, comme nous montre aussi partiellement les résultats des élections présidentielles qui remunèrent les candidats moins interventionnistes et plus préoccupés par les affaires domestiques, au moins en temps des crises. Dans ces cas les attributs de l'hégémonie américaine qui construit sa puissance structurelle permet, si on peut le dire, de flotter le navire et perpétuer l'hégémonie et le système international dominé par l'hégémon.

Voyons maintenant si cette hypothèse tient, en regardant plus en détail quel type d'opinion publique et de discours prédominent les crises de l'hégémon. Mais avant d'aborder l'étude de cas, il nous faudra regarder de plus près aux mécanismes de prise de décision dans la politique étrangère américaine.

---

<sup>240</sup> Pour les critiques apportées par Joseph Stiglitz envers les théories économiques orthodoxes, voir <http://economics.com/joseph-stiglitz-inequality-unearned-income/>

<sup>241</sup> Stephen Mennell, Professor Emeritus of Sociology, University College Dublin. Extrait de son cours public donné à l'Université Huddersfield Business School, 26 Février 2014



### 3) L'identité et les mécanismes de prise de décision dans la politique étrangère américaine

Dans l'une des premières conceptualisations, Wendt définit l'identité (d'Etat) comme une compréhension et des attentes relativement stables et spécifiques à un rôle - à propos de l'auto-construction en relation avec les autres. Pour Wendt, l'interaction entre les États et la manière dont les autres traitent les acteurs renforcent leur identité, par conséquent, l'identité est une "propriété d'acteurs internationaux qui génère des dispositions motivationnelles et comportementales". En termes simples, les identités informent les intérêts des États et, par conséquent leurs comportements. Pour Wendt les États sont attribués des positions de rôle d'ennemis, de rivaux ou d'amis en fonction du système international dans lequel elles existent. Ces rôles ne découlent pas de la compréhension de soi ou des croyances des États; plutôt que des positions objectives et collectivement constituées dans le système international<sup>242</sup>. Les déterminants internes de la politique étrangère des Etats-Unis sont de plus en plus en question notamment depuis la fin de la Guerre froide. Le principe même de l'existence d'un *intérêt national* unitaire et transcendant est discutable par la disparition de la menace soviétique laissant désormais le champ libre à la compétition entre d'innombrables groupes de pression – parmi lesquels ceux constitués sur la base d'une communauté d'appartenance "ethnique" exerceraient une influence croissante, d'après une partie des commentaires<sup>243</sup>. Au début du millénaire, en l'absence d'une vision stratégique globale et d'une hiérarchie des priorités clairement établie, la politique extérieure des États-Unis est prévue comme « susceptible à se réduire à un conglomérat hétéroclite d'objectifs disjoints, principalement définis en fonction de leurs retombées électorales potentielles »<sup>244</sup>. Le commentaire suivant de Mandelbaum qui date de la fin des années 1990, semble frappant en retrospectif, vu la fragmentation contemporaine de la politique étrangère américaine dans l'ère du Président Trump: « *Étant donné l'inexistence d'une volonté politique de nature à contrebalancer la fragmentation ethno-culturelle de la population américaine, l'action internationale des États-Unis risquerait*

<sup>242</sup> Ilgit et Özkeçeci, op. cit.

<sup>243</sup> Daniel Sabbagh, « Les déterminants internes de la politique étrangère des Etats-Unis: une perspective diachronique », **Revue internationale de politique comparée**, 2001/1 (Vol. 8), p. 135-161. DOI: 10.3917/ripc.081.0135. URL: <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2001-1.htm-page-135.htm>

<sup>244</sup> Ibid.

*d'apparaître incohérente et volatile – et ce au point de mettre en péril, à terme, la crédibilité et l'autorité de Washington auprès de ses alliés »<sup>245</sup>.*

En démocratie, le principe de «gouvernance par le peuple » signifie que les intérêts du peuple (au moins théoriquement) se reflète dans tous les aspects de Gouvernement. L'armée est une manifestation importante des efforts du gouvernement pour protéger et promouvoir les intérêts nationaux. Les intérêts du peuple, le gouvernement et l'armée devraient être un et le même<sup>246</sup>. Entre-temps, de nombreux constructivistes se sont séparés du traitement fortement systémique et collant de l'identité de l'État par Wendt, suggérant que l'identité pourrait être construite dans divers contextes institutionnels et est le produit de discours nationaux multiples et concurrents fondés sur des principes fondamentaux. Dans son analyse de l'identité américaine dans les premières années de l'indépendance, Bukovansky soutient que des principes politiques, philosophiques et juridiques ont donné à l'identité de l'État sa signification et fourni les conditions de base dans lesquelles les représentants de l'État ont défini l'intérêt national. Son étude affirme que ces principes ont été les fondements du rôle de la neutralité libérale américaine qui a canalisé les intérêts des Hamiltoniens, qui prônaient le commerce avec les puissances européennes et une politique de croissance commerciale, et des Jeffersoniens, qui préféraient une expansion à l'ouest et une politique isolationniste à l'intérêt national de la neutralité politique<sup>247</sup>. Barnett souligne inversement le rôle des contextes institutionnels dans la création de rôles multiples, parfois conflictuels, fondés sur des normes pour les États et conclut que ces normes contestées reflètent les rôles sociaux qui rendent des politiques et des actions particulières "souhaitables, légitimes et intelligibles"<sup>248</sup>.

De même, Weldes fait valoir que les représentants des États s'engagent dans un processus continu d'interprétation du contexte international afin de comprendre les situations dans lesquelles se trouvent leurs États et d'élaborer des réponses appropriées. Pour Weldes, cette "définition de la situation" est un produit de "représentations d'identité et de relations construites par des représentants de

<sup>245</sup> Rapporté par Sabbagh Daniel, dans « Les déterminants internes de la politique étrangère des Etats-Unis: une perspective diachronique », *Revue internationale de politique comparée*, 2001/1 (Vol. 8), p. 135-161. DOI: 10.3917/ripc.081.0135. URL: <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2001-1.htm-page-135.htm>

<sup>246</sup> Jonathon Barnett, "In Defence of the Nation State: Securing the Environment", **Sustainable Development** 6, 8–17 (1998)

<sup>247</sup> Ilgıt et Özkeçeci, op. cit.

<sup>248</sup> Ibid.

l'État"<sup>249</sup>. Dans son élaboration de la crise des missiles Cubaines, elle arrive à la conclusion suivante:« *Les événements d'octobre 1962 n'ont pas simplement été appréhendés objectivement par les participants, par des analystes ultérieurs ou par d'autres observateurs. Au lieu de cela, il va de soi de cette crise a été construit, parfois assez laborieusement, sur des éléments déjà existants du discours de la politique étrangère durant la guerre froide aux États-Unis et en particulier vis-à-vis l'identité de guerre froide américaine constituée discursivement et explicitement masculiniste. Et parce que ce discours a été largement partagé, l'histoire correspondante de la crise des missiles cubains est aussi bien acceptée comme le bon sens dans le récit de ces événements auprès d'un public plus large, y compris de nombreux analystes universitaires. La répétition constante, engourdissante de la même phrases et descriptions de stock-en particulier l'invocation de leadership américain, sa liberté, sa force et sa volonté, ses engagements, et sa crédibilité-pointe sur le travail idéologique énorme impliqué en produisant finalement la chose qui est devenue connue le "la crise des missiles cubains". Cette répétition constante et angoissante a construit cette crise comme un objet réel qui pourrait objectivement être perçu comme une évidente menace "aux États-Unis" et, ce faisant, a occulté le conditions sociales et processus de sa propre construction.* »<sup>250</sup>

Enfin, Hopf (2002) plaide pour un compte de l'identité de l'État en tant que produit de l'interaction entre un État et sa propre société. Il affirme que les discours sur l'identité nationale des États établissent une "structure cognitive sociale" qui les aide à se comprendre et à comprendre les autres dans la politique mondiale et qui "rend les menaces et les opportunités, les ennemis et les alliés, intelligibles, pensables et possibles"<sup>251</sup>. Bien que toute compréhension de la politique mondiale exige une théorisation du domestique et du systémique, il n'y aurait pas de théorie systémique de la politique mondiale parce que la politique mondiale n'a pas de prédominance; il a des sous-cultures, chacune d'entre elles ne pouvant être comprise qu'en examinant comment les États se constituent dans leurs sociétés. La réponse à la question de savoir qui sont les ennemis et amis commence à la maison. Déterminer précisément comment l'identité d'un État influe sur la construction de ses intérêts

<sup>249</sup> Ibid.

<sup>250</sup> Weldes, Jutta, *Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis*, NED - New edition ed., vol. 12, University of Minnesota Press, 1999. *JSTOR*, [www.jstor.org/stable/10.5749/j.cttttd99](http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.cttttd99).

<sup>251</sup> Ilgit et Özkeçeci, op. cit.

vis-à-vis un autre État demande que le contexte social dans lequel la collection d'identités de cet État soit discursivement construit soit étudié aussi profondément et aussi largement que possible. Cela signifie explorer non seulement la manière dont les identités de cet État sont produites dans des interactions avec d'autres États, mais aussi la manière dont ses identités sont produites en interaction avec sa propre société et les nombreuses identités et discours qui constituent cette société<sup>252</sup>. Ted Hopf a réalisé une étude de la politique étrangère soviétique et russe qui se concentre également sur formation d'identité nationale afin de comprendre comment sont définis et défendus les intérêts nationaux à quelles politiques étrangères elles aboutissent<sup>253</sup>. Il cherche à fournir «un compte rendu de la manière dont les identités domestiques de l'État constituent une structure cognitive sociale qui rend les menaces et les opportunités, ennemis et alliés, intelligibles, pensables et possibles » (Hopf 2002: 16)<sup>254</sup>. Hopf affirme que les élites de la politique étrangère sont inextricablement liées à leurs propres sociétés. Pour comprendre d'autres États, ils doivent d'abord se comprendre eux-mêmes. Pour comprendre la politique étrangère russe et soviétique, "il est tout aussi important de lire ce qui se consomme dans le métro de Moscou que d'effectuer des recherches dans les archives du ministère des Affaires étrangères", explique Hopf. Les identités des États émergent de leurs interactions avec différents environnements sociaux, domestiques et internationaux. Malgré les différences de formulation théorique, l'analyse du nationalisme offre un exemple important. Ernest Gellner souligne l'importance de la logique instrumentale du nationalisme; Benedict Anderson souligne que les identités nationales sont socialement construites; et Ernst Haas combine dans sa discussion les deux perspectives sur le nationalisme en tant que construction sociale instrumentale. Tous insistent pour que les identités nationales des États soient essentielles à la compréhension de la politique et qu'elles ne peuvent être stipulées déductivement. Ils doivent être étudiés empiriquement dans des contextes historiques concrets<sup>255</sup>.

---

<sup>252</sup> Ted Hopf, **Social Construction of Foreign Policy**, Cornell University Press, 2002

<sup>253</sup> Ibid.

<sup>254</sup> Robert Jackson, and Georg Sorensen, **Introduction to International Relations Theories and Approaches**, 3rd edition, Oxford university press, 2006.

<sup>255</sup> Ernest Gellner, *Nations and Nationalism* (Ithaca: Cornell University Press, 1983); Benedict Anderson, *Imagined Communities* (London: Verso, 1983); Ernst B. Haas, "Nationalism: An Instrumental Social Construction," **Millennium: Journal of International Studies** 22, no. 3 (Winter 1993): 505-45 dans la critique du *The Culture of National Security: Norms and Identity in World Politics*, par Peter J. Katzenstein, éditeur, <http://www.ciaonet.org/book/katzenstein/katz01.html> (27 of 27) [8/9/2002 1:49:26 PM] consulté le 24 Novembre 2018

Haas réserve le terme mythe national à la situation dans laquelle la clameur parmi les idéologies a été transcendé dans la mesure où il en résulte un noyau de idées et revendications sur l'individualité communément acceptées par tous les membres mobilisé. Autrement dit, le mythe national représente ces idées, valeurs et symboles que la plupart des citoyens acceptent malgré leur division en des groupes idéologiques concurrents. Le mythe représente le dénominateur commun entre les idéologies. Bien entendu, il est possible que les détenteurs d'une idéologie spécifique capturent l'Etat et réussissent finalement à imposer leurs croyances à tout le monde. Leur idéologie devient alors le mythe. Cela s'est produit en France après 1870, en Russie après 1917, au Japon après 1945. Il est également possible qu'aucune idéologie ne gagne finalement et que le mythe est fait des éléments sur lesquels les idéologies rivales ont compromis, comme dans les Etats-Unis après 1865 ou en Belgique depuis 1970. Quoi qu'il en soit, la preuve qu'un mythe national prévaut est aussi la preuve d'une rationalisation réussie<sup>256</sup>. Le but de Haas en étudiant le nationalisme est d'explorer son rôle en tant que type de "rationalisation" qui aide ou entrave l'harmonie au niveau national ou international. D'après Haas comme la plupart des concepts que nous utilisons dans les sciences sociales, la nation et le nationalisme sont des artefacts cognitifs que nous inventons pour marquer un univers intellectuel. Il définit le nationalisme comme la convergence de la loyauté territoriale et politique, quels que soient les foyers d'affiliation en concurrence, tels que la parenté, la profession, la religion, les intérêts économiques, la race ou même la langue.

Le nationalisme est "moderne" car il souligne la recherche de l'identité de l'individu avec des étrangers dans un monde impersonnel, un monde qui n'est plus animé par les identités des entreprises. Tous les nationalismes impliquent un principe d'identité basé sur des liens impersonnels, des liens vicariants-qui tous sont médiés par un ensemble de symboles communs intégré dans un certain modèle de communication. Nationalisme réussi implique également un minimum d'harmonie sociale, une acceptation des valeurs que les symboles communiquent suffisamment pour maintenir la paix sociale et le changement social pacifique. L'autorité légitime dans les conditions de la politique de masse est liée avec le nationalisme réussi; quand l'identité nationale est mise en doute, un pilier soutenant la légitimité est

---

<sup>256</sup> Ernst B. Haas, "What is Nationalism and Why Should We Study it?" **International Organization**, Vol. 40, No. 3 (Summer, 1986), pp. 707-744

éliminé<sup>257</sup>. D'après Haas, le nationalisme est aussi une religion civile, souvent en conflit avec mais parfois puisant sa force dans de vraies religions. Cette religion civile contient un ensemble de valeurs de base qui, que ce soit pour des raisons objectivistes ou subjectivistes, deviennent accepté par la population d'un État; ils deviennent les définisseurs de l'individualité. Chez les nations prospères, ils restent dans ce rôle jusqu'à ce qu'ils soient contestés par la prochaine source de tension; aucune religion civile n'est gravée dans le marbre<sup>258</sup>. Les valeurs fournissent le cadre de l'action sociale tant que le noyau, les gens savent à quoi s'attendre de leurs compagnons, comprendre et respecter l'autorité, sont en sécurité dans leurs points de vue du schéma de la vie collective. Une telle société est temporairement rationalisée malgré sa taille, son impersonnalité et son caractère indirect de liens impersonnels<sup>259</sup>. Selon Weber la rationalisation n'est pas forcément de type bureaucratique (elle l'est généralement); mais elle doit être dans une formule qui correspond aux conditions d'un société commercialisée et industrialisée. Le genre d'identité que Haas cherche à comprendre n'a vu le jour que depuis le début de la révolution industrielle<sup>260</sup>. Une société rationalisée est une société qui s'organise elle-même sur la base des relations d'échanges locaux entre ses membres. Ses membres acceptent une norme commune d'équité de base. Ils pratiquent la contingence, c'est-à-dire qu'ils s'attendent à ce que le bon comportement est récompensé par le bien, et le mal par le mal. En outre, ces fonctionnalités dépendent de l'espoir supplémentaire que les récompenses puissent être différées, pas indéfiniment, et que des concessions réellement équivalentes en matière de barrières sociales ne sont pas nécessaires. La négociation se réfère à la réorganisation de la richesse, du statut et du pouvoir qui caractérisent le monde moderne. Une société est rationalisée si elle parvient à pratiquer la négociation interne qui aboutit à ces réarrangements sans se décomposer; il pratique la réciprocité il pratique la réciprocité lorsqu'il résout les tensions internes par une adaptation continue<sup>261</sup>. Le nationalisme se réfère principe de légitimation particulier qui rend cette adaptation possible, le principe peut-être unique que chaque société moderne cherche à adopter pour ses membres tout en se démarquant des autres sociétés.

---

<sup>257</sup> Ibid., Haas

<sup>258</sup> Ibid.

<sup>259</sup> Ibid.

<sup>260</sup> Ibid.

<sup>261</sup> Ibid.

Est-ce un monde constitué de sociétés rationalisées des Etats-nations un monde fondamentalement belliqueux? Comme les individualités nationales sont atteintes par une exclusivité mutuelle et une hostilité absolue, la réponse semble être oui. La rationalisation nationale est-elle donc incompatible en accord avec l'harmonie internationale? Est-il impossible de concevoir une société rationalisée au niveau international? Le paradoxe ne peut être résolu que si nous ouvrons la boîte appelée la "nation" et se renseigne sur les différentes croyances qui constituent la religion civile à différents moments de son histoire<sup>262</sup>. Si on découvre la preuve d'un schéma évolutif, le paradoxe peut être abandonné. Bref, une préoccupation dominante d'harmonie interne et internationale (ou son absence), dans les conditions modernes, justifie une préoccupation scientifique du nationalisme malgré ses frontières intellectuelles perméables. Repérer un tel schéma évolutif n'est pas facile. Quel horizon de temps faut-il adopter, cent ans ou vingt ans?<sup>263</sup> On pourrait supposer, comme le la littérature sur la "turbulence sociale" suggère qu'un point de rupture pour le succès de l'État-nation est atteint lorsqu'aucun accord interne supplémentaire ne peut être conclu. Les formules juridiques internes rationnelles pour une adaptation ultérieure qui satisfont des groupes importants peuvent ne plus être possibles lorsqu'un certain seuil d'interdépendance technologique et économique internationale est franchi, bien que nous ne puissions pas le spécifier. À ce stade, nous pourrions peut-être parler de l'obsolescence du nationalisme et de l'Etat-nation. C'est ce raisonnement qui amène Haas à l'étude du nationalisme: découvrir comment la rationalisation peut se produire en période de changement social rapide et explorer les limites du nationalisme en tant que rationalisateur réussi<sup>264</sup>.

La logique de Haas nous sert de base pour notre analyse de changement social en temps des crises économiques. Les turbulences domestiques ont une influence sur la réinterprétation et la reformulation – la reconstruction- de l'identité et du nationalisme. Les caractéristiques de la nationalité américaine resurgissent pour donner naissance à un discours qui soutient l'isolationnisme, dans les cas des crises économiques, pour restaurer l'harmonie interne et pour rester en dehors des conflits internationaux.

---

<sup>262</sup> Ibid.

<sup>263</sup> Ibid.

<sup>264</sup> Ibid.

***Le mécanisme de prise de décision de la politique étrangère américaine:***

Pour pouvoir parler d'une causalité entre les crises économiques et la politique étrangère, il faut d'abord comprendre le processus de prise de décision concernant les affaires étrangères des Etats-Unis. L'étude de la politique étrangère pour James Rosenau, c'est « la ligne d'action que les responsables officiels d'une société nationale suivent pour présenter ou modifier une situation dans le système international afin qu'elle soit compatible avec les objectifs définis par eux-mêmes ou leurs prédécesseurs. »<sup>265</sup> Rosenau affirme que toutes les pré-théories de la politique étrangère sont soit en cinq dimensions, soit traduisibles en cinq dimensions. Les analystes de politique étrangère expliquent soit le comportement extérieur des sociétés à l'aide de cinq catégories de variables, soit agissent de manière à ce que leurs explications puissent être reformulées à l'aide de ces cinq catégories. Celles-ci sont énumérées par Rosenau en tant que variables concernant les individus qui occupent les positions clés (1), leurs rôles (2), les préférences du gouvernement (3), les tendances sociales (4) et le système international (5). La première catégorie comprend les caractéristiques propres aux décideurs qui déterminent et mettent en œuvre les politiques étrangères d'un pays. Les variables individuelles incluent tous les aspects d'un décideur. Ses valeurs, ses talents et ses expériences antérieures distinguent ses choix ou comportements en matière de politique étrangère de ceux de tous les autres décideurs. La deuxième catégorie de variables concerne le comportement externe des décideurs/fonctionnaires généré par les rôles qu'ils occupent et qui serait susceptible de se produire quelles que soient les caractéristiques des occupants. Les variables gouvernementales font référence aux aspects de la structure d'un gouvernement qui limitent ou renforcent les choix de politique étrangère faits par les décideurs. Le quatrième groupe de variables comprend les aspects non gouvernementaux d'une société qui influent sur son comportement externe. Les grandes orientations de valeur d'une société, son degré d'unité nationale et l'ampleur de son industrialisation ne sont que quelques-unes des variables sociétales pouvant contribuer au contenu des aspirations et des politiques extérieures d'une nation selon Rosenau. En ce qui concerne les variables systémiques, il s'agit d'actions se déroulant à l'étranger ou de l'environnement

---

<sup>265</sup> James Rosenau, « Moral Fervor, Systematic Analysis and Scientific Consciousness in Foreign Policy Research », dans Austin Ranney (dir.), *Political Science and Public Policy* (Chicago: Markham, 1968), 197-236



extérieur qui conditionnent ou influencent les choix des responsables<sup>266</sup>. Les politiques étrangères suivies par d'autres pays et leur impact sur les États-Unis affectent sans aucun doute également les préférences américaines en matière de politique étrangère. Quand on regarde la dynamique interne; les préférences et les tendances publiques du peuple américain (4) ont sans aucun doute une influence importante sur le processus d'élaboration de la politique étrangère. Les médias, les notables (des groupes d'intérêt, des groupements professionnels) et l'ensemble des citoyens qui participent aux élections ont la capacité d'influencer les décisions de la politique étrangère. Bien sûr, cela ne signifie pas que la politique étrangère, qui est un domaine d'expertise, est strictement guidée par les tendances du peuple américain aux États-Unis. Cependant, si l'opinion publique est très forte dans une direction, il peut devenir très difficile pour les décideurs d'agir contre elle. Par exemple, les réactions du public américain après la guerre du Vietnam et la guerre en Irak ont conduit les États-Unis à poursuivre une politique étrangère plus pacifiste durant les ères de Nixon et Obama et à retirer leurs troupes de certaines régions. Les gouvernements (3) sont sans aucun doute les acteurs les plus importants du processus d'élaboration de la politique étrangère. À ce stade, le président et le cabinet des États-Unis, puis le Sénat est la ligne de front. Cependant, le Conseil de sécurité nationale, créé par les ministères des Affaires étrangères et de la Défense et Harry S. Truman en 1947, a été instrumental dans le processus d'élaboration de la politique étrangère<sup>267</sup>. Ces institutions s'efforcent de faire les choix les plus bénéfiques / justes pour le peuple américain et l'État dans le sens de l'autorité constitutionnelle. Enfin, les structures de la personnalité et les idées des principaux décideurs (1) ont une grande influence sur le processus d'élaboration de la politique étrangère. Par exemple, dans certains livres de recherche publiés sur la politique étrangère américaine (American Foreign Policy-AFP), il a été déclaré que la guerre en Irak, initiée en 2003, a été menée en grande partie à la demande personnelle du président George W. Bush parce que, prétendument, Bush a fait une affaire personnelle à l'époque pour compléter l'opération de son père en Irak et destituer Saddam Hussein<sup>268</sup>. L'administration Bush sentant que l'opposition à la guerre en Irak se

<sup>266</sup> James N. Rosenau, **The Scientific Study of Foreign Policy**, Nichols Publishing Company, New York, 1980 p.128

<sup>267</sup> Balthazar, Louis, Charles-Philippe David, et Justin Vaïsse. **La politique étrangère des États-Unis**, Presses de Sciences Po, 2008

<sup>268</sup> Ozan Örmeci dans [http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#\\_ftn5](http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#_ftn5)

renforçait et qu'elle devait être contrée, le vice-président Cheney profita d'une allocution devant la convention des vétérans des guerres à l'étranger, le 26 août 2002, pour présenter la position de l'administration en termes abruptes : « Saddam Hussein pourrait ... chercher à dominer tout le Moyen-Orient et soumettre les États-Unis ou toute autre nation à un chantage nucléaire. »<sup>269</sup>

En fait, la Constitution américaine de 1788 confiait en grande partie la responsabilité de la politique étrangère au gouvernement fédéral (le président des États-Unis et son Conseil des ministres)<sup>270</sup>. Si les États ne concluent aucun traité, alliance ou accord de confédération avec l'article 1 de la Constitution, et «il n'y a aucun danger à conclure un accord ou un contrat avec un autre État ou un État étranger, ou qu'ils ne sont pas occupés, n'entrera pas en guerre », malgré la mise en place d'un système fédéral, les autorités des provinces sont clairement restreintes. Cependant, le gouvernement fédéral (le président) partage les pouvoirs de politique étrangère avec le Sénat, l'un des deux parlements du Congrès américain (l'autre Assemblée des représentants). Dans la deuxième partie de l'article 2 de la Constitution, cette situation est exprimée comme suit: «Le président a le pouvoir de conclure des traités, avec la recommandation et le consentement du Sénat, et avec l'approbation des deux tiers des sénateurs présents; et les autres membres du personnel diplomatique et les consuls, les juges de la Cour suprême et tous les fonctionnaires des autorités des États-Unis devant être établis par la loi et non prévus par la présente Constitution, et procéder à leurs nominations et nominations au Sénat. Il n'y a donc pas d'autre acteur sur le papier qui puisse déterminer la politique étrangère américaine, mis à part le président américain, son cabinet et le Sénat. En pratique, cependant, il y a beaucoup d'acteurs domestiques et étrangers, de même que de nombreux facteurs objectifs et subjectifs (la puissance économique, politique et stratégique relative du pays, l'armée, la position géographique, la nature du régime politique, la psychologie et la culture des dirigeants, les groupes sociaux, les grandes entreprises, différents groupes de pression, les ententes conclues avec d'autres États, etc.), sont susceptibles d'influencer différemment les personnes responsables de la décision finale et affectent le processus de construction de la politique étrangère américaine.

<sup>269</sup> Dana Milbank, "Cheney Says Iraqi Strike Is Justified." *The Washington Post*, (27 August 2002), p. 1

<sup>270</sup> Baker Spring (2011), "Who Makes American Foreign Policy?", *The Heritage Foundation*, s. 3. Rapporté par Ozan Örmeci dans [http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#\\_ftn5](http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#_ftn5)

La politique étrangère américaine signifie, en premier lieu, le président américain. Cependant, les autorités de politique étrangère données au président dans la Constitution des États-Unis n'ont pas été largement exprimées. Les principales autorités pour le président sont; accepter les ambassades étrangères, déclarer le pardon et exécuter le devoir d'exécution conformément à la législation adoptée par le Congrès<sup>271</sup>. En vertu des sections 2 et 3 de l'article II de la Constitution, le président est investi d'un certain nombre de fonctions:

- il est commandant en chef des armées et de la marine ;
- il a le pouvoir de conclure les traités ;
- il nomme les ambassadeurs et consuls et les ambassadeurs étrangers sont accrédités auprès de lui. On notera cependant que l'exercice de ces pouvoirs est limité par la nécessaire intervention du Congrès. Selon la section 8 de l'article Ier de la Constitution, le Congrès se voit conférer l'essentiel des pouvoirs en matière de politique étrangère. C'est en effet au Congrès qu'il appartient:
  - d'assurer une défense commune ;
  - de régler le commerce avec les nations étrangères ;
  - de définir et de punir les crimes commis en haute mer et les offenses contre la loi des nations ;
  - de lever et d'entretenir les armées et la marine de guerre ;
  - de déclarer la guerre.

Il faut ajouter à cela les pouvoirs généraux du Congrès qui ont une incidence en matière de politique étrangère, à savoir le pouvoir de proposer et de voter les lois, le pouvoir de dépenser<sup>272</sup> et le pouvoir d'enquêter<sup>273</sup>.

Ainsi:

- si le président négocie les traités, c'est au Sénat qu'il appartient de les ratifier, à la majorité des deux tiers ;

<sup>271</sup> Paul E. Peterson (1994), "The President's Dominance in Foreign Policy Making", *Political Science Quarterly*, Cilt: 109, No: 2, Yaz 1994, ss. 219-220. Rapporté par Yrd. Doç. Dr. Ozan ÖRMECİ dans [http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#\\_ftn5](http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#_ftn5)

<sup>272</sup> Voir Marie-France Toinet, *Le Système politique des États-Unis*, Paris, PUF, coll. « Thémis », 2e éd., 1990, p. 341-353 dans Balthazar Louis, « Chapitre 1 / Le cadre constitutionnel », dans *La politique étrangère des États-Unis*. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Références », 2008, p. 21-53. URL: <https://www.cairn.info/la-politique-etrangere-des-etats-unis--9782724610802-page-21.htm>

<sup>273</sup> Balthazar Louis, « Chapitre 1 / Le cadre constitutionnel », dans *La politique étrangère des États-Unis*. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Références », 2008, p. 21-53. URL: <https://www.cairn.info/la-politique-etrangere-des-etats-unis--9782724610802-page-21.htm>

– les nominations sont en général subordonnées à la confirmation du Sénat, à la majorité simple.

À la seule lumière du texte constitutionnel, le président est chargé de l'application de la loi: il assume en somme le gouvernement du pays et notamment la conduite de la politique étrangère. Sa politique demeure constamment assujettie à l'avis, à l'approbation et, *a posteriori*, au contrôle du Congrès (notamment du Sénat) et les moyens financiers de sa politique dépendent également du bon vouloir du Congrès (vote de la loi de finances)<sup>274</sup>. L'un des auteurs les plus marquants dans le domaine est le constitutionnaliste Louis Fisher: pour lui, si l'on s'en tient aux intentions des Pères fondateurs et aux termes de la Charte fondamentale, le Congrès est la seule institution<sup>275</sup> qui peut mener le pays « de la paix à la guerre<sup>276</sup> ». Il renvoie à deux des Pères fondateurs: Madison d'une part, pour lequel l'autorité législative et la nécessité d'avoir un gouvernement dont tous les pouvoirs sont issus de la représentation populaire doivent prévaloir, et Hamilton d'autre part, pour lequel des affaires aussi sensibles que les questions internationales ne sauraient être concentrées entre les mains d'une seule personne<sup>277</sup>. Les Pères fondateurs entendaient créer « deux branches vigoureuses, actives et combattives en leur octroyant, dans le domaine de la politique étrangère, des rôles significatifs se chevauchant l'un l'autre<sup>278</sup> ». Cette compétition a conduit, *de facto*, à un rééquilibrage des pouvoirs. En fondant sa légitimité sur son rôle de commandant en chef des armées, le président a

<sup>274</sup>Élisabeth Vallet, « Chapitre 2 / Le cadre constitutionnel », dans Charles-Philippe David, **La politique étrangère des États-Unis**, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2015 (3e éd.), p. 57-106.

<sup>275</sup>William Howell, Jon Pevehouse, « Presidents, Congress, and the Use of Force », **International Organization**, 59, Hiver 2005, p. 209-232 ; voir également William Howell, *While Dangers Gather: Congressional Checks on Presidential War Powers*, Princeton (N. J.), Princeton University Press, 2007 dans Élisabeth Vallet, « Chapitre 2 / Le cadre constitutionnel », in Charles-Philippe David, **La politique étrangère des États-Unis**, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2015 (3e éd.), p. 57-106.

<sup>276</sup>Louis Fisher, « Robert Turner and Louis Fisher Discuss Whether the President Needs Congressional Approval Before Launching an Attack Against Iraq », *All things considered*, NPR, 26 août 2002. Disponible en ligne: <http://www.npr.org/programs/atc/transcripts/2002/aug/020826.turner.html> [consulté le 14 septembre 2014] dans Élisabeth Vallet, « Chapitre 2 / Le cadre constitutionnel », dans Charles-Philippe David, **La politique étrangère des États-Unis**, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2015 (3e éd.), p. 57-106.

<sup>277</sup>Garry Wills, **The Federalist Papers by Alexander Hamilton, James Madison and John Jay**, New York (N. Y.), Bantam Books, 1982, régulièrement réédité et disponible en ligne sur le site de la bibliothèque du Congrès <http://thomas.loc.gov/home/histdox/fedpapers.html> [consulté le 25 juin 2014] dans Élisabeth Vallet, « Chapitre 2 / Le cadre constitutionnel », in Charles-Philippe David, **La politique étrangère des États-Unis**, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2015 (3e éd.), p. 57-106.

<sup>278</sup>Élisabeth Vallet, « Chapitre 2 / Le cadre constitutionnel », dans Charles-Philippe David, **La politique étrangère des États-Unis**, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2015 (3e éd.), p. 57-106.

accru sa prégnance sur la politique étrangère, en « s'appuyant sur le pouvoir exécutif général que la Constitution lui confère mais qu'elle ne définit et ne limite jamais »<sup>279</sup>. Le président utilise tout d'abord des outils dont le dote la Constitution (tel que son droit de véto ou son droit de message). Dans la concurrence permanente avec l'exécutif, le Congrès peut influencer le processus de politique interne et étrangère par un certain nombre de méthodes indirectes. Le plus important est le budget. Le Congrès, qui a pleine autorité sur la répartition du budget dans les politiques intérieure et extérieure, peut empêcher les décisions en restreignant ou en rejetant le budget correspondant. L'aide étrangère en est un des premiers. De même, le budget de la défense est souvent soumis à une réduction ou à une augmentation des intérêts des Etats fédéraux<sup>280</sup>. Les principaux acteurs de la prise de décision en politique étrangère des Etats-Unis sont résumés dans le tableau ci-dessous.

**Tableau I.5 Constitution des Etats-Unis (pouvoirs nominaux)**

	<b>Congrès</b>	<b>Président</b>	<b>Cour Suprême</b>
Pouvoirs de politique étrangère	Pouvoir de régler le commerce avec l'étranger ; Pouvoir de définir et réprimer les actes de piraterie et les crimes commis en haute mer, ainsi que les atteintes au droit international ; Pouvoir de déclarer la guerre, d'octroyer des lettres de marque et de représailles et de régler les prises sur terre et sur mer ; Pouvoir de lever et d'entretenir des armées, sous la réserve de ne pas voter des crédits à cet effet pour une durée supérieure à deux ans ; Pouvoir de créer et d'entretenir une marine ; Pouvoir de régler l'organisation et l'administration des forces navales et terrestres ; Pouvoir de repousser les invasions ; Pouvoir de ratifier	Commandant en chef des armées et de la marine Pouvoir de conclure les traités Pouvoir de nomination des ambassadeurs et consuls (les ambassadeurs étrangers sont accrédités auprès de lui).	

<sup>279</sup>Élisabeth Vallet, « Chapitre 2 / Le cadre constitutionnel », dans Charles-Philippe David, *La politique étrangère des Etats-Unis*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2015 (3e éd.), p. 57-106.

<sup>280</sup>Fusun Türkmen, *Türkiye ABD İlişkileri*, Timaş, Istanbul, 2012, p. 141

	(sénatorial) de ratifier les traités internationaux		
Pouvoirs généraux affectant la politique étrangère	Pouvoir de proposer et de voter les lois ; Pouvoir de dépenser ; Pouvoir d'enquêter ; Confirmation par le Sénat des plus hautes nominations présidentielles	Pouvoir de proposer les lois ; Droit de véto	Garantit la constitutionnalité des actes et le respect de la séparation des pouvoirs

Source: Élisabeth Vallet, « Chapitre 2 / Le cadre constitutionnel », dans Charles-Philippe David, **La politique étrangère des États-Unis**, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2015 (3e éd.), p. 57-106.

Comme le stipule le paragraphe 11 de l'article 1 de la Constitution, même la responsabilité de proclamer la guerre, qui est considérée comme l'autorité politique étrangère la plus importante, n'existe qu'au Congrès dans le système politique américain. Le président des États-Unis, qui est le commandant en chef dans le cas de la guerre, à plusieurs reprises dans le passé, a déclaré la guerre avant que le Congrès n'ait officiellement déclaré la guerre: La guerre de Corée (1950-1953), la guerre du Vietnam (1957-1975) et la guerre du Golfe (1991) et la guerre en Irak (2003) sont des guerres qui ne sont pas officiellement annoncées par le Congrès. Le président des États-Unis, qui détient certains des pouvoirs liés à la politique étrangère directe, comme la conclusion d'accords internationaux et la nomination d'ambassadeurs, doit partager ces pouvoirs avec le Sénat. En outre, alors que le Congrès a le pouvoir de retirer l'autorité du président des États-Unis par la « mise en accusation » (impeachment), le président n'a pas le pouvoir d'annuler le Congrès. Ainsi, la présidence à l'américaine est une présidence, autant que possible, en accord avec la démocratie<sup>281</sup>. Malgré tout cela, le leader de la politique étrangère américaine est précisément le président. L'autorité de surveillance du Sénat sur les accords internationaux est une mesure préméditée visant à empêcher les décisions arbitraires des Présidents. À ce stade, il convient de rappeler qu'un vote à la majorité des 2/3 (approuvant au moins 67 sénateurs sur 100) est requis pour l'approbation du Sénat<sup>282</sup>. En dehors du consentement du Sénat, il a aussi le droit de demander / d'apporter des

<sup>281</sup>Ozan Örmeci, dans [http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#\\_ftn5](http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#_ftn5)

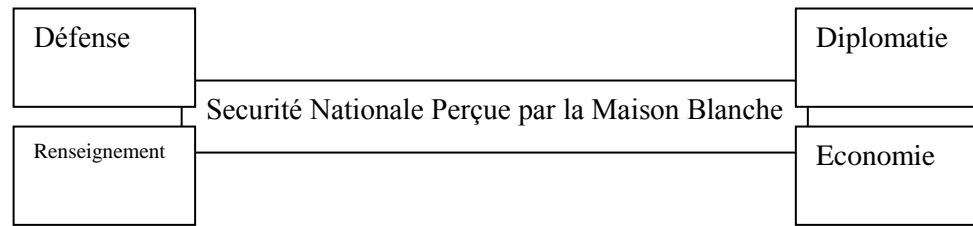
<sup>282</sup>Baker Spring (2011), "Who Makes American Foreign Policy?", *The Heritage Foundation*, s. 7. Rapporté par Ozan Örmeci, dans [http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#\\_ftn5](http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#_ftn5)

modifications en utilisant son autorité consultative<sup>283</sup>. En dépit d'une participation plus grande du Congrès dans les décisions touchant les relations extérieures, par le financement des budgets et le vaste pouvoir d'enquête et de supervision des commissions de la Chambre et du Sénat, c'est le président qui définit généralement les objectifs et les actions des États-Unis dans le monde. Sur le plan juridique, l'exemple des traités non ratifiés par le Sénat (le traité d'interdiction des essais nucléaires, la Cour criminelle internationale, la Convention sur le droit de la mer et le protocole de Kyoto) rappelle à quel point les présidents fuient cette procédure et lui préfèrent celle, plus efficace, des accords exécutifs. Sur ce plan, et depuis longtemps, ils ont eu le monopole de la démarche puisque les accords en forme simplifiée représentent plus de 90 % de tous les accords internationaux signés par les États-Unis après 1945. Les plus habiles d'entre eux ont su coopter les législateurs afin que ceux-ci appuient leurs ambitions présidentielles. Plus encore, certains présidents définissent en leurs termes l'interprétation de certains traités et de certaines conventions (comme G. W. Bush l'a fait sur les prisonniers « non combattants », sur le recours à la torture et sur la suspension des droits des prisonniers capturés dans la guerre au terrorisme). La marge de manœuvre est grande. Au point où ce même président a pu annuler l'adhésion par les États-Unis à un traité (celui de 1972 interdisant le développement des défenses antimissiles) sans demander l'aval du Sénat<sup>284</sup>. En termes politiques cependant, l'exercice de l'autorité présidentielle est devenu plus complexe. Son pouvoir est désormais exercé sur la base de la persuasion et du marchandage politique avec les acteurs qui participent à l'élaboration de la politique étrangère (Congrès, médias, groupes de pression, agents économiques, etc.). De ce fait, le processus décisionnel est éminemment politisé, tout comme l'est l'exercice des pouvoirs, traditionnels et modernes, du président<sup>285</sup>.

<sup>283</sup>Baker Spring (2011), "Who Makes American Foreign Policy?", *The Heritage Foundation*, s. 8. Rapporté par Ozan Örmeci, dans [http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#\\_ftn5](http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#_ftn5)

<sup>284</sup>Charles-Philippe David, « Chapitre 2. Le système décisionnel américain », dans *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama: la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, sous la direction de David Charles-Philippe. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2015, p. 99-174. URL: <https://www.cairn.info/au-sein-de-la-maison-blanche--9782724617153-page-99.htm> visité le 12.05.2018

<sup>285</sup>Ibid.

**Figure I.1****Le système décisionnel américain**

Source: Charles-Philippe David, « Chapitre 2. Le système décisionnel américain », dans *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama: la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, sous la direction de Charles-Philippe David. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), **Académique**, 2015, p. 99-174. URL: <https://www.cairn.info/au-sein-de-la-maison-blanche--9782724617153-page-99.htm>

Le Congrès a plus d'impact que les autorités sur papier du Sénat sur la politique étrangère des États-Unis. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, le refus du Congrès à ratifier la décision du président Woodrow Wilson d'entrer dans la Société des Nations a mis fin à la période de présidence influent qui continuait de puis la présidence de Theodore Roosevelt<sup>286</sup>. Le congrès a dominé un certain nombre de domaines liés à la politique étrangère (limitation de l'immigration en Amérique, mesures commerciales protectionnistes, lois de neutralité, etc.)<sup>287</sup>. Avec l'entrée des États-Unis dans la Seconde Guerre mondiale, la présidence est devenue active et cela s'est poursuivi jusqu'à la guerre du Vietnam. La loi sur les autorités de guerre promulguée en 1973, qui nécessite désormais la présentation de la décision du président d'envoyer des troupes à l'approbation du Congrès (War Powers Act), est un exemple de l'impact du Congrès<sup>288</sup>. La force décisive du Congrès a été renforcée par des décisions telles que le retrait du Vietnam, l'imposition d'un contrôle sur les opérations internationales de la CIA et l'imposition d'un embargo économique à l'Afrique du Sud, malgré le veto du président<sup>289</sup>. La débâcle de la guerre du Vietnam, le scandale du Watergate des années 1970, et enfin Bill Clinton sur le scandale Lewinsky ont réduit le prestige du président des États-Unis et entraîné le déclin de la confiance dans le président. La question qui semble plus en harmonie est la décision

<sup>286</sup> Ibid., Türkmen, p. 139

<sup>287</sup> Ibid., Türkmen, p. 140

<sup>288</sup> Ibid.

<sup>289</sup> Ibid.



par le Président à utiliser la force. Dans de tels cas, on voit le Congrès agir en compatibilité avec la décision du Président<sup>290</sup>.

Le président, avec l'aide de son Cabinet ministériel (ou Conseil des ministres), a longtemps dominé et maîtrisé la formulation de la politique étrangère américaine en se reposant principalement sur les cinq pouvoirs formels qui lui sont accordés par la constitution des États-Unis<sup>291</sup>. Le président est commandant en chef des forces armées ; il a le pouvoir de conclure et de signer les traités (qui doivent être entérinés par une majorité des deux tiers du Sénat) de même que des accords exécutifs (appelés également « accords en forme simplifiée ») ; il a le pouvoir de nommer les hauts fonctionnaires, les émissaires et les négociateurs qui le représentent ; il reconnaît les États sur le plan juridique et accrédite leurs ambassadeurs ; enfin, il dispose du pouvoir d'agir en fonction de l'autorité que lui confère la constitution. « Sa réputation c'est d'être l'homme le plus puissant de la planète ». Rien n'est moins sûr, préviennent Kaspi et Harter. Le président n'est pas tout à fait roi. Entre autres raisons, comme on le verra, le poids des responsabilités pour contrôler la machinerie administrative a parfois tendance à atténuer la portée de l'influence présidentielle<sup>292</sup>.

Notre étude suggère que les crises économiques sont les périodes de vulnérabilité financière qui mettent en question toute intervention extérieure et qui amènent les sentiments non-interventionnistes (sinon isolationnistes) à la surface. Les résultats des élections présidentielles de ces périodes peuvent nous servir à comprendre les préférences du public vis-à-vis les politiques extérieures.

---

<sup>290</sup>James M. Lindsay (1992), "Congress and Foreign Policy: Why the Hill Matters", **Political Science Quarterly**, Cilt: 7, No: 4, Kış 1992-1993, s. 609 dans [http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#\\_ftn5](http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-belirliyor/#_ftn5) visité le 12.05.2018

<sup>291</sup>Une présentation des pouvoirs présidentiels est offerte par Charles-Philippe David, Louis Balthazar et Justin Vaïsse, *La politique étrangère des États-Unis. Fondements, acteurs, formulation*, Paris, Presses de Sciences Po, 2e édition, 2008, p. 197-221. Noté par Charles-Philippe David, « Chapitre 2. Le système décisionnel américain », dans *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama: la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, sous la direction de Charles-Philippe David. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2015, p. 99-174. URL: <https://www.cairn.info/au-sein-de-la-maison-blanche--9782724617153-page-99.htm>

<sup>292</sup>Charles-Philippe David, « Chapitre 2. Le système décisionnel américain », dans *Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama: la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis*, sous la direction de David Charles-Philippe. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2015, p. 99-174. URL: <https://www.cairn.info/au-sein-de-la-maison-blanche--9782724617153-page-99.htm>

## II) COMMENT LIRE LES TENDANCES EN POLITIQUE ETRANGERE EN TEMPS DE CRISES ECONOMIQUES?

Dans les relations internationales, *la théorie de la paix démocratique* défend que les pays démocratiques aient plus tendance à préserver la paix comme les gouvernements élus démocratiquement sont plus en risque en cas d'échec de leurs décisions<sup>293</sup>. Et si ce pays démocratique est un hégémon tel sont les Etats-Unis? Ayant un système démocratique de gouvernement, agissent-ils conformément à la prédiction de cette théorie? Quel peut être l'effet d'une instabilité économique dans ses actions envers les relations internationales? Comme notre but dans cette étude est de regarder les cas des crises économiques de près, de comprendre la relation de l'hégémonie avec la stabilité peut nous servir à mieux lire l'attitude de l'hégémon.

Henry Kissinger, définit la stabilité comme le résultat d'une légitimité reconnue plutôt que le résultat d'une recherche de la paix. Le concert européen qui suit le Congrès de Vienne (Octobre 1814-Juin 1815) et la période de stabilité qui en découle est pris comme la preuve d'un ordre légitime construit. Une telle légitimité est un accord tacite international sur les arrangements, objectifs et méthodes de la politique étrangère. Elle réside sur l'acceptance du cadre de l'ordre international par les puissances majeures. La relation entre la légitimité et la stabilité est un sujet de débat et la stabilité internationale n'est pas seulement le produit de la distribution de la capacité matérielle. Le variable critique est d'atteindre une légitimité internationale partagée<sup>294</sup>. Là, l'économie-politique qui émerge au début des années 1970, presque simultanément en Grande-Bretagne et aux États-Unis nous offre la *théorie de la stabilité hégémonique*, qui défend que *la présence d'un acteur dominant dans le système international contribue à la stabilité du système international*<sup>295</sup>. Le temps de la fondation de cette jeune sous-discipline des relations internationales est associé avec le 15 août 1971. C'est à cette date que le président américain, Richard Nixon, suspend le système monétaire mis en place lors des accords de Bretton Woods après la Seconde Guerre mondiale. Cela a déclenché toute une série de questionnements: est-ce que la première puissance mondiale était en

<sup>293</sup>B. Bueno de Mesquita, J. D. Morrow, R.M. Siverson, A. Smith, 'An Institutional Explanation of the Democratic Peace', **American Political Science Review**, Vol. 93 no 4 December 1999 pp. 791-807

<sup>294</sup>Ian Clark, "How Hierarchical Can International Society Be?" *International Relations*, Vol 23, Issue 3, pp. 464 – 480, First Published October 7, 2009, <https://doi.org/10.1177/0047117809340472>

<sup>295</sup>D. Snidal, "The Limits of Hegemonic Stability Theory", **International Organization**, No 39/4, 579-614

déclin comme l'était l'Empire britannique avant la Première Guerre mondiale? Était-ce une répétition de l'histoire? Est-ce que le déclin des États-Unis entraînerait la planète vers un tourbillon d'instabilité marqué par des récessions en chaîne et des guerres mondiales? Ou, au contraire, le système international avait-t-il besoin, pour être stable, d'un «stabilisateur», c'est-à-dire d'une puissance hégémonique pour présider au bon fonctionnement du système? Toutes ces questions émanent de la relation fondamentale entre l'Etat et le marché. L'économie-politique consiste aux questions sur la relation entre ces deux entités différentes servant à organiser et à diriger les activités humaines<sup>296</sup>. Les crises économiques, en tant que instances spécifiques de troubles créés par l'insuffisance du marché à restaurer la stabilité financière et le PIB d'une manière socialement durable, seront notre objet d'analyse dans ce chapitre. Même si l'économie se rétablit, les indicateurs financiers se stabilisent et le PIB retourne à sa voie de croissance, la politique étrangère reste-t-elle affectée pour un terme plus long que ces instances de vulnérabilités ?

## **II-A) Les crises économiques comme instance de vulnérabilité de l'hégémon et leurs effets sur sa suprématie: Bilan de trois grandes crises économiques des Etats-Unis**

Robert Gilpin, l'un des pères de l'économie-politique, a interrogé l'effet des marchés et les facteurs économiques sur la distribution de la *puissance* et de la *prospérité* entre les Etats et les autres acteurs politiques. Il a aussi questionné l'influence des marchés sur la puissance politique et militaire internationale. D'autre part il a élaboré l'Etat et les processus politiques en ce qui concerne la production et la distribution des coûts et des bénéfices. D'après Gilpin, l'Etat et le marché ne peuvent pas concurrencer. Ces deux ont une relation interactive et convergente. L'Etat, un de ces deux entités dirigeantes de la vie sociale, se caractérise par la *territorialité*, la *loyauté* et la *monopolie de l'usage de force légitime*<sup>297</sup>. Aucun Etat ne peut survivre sans répondre aux intérêts des groupes de force dans la société et sans recevoir leur approbation. Le marché est caractérisé par des fonctions qui complètent les unes les autres, des relations fondées sur des contrats et par

---

<sup>296</sup> Ibid., Gilpin

<sup>297</sup> Ibid.

l'interdépendance des acheteurs et des vendeurs. Le marché est basé sur le prix et la quantité. Les acteurs économiques font leurs décisions sur la base de leur réaction aux signaux des prix. Pour l'Etat, l'indépendance et le respect des frontières pour assurer l'unité politique sont d'une importance vitale. Le marché donne la priorité à se débarrasser de tous les obstacles devant le mécanisme de prix. Les conflits entre ces deux entités (l'Etat et le marché) distincts qui organisent les relations humaines marquent l'histoire moderne et font l'objet principal de l'économie-politique<sup>298</sup>. Les crises du marché sont des instances de vulnérabilité sévère de l'hégémon qui marquent profondément son orientation politique. Dans ce sens les trois grandes crises des Etats-Unis seront notre objet d'étude pour voir comment l'Etat de la puissance majeure réagit ces instances de vulnérabilité économique, notamment dans son positionnement de la politique extérieure.

### **1) La Grande Crise de 1929 et la construction de la base de l'hégémonie:**

Dans cette partie on va tracer le comportement de la politique étrangère des Etats-Unis. En observant les développements économiques et leurs répercussions probables sur la politique extérieure il est nécessaire, pour une analyse plus compréhensive, de prendre en compte le processus avant la crise et la période qui la suit: l'intervalle de temps en question coïncide avec le lendemain de la première guerre mondiale jusqu'à la deuxième, donc les deux décennies des années 1920 et 1930. Comme notre objectif est d'isoler le plus possible les effets de la crise qui commence en 1929, on va brièvement toucher à sa veille, sauf dans le contexte de la politique étrangère. En faisant cela on va prendre en compte, par le biais de la politique intérieure, l'effet indirect des crises sur la politique extérieure.

Certains groupes dans les Etats-Unis, selon leur intérêt, ont réagi de façon différente envers les mesures économiques prises vis-à-vis la grande crise. La politique extérieure des Etats-Unis se forme en fonction du poids de ces groupes dans la politique intérieure. Dans notre étude les répercussions de la crise économique sur la politique étrangère seront abordées, autant que possible, de l'angle de l'effet indirect en passant par la politique interne puis que notre objet d'étude est un pays qui a un système démocratique.

---

<sup>298</sup> Ibid., Gilpin

Le mois d'octobre 1929 qui date le déclenchement de la crise et la décennie qui la suit, les outils économiques sont au premier plan pour sortir de la crise. Sur le plan international les Etats-Unis évitent d'intervenir aux affaires des autres. Il est observable que la solution militaire n'est pas préférée, la reconnaissance de l'USSR est finalement accordée après délai, les dépenses sur le budget de défense sont diminués. La participation à la deuxième guerre mondiale ne se réalise qu'après une attaque directe à la base navale Pearl Harbor des Etats-Unis.

En 1931 l'économiste britannique John Maynard Keynes dit « Nous sommes aujourd'hui au milieu de la plus grande catastrophe économique – la plus grande catastrophe due presque entièrement à des causes économiques du monde moderne ». La sortie de la crise a été assez lent d'où on nomme toute la décennie des années 1930 « la grande crise ». Cette période peut être divisée en trois sous-périodes d'environ 4 ans qui correspondent aux trois termes de présidence. Dans chaque sous-période on va voir l'économie et la politique étrangère des Etats-Unis. On peut faire un bilan du cadre de la politique extérieure des Etats-Unis en tenant compte des variables de la politique intérieure et de l'économie, comme dans le Tableau II.1. Durant notre étude des politiques qui suivent la grande crise, on va aussi souligner si ces politiques datent d'avant la crise et continuent/changent durant la crise ou se forment particulièrement durant la crise. Cela pourrait nous aider à mieux isoler les effets de la crise sur la politique extérieure. Maintenant on va jeter un regard sur chacune de ces trois termes de présidence du point de vue de l'économie et de la politique extérieure<sup>299</sup>.

**Tableau II.1 Les choix politiques des Etats-Unis pendant la Grande Crise**

<b>Présidence</b>	<b>1928-32 Herbert Hoover</b>	<b>1932-36 Franklin D. Roosevelt</b>	<b>1936-40 Franklin D. Roosevelt</b>
<b>Parti au pouvoir</b>	Républicain	Démocrate	Démocrate

<sup>299</sup>Dans notre étude on ne va pas aborder les théories économiques qui portent sur les causes de la grande crise. On va plutôt faire un bilan des indicateurs économiques et tracer les grandes lignes de réponses de la politique économique adoptée par le gouvernement américain. Notre étude cherche à identifier les comportements de la politique étrangère qui peuvent être affectés pas les faits et les politiques économiques.

<b>Environnement économique</b>		Début de la crise	Le fond et le rétablissement	Reprise de la crise
<b>Choix Politiques</b>	<b>Politique intérieure</b>	Caractérisée par les efforts pour rétablir la stabilité économique	“New Deal” -1ere période	“New Deal” 2eme période
	<b>Economie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Protectionnisme</li> <li>-Tarif Hawley-Smoot</li> <li>-Open door envers la Chine</li> <li>-Contraction monétaire</li> <li>- L'étalon d'or</li> <li>-Moratoire Hoover</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Protectionnisme</li> <li>-Loi de Neutralité</li> <li>-L'offre de la monnaie augmente</li> <li>-Bank holiday</li> <li>-Open door</li> <li>-L'offre de la monnaie augmente</li> <li>-L'étalon d'or quitté</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Cash &amp; carry: protectionnisme allégé au commerce international</li> <li>- Taxe de sécuritésociale</li> <li>-Taxe sur le profit</li> <li>-Contraction monétaire</li> <li>- Réserves obligatoires des banques sont augmentées</li> <li>- Dépenses militaires augmentent</li> </ul>
	<b>Politique extérieure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Isolationnisme</li> <li>-Désarmement international</li> <li>-Doctrin Hoover-Stimson en Extrême-Orient</li> <li>-Bon voisinage en Amérique Latine</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Apaisement</li> <li>-Isolationnisme</li> <li>-Reconnaissance de l'Union Soviétique</li> <li>-Bon voisinage</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>-Apaisement mais plus internationaliste</li> <li>-s'éloigne de la neutralité</li> </ul>

### a) Le mandat du Président Herbert Hoover (1928-1932):L'économie

#### *L'échec des remèdes*

On associe la crise avec une date précise qui est celle du crash boursier. Les économistes ne sont pas d'accord sur les causes de la crise mais s'entendent sur l'idée que le crash est un symptôme. D'après Mishkin (1976), Romer (1990), Flacco

et Parker (1992) le crash a un effet sur la demande et l'aggravation de la crise<sup>300</sup>. Dans cette période où Herbert Hoover est le président des Etats-Unis (inauguré le 4 mars 1929) l'économie américaine, après une croissance rapide des années 1920, est confrontée à son plus grand choc. Jusqu'en décembre 1930, la perception des événements était plutôt comparable à des crises antérieures. Comme le souligne l'économiste Bernanke (1983), la récession de 1920-1921 et son rétablissement étaient dans les souvenirs et on ne s'attendait pas au pire<sup>301</sup>. Mais l'effondrement des cours de la Bourse de New York en octobre 1929 (Black Thursday, le 24 octobre) est suivi de la crise économique la plus grave de l'histoire américaine et de l'histoire mondiale puisqu'elle s'étend au monde entier. Faillite de dizaines de milliers d'entreprises, diminution de la production industrielle d'environ 47% de 1929 à 1932, chute des chiffres d'affaires, baisse des prix d'environ 30% en quatre ans, développement d'un fort chômage (de 1.5 million en 1929 à 12.8 million en 1933): telles sont les principales manifestations de la crise. Le revenu national tombe de 87.4 millions de dollars en 1929 à 41.7 millions en 1932<sup>302</sup>. Il faut noter que la production industrielle avait commencé à diminuer avant la crise boursière. Les nations endettées comme l'Allemagne, la Grande Bretagne et la France d'après-guerre, et le niveau du commerce et investissement international offraient un milieu d'interdépendance facilitant l'expansion mondiale de la crise. Durant cette ère républicaine où Herbert Hoover n'a pas pu détourner l'économie de sa voie périlleuse et malgré certaines précautions n'a pas su la remédier jusqu'à la fin de sa présidence; on assiste en grande partie à une « continuation » des politiques menées avant la crise.

Les décisions économiques et l'approche isolationniste héritée de l'avant-crise, a continué pendant cette première période et a eu ses répercussions sur l'orientation de la politique extérieure américaine.

A la veille du crash, certains membres de Fédéral Reserve Bank (FED) étaient déjà mécontents de la spéculation et le hausse artificiel boursier. La politique monétaire déflationniste préférée suite au crash boursier a contracté l'offre de monnaie et a réduit davantage la consommation. Même s'il n'y a pas de consensus général, certains économistes attribuent l'aggravation de la crise à cette préférence

<sup>300</sup> Parker, Randall, "An Overview of the Great Depression", EH. Net Encyclopaedia, edited by Robert Whaples, March 2008 URL <http://eh.net/encyclopedia/an-overview-of-the-great-depression/>

<sup>301</sup> Ibid.

<sup>302</sup> Yves-Henri Nouailhat, **Les Etats-Unis et Le Monde au 20e Siècle**, Armand Colin, 2000

par le gouvernement<sup>303</sup>. La même approche déflationniste avait finalement abouti à la sortie de la récession de 1920-1921. Pourtant aux années 1920, juste après la première guerre mondiale, il s'agissait d'une demande de la part de l'Europe envers les produits américains, ce qui avait facilité la sortie de la crise. Une fois encore Hoover a tenté d'imiter cette approche mais la demande des pays européens n'était pas au même niveau, vu qu'ils avaient les ressources plus suffisantes comparées au lendemain de la grande guerre. En automne 1929 la première vague de panique bancaire est apparue. L'épisode s'est répétée au printemps 1930, en automne 1930 et encore en automne 1931. La Réserve fédérale n'a pas cherché à arrêter la panique. Milton Friedman et Anna J. Schwartz dans leur étude classique « *A Monetary History of United States* » associent ce résultat avec la mort de Benjamin Strong, le directeur de la Réserve fédérale de New York. Strong définissait un des objectifs de la Réserve fédérale comme assurer pleinement le rôle d'un prêteur en dernier ressort pour que le système bancaire ne sombre plus. Sa perte, d'après Friedman et Schwartz, a donné lieu à un vide de pouvoir et a empêché l'intervention nécessaire par la Réserve fédérale. L'offre de la monnaie a diminué de 30.9% comparé à son niveau de 1929<sup>304</sup>.

De l'autre côté, le président a voulu maintenir le niveau des salaires pour assurer la demande. L'adoption par le Congrès du tarif Hawley-Smoot (17 juin 1930) qui annonce le protectionnisme, d'une part correspond à cette volonté. Au début destiné à protéger les produits agricoles, le tarif a été généralisé dans d'autres secteurs et son niveau pour toutes les importations a atteint désormais 53.21 % (comparé à 40.1% avant l'adoption du tarif Hawley-Smoot)<sup>305</sup>, ce qui a renforcé sérieusement une protection douanière déjà élevée. Les pays étrangers répondent par de multiples mesures discriminatoires. Le 21 septembre 1930, l'Angleterre elle-même, porte-parole du libre-échange, établit par l'Import Duties Act de mars 1932 un certain protectionnisme sur un grand nombre de produits. Suite au crash boursier, il se produit également des rapatriements de capitaux étrangers investis aux Etats-Unis vers les pays créanciers. En somme dans cette première période de la décennie le PNB réel a diminué de 30.5%, les prix de gros de 30.8% et les prix à la

<sup>303</sup> La référence aux études de Friedman & Schwartz et Bernanke dans Parker, Randall, "An Overview of the Great Depression", EH. Net Encyclopaedia, edited by Robert Whaples, March 2008 URL <http://eh.net/encyclopedia/an-overview-of-the-great-depression/>

<sup>304</sup> Christina D. Romer, Encyclopaedia Britannica, <https://www.britannica.com/event/Great-Depression>

<sup>305</sup> Gene Smiley, <https://www.econlib.org/library/Enc/GreatDepression.html>



consommation de 24.4%<sup>306</sup>. Pourtant les salaires horaires augmentent à cause de la politique menée par Hoover qui visait à utiliser la loi Hawley-Smoot pour soutenir les compagnies américaines afin qu'ils puissent maintenir leur niveau de salaire; la logique étant d'assurer l'activité économique et éviter les instances vécues durant la récession de 1920-21 où les salaires avaient baissé et l'économie avait souffert d'une baisse de consommation en général. Pourtant dans le cas des années 20, un plus grand nombre d'ouvriers avait pu retenir leurs postes alors qu'avec le niveau élevé des salaires des années 30 cela n'a pas été possible et le chômage a augmenté. Après 1931 les compagnies n'ont pas pu continuer cette politique de maintenance des salaires<sup>307</sup>.

Le budget fédéral qui était au surplus au début de la crise a rapidement détérioré et l'administration de Hoover a demandé une augmentation des taxes sur le revenu, ce qui n'a pas aidé remédier la crise et bien au contraire, la contraction du revenu disponible des foyers a causé une baisse de la demande.

Le développement de la crise avait en effet amené Hoover, à la suite de l'appel du président allemand Hindenburg, à proposer le 20 juin 1931 un moratoire de toutes les dettes intergouvernementales pendant un an. Une conférence financière internationale, réunie à Londres le 20 juillet, accepte la proposition du président américain. Mais le moratoire, lorsqu'il arrive à expiration, n'est pas prolongé. Le problème du remboursement des dettes de guerre se pose donc à nouveau et le moratoire ne produit pas l'effet désiré par les Etats-Unis<sup>308</sup>.

La politique du commerce international des Etats-Unis est traditionnellement protectionniste depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle où les gouvernements républicains sont au pouvoir. La politique du commerce avec la Chine nommée « Open-door » (la porte ouverte) consiste à gérer les intérêts des grandes puissances sur le marché chinois d'une manière équitable. Là il réside une situation paradoxale car les Etats-Unis appliquaient des tarifs préférentiels dans d'autres régions. Les Etats-Unis font exemple de ce paradoxe en employant ses tarifs douaniers dans les régions sous son contrôle comme à Hawaï ou à Puerto Rico et aux Philippines d'abord préférentiel puis le principe de commerce libre<sup>309</sup>.

---

<sup>306</sup> Ibid. Smiley

<sup>307</sup> Ibid., Parker

<sup>308</sup> Six pays seulement paient, mais pour la dernière fois et, pour plusieurs, d'une "manière symbolique". Seule la Finlande continue à rembourser sa dette. Yves-Henri Nouailhat, op.cit.

<sup>309</sup> Julius W. Pratt, **A History of United States Foreign Policy**, Prentice Hall, N.J., 1955, p.339

## **b) Le premier mandat de Franklin D. Roosevelt (1932-1936):L'économie**

### **« New Deal »: Une nouvelle donne**

En début de cette deuxième période des années de la crise, la situation économique générale est sombre: à peu près 13 millions des Américains sont sans travail, l'endettement conduit les gouvernements locaux et les chemins de fer à la faillite, les organismes de secours privés se désintègrent. Tout cela pèse sur le système bancaire et dans cette atmosphère, les électeurs préfèrent tourner vers les promesses de Roosevelt, notamment de la nouvelle donne ou de « New Deal ». En novembre 1932 Herbert Hoover perd les élections et le démocrate Franklin D. Roosevelt devient le président des Etats-Unis et se consacre aux réformes intérieures pour faire face à la crise. Par ce biais dans le domaine de la politique extérieure le comportement américain apparaît être sous l'influence des développements intérieurs.

Quand Roosevelt est arrivé au pouvoir, les vagues de faillites de banques contribuaient à l'approfondissement de la crise. Le président a décidé de fermer les banques et d'annoncer un « congé des banques » le 6 mars 1933 (qui ne se termina complètement que neuf jours plus tard). Il n'y a pas un consensus général parmi les économistes sur l'effet de cette décision à l'amélioration de la santé du système bancaire mais il est observable que la confiance a commencé peu à peu à être restaurée puis que les instances de faillites sont dorénavant diminuées.

L'autre initiative immédiate de Roosevelt, « New Deal », est une conséquence directe de la crise et prévoit une politique fiscale qui permet l'intervention gouvernementale pour assurer le développement de l'économie et la réduction du chômage. Pour gagner le soutien des isolationnistes à cette initiative notamment dans les régions de l'ouest du pays, l'administration de Roosevelt adopte les lois sur la neutralité ou « Neutrality Act »<sup>310</sup> en réponse à la montée des tensions dans le reste du monde. On peut dire que ces lois destinées à régler la conduite du commerce international servent à renforcer l'approche isolationniste qui existait déjà avant la crise. La crise d'Ethiopie qui se révèle comme une menace envers la paix en Europe a accéléré l'adoption de la loi de 1935 par le Congrès. La loi impose un embargo général sur le commerce des armes et des matériaux de guerre avec toutes

---

<sup>310</sup>Peter Trubowitz, **Defining the National Interest**, University of Chicago Press, 1998, p. 120

les parties en guerre<sup>311</sup>. Il faut noter la déclaration par Roosevelt le 5 octobre 1935 qui dit « le risque est aux citoyens américains eux-mêmes s'ils s'engagent au commerce avec les parties belligérants »<sup>312</sup>. Les Etats-Unis, avec cette décision, a remplacé leur politique traditionnelle de garantir « la liberté des mers » afin d'éviter le risque d'entrer en conflit armé<sup>313</sup>.

« New Deal » consistait à plusieurs programmes dans différents domaines de l'économie pour créer une force motrice et pour rétablir un sentiment général moins désespéré. Dans ce sens Agricultural Adjustment Act (AAA) et le National Recovery Administration (NRA) étaient destinés à réduire la production et à augmenter les salaires et les prix. Mais les résultats n'ont pas été comme envisagés. AAA a donné des paiements aux agriculteurs dont les propriétaires ont profité alors que les sommes ne sont pas transférées aux fermiers locataires. Le gouvernement fédéral a aussi essayé d'acheter la récolte pour élever les prix. NRA prévoyait une codification pour déterminer le niveau de production et d'investissement, une tentative de standardisation des pratiques des entreprises et leurs coûts. Tout le système était censé à augmenter les prix et à réduire la production. Les codes sont entrés en vigueur dès l'automne 1933. Il y a eu des difficultés considérables dans cette pratique et certaines entreprises de petite taille n'ont pas voulu appliquer les codes. NRA a eu un effet ralentissant sur l'activité économique. La cour suprême a déclaré le NRA et AAA non-constitutionnelle en mai 1935 et janvier 1936 respectivement. Avec la fin de NRA la production industrielle américaine a réjoui d'une augmentation jusqu'à la nouvelle vague de récession. Work Progress Administration (WPA) a de sa part recruté des ouvriers pour travailler aux projets de construction du gouvernement. Civil Works Administration (CWA), Civilian Conservation Corps (CCC), Tennessee Valley Authority (TVA), Public Works Administration (PWA) et Federal Emergency Relief Administration (FERA) ont offert du travail aux chômeurs et des subventions aux Etats.

Le 12 juin 1933, la conférence de Londres réunit 66 pays avec l'objectif de remettre en marche l'économie mondiale. Le secrétaire d'Etat de l'administration américaine, Cordell Hull et son comité y ont essayé en vain de faire des accords mutuels de commerce. La France de sa part propose le retour immédiat à un taux de

---

<sup>311</sup>Samuel Flagg Bemis, **A Short History of American Foreign Policy and Diplomacy**, Holt, Rinehart and Winston, USA, 1959, p. 446

<sup>312</sup>Ibid., Flagg Bemis, p. 447

<sup>313</sup>Ibid., Flagg Bemis, p. 447

change fixe fondé sur l'*étalon-or* (selon ce principe, toutes les monnaies sont échangeables contre une quantité d'or prédéterminée). Mais Roosevelt qui n'a pas voulu céder son indépendance de la politique monétaire par le biais d'un engagement international cause l'échec de la conférence qui se clôt le 27 juillet 1933 suite à son message transmis par son Secrétaire d'État Hull, qui rappelle l'opposition américaine à un accord de stabilisation des taux de change. De plus avec l'adoption de Johnson Act en 1934 les Etats-Unis décident de ne plus accorder de crédit aux pays qui ne respectent pas leurs dettes antérieures. Cette attitude américaine aggrave la situation fragile au niveau internationale.

En 1933 on observe un départ fondamental de la politique monétaire du président Hoover. Les Etats-Unis quittent l'étalon d'or le 5 juin 1933. D'autre part une politique monétaire expansionniste est adoptée. Ces deux changements de stratégies ont donné lieu à une augmentation de la base monétaire des Etats-Unis de 52% entre 1933-1937. Cela a contribué à la hausse de la demande<sup>314</sup>.

Un autre changement de politique apparaît dans le domaine du commerce extérieur. Malgré l'échec de la Conférence de Londres et le protectionnisme renforcé depuis le tarif Hawley-Smoot de juin 1930, le Congrès accepte de donner au président l'autorisation d'abaisser les droits de douane jusqu'à concurrence de 50% en faveur des Etats qui accorderaient des avantages équivalents (loi sur les accords commerciaux de 12 juin 1934). Des accords de réciprocité furent ainsi signés avec une vingtaine de nations, notamment avec plusieurs Etats de l'Amérique latine, mais aussi avec le Canada, la Grande-Bretagne et la France. Environ 35% du commerce total des Etats-Unis sont concernés par ces accords. Il s'ensuivit un sérieux

---

<sup>314</sup>Les études qui contrastent les effets de la politique fiscale et de la politique monétaire, notamment de New Deal et de l'expansion monétaire respectivement, sont abondantes. Des économistes comme Milton Friedman et Barry Eichengreen voient les mesures de la politique monétaire à la racine de la reprise économique. L'effet de l'intervention gouvernementale caractérisée dans la politique fiscale est beaucoup contestée (Romer) et l'effet des programmes de New Deal sur le sentiment des consommateurs et des investisseurs est une question ouverte. L'intervention gouvernementale a eu un effet psychologique jugé par certains auteurs comme « positif » et d'autres « négatif ». Par exemple l'historien Robert Higgs trouve que les décisions de l'administration ont donné lieu à une incertitude de régime. D'après lui les entrepreneurs ont commencé, suivant les mesures gouvernementaux et le haut degré d'intervention, à se douter si leur droit de propriété sera protégé, ce qui a causé un frein aux investissements pour plus longtemps. Eichengreen démontre que relativement à la grandeur de l'économie on peut dire que les programmes de dépenses gouvernementaux initiés par le New Deal ont peu d'effet direct expansionniste sur l'économie.

redressement du commerce extérieur qui augmente d'environ 50%<sup>315</sup>. La clause de la nation la plus favorisée entre en vigueur<sup>316</sup>.

### **c) Le deuxième mandat de Franklin D. Roosevelt (1936-1940): L'économie**

#### *Encore un pas*

Après sa réélection en 1936 le président Roosevelt et l'administration démocrate ont fait face à un deuxième approfondissement de la crise malgré l'amélioration relative des dernières années. Nouvelles tendances à la politique extérieure qui annonçaient un départ de l'isolationnisme ont donné lieu encore une fois à la prudence et les lois de neutralités ont demeuré en place.

Dans cette période les lois de neutralités destinées à maintenir les Etats-Unis en dehors des conflits est allégé par le principe de Cash-and-Carry. En 1936 la clause est introduite seulement pour les produits qui ne serviraient pas les efforts de guerre, ce qui donne quand-même la possibilité au commerce international<sup>317</sup>. Plus tard, lorsque Roosevelt apprend l'attaque de l'Allemagne en Pologne puis la déclaration de guerre franco-anglaise à l'Allemagne, convoque le Congrès en session spéciale le 21 septembre 1939 pour lui demander de réviser la législation sur la neutralité. L'embargo sur les armes est levé, à condition que les belligérants en prennent livraison, les paient comptant ou avec un crédit de trois mois et qu'ils en assurent le transport. Des zones de guerre devaient être délimitées, dans lesquelles ne devaient pénétrer ni navires ni citoyens américains. Avec cette clause, même si les Etats-Unis réaffirmaient leur intention de rester neutre en cas de conflit, avaient fait un pas important en faveur des Alliés. Il faut noter que les délais de livraison des commandes européennes sont longs comme le réarmement américain absorbe une partie de la production<sup>318</sup>.

Dans la première moitié de l'année 1937 le CIO - Congress of Industrial Organizations (le congrès des organisations industrielles) qui a réussi la

<sup>315</sup>Ibid., Yves-Henri Nouailhat

<sup>316</sup>La clause de la nation la plus favorisée est la stipulation d'un traité par laquelle un Etat confère à un autre Etat les avantages qu'il a déjà accordés ou qu'il viendrait accorder à tout autre Etat. Ref. Hague Academy of International Law, Martinus Nijhoff Publishers, Dec 31, 1971

<sup>317</sup>Ibid., Jerald A Combs, p. 151

<sup>318</sup>Ibid., Combs

reconnaissance des syndicats par plusieurs grandes entreprises. Les salaires ont été renégociés et par conséquent le prix du travail a augmenté. Les nouvelles taxes de sécurité sociale ont fait aussi augmenter le prix du travail. D'autre part Roosevelt a aussi instauré une taxe sur le profit non-distribué des entreprises en espérant cela va provoquer une distribution des dividendes. Mais certaines entreprises ont répondu en augmentant les salaires au lieu de payer une plus grande partie de leur revenu non-distribué comme taxe. Ces trois mesures ont contribué à l'augmentation des coûts sans une augmentation de la demande ou de la consommation parallèle. Face à la hausse des coûts les entreprises ont diminué la production ou licencié leurs ouvriers en réponse.

La politique monétaire a aussi contribué à la récession de 1937-1938. Comme une mesure contre une éventuelle panique bancaire les réserves obligatoires des banques ont été doublées. Cela a donné lieu à une contraction du stock monétaire. En juin 1937 le rétablissement économique était renversé. Le prix du travail et la contraction monétaire ont causé le ralentissement économique. Même si le rétablissement a commencé en 1938 il a été lent et le taux de chômage moyen est apparu 19.1 % en 1938 comparé au moyen de 1937 qui est le 14.3 %<sup>319</sup>.

Les Etats-Unis s'appuyant sur le traité de commerce signé avec le Japon en 1911 ont continué à vendre des produits stratégiques au Japon. Le Japon a utilisé les combustibles et le fer qu'il a acheté des Etats-Unis pour équiper sa flotte aérienne et navale grandissante. Le fait que les Etats-Unis ne reconnaissent pas ouvertement la situation de guerre entre la Chine et le Japon a permis de continuer le commerce. Le secrétaire d'Etat Hull a convoqué l'annulation du traité de commerce en 1939. Le traité a pris fin 6 mois après et le conflit avec le Japon a atteint son apogée avec l'attaque de Pearl Harbor en 1941.

Durant la deuxième guerre mondiale la loi de Lend-and-Lease de 1941 a permis les pays qui se défendent contre les agresseurs de bénéficier du crédit Américain<sup>320</sup>. La crainte d'assurer la sécurité des Etats-Unis commençait à peser plus lourd que la sensibilité continue au sujet des dettes dans la période qui a suivi le choc boursier. Les lois de neutralité de 1935-1939 prohibaient l'accord de crédit aux belligérants. Cette clause a été changée en 1942 d'une manière à ce qu'elle ne

---

<sup>319</sup>Ibid., Smiley

<sup>320</sup>Ibid., Flagg Bemis, p. 446

s'applique plus lorsque les Etats-Unis entre en conflit armée. Des prêts non remboursés accordés à la suite de cette loi ont atteint 50 milliards de dollar<sup>321</sup>.

## **2) La crise des années 1970 et les chocs pétroliers: L'hégémonie en déclin? L'économie durant les années 1970**

Dans cette sous-partie de notre étude, l'objet principal sera les années 1970, du point de vue de l'économie et de la politique extérieure américaine. On va examiner les conséquences de l'environnement économique qui a mené à l'abandon du système de Bretton Woods et à la crise économique dite la plus grande récession depuis la crise de 1929<sup>322</sup>. La même décennie, sur le plan politique, coïncide avec "la détente" entre les deux grandes puissances.

On va faire un bilan des variables économiques qui démontrent l'état de crise et on va voir les grandes lignes de l'action de l'administration américaine envers la crise. En suite, pour discerner les répercussions de la crise dans le domaine international, on va élaborer les changements et continuités dans l'attitude des Etats-Unis au niveau de la politique internationale. Pour cela on va aborder les trois termes de présidence notamment de Richard Nixon entre 1969-1974, de Gerald Ford entre 1974-1977 et de Jimmy Carter entre 1977-1981 et regarder de près l'économie américaine et la politique extérieure dans ces trois sous-périodes. Pour parvenir à ce stade, on devra faire un retour en arrière et jeter un regard sur le système économique international suivant la deuxième guerre mondiale et la politique extérieure américaine durant la Guerre Froide, notamment dans la décennie qui précède les années 1970.

**Tableau II.2 Les choix politiques aux Etats-Unis pendant la crise des années 1970:**

<b>Présidence</b>	<b>1969-74</b> <b>Richard Nixon</b>	<b>1974-77</b> <b>Gerald Ford</b>	<b>1977-81</b> <b>Jimmy Carter</b>
<b>Parti au pouvoir</b>	Républicain	Républicain	Démocrate
<b>Environnement économique</b>	Début de la crise	Le fond et le rétablissement	Reprise de la crise

<sup>321</sup>Ibid., Flagg Bemis, p.483

<sup>322</sup>David Ryan, *US Foreign Policy in World History*, Routledge, New York, 2000, p. 164

			relatif	
<b>Choix Politiques</b>	<b>Politique intérieure</b>	Caractérisée par les efforts pour rétablir la stabilité économique	Crise de confiance: la guerre de Vietnam et le scandale Watergate	Rétablissement de la crédibilité de la Maison Blanche
	<b>Economie</b>	-Contrôle fiscal -Politique monétaire restrictive -La réglementation économique -« New economic policy » et fin du système d'échange de Bretton Woods -Accord Smithsonian -Tendance au protectionnisme	-Lutte contre l'inflation -La déréglementation économique	- Lutte contre le chômage - Réductions d'impôt et stimulation fiscale - Relaxation monétaire -Réduction des dépenses militaires
	<b>Politique extérieure</b>	- Détente avec l'URSS -Rapprochement avec la Chine -Doctrines Nixon: reconnaissance des limites -Operations de CIA -Le remplacement de la circonscription par une armée de volontaires	-Détente avec l'URSS -Retrait de Vietnam -Relations avec la Chine -Les accords d'Helsinki	-Traité du Canal de Panama - Accords de Camp David -Reconnaissance de la Chine

### a) Le mandat du président Richard Nixon (1969-1974): L'économie

#### *Bye bye Bretton Woods*

Richard Nixon et son conseiller de sécurité nationale Henry Kissinger, une politologue diplômé de Harvard a articulé la base théorique de la politique étrangère



du gouvernement. L'administration de Nixon a instauré une nouvelle stratégie pour endiguer l'Union Soviétique. Le but était d'assurer l'engagement diplomatique de l'Union Soviétique à la détente. La détente consistait à explorer des moyens de coopération tout en étant conscient que la relation des deux super puissances resterait concurrentielle. Les deux parties pourraient bénéficier du commerce des biens non-stratégiques, éviter les conflits du tiers-monde à escalader vers une crise entre les deux super puissances et limiter la course aux armes nucléaires<sup>323</sup>. Cette stratégie visait à transformer l'Union Soviétique à une puissance de statu quo par le biais de ses relations avec les pays non-communistes. L'autre changement de stratégie (shift) était de faire un pas vers un équilibre multipolaire au lieu d'un équilibre bipolaire. L'économie européenne s'était améliorée et le continent s'appropriait l'unification. Le Japon de son côté était devenu une puissance économique. De plus la Chine émergeait comme un pays indépendant et puissant. L'administration Nixon a établi les relations avec la Chine, un départ décisif de la stratégie antérieure où la Chine communiste était exclue des démarches coopératives<sup>324</sup>. Les Etats-Unis cherchaient à établir des liens avec l'union Soviétique et la Chine, les deux grandes puissances communistes, afin de pouvoir utiliser la diplomatie comme moyen d'équilibrer l'un contre l'autre. La doctrine Nixon est vue comme une démarche à faire l'endiguement moins coûteux<sup>325</sup>. Annoncé par le président des États-Unis Richard Nixon en 1969, selon lequel les États-Unis appuieraient désormais les alliés confrontés à des menaces militaires avec une aide économique et militaire plutôt qu'avec des troupes au sol. Il a été annoncé au cours de la guerre du Vietnam (1954-1975), au début d'une tournée mondiale par Nixon, dans une discussion informelle avec des journalistes sur l'île de Guam. Nixon a déclaré que les États-Unis ne pouvaient plus se permettre de défendre pleinement leurs alliés. Il a ajouté que, bien que les États-Unis continuent à respecter toutes leurs obligations conventionnelles, ils s'attendraient à ce que leurs alliés contribuent de manière significative à leur propre défense.

Avant de nous lancer dans l'économie des années 1970, il vaut mieux faire un pas en arrière et nous retrouver dans l'après-guerre où le système économique international est restauré. Cela permettra de mieux aborder les politiques

---

<sup>323</sup>Patrick Callahan, **Logics of American Foreign Policy: Theories of America's World Role**, Pearson Education Inc., 2004 p. 45

<sup>324</sup>Ibid. p. 46

<sup>325</sup>Ibid. p. 46

économiques de Nixon et le système de Bretton Woods qu'il a altéré fondamentalement.

***Le système de Bretton Woods:***

Dans la période après guerre, l'Etat-providence (welfare state) émerge de l'époque de la grande dépression ce qui a amené la popularité des contributions de l'école de pensée Keynésienne, qui prescrit l'intervention gouvernementale pour maintenir un niveau d'emploi adéquat<sup>326</sup>. L'Etat a pris la responsabilité pour le bien-être économique de ses citoyens. L'emploi, la stabilité et la croissance sont devenus des sujets importants de la sphère de l'administration publique<sup>327</sup>.

Les Etats-Unis se sont retrouvés dans la meilleure condition économique après la deuxième guerre mondiale. Suivant l'expansion et la croissance économique parallèle à la guerre, ce pays est devenu la première puissance industrielle et financière<sup>328</sup>. Pendant la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis ont fait beaucoup de progrès en termes de design de nouveaux produits, de nouveaux matériaux et de technologies qui n'existaient pas dans d'autres pays<sup>329</sup>. Avant la deuxième guerre mondiale, sa part dans les exportations globales n'était pas plus que 10% mais après la guerre c'était 22% et sa part dans l'exportation industrielle 27%. Simultanément les Etats-Unis sont devenus le premier exportateur de capital<sup>330</sup>. Par conséquent les Etats-Unis ont commencé à consacrer plus d'attention au marché mondial avec l'objectif de le régler. La conception américaine consistait à reformer les relations économiques internationales afin de prévenir un retour à la période d'entre deux guerres où l'inflation et la dévaluation des monnaies nationales ont entraîné un chaos dans les échanges internationaux. Mais là, il faut aussi noter une nuance dans le rôle que les Etats-Unis ont préféré jouer. Les Etats-Unis ont envisagé un système où chaque pays allait prendre la responsabilité de maintenir l'équilibre de ses paiements<sup>331</sup>. Donc les Etats-Unis ont refusé la conception de l'économiste britannique J. M. Keynes qui a proposé que les Etats-Unis devraient être en charge

---

<sup>326</sup> Joan Edelman Spero, Jeffrey A. Hart, *The Politics of International Economic Relations*, 5<sup>th</sup> Edition, 1997, St Martin's Press p.2

<sup>327</sup> Ibid., Spero, Hart

<sup>328</sup> Pawel Bozyk, *Globalization and the Transformation of Foreign Economic Policy*, Abingdon, Oxon, GBR: Ashgate Publishing Group, 2006. ProQuest ebrary. Web. 22 October 2015, p. 147-184

<sup>329</sup> Ibid., Bozyk

<sup>330</sup> Ibid.

<sup>331</sup> Ibid.

de déficits d'équilibre des paiements des pays dont les importations sont moins que les exportations suivant la deuxième guerre mondiale. D'après Keynes il devrait y avoir un accès libre de ces pays au marché américain, ce qui permettrait ces pays d'accélérer leurs exportations<sup>332</sup>. Mais les Etats-Unis n'ont pas suivi cette voie de libérer l'accès à son marché et a développé une approche plus compréhensive de commerce mondial. L'objectif des Etats-Unis étaient d'établir un nouveau système de paiements internationaux pour éviter les "dépréciations concurrentielles des taux d'échange" des années 1930<sup>333</sup> et parallèlement à ça une nouvelle réglementation du commerce international pour promouvoir le libre échange non discriminatoire des produits et de services<sup>334</sup>. En 1944, la première étape de cette approche double qui se caractérise par les accords de Bretton Woods a codifié le système monétaire international envisagé par les Etats-Unis. Le Fond Monétaire International (le FMI) et la Banque pour la Reconstruction et le Développement (la Banque Mondiale) étaient fondés. A partir de la fin des années 1940 jusqu'au début des années 1970, un système de taux d'échange fixe mais ajustable était en place. La deuxième étape de l'approche des Etats-Unis, s'est caractérisée par GATT, General Agreement on Tariffs and Trade. L'idée initiale de Bretton Woods, le mouvement libre de capitaux et la convertibilité des monnaies n'ont pas vu le jour jusqu'à la fin des années 1950. Malgré tout, pour à peu près deux décennies, cette ordre, aussi appelé "le régime de Bretton Woods", était capable de contenir les conflits et de parvenir les objectifs partagés des Etats qui l'ont établi. Il y a trois principes fondamentales politiques du système de Bretton Woods: 1- la concentration de la puissance dans les mains d'un nombre limité des pays 2- l'existence des intérêts importants communs à ces pays 3- la présence d'une puissance dominante capable et volontaire d'agir comme leader<sup>335</sup>. Quarante-quatre pays étaient représentés à Bretton Woods, New Hampshire pour envisager le nouveau système monétaire international susceptible de favoriser la reconstruction et la croissance d'après-guerre<sup>336</sup>; l'U.R.S.S., sollicitée, ne participera qu'aux travaux préparatoires mais non à la conférence elle-même; quant à la France,

---

<sup>332</sup> Ibid.

<sup>333</sup> Seldon, Anthony, and Graham, Andrew, eds. **Government & Economies in the Postwar World: Economic Policies & Comparative Performance 1945-85**. Florence, KY, USA: Routledge, 1991. ProQuest ebrary. Web. 22 October 2015, Ch.2 Kathleen Burk, *The International Environment*, p. 9-30

<sup>334</sup> Ibid., Seldon & Graham, p. 9-30

<sup>335</sup> Joan Edelman Spero, Jeffrey A. Hart, **The Politics of International Economic Relations**, 5<sup>th</sup> Edition, 1997, St Martin's Press p.1

<sup>336</sup> Christian Aubin et Philippe Norel, **Economie internationale: Faits, théories et politiques**, Editions du Seuil, Mars 2000, p. 251

elle sera représentée, au titre du Comité français de libération nationale, le gouvernement provisoire du général de Gaulle, par une commission dirigée par son commissaire aux Finances<sup>337</sup>.

La concentration de la puissance politique et économique des pays développés de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest leur a permis de dominer le système naissant. Ils n'ont pas été opposés par les pays communistes de l'Europe de l'Est et de l'Asie, y compris l'URSS, qui étaient isolés du reste de l'économie mondiale dans leur système économique séparé. Même si les pays moins développés étaient intégrés dans l'économie mondiale ils n'avaient pas de voix dans la gestion à cause de leur faiblesse économique et politique. Le Japon, affaibli par la guerre et manquant le niveau de développement et la puissance politique de l'Amérique du Nord et de l'Europe de l'Ouest, est resté à l'écart de la gestion pour la plupart de l'ère de Bretton Woods. La concentration de la puissance a facilité la gestion du système économique en réduisant le nombre d'acteurs nécessaires pour établir les règles et les procédures d'exécution du système décidé.

Les accords de Bretton Woods non seulement ont instauré un système monétaire international avec des taux d'échange fixe mais aussi ont établi le dollar comme la monnaie clé contre laquelle toutes les autres unités monétaires seraient calculées. A Bretton Woods, la référence directe à l'or est abandonnée suivant tout d'abord la nouvelle approche des économistes à la confiance générale dans une monnaie. Le stock d'or comme gage de la monnaie est par définition limitée<sup>338</sup> par contre la production semble illimitée. Ce qui fonde la confiance dans une monnaie n'est pas l'existence d'un stock métallique, mais plutôt la production que cette monnaie permet d'acheter, son pouvoir d'achat. Donc cette nouvelle approche, a désormais remplacé le pouvoir d'achat de la monnaie avec le stock métallique dans la pensée économique. Les Etats-Unis, vainqueurs de la guerre, suivant la logique ci-dessus, ont imposé le dollar comme référence, le dollar étant lui-même convertible à l'or. Parallèlement, on doit aussi compter les problèmes d'avant-guerre vis-à-vis l'étalon-or et le privilège de deux grands producteurs de l'or, notamment l'U.R.S.S. et l'Afrique du Sud comme deux autres arrières pensées qui ont incité l'abandon de l'étalon-or.

<sup>337</sup> <http://www.universalis.fr/encyclopedie/conference-de-bretton-woods/> consulté le 12 Octobre 2015

<sup>338</sup> « Pour pouvoir lier la monnaie et le pouvoir d'achat à l'absence d'une référence comme l'or;

**Keynes** propose (à Bretton Woods) de créer une monnaie « mondiale » ou le « bancor » qui servirait dans les règlements officiels et qui serait précisément émise en fonction de la croissance. Cette proposition n'est pas retenue. » dans Aubin et Norel, p. 252

L'ancrage théorique du système résidait dans le lien entre le dollar et l'or, à un prix fixe de 35 dollars par once<sup>339</sup>. Les monnaies nationales se sont échangées sous une parité fixe vis-à-vis le dollar et leurs valeurs entre elles sont fixées aussi. Le dollar était donc la monnaie réserve du système. Cette prééminence accordée au dollar symbolise la reconnaissance du rapport de forces, les Etats-Unis ayant la seule économie encore debout et dominant la scène internationale<sup>340</sup>. Pourtant là, il réside une asymétrie: une monnaie nationale comme référence internationale paraîtra souvent problématique et comme on verra plus tard, les problèmes parviendront à leur sommet dans la décennie 1970.

Pour l'économie internationale, les pays développés ont favorisé un système libéral basé sur le marché libre avec un minimum de limitations / barrières contre le flux du commerce et du capital privé<sup>341</sup>. L'expérience des années 1930 ou la prolifération des contrôles sur le taux d'échange et les barrières sur le commerce amenant le désastre économique était dans les pensées<sup>342</sup>. Même si l'exécution était source de désaccords, il y avait le consensus sur l'idée d'un système ouvert maximiserait le bien-être<sup>343</sup>. A côté de ses rôles de monnaie clé et de monnaie réserve, le dollar était aussi le moyen de transaction principal du commerce mondial. Le flux vaste de l'aide américaine de l'après-guerre a permis à rétablir l'économie européenne. Les banques centrales des Etats en Europe ont tenu une grande partie de leurs réserves en dollar, qui rapportaient des gains d'intérêt. Ainsi, la demande pour le dollar a augmenté avec le volume du commerce et des entreprises internationaux. Comme les régulations empêchaient les emprunts dans le marché monétaire américain, un marché de dollar s'est développé en Europe. A la fin des années 1960, ce marché "Eurodollar" attirait des fonds de plus grande quantité comparé aux réserves monétaires internationales des banques centrales des Etats y compris les Etats-Unis<sup>344</sup>. Ce marché, appelé aussi le marché de "euro-monnaie" ou "euro-devise" était une autre source d'intégration financière de la période. L'euro-monnaie est une monnaie nationale –comme le dollar, le mark, le franc, le pound ou le yen-

---

<sup>339</sup>David P. Calleo, "Since 1961, American Power in A New World Economy", dans **Economics and World Power: An Assessment of American Diplomacy Since 1789**, ed. William H. Becker et Samuel F. Wells, Jr, Columbia University Press, New York, 1984, pp. 410-411

<sup>340</sup>Ibid., Aubin et Norel, p. 252

<sup>341</sup>Ibid., Spero, Hart p. 2

<sup>342</sup>Ibid.

<sup>343</sup>Ibid.

gardé et échangé en dehors de son pays, notamment en Europe<sup>345</sup>. Par exemple les branches des banques étrangères à Londres acceptent des dépôts en dollar et prêtent ces dépôts en dollars<sup>346</sup>. Le marché d'euro-monnaie s'est développé à partir des années 1950, notamment en Eurodollars et a grandi d'une proportion énorme dans les années 1960 et 1970, atteignant à peu près 1 trillion de dollars en 1978 (figure 2-2 Spero p.17)<sup>347</sup>. Le marché s'est propagé puisqu'il n'était pas sous contrôle des régulations étatiques ni des limitations des marchés locaux<sup>348</sup>. Cela a permis d'établir des taux d'intérêt concurrentiels qui ont attiré de larges sommes<sup>349</sup>. Comme le marché euro-monnaie ou eurodollar consistait principalement de l'argent à court terme, les fonds de ce marché étaient très mobile et très volatile<sup>350</sup>. La croissance d'échange des équités a fait la finance internationale un véritable marché global.

Les années 1950-1973 étaient l'âge d'or de la prospérité sans précédent. Le PIB (GDP) per capita mondial a augmenté de 2.9% par an (triplant le moyen de la période 1913-1950). Le PIB mondial a augmenté 4.9% par an et les exportations mondiales de 7%. Le PIB per capita (GDP per capita) a augmenté plus vite que dans les périodes précédentes. Ce dynamisme peut être observé dans toutes les régions mais l'accélération était la plus grande en Europe et en Asie<sup>351</sup>. Il y avait plusieurs raisons de ce résultat spectaculaire. Premièrement les économies occidentales ont créé un ordre international avec des institutions pour assurer la coopération qui manquait avant (Fond Monétaire Internationale FMI - 1944, Banque Mondiale BM – 1944, Organisation Européenne de Coopération Economique OECE - 1948, Organisation de la Coopération et du Développement Economique OCDE - 1961). La dualité occident-orient a partir de 1948 qui se caractérise par la guerre froide et la géographie contrôlée par l'idéologie communiste a renforcé l'harmonie des intérêts parmi les économies capitalistes et les disputes des années avant guerre sont évitées. Les Etats-Unis ont joué leur rôle de leader d'une façon responsable et généreuse, en procurant un flux substantiel d'aide l'Europe justement quand c'était nécessaire.

Pour longtemps, les Etats-Unis étaient le seul pays qui était indépendant dans son économie nationale concernant la position internationale du dollar pour l'intégration

---

<sup>345</sup> Ibid., Spero, Hart p. 17

<sup>346</sup> Ibid.

<sup>347</sup> Ibid.

<sup>348</sup> Ibid.

<sup>349</sup> Ibid.

<sup>350</sup> Ibid.

<sup>351</sup> Angus Maddison, **Monitoring the World Economy 1820-1992**, Development Centre Studies, OECD, 1995, p. 73

financière. Le flux de capitaux avait moins d'effet sur l'économie américaine vaste comparé à l'économie européenne et japonaise modestes. En plus, quand les autres pays absorbaient le flux du dollar, les Etats-Unis n'étaient pas en position de prendre des précautions afin de balancer les comptes internationales<sup>352</sup>. Les Etats-Unis sont devenus le premier exportateur mondial, en 1948, qui réalisait le 23% des exportations mondiales<sup>353</sup>. En plus chaque année le pays a enregistré un surplus de balance de commerce (trade account surplus) vis-à-vis l'Europe de l'Ouest et le reste du monde<sup>354</sup>. En Europe de l'Ouest cela a aboutit à un manque (*shortage*) de dollars ce qui a incité les Etats-Unis à procurer de l'assistance / soutien de crédit et à procurer des livraisons de produits gratuits d'une valeur de 16.4 milliards de dollars<sup>355</sup>. En 1948, le programme spécial d'aide économique pour l'Europe- European recovery programme- qui est aussi nommé Marshall Plan a été inauguré. Non seulement l'Europe de l'Ouest mais le Japon, le Moyen Orient et quelques autres pays ont profité de l'aide américaine. Le montant total de l'aide entre 1946 et 1953 comptait 42 milliards de dollars. Cela, avec l'exportation de la capitale d'investissement privé augmente à 50 milliards de dollars, qui servaient à couvrir le déficit mondial du dollar envers les Etats-Unis. Cette solution était aussi avantageuse pour les Etats-Unis car la transformation de l'industrie de l'armement à la production civile après la deuxième guerre mondiale a mené à un surplus de commodité que le marché américaine ne pouvait pas absorber. Les Etats-Unis voulaient donc la plus rapide reconstruction des autres pays pour qu'ils puissent surmonter le manque de dollar<sup>356</sup>. Par conséquent dans les années 1960, les Etats-Unis étaient capable de s'appuyer sur des mesures spéciales de balance de paiements et éviter une politique restrictive monétaire et fiscale<sup>357</sup>. Malgré tout le temps va prouver que les Etats-Unis étaient limités par le système monétaire international.

A la fin des années 1960, le dollar était surévalué d'une part à cause des dépenses pour la guerre de Vietnam et d'autre part les autres pays ont changé leur taux d'échange pour refléter l'inflation même si la valeur du dollar n'est pas altérée. Le dollar surévalué a contribué à des sorties de larges investissements, à une diminution

---

<sup>352</sup> Ibid., Spero, Hart, p.18

<sup>353</sup> Bozyk, Pawel, op. cit., p.147-184

<sup>354</sup> Ibid.

<sup>355</sup> Ibid.

<sup>356</sup> Ibid.

<sup>357</sup> Spero, Hart, op. cit.

des exportations et une augmentation des importations (figure 2-3) qui ont eu un effet adverse sur la performance économique domestique<sup>358</sup>.

Simultanément, l'intégration financière qui prenait place était aussi le résultat de l'internationalisation de la production. Les compagnies multinationales qui contrôlaient de sommes larges d'actifs liquides, sont devenues aptes de déplacer leur capital de pays en pays, pour profiter de l'avantage des écarts de taux d'intérêt ou des ajustements attendus de taux d'échange. Dans les années 1960 et 1970, lorsque les crises se sont multipliées et les risques ont augmenté, le mouvement de ce type de capital est devenu une partie importante de la gestion financière.

L'intégration financière était aussi liée avec les politiques économiques nationales et surtout avec la politique monétaire nationale. Les taux d'intérêt par exemple n'étaient plus suffisants pour gérer le système économique national. Les taux d'intérêt bas, utilisés pour stimuler l'économie, peut causer un flux extérieur de la capitale vers des pays avec plus de gains d'intérêt. Par contre, les taux d'intérêt élevés visant réduire l'inflation peuvent être défaits par le l'influx de capital précisément attiré par le même taux d'intérêt. En Avril et Mai 1971 par exemple, une baisse des taux d'intérêt aux Etats-Unis a causé une sortie du capital des Etats-Unis.

Quand on arrive aux années 1960 et 1970, on doit aussi noter que les Etats-Unis ont perdu au fur et à mesure son avantage vis-à-vis le Japon et l'Europe de l'ouest<sup>359</sup>. La croissance de sa PIB était plus basse en comparaison avec ces pays. Par conséquent la proportion des Etats-Unis dans la production et l'économie mondiale a régressé (de 40% en 1950 à 30% en 1970)<sup>360</sup>. La part des Etats-Unis dans l'exportation mondiale a aussi diminué de 16% en 1950 à 14% en 1970. De plus les Etats-Unis se sont retrouvés dans une situation désavantageuse de paiements envers les autres pays<sup>361</sup>. La confiance en dollar était en question et la demande pour l'or a augmenté. Ce qui a causé le déclin des réserves en or des Etats-Unis de un tiers. Cela impliquait des mesures telles que le FMI imposait sur d'autres pays. Des impôts, une politique monétaire restrictive, des contrôles sur l'importation, ont eu un effet négatif sur la croissance. Mais cela n'a pas pu arrêter les tendances négatives de l'équilibre

---

<sup>358</sup> Ibid., Spero, Hart, p.16-18, pour les analyses et les données dans la page 128 et 131

<sup>359</sup> Ibid., Bozyk, Pawel, p.147-184

<sup>360</sup> Ibid.

<sup>361</sup> Ibid.



de paiements qui était d'autant plus aggravé par l'évasion du capital américain en étranger<sup>362</sup>.

Les Etats-Unis ont aussi contribué à la coopération et aux politiques de commerce libéral. Jusqu'aux années 1970, ils ont aussi assuré la stabilité internationale monétaire. Il y avait une expansion énorme du commerce dans les pays avancés capitalistes ce qui a transmis une influence dynamique dans l'économie mondiale<sup>363</sup>. Le tableau II.3 (de Maddison) montre l'accélération spectaculaire du commerce international qui a accompagné le nouvel ordre libéral.

**Tableau II.3: La mondialisation: la croissance comparée en volume du commerce mondial et la production, entre 1500-2001 (les taux de croissance annuels moyens composés)**

	<b>Commerce Mondial <u>1</u></b>	<b>Production Mondial <u>2</u></b>	<b><u>1/2</u></b>
<b>1500-1820</b>	0.96	0.32	3.0
<b>1820-1870</b>	4.18	0.93	4.5
<b>1870-1913</b>	3.40	2.11	1.6
<b>1913-1950</b>	0.90	1.82	0.5
<b>1950-1973</b>	<b>7.88</b>	<b>4.90</b>	<b>1.6</b>
<b>1973-2001</b>	5.22	3.05	1.7
<b>1820-2001</b>	3.93	2.22	1.8

Source: Angus Maddison, **Growth and Interaction in the World Economy: The Roots of Modernity**, The AEI Press, Washington D.C., 2001

Durant cet âge d'or entre 1950 et 1973, les pays d'Europe occidentale ont eu une croissance de productivité du travail (labor productivity growth) qui concurrençait les Etats-Unis. En 1950, leur productivité moyenne était la moitié du niveau des Etats-Unis mais en 1973, ils sont parvenus à acquérir la technologie nécessaire et ont continué dans cette voie après 1973 aussi. Les gains proportionnels au Japon étaient encore plus spectaculaires, même si le niveau de productivité japonais était encore derrière l'Europe. En 1969 le déclin relatif des moyens des Américains était déjà

<sup>362</sup> Ibid., Bozyk, p.147-184

<sup>363</sup> Maddison, op. cit.

évident. Encore 3% dans les années 1960, le taux annuel de croissance de la productivité n'était plus que de 1,5% dans la décennie suivante<sup>364</sup>.

Le déficit des paiements américain qui perdurait depuis les années 1950 a continué tout au long des années 1960. Même si la demande pour le dollar était en hausse, la vitesse avec laquelle Etats-Unis augmentaient l'offre semblait excessive. En 1965, le General de Gaulle a critiqué les Etats-Unis pour ses déficits de paiement. La guerre de Vietnam et l'offensive de la France indiquaient les troubles pour l'économie américaine. La guerre de Vietnam a commencé comme un conflit mineur. On n'a pas imposé d'impôts pour financer les dépenses de guerre jusqu'en été 1968<sup>365</sup>. A la fin de la décennie, une récession était à l'aube et le taux d'inflation était cinq fois plus grande comparé à 1960. La spirale inflationniste menaçait la prospérité américaine, le commerce libre et la convertibilité monétaire. Le système de Reserve Fédéral a adopté une politique monétaire plus restreinte pour diminuer l'inflation mais ce n'était pas une démarche suffisante et c'était assez tard. L'index des prix de consommateurs a augmenté de 100 à 104 entre 1967-68, puis a augmenté de 5 points de plus en 1969. En 1970 ça résidait à 116.3. En 1971, la hausse a continué, atteignant 121.3<sup>366</sup>. L'industrie américaine subissait des difficultés et un déficit commercial s'annonçait de ce côté. On réclamait des tarifs et la restriction des investissements des entreprises outre mers. En 1968, le pays a aboli l'échange en or des obligations de Reserve Fédéral et l'offre de monnaie domestique était tout a fait discrétionnaire. L'échange domestique monétaire de l'or n'était plus en place mais les banques centrales étrangères pouvaient et ont liquidé leurs dollars chez FED contre l'or<sup>367</sup>.

Quelle était la date exacte qui marquait la fin de l'ère de Bretton Woods? Est-ce que c'est en 1971, la déconnection du dollar de l'or? Est-ce que c'est en 1973, l'abandon des taux d'échange fixes? Ou c'est en 1976, quand le comité intérim de FMI a conseillé l'acceptance de jure des conditions de facto de 1971?<sup>368</sup> Quoi que ce soit le système subissait des changements qu'il avait du mal à s'accommoder. On constate 3 problèmes essentiels du système. Le système de taux d'échanges fixe n'épatait pas compatible avec un monde où les pays étaient en déséquilibre les uns

<sup>364</sup> Pierre Melandri, **La Politique Extérieure des Etats-Unis: de 1945 à nos jours**, Paris, PUF, 1995 p. 147

<sup>365</sup> Jonathan Hughes, **American Economic History**, Scott, Foresman and Company, 1983, p. 606

<sup>366</sup> Ibid., Hughes, p. 606

<sup>367</sup> Ibid.

<sup>368</sup> Kathleen Burk, **Government Economies in the Postwar World Economic Policies: Comparative Performance 1945-1985**, *The International Environment*, p.10-28 (Ch.2) p. 14

avec les autres. Deuxièmement les taux d'échanges étaient ajustables mais les gouvernements résistaient à changer leur taux d'échange. Troisièmement la nécessité des fonds et de liquidité a mené à une insuffisance de la part de FMI et une série de mesures pour augmenter les quotas de FMI a dû être mise en place<sup>369</sup>. On attribue l'abandon du système de Bretton Woods, malgré les discussions sur la date exacte de sa fin, à ces nombreux changements structurels qui émergent dans les années 1960 et 1970<sup>370</sup>. Un de ces changements était le haut degré d'intégration financière. Le retour à la convertibilité des monnaies de l'Europe de l'Ouest en 1958 et du yen Japonais en 1964 ont permis une vaste propagation des transactions internationales de finance. Les banques multinationales sont devenues les véhicules des flux larges de finance internationale. A partir des années 1960, le nombre des banques multinationales a augmenté rapidement. En 1965, seulement 13 banques américaines avaient des branches à l'étranger par contre 125 banques opéraient au niveau international à la fin de 1974<sup>371</sup>. Les actifs des branches internationales des banques américaines ont augmenté de 9 milliards de dollars en 1965 à plus de 125 milliards de dollars en 1974. Parallèlement, il y avait une croissance du nombre des banques étrangères aux Etats-Unis. Le nombre de branches et d'agences étrangères à New York City est passé de 49 à 92 entre 1965 et 1974<sup>372</sup>. Dans la même période le total des actifs de ces institutions a escaladé de 5 milliards à 29 milliards de dollars. A la fin de 1974, les banques étrangères opérant aux Etats-Unis avaient une grandeur des actifs de 56 milliards de dollars.

### *L'économie des années 1970:*

Au début des années 1970, l'économie mondiale était surchauffée. Les gouvernements ont du faire face à une pression forte d'inflation, la fin du système de taux d'échange fixe et le choc pétrolier de la part d'OPEP<sup>373</sup>. D'autre part, il y avait une abondance du dollar (dollar glut) dans le marché mondial, mais l'offre du dollar par rapport à l'or (face à la position d'équilibre de paiements américaine détérioré qui en effet causait l'offre) a commencé à susciter des doutes envers la valeur du dollar. Dans les années 1960 cette situation était encore gérable car l'affaiblissement

<sup>369</sup> Ibid., Burk, p. 14

<sup>370</sup> Spero, Hart, op. cit., p.16

<sup>371</sup> Ibid.

<sup>372</sup> Ibid.

<sup>373</sup> Voir l'annex 1. pour une parenthèse sur l'arrière plan du choc pétrolier

était attribué à des raisons comme les investissements des compagnies américaines à l'étranger, aux dépenses de la guerre de Vietnam plutôt qu'à une perte de compétitivité. Les problèmes liés au dollar ont atteint leur sommet au début des années 1970 mais cette crise faisait partie d'un changement où la puissance et les transactions du système monétaire sont passées aux acteurs privés.

En 1969, Nixon fait face à une économie inflationniste résistante comme héritage de l'ère du Président Johnson et a dû faire recours à des changements décisifs dans la politique économique. Durant les deux premières années de sa présidence, Nixon a poursuivi une politique conservatrice adoptée par les présidents républicains précédents<sup>374</sup>. Cela voulait dire des politiques de dépenses et d'impôts restrictifs pour arriver à un budget positif<sup>375</sup>. En plus, l'administration Nixon a limité l'offre de la monnaie<sup>376</sup>. L'administration reconnaissait que la lutte contre l'inflation impliquait le chômage mais a cru que par le biais des politiques fiscales qui visaient la désinflation, ils pouvaient contrôler le taux de chômage<sup>377</sup>. Le Président a été critiqué par les démocrates au Congrès à cause de poursuivre la désinflation contre une augmentation de chômage<sup>378</sup>.

Les nouvelles politiques de Nixon ont pris deux ans à développer. En 1969 et 1970 il a continué le contrôle fiscal lancé par son prédécesseur, le président démocrate Johnson. Il a aussi maintenu une politique monétaire restrictive de la part de la Réserve Fédérale. Cette politique a des implications comme pour la première fois en 1969 un surplus fiscal a été noté. L'équilibre de paiements de base (*basic balance of payments*) a atteint un surplus pour la première fois depuis la deuxième guerre mondiale. Mais suivant les restrictions le chômage a escaladé et les débiteurs excessifs dans le commerce se sont sentis dérangés. L'inflation de sa part ne s'est pas vite reculée. Les élections du Congrès rapprochaient et Nixon a pris une position relationniste. Les conséquences internationales n'ont pas tardé. La crise que les Etats-Unis a fait face, notamment le problème de la nécessité de convertir le dollar en or comme le dit le système de Bretton Woods, a causé une baisse dans les réserves d'or des Etats-Unis (17 milliards de dollars en 1960, 11 milliards de dollars en

---

<sup>374</sup> Seldon, Anthony, and Graham, Andrew, eds. **Government & Economies in the Postwar World: Economic Policies & Comparative Performance 1945-85**. Florence, KY, USA: Routledge, 1991. ProQuest ebrary. Web. 22 October 2015., Joseph Hogan and Andrew Graham, Ch.11, The United States, p.225-253

<sup>375</sup> Ibid., Seldon, Graham, p.225-253

<sup>376</sup> Ibid.

<sup>377</sup> Ibid.

<sup>378</sup> Ibid.

1971)<sup>379</sup>. Cet état des réserves a alarmé les autorités américaines. Au printemps 1971, une vague immense de spéculation contre le dollar a secoué les marchés monétaires. Sous une pression énorme, le mark allemand a commencé à fluctuer. La fuite du dollar a continué et la parité n'était plus tenable. Par conséquent en 1971 la confiance en dollar a été tellement érodée que les Etats-Unis étaient forcés à dévaluer leur monnaie et d'abandonner la convertibilité du dollar en or dans les relations avec les banques centrales. C'était la fin du système de Bretton Woods parfois appelé le système de dollar – or<sup>380</sup>. En Aout 1971, Nixon a déclaré son "New Economic Policy" révolutionnaire qui annonçait la cession du système de Bretton Woods. L'action avait deux étapes: tout d'abord les mesures de Nixon de 15 Août et l'accord Smithsonian de 18 Décembre 1971. Le 15 Août, le Président Nixon a officiellement mis fin au système d'échange de Bretton Woods. Les mesures par Nixon lisaient: la convertibilité du dollar en or était arrêtée et une surcharge de 10 % aux importations était imposée, ce dernier pour forcer le Japon et l'Europe à réévaluer leur monnaie contre le dollar. Il a annoncé que les Etats-Unis ne feront plus d'achat et vente d'or. Il a imposé une surcharge temporaire de 10% sur les importations américaines. L'intention n'était pas de partir de l'ordre libéral mais d'améliorer les taux d'échange. La surcharge a reçu de fortes réactions du monde extérieur. La crise qui a été initiée par ces annonces a été résolue temporairement par le réaligement des taux d'échange en Décembre 1971, une mesure connue comme Smithsonian Agreement. Le résultat des négociations des pays développés qui en suit ont été difficile à finaliser et les détails dépassent les limites de ce travail. Ils ont été codé dans l'accord Smithsonian: une réévaluation des monnaies par rapport au dollar (L'Allemagne de l'Ouest par 13.6%, le Japon par 16.9%, la France et la Grande Bretagne par 8.6%)<sup>381</sup>. En contrepartie les Etats-Unis a enlevé le surcharge d'importation de 10% et a dévalue le dollar, en d'autres termes, il a diminué sa valeur en or de 8% en augmentant le prix de l'or de 35 dollars a 38 dollar par once. Nixon a qualifié l'accord par laquelle les alliés des Etats-Unis ont accepté cette décision comme "l'accord monétaire le plus important dans l'histoire du monde"<sup>382</sup>. Nixon a déclaré que les cinq puissances majeures économiques (Les Etats-Unis, l'union Soviétique, l'Europe occidentale, le Japon et la Chine), vont

<sup>379</sup> Ibid., Burk, p. 14

<sup>380</sup> Ibid., Bozyk, p.147-184

<sup>381</sup> Ibid., Burk, p. 14

<sup>382</sup> Wesley M. Bagby, **America's International Relations since World War I**, Oxford University Press, New York, 1999, p. 276

déterminer le futur de l'économie. Il a ajouté, "comme la puissance économique est la clé des autres types de puissances, ces pays vont aussi déterminer le future du monde"<sup>383</sup>. Mais bientôt en 1973 les taux d'échange étaient encore une fois en turbulence. En 1973 il a dévalué le dollar une deuxième fois puis a arrêté l'échange de dollar avec d'autres unités monétaires à des taux fixes, il a permis le dollar flotter, donc sa valeur serait déterminé par l'équilibre du marché. C'était la fin définitive (mais pas encore codifié), du système international des échanges monétaires de Bretton Woods qui prévalait depuis la deuxième guerre mondiale<sup>384</sup>. En plus le quadruplement des prix pétroliers durant l'automne et l'hiver de 1973-74 a amené à des déséquilibres pour à peu près la plupart des pays de tiers monde et quelques pays industriels. Il y avait une réduction considérable dans le rythme de la croissance économique durant les années 1974-1975<sup>385</sup>. Certains pays exportateurs du pétrole ont eu un énorme surplus de revenue ce qui a rentré dans le système comme une nouvelle et volatile source de liquidité: "les pétrodollars". A Jamaïque, au début de 1976, les articles de l'accord de FMI ont été modifiés pour recouvrir les nouvelles pratiques mais on n'a pas montré un effort sérieux de construire un nouvel ordre<sup>386</sup>.

L'élan de l'âge d'or n'est pas revenu, sauf en Asie qui a été le coin le plus brillant du globe même après 1973. Pourtant après 1973 les pays de l'Europe occidentale ont eu des taux de croissance beaucoup plus lent. Le changement le plus désagréable est aux Etats-Unis. L'économie américaine, malgré ses dimensions, son caractère autocentré et son faible taux de dépendance énergétique au seuil de la période, n'échappe nullement aux perturbations qui ont secoué l'économie mondiale, elle compte même parmi les plus instables<sup>387</sup>. Après 1973, la productivité totale des facteurs et la productivité du travail sont données dans le tableau suivant:

**Tableau II.4: Evolution de la productivité dans le secteur des entreprises**

	<b>Avant 1973</b>	<b>1974-79</b>	<b>1980-85</b>	<b>1986-90</b>	<b>1986-93</b>
<b>Etats-Unis</b>	1,5	-0,4	0,1	0,3	0,6
<b>Japon</b>	4,6	0,9	1,4	1,8	0,8
<b>Allemagne</b>	2,5	1,7	0,4	1,6	1,0

<sup>383</sup> Ibid. Bagby p. 277

<sup>384</sup> Ibid. Bagby, p. 277

<sup>385</sup> Ibid., Maddison p.78

<sup>386</sup> Renvoi a Vries (1976), Ibid. p. 62

<sup>387</sup> Jean-Charles Asselain, **Histoire Economique du 20e Siecle: La Reouverture des Economies Nationales** (1939 aux années 1980), Presses de Sciences po & Dalloz, 1995 p.374

<b>France</b>	3,8	1,6	1,0	2,0	1,4
<b>Italie</b>	4,1	1,9	0,6	2,0	1,3
<b>Royaume- Uni</b>	2,5	0,5	1,5	1,6	1,5
<b>Canada</b>	2,0	0,8	0,3	-0,1	-0,2
<b>OCDE</b>	2,7	0,5	0,7	1,1	0,8

**Tableau II.5: Productivité apparente du travail**

	<b>Avant 1973</b>	<b>1974-79</b>	<b>1980-85</b>	<b>1986-90</b>	<b>1986-93</b>
<b>Etats-Unis</b>	2,1	0,0	0,7	0,5	0,9
<b>Japon</b>	8,0	2,9	2,8	3,1	2,2
<b>Allemagne</b>	4,4	3,0	1,3	2,1	1,6
<b>France</b>	5,3	2,9	2,2	2,7	2,2
<b>Italie</b>	6,1	2,8	1,3	2,7	2,1
<b>Royaume-Uni</b>	3,6	1,5	2,4	1,7	1,9
<b>Canada</b>	2,8	1,5	1,6	0,7	0,9
<b>OCDE</b>	4,3	1,5	1,6	1,6	1,5

Source: Englander et Gourney, 1994, dans Hélène Baudchon, Le Paradoxe du Ralentissement du Progrès Technique, Revue de l'OFCE, n° 60, Janvier 1997

Il y a plusieurs explications pour le résultat décevant des Etats-Unis qui méritent de regarder de près mais qui sont au delà des limites de ce travail. Kuznets (1953) a fait le point suivant et il peut avoir raison: *technical progress is slower because we have exploited the easier innovations, there is less left to discover and the unknown has been harder to penetrate / le progrès technique est plus lent parce qu'on a exploité les innovations plus simples, il reste moins à découvrir et l'inconnu est plus difficile à discerner*. Les autres raisons citées sont -une erreur possible dans la façon de calculer le PIB américain – l'érosion de l'avantage des ressources naturelles des Etats-Unis (la productivité des mines en descente après 1973) – le changement de la structure de l'économie (le mouvement vers les secteurs de service ou la croissance de la productivité calculée est lente) – l'investissement dans la technologie nécessite du temps à donner ses fruits, d'après Paul David (1991) et il a pris un certain temps

pour les Etats-Unis de digérer les développements dans l'informatique et la technologie des logiciels<sup>388</sup>.

Dans les années 1970, la santé de l'économie américaine a détérioré par rapport aux années 1960. Ses indicateurs de concurrence étaient derrière l'Europe de l'Ouest et le Japon<sup>389</sup>. A la suite du choc de 1973-74, les politiques des pays industrialisés sont confrontées à une conjonction de déséquilibres: déficit extérieur, inflation et chômage. Des politiques restrictives, à première vue, s'imposent pour rétablir l'équilibre extérieure (en dégageant un supplément de biens exportables) et pour modérer l'inflation; mais ces politiques ne sont jamais assurées d'obtenir le résultat cherché à l'égard de l'inflation (la hausse de coûts unitaires, au fur et à mesure que la récession s'aggrave risquent d'exercer un effet pervers), tandis qu'elles ont inévitablement un coût élevé en termes de chômage supplémentaire; elles risquent aussi de se retourner à moyen terme contre la compétitivité extérieure, en freinant l'investissement et les gains de productivité<sup>390</sup>. Même si ces pays aussi ont subi un ralentissement à cause de la crise des matériaux premiers, le chômage et l'inflation que subissait les Etats-Unis avaient ses racines avant la crise. Un des symptômes de cet état était le déficit de l'équilibre de commerce qui a atteint 40 milliards de dollars à la fin des années 1960<sup>391</sup>. En effet d'après certains analystes la crise des matériaux premiers ont eu un effet secondaire sur l'économie américaine comme les Etats-Unis avaient sa base de matériaux premiers et sa dépendance était beaucoup moins comparée à l'Europe<sup>392</sup>.

Le shock pétrolier a néanmoins eu des effets concernant la structure de l'économie américaine. Entre 1970 et 1981, le prix du pétrole brut a escaladé de 5 dollar / barrel à 40 dollar/barrel<sup>393</sup>. La hausse du prix du pétrole a eu des répercussions variées dans différents régions des Etats-Unis. Le Nord Est, qui dépend du pétrole historiquement pour ses besoins énergétiques a eu le plus grand dégât. Les industries du Nord qui souffrent déjà des coûts élevés d'énergie et de labeur, ont fait face à des hausses des coûts d'opération et à l'incertitude à propos de l'approvisionnement du pétrole. Durant la grande récession de 1975 des milliers d'ouvriers au Nord Est ont perdu leurs postes. Les taux de faillites des petites

<sup>388</sup>Ibid. Maddison, p. 85-86

<sup>389</sup>Ibid., Bozyk, p.147-184

<sup>390</sup>Ibid., Asselain, p.372

<sup>391</sup>Ibid., Bozyk, p.147-184

<sup>392</sup> Ibid., Bozyk, p.147-184

<sup>393</sup>Peter Trubowitz, **Defining the National Interest: Conflict and Change in American Foreign Policy**, The University of Chicago Press, 1998, p. 222-223



entreprises ont considérablement augmenté. Même si l’embargo du pétrole Arabe impliquait une hausse du prix de carburant pour toutes les régions, le Sud et l’Ouest, les régions riches en énergie ont réjouit des gains. Les revenus sont versés depuis des Etats déficitaires d’énergie comme Massachusetts, Michigan et New York vers les Etats qui ont un surplus d’énergie comme Colorado, Louisiane et Texas. La force ouvrière a suivi le même trajet et la migration depuis le Nord-est s’est accélérée. La carte géographique du commerce américain a subi un changement décisif. L’exemple du beurre est cité par Trubowitz en référence à William Miernyk, qui dit “ en 1970, 4,9 million cubique feet de gas naturel de Texas équivalaient 1000 pounds du beurre de New York. En 1978, seulement 1.1 million cubique feet de gas naturel équivalaient la même quantité de beurre.”<sup>394</sup> Cela démontre que les taux d’échange des commodités favorisant “le centre” étaient maintenant renversés et dorénavant favorisait “la périphérie” américaine.

Si la suprématie américaine était érodée, elle n’était pas totalement dissipée. Il faut aussi noter la grande crise alimentaire qui s’est apparue en 1972-73 qui a relativement renforcé la main des Etats-Unis puisqu’ils possédaient 100 millions d’hectares en réserve. Ils étaient le seul pays développé en mesure de substantiellement étendre ses surfaces emblavées et paraissaient disposer de l’arme alimentaire<sup>395</sup>. De même, si leur productivité était moins que le passé, elle restait encore la première du monde entier<sup>396</sup>. Les achats massifs de produits pétroliers masquaient l’existence d’énormes potentialités énergétiques: gisements de charbon et de schistes bitumeux; technologies nucléaires et informatiques. Et, examinés globalement, les moyens d’intervention extérieure américains restaient techniquement supérieurs à ceux du Kremlin.

Dans ce contexte, le revers la guerre de Vietnam qu’on va aborder sous le titre de la politique étrangère de la période plus en détail ci-dessous, a donné vigueur aux isolationnistes. Les partisans d’un engagement actif à l’étranger sont face à ceux qui sont persuadés de ne plus subordonner les impératifs de la démocratie ou les exigences de la prospérité à une politique impériale qui semble moins les conforter que les menacer. Les dépenses de “sécurité nationale” ont été diminuées au profit d’autres objectifs sociaux en particulier. Comme un résultat des démarches non réussies à Vietnam, le Congrès a procédé, avec l’approbation ou contre la volonté de

<sup>394</sup>Ibid., Trubowitz, p. 222-223

<sup>395</sup>Ibid., Melandri, p. 151-152

<sup>396</sup>Ibid., Melandri, p. 151-152 pour les analyses et les données dans la page 138

l'Administration, à de sévères coupes dans les fonds. Désenchanté par le résultat de l'aide à l'étranger, le Congrès a aussi refusé de voter, dès 1968, 40% des sommes demandées, et réduisit le montant de l'aide à son niveau le plus bas depuis vingt et un ans. Si cette attitude s'est un peu améliorée après 1979, l'assistance accordée par les Etats-Unis a, en dollars constants, diminué de 25% sur deux décennies. Et le repartissement de l'aide a changé considérablement avec 85% de l'aide économique destinée dans l'après-1973 à deux pays, l'Egypte et Israël. Les Etats-Unis ne pouvaient plus s'attendre à récupérer son influence du passé.

Après l'aide étrangère, le Congrès tourne vers les dépenses spatiales et militaires. De 1966 à 1973, c'est de 6 à 3 milliards que sont tombées les dépenses spatiales. Le pays s'est aussi engagé dans une politique de réduction des dépenses militaires: en 1968, à 10% ou presque du PNB, celle-ci n'en représentent plus que 6% quatre ans après. Elles sont même réduites à 5% en 1978. Le changement se montre non seulement dans les chiffres. Le 30 juin 1973, la conscription a été remplacée par une armée de volontaires. La part du budget disponible pour l'achat des équipements et pour le développement des armes stratégiques tend à diminuer alors même que les Soviétiques lancent un immense effort de leur côté. En 1980, le secrétaire à la Défense admettait que la croissance des efforts soviétiques a étroitement coïncidé avec la croissance générale de l'économie soviétique, alors que l'effort militaire américain se réduisait régulièrement comme fraction de son économie<sup>397</sup>. Le rejet de la conscription comme la réduction des dépenses militaires au profit de programmes sociaux traduisaient la volonté des Américains d'accorder aux affaires intérieures la priorité<sup>398</sup>.

### ***Le Commerce International des Etats-Unis dans la période de Nixon:***

Comme on a vu, les années 1970 ont été la scène des difficultés concernant les efforts américains à créer et à maintenir un régime économique international libéral. Les limitations des décideurs américains provenaient du système international et des groupes locaux. La puissance internationale des Etats-Unis qui était en descente se reflétait dans les relations monétaires qui sont devenues fragiles et désordonnées. Le mécontentement domestique accouplé avec la concurrence extérieure se montre dans la loi de Commerce de 1974 et dans le succès de quelques groupes concurrent

---

<sup>397</sup>Ibid., Melandri, p. 154

<sup>398</sup>Ibid., Melandri, p. 154

d'importation qui ont réussi à forcer l'Exécutif à répondre à leurs besoins<sup>399</sup>. Cette législation a été adoptée par le Congrès des États-Unis pour élargir la participation des États-Unis au commerce international et réduire les différends commerciaux. La loi donnait le pouvoir de réduire ou d'éliminer les barrières commerciales, d'améliorer les relations avec les économies communistes et en développement, et de passer à des lois sur la concurrence préjudiciables et injustes. La loi a également apporté un soulagement aux industries américaines affectées négativement par l'accroissement du commerce international et modifié les tarifs douaniers sur les importations en provenance des pays en développement. En outre, il prévoyait une action des États - Unis contre les pays étrangers dont les activités d'importation défavorisaient injustement la main - d'œuvre et l'industrie américaine.

Dans les années 1970, le quadruplement du prix du pétrole a aggravé la lutte contre l'inflation et a créé des dettes ingérables pour plusieurs pays du tiers monde. Cela a abouti à des taux de croissances descendantes et à un système monétaire international plus volatile. Le tiers monde est devenu un acteur de plus grande importance dans la scène internationale, ce qui a donné lieu à plus de désaccords avec les politiques et la vision du leadership américain. Au moins 75% des actions / biens (holdings) des compagnies américaines de matériaux bruts localisées dans le tiers monde ont été nationalisées dans les années 1970.

Comme on a vu dans la politique monétaire, les États-Unis étaient le premier organisateur et le soutien derrière le système du commerce libéral international de l'après-guerre. L'idée d'un système non-discriminatoire, multilatéral, basé sur les principes du marché était partagée par les puissances occidentales industrialisées, d'une part comme une réaction au protectionnisme des années 1930<sup>400</sup>. L'approche libérale du commerce signifiait la coopération et s'opposait au protectionnisme.

Même si les États-Unis voulaient diriger ce domaine aussi, les affaires étaient délicates et complexes à cause de l'effet du commerce international sur la politique interne. Les discussions sur la politique de commerce et les arrangements ont commencé en 1943 mais la première démarche pour l'ordre du commerce international n'est venue qu'en 1947, notamment GATT, General Agreement on Tariffs and Trade. Le reflet du consensus libéral GATT était basé sur le commerce libre et les politiques indiscriminatoires avec les membres adhérant au principe de la nation

<sup>399</sup> Krasner, op. cit., p.64

<sup>400</sup> Bruce Russett, Harvey Starr, **World Politics: the Menu for Choice**, W.H. Freeman and Company, New York 1995, p. 428

la plus favorisée<sup>401</sup>. En plus GATT a établi des mesures qui visaient à réduire les barrières du commerce et à faire l'intermédiaire dans les disputes de commerce. GATT s'est institutionnalisé comme une organisation intergouvernementale, avec un secrétariat, un directeur général et une équipe à effectuer les travaux concernant les négociations de commerce. Par conséquent GATT est devenu la propriété centrale du régime de commerce du monde non communiste, ce qui a marché très bien pour les pays développés comme les quotas et d'autres limitations du commerce étaient levés. La plupart de la prospérité d'après-guerre est grâce à cette augmentation du commerce. Le point culminant de la coopération du commerce par l'intermédiaire de GATT s'est apparue dans les négociations et les réductions de tarif obtenues au round de Kennedy (nommé après le Président Kennedy durant la présidence duquel les discussions ont commencé) achevé en 1967. Après cette date, les problèmes dans le domaine monétaire ont apporté des troubles dans le domaine commercial<sup>402</sup>.

L'inflation et l'interdépendance accrue du commerce ont causé le mécontentement politique dans les secteurs économiques des pays qui font face à la concurrence des produits étrangers. Dans chaque pays il y avait des pressions politiques de la part des groupes dans l'économie en quête de protection de la concurrence. Les problèmes du système monétaire sont devenus aussi les problèmes du commerce, notamment lorsque les produits européens et japonais sont venus rivaliser les produits américains et ont contribué au déficit de balance de commerce des Etats-Unis. Les Etats-Unis sont passés d'un mineur surplus de balance des paiements à un déficit de 24 billion de dollars en 1971<sup>403</sup>. La puissance économique potentielle des Etats-Unis était en descente. En 1971 l'équilibre des produits (*merchandise balance*) était négatif pour la première fois depuis 1894. L'équilibre totale était négative constamment après 1949<sup>404</sup>. Les Etats-Unis ne voulaient plus ou ne pouvaient plus protéger le système. En particulier certaines démarches européennes étaient assez protectionnistes et préférentielles, notamment dans la politique d'agriculture de la Communauté Européenne. Les restrictions Japonaises sur les importations des produits agricoles des Etats-Unis et les restrictions américaines sur les produits de textiles et électroniques japonais sont devenues des sources de tensions continues.

<sup>401</sup> Le principe de la nation la plus favorisée est expliqué dans la première sous-partie, voir la note 280.

<sup>402</sup> Ibid, Russett et Starr p. 431

<sup>403</sup> Ibid, Russett et Starr p. 431

<sup>404</sup> Renvoi à Charles Kindleberger (1977), dans Stephen Krasner, *Power, the State and Sovereignty: Essays on International Relations*, Routledge, 2009

La politique commerciale des Etats-Unis était moins capable de maintenir l'ordre économique libéral<sup>405</sup>. Comme dans les périodes précédentes, les limitations domestiques étaient présentes. Les innovations développées aux Etats-Unis ont été copiées par d'autres pays en développement. Le leadership technologique des Etats-Unis des années 1940-50 a reculé. Le nombre de secteurs dans l'économie américaine menacé par la concurrence d'importations a augmenté. Plus de groupes dans les Etats-Unis ont demandé la protection. Le mouvement des ouvriers qui a soutenu historiquement le commerce libre est devenu protectionniste. Le mouvement ouvrier s'opposait aussi à l'investissement étranger direct. Mais le mouvement ouvrier n'a pas toujours reçu le soutien des cercles administratifs dans les industries menacées par l'importation car les mêmes industries avaient aussi des investissements à l'étranger et leurs intérêts étaient divisés entre leurs activités intérieures et extérieures. Par exemple Krasner, par référence au Wall Street Journal daté de 16 Décembre 1976, rapporte que "Sylvania" avait soutenu les quotas pour protéger la télévision couleur américaine mais "RCA" qui gagnait des sommes considérables des licences de Japon, les a opposés. Certains secteurs comme l'agriculture, l'aéronautique, machines avancées ont continué à acquérir des surplus et ont défendu un système ouvert<sup>406</sup>.

Par référence à Katzenstein (1976), Krasner dit que la faiblesse du système politique intérieur américain a causé dans les années 1970, la politique commerciale des Etats-Unis devenir confuse et incohérente. Les ruptures dans la société ont été reflétées dans la politique officielle. Les efforts dans la direction du protectionnisme comme Mills Bill et Burke-Hartke Bill ont été réfutés. Pourtant la loi de Commerce (Trade Act) de 1974 était moins libérale par rapport à la loi de l'expansion du commerce de 1962. Premièrement la loi de 1974 a donné plus de rôle au Congrès pour la première depuis 1934<sup>407</sup>. Le Congrès est sensible aux pressures sociétales ainsi que le président ou le secrétaire d'Etat. Le système de représentation géographique garantit cela<sup>408</sup>. On peut dire que le mécontentement domestique envers la concurrence extérieure a été pris en compte par la loi de Commerce de 1974. Mais ce n'était pas purement protectionniste non plus. La loi a donné au

<sup>405</sup> Stephen Krasner, **Power, the State and Sovereignty: Essays on International Relations**, Routledge, 2009

<sup>406</sup> Ibid, Krasner, p. 62

<sup>407</sup> A l'époque l'Act de Commerce réciproque avait donné au président le pouvoir réel de négocier les niveaux de tarif

<sup>408</sup> Pour une discussion du système électoral américain, la représentation géographique et le processus de législation voir Annex 2.

président l'autorité de diminuer les taux qui sont en dessus de 5% et d'éliminer complètement les impôts en dessous de 5%. La loi a aussi facilité l'accès à l'assistance d'ajustement qui sert à balancer les sentiments protectionnistes en procurant les compagnies et les ouvriers des fonds à retenir ou à investir. Les articles de la loi qui pourraient être qualifiés de protectionniste sont les suivants:

- 1- Le Congrès a réfuté une proposition présidentielle qui impliquait l'acceptance des changements de barrières non-tarif négociées par le président, s'ils ne sont pas rejetés dans 90 jours. La nouvelle loi de 1974 a requis l'approbation ou rejet du Congrès dans 60 jours.
- 2- Pour la première fois la loi nécessite 10 membres du Congrès doivent être des membres accrédités de la délégation de commerce à Genève.
- 3- Le Congrès peut réfuter le rejet présidentiel d'une recommandation de la Commission de Commerce Internationale.
- 4- La majorité d'une maison du Congrès peut annuler la décision du Trésor de ne pas riposter contre le dumping étranger<sup>409</sup>.
- 5- La loi a facilité pour les groupes domestiques de réclamer des dégâts en cas d'imploration. Comparé à la loi de 1962 qui citait l'importation en question soit le résultat d'une concession de tarif et soit la cause majeure de dégât, dans l'Acte de 1974 il suffisait que l'importation soit la cause substantielle et pas nécessairement le résultat des concessions de tarif.
- 6- La nouvelle loi renforçait les procédures pour imposer des droits compensateurs pour les exportations qui bénéficient des subventions dans une période de 12 mois par le Trésor. Antérieurement, dans certains cas le Trésor n'a pas pris de décision pendant des années. L'Acte de Commerce a aussi renforcé les provisions anti-dumping des Etats-Unis<sup>410</sup>.

Les résultats politiques de l'Acte de 1974 étaient ambigus. L'industrie de Spécialité Steel (Acier) a pu pousser le président à accepter la recommandation sur les quotas de la Commission de Commerce Internationale car l'administration a pensé que l'industrie avait assez de votes dans le Congrès pour réfuter un rejet présidentiel. Un cas de antidumping rapporté par United Auto Workers contre les compagnies d'automobile en Belgique, Angleterre, Canada, France, Italie, Japon, Suède et l'Allemagne de l'Ouest a donné lieu à un mandat du Trésor très ambigu

<sup>409</sup>Ibid., Krasner, par référence à Weil, 1975

<sup>410</sup>Ibid., Krasner, par référence à National Journal Reports, 1976

contre 8 compagnies. Les compagnies ont accepté d'augmenter les prix, les droits compensateurs n'étaient pas imposés. D'autre part l'Union des ouvriers de l'industrie automobile n'était pas soutenue par les 4 grandes compagnies productrices d'automobile car elles avaient chacune des investissements étrangers considérables.

En somme la santé de l'économie et du commerce extérieur exhibaient une indécision et les politiques d'ajustement étaient contraintes plus ou moins par l'opinion publique intérieure.

## **b) Le mandat du Gerald Ford (1974-1977):L'économie**

### ***Combattre l'inflation***

La présidence des Etats-Unis a confronté une crise fondamentale suite aux traumatismes de Vietnam et de Watergate. Gerald Ford et son successeur Jimmy Carter ont dû s'occuper de rétablir la confiance domestique à la présidence et de restituer la séparation des pouvoirs. Même s'ils venaient de différents partis politiques, le républicain Gerald Ford (1974-1977) et le démocrate Jimmy Carter (1977-1981) ont dû faire face à un public méfiant de la Maison Blanche et à un Congrès incliné à agir indépendamment. Ils admettaient que le pouvoir de la présidence était exploité, que pendant les présidences de Johnson et de Nixon le Congrès et les cours n'étaient pas assez respectés. Ces deux hommes, sans distinction de parti, avaient une vision de gouvernement plus respectueux de la séparation du pouvoir<sup>411</sup>. Du point de vue de l'économie, Gerald Ford et Jimmy Carter ont eu du mal à réconcilier la stabilité monétaire avec la globalisation financière. Après tout le dollar a continué son rôle de devise par défaut<sup>412</sup>. La montée de l'OPEP et le prix de l'énergie a constitué un autre changement structurel de leurs années de gouvernement. L'administration américaine a essayé de s'adapter aux nouvelles réalités et comme on va voir ci-dessus, a substitué la coopération multilatérale à l'hégémonie<sup>413</sup>.

La dominance du paradigme Keynésien d'après-guerre s'affaiblit par le ralentissement de la croissance et l'occurrence de la stagflation. Ces deux

---

<sup>411</sup>Jason Maxwell Friedman, *Heirs to the Nightmare: Gerald Ford, Jimmy Carter, and the post-imperial presidency*, dissertation in partial fulfillment of requirements for the degree of Ph.D., Michigan State University, 2009

<sup>412</sup>Daniel J. Sargent, **A Superpower Transformed: The Remaking of American Foreign Relations in the 1970s**, New York: Oxford University Press, 2015, book review by Jordan Michael Smith

<sup>413</sup>*Ibid.*, Sargent

phénomènes ont simultanément causé un taux d'inflation et de chômage sans précédent. Un scepticisme général monte, non seulement du côté de l'école monétariste de Milton Friedman, envers la culpabilité du gouvernement à gérer l'économie<sup>414</sup>. Les monétaristes refusent la politique fiscale comme déterminant de la croissance et de la demande et défendent le marché libre, l'économie basée sur le secteur privé et la réduction du rôle du gouvernement. Pour eux, l'offre de la monnaie est le déterminant majeur du produit national brut à terme court et des prix à terme long. Certains économistes critiquent leur prescriptions de focaliser uniquement sur des outils monétaires et d'ignorer les instruments fiscaux. Lorsque le chômage et l'inflation augmente en même temps, il n'y a plus de choix clair entre augmenter les déficits à stimuler l'économie au dépens d'une plus grande inflation et de réduire les déficits pour diminuer l'inflation au risque d'une récession. La courbe de Phillips qui montre la relation entre l'inflation et le chômage ne paraît plus valable. L'inflation qui était entre 0,5 % et 2 % de 1949 à 1965 a atteint 12 % en 1974<sup>415</sup>. La période longue de prospérité d'après guerre terminait sa course et les américains sentaient les effets de la fin de leur hégémonie économique. C'est à ce moment que Gerald Ford est devenu Président des Etats-Unis le 9 Août 1974<sup>416</sup>, dans des conditions difficiles et uniques. Tout d'abord, il n'était pas élu. Comme le leader de la minorité dans la Chambre de Représentants, il a premièrement remplacé le vice-président Spiro Agnew après sa démission en Octobre 1973 et puis il a succédé Richard Nixon. Il a pris le pouvoir à un moment où, suite à Vietnam et Watergate, l'autorité du Président était questionnée de plus en plus<sup>417</sup>. Ford a hérité de Nixon ce que le journal *New York Times* désignait comme "la pire inflation dans l'histoire de la paix de la nation, les plus hauts taux d'intérêt et par conséquent une crise d'immobilier, des marchés de valeur mobilières démoralisés, une économie stagnante avec un chômage de grande ampleur en vue et une détérioration de la commerce internationale et des paiements"<sup>418</sup>.

Ford était un défenseur du marché et il était convaincu qu'une économie saine ne pouvait être atteinte par le ravitaillement du secteur privé, non pas par le décret du gouvernement ou de l'emploi créé par le gouvernement. Il a opposé l'élargissement

---

<sup>414</sup> Andrew D. Moran, "More than a Caretaker", *Presidential Studies Quarterly* 41, no. 1, March 2011 Center for the Study of the Presidency

<sup>415</sup> Ibid., Moran

<sup>416</sup> Ibid., Moran

<sup>417</sup> Ibid., Moran

<sup>418</sup> Ibid., Moran



du gouvernement fédéral qui s'est apparu depuis le New Deal et les politiques économiques de l'après guerre qui l'a suivi, particulièrement sous les programmes de "New Frontier" et "Great Society" de Kennedy et Johnson respectivement. Il tenait que le gouvernement fédéral avait la responsabilité d'aider à créer l'environnement qui encourage la croissance et qui décourage l'inflation. Une composante de la solution pour arriver à ce résultat était la dérégulation et la réduction du rôle du gouvernement fédéral. Nixon a mis en question l'approche Keynésienne et a visé l'inflation mais comme note Allen Matusow, il manquait la cohérence de mener à bout ses convictions économiques quoi que ce soit. Il a fait des zigzags entre l'inflation et le chômage et a failli d'établir une politique d'économie systématique. Dès son premier discours au Congrès, Ford a essayé de reconstruire les liens politiques que Nixon avait brisés et de prendre l'initiative de la politique de l'économie. Son slogan sur le Congrès était *"la communication, la conciliation, le compromis et la coopération... Je ne cherche pas une lune de miel avec vous. Je veux un bon mariage."* Il a repéré l'économie comme le problème immédiat en informant le Congrès "Ma priorité est de travailler avec vous pour apporter l'inflation sous contrôle. L'inflation est notre ennemi domestique numéro 1". Les outils dans cette lutte seraient le contrôle monétaire et fiscal. Ford croyait que le contrôle budgétaire était essentiel et que le gouvernement doit être le premier à faire l'exemple de contrôle en diminuant les dépenses fédérales. Les difficultés que Ford a faites face ont accentué politiquement par le Congrès en majorité démocrate qui cherche à mettre le chômage avant l'inflation et a demandé plus de stimulation de l'économie. Le président du conseil des consultants économiques, Alan Greenspan était un fort croyant de laissez faire, un conservatif et un disciple du philosophe de marché libre Ayn Rand. Il croyait que le contrôle fiscal était le remède le plus efficace pour les problèmes économiques du pays. Il trouvait que les dépenses fédérales qui augmentent et la bureaucratie ont limité le marché libre, accélère la croissance, a augmenté les imports et a causé une instabilité des prix. Il voyait la cause de la maladie économique dans l'approche de New Deal. Il opposait l'interventionnisme économique et les politiques de stop-go. Par contraste, il a défendu un programme fiscal et monétaire soutenable pour assurer la croissance à terme long.

Ford a proposé un programme conservatif prudent pour lutter contre l'inflation et encourager la croissance. Cela comprenait un surcharge de 5% sur les

impôts des individus et des entreprises, un crédit d'impôt d'investissement, des programmes de conservations d'énergie et de réductions de l'importation du pétrole, un élargissement de rémunération de chômage, un modeste programme d'emploi et un plan à contrôler les dépenses fédérales avec un plafond de 300 milliards de dollars pour les dépenses durant l'année fiscale 1975. L'Administration a aussi fait appel à tous les citoyens avec le slogan "Whip Inflation Now" (WIN-Battons l'Inflation Maintenant). La réaction était négative. La surcharge d'impôt a été condamnée et le slogan WIN a été ridiculisé comme une astuce ineffective. Le Congrès a immédiatement refusé la surcharge proposée et le programme WIN a mis le gouvernement dans l'embarras. Seuls les programmes sur l'assurance du chômage et d'emploi ont reçu de soutien. Les problèmes de Ford se sont aggravés lorsque les statistiques montraient que l'économie était de plus en plus en descente. En Octobre les chiffres se lisaient l'effondrement le plus significatif des indicateurs principaux en un mois depuis 23 ans. Une chute économique sévère a forcé l'Administration de se concentrer sur la récession et a sombré la politique anti-inflationniste de façon temporaire<sup>419</sup>.

Malgré tout Ford a continué dans la voie d'atteindre la stabilité des prix. Il était convaincu que la nation devait endurer le chômage en luttant d'abord contre l'inflation. Le taux de chômage accru était pénible et politiquement dérangeant pour lui mais Ford a préféré ça plutôt que d'augmenter les dépenses, qu'il croyait augmenterait l'inflation. En Janvier, Ford a proposé réduction d'impôt de 10% pour les individus et 4 milliards de dollars de crédit d'impôt pour les entreprises. Pour neutraliser le déficit fédéral qui en résulterait Ford a demandé un moratorium de tous les nouveaux programmes fédéraux sauf l'énergie et 17 milliards de dollars de réduction des programmes existants. Il a averti qu'il n'hésiterait pas de vétoer les nouveaux programmes de dépenses adoptés par le Congrès. Il a dû confronter le Congrès démocrate qui voulait plus, pas moins, de dépense pour sortir le pays de la récession et de créer de l'emploi. Le dilemme d'inflation et de récession de Ford démontrait la difficulté fondamentale qu'il a fait face jusqu'au bout de son administration. On peut dire que Ford à réussi à limiter les excès de la législation

---

<sup>419</sup>Le taux de chômage en Novembre était 6.5%, le plus haut depuis Octobre 1961. L'index de prix consommateurs était 12% en dessus l'année précédente et la première semaine du décembre le moyen industriel Dow Jones a vu son niveau le plus bas depuis Octobre 1962. BusinessWeek écrivait « L'économie américaine sape vers une récession majeure et les prix escaladent... l'Administration Ford fait face à la nécessité de faire quelque chose qui n'a jamais été faite: elle doit lutter contre l'inflation et la récession simultanément », Business Week, "The Modern Paradox: Fighting Inflation and Recession." December 7, 1974 cité par Moran

proposé par les démocrates et a évité les déficits budgétaires que Reagan a acceptés plus tard.

En 1975, il a formé un groupe de travail pour évaluer la structure et les pratiques des agences de réglementation, pour identifier les organisations et réglementations obsolètes. Cette initiative a réussi à déréglementer l'industrie des chemins de fer, alors que la législation sur l'aviation et le camionnage était moins réussie. La déréglementation a continué à être poursuivie par les Présidents Carter et Reagan. En plus il a démontré le challenge le plus direct au consensus Keynésien ce qui a aidé à construire la voie de l'agenda économique conservateur<sup>420</sup>.

Ford savait que la crise de l'énergie était une crise de la gestion où les mécanismes du marché marchent le mieux. En proposant la déréglementation Ford a abordé un objectif qui a donné son fruit plus tard. Quand Reagan est devenu Président en 1981, un de ses ordres était de mettre fin aux contrôles du pétrole local ce que Carter avait presque terminé. Le marché a répondu comme Ford a prévu. Le prix du pétrole a augmenté et en réponse à cette poussée l'exploitation du pétrole aux Etats-Unis a atteint un niveau de record en 1981. La production locale du pétrole a augmenté de 400 million barils par jour entre 1979 et 1985 alors que la consommation domestique a diminué. Par conséquent l'importation du pétrole a baissé de plus de 47% pendant la même période. En 1984, les Etats-Unis importaient seulement le 30% de son pétrole, comparé à 46% quand Ford a quitté la présidence (même si l'importation a encore une fois augmenté après la chute globale des prix du pétrole en 1986)<sup>421</sup>.

Ford a réussi à diminuer l'inflation durant son administration: de 11% en 1974 à 9,2% en 1975 et 5,7% en 1976. Lorsque les dépenses fédérales et le déficit continuaient à rester hauts, Ford les a contrôlés avec les réductions du budget et ses vôtos. Il a tiré attention à la dette fédérale. Ford, à la fin de son administration, était fier de battre le démon: la pire récession économique d'après deuxième guerre mondiale<sup>422</sup>. Il est vrai qu'il a réussi de réduire l'inflation sous le seuil de 6%, les taux d'intérêt étaient bas, le budget était en voie d'équilibre, en bref la ligne de tendance était dans la bonne voie. Mais les critiques attaquaient Ford à cause du chômage. A cause de la récession le moyen de chômage pendant l'Administration

---

<sup>420</sup> Ibid., Moran

<sup>421</sup> Yanek Mieczkowski, *Gerald Ford and the Challenges of the 1970s*, Lexington, KY, USA: University Press of Kentucky, 2005. ProQuest ebrary. Web. 23 November 2015

<sup>422</sup> Ibid., Mieczkowski

Ford était le plus haut d'après guerre: 7,4 %. Ce taux a eu des conséquences politiques négatives. L'économiste Herbert Stein qualifie les politiques de Ford comme "résolues et responsables". Pour battre la récession, d'après Stein, Ford a du résister les demandes de stimuler l'économie. Il a accepté et a fait accepter au peuple le sacrifice en forme de chômage pour éviter l'inflation double digit. Il a fait ce qu'il fallait faire à l'intermédiaire de son soutien à la politique restrictive du Reserve Fédérale<sup>423</sup>.

### **c) Le mandat de Jimmy Carter (1977-1981): L'économie**

#### ***Le chômage pèse***

Le dernier président des années 1970 a confronté lui aussi de sérieux débats sur les objectifs et les outils de la politique économique. La lutte contre l'inflation a été la priorité des présidents antécédents et ils ont essayé à parvenir à cette fin par le biais des contrôles monétaires et fiscaux. D'atteindre le contrôle monétaire était plus praticable comme il s'agissait d'obtenir le soutien de la Reserve Fédérale qui a souvent adopté cette voie avant et indépendamment du gouvernement. Par contraste le Congrès poursuivait son propre agenda sur les dépenses refusant – comme dans le cas du Président Carter- les demandes de restriction. Le mélange contradictoire des contrôles monétaires et des politiques fiscales décontractées n'était pas une solution. Le deuxième shock du pétrole de la fin des années 1970 a augmenté le prix du carburant et par conséquent a contribué à l'inflation. La politique économique nécessitait des restrictions fiscales et le Président était contre le défi du Congrès en ce qui concerne le processus du budget<sup>424</sup>.

Les problèmes économiques que les administrations Ford et Carter se sont occupées et les politiques qu'ils ont employé étaient une continuation des politiques de Nixon. Le chômage et l'inflation étaient hauts et la politique oscillait entre la priorité de l'un et de l'autre. Ford, comme on a vu dans la partie précédente, a lutté contre l'inflation et a utilisé les restrictions monétaires et fiscales mais les effets négatifs du prix du pétrole et la récession globale continuaient et il s'est retrouvé dans un premier temps avec plus d'inflation et plus de chômage. Au fur et à mesure, en 1977, le niveau rampant du chômage était associé avec une descente de l'inflation

---

<sup>423</sup> Ibid., Mieczkowski

<sup>424</sup> Ibid., Seldon & Graham

et le Président Carter déclare, en début 1977, que son objectif prioritaire était de combattre le chômage plutôt que l'inflation. Il a exprimé son intention de réduire le chômage de 7,4% en Janvier 1977 à l'objectif de plein emploi de 4,9%. Pour y arriver il a proposé une augmentation considérable des dépenses fiscales pour stimuler l'économie. Il a aussi proposé un paquet de réductions d'impôt et a cherché à augmenter l'offre de la monnaie. Ce changement de stratégie a apporté un rétablissement important mais a été testé par des pressions inflationnistes. En particulier le deuxième shock de l'OPEP entre 1978 et 1979 qu'on vient d'évoquer ci-dessus, a escaladé l'inflation à des niveaux records. Comme le montrait l'index des prix consommateurs, l'inflation a atteint 13,3 % en Décembre 1979. Le taux de chômage a aussi augmenté et l'Administration a altéré son objectif prioritaire économique comme l'inflation en mettant accent sur et les outils monétaires dans la lutte. Paul Volcker, le Président du Conseil d'administration de la Reserve Fédérale, avec le soutien de l'administration Carter, a pris la direction. Le 6 Octobre 1979, il a annoncé, au nom de la Reserve Fédérale, un changement de procédures d'après lequel plus d'attention serait accordé à contrôler les réserves des banques que de contrôler les taux d'intérêt. L'effet a été immédiat. Les taux des Bons de Trésor américains ont augmenté brusquement et la contraction brutale de l'offre du crédit a ralenti l'économie en début de 1980<sup>425</sup>.

### **3) La crise de 2008: La Grande Récession**

#### **« Re »construire la base de l'hégémonie: L'économie durant la Grande Récession**

##### **a) Les deux mandats de Barack Obama (2008-2016): L'économie**

##### ***Faire face à l'aspect social de la grande récession et l'adoption des politiques keynésiennes***

La crise de 2008 a la particularité d'être une crise de grande ampleur encore une fois initiée aux Etats-Unis et répandu dans le monde, en grande partie coïncidant avec le mandat d'un seul président, Barack Obama. La crise actuelle a été comparée aux crises précédentes, la Grande Dépression et la crise des années 1970, qu'on vient de résumer en grandes lignes. Née aux Etats-Unis, appelé aussi la *grande récession* ou la *crise des subprimes*, ladite crise s'est propagée à l'économie mondiale avec une

---

<sup>425</sup>Ibid., Seldon & Andrew

vitesse sans précédent. La grande spécificité de la crise des subprimes est sans doute d'être la première crise à affecter à la fois l'ensemble des pays industrialisés et des pays émergents avec une telle simultanéité<sup>426</sup>. Même si les indicateurs ne sont pas exactement comparables avec le niveau de la Grande Dépression de 1929, la crise de 2008 est évoquée comme la plus grande crise économique depuis. Durant les dix premiers mois, le produit économique, le commerce mondial et les valeurs des fonds ont chuté brutalement, rappelant l'épisode de la Grande Dépression (voir tableaux II.7 et 8). Les efforts de comprendre la crise de 1929 et les recettes d'éviter une telle catastrophe économique ont plutôt échoué dans le cas de 2008. La crise financière puis économique qui s'est développée successivement a atteint les marchés, les banques et l'économie réelle<sup>427</sup>.

On peut faire un bilan du cadre de la politique extérieure des Etats-Unis en tenant compte des variables de la politique intérieure et de l'économie, comme dans le tableau II.6.

**Tableau II.6 Les choix politiques des Etats-Unis pendant la Grande Récession**

Présidence		2008-2012 Barack Obama	2012-2016 Barack Obama
Parti au Pouvoir		Démocrate	Démocrate
Environnement Economique		Déclenchement de la crise	Maturité et le rétablissement de la crise
Choix de politique	Politique Intérieure	Renforcer les responsabilités sociales de l'Etat	Les programmes de développement social
	Economie	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Gestion de la crise: politiques keynésiennes</li> <li>- Le secours des institutions financières et secteurs endommagés</li> <li>- Mesures fiscales</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Impôts</li> <li>- Poursuite des accords multilatéraux de commerce TPP, TTIP</li> <li>- Troubles avec le congrès sur le budget</li> </ul>

<sup>426</sup> Olivier Redoulès, Vu d'ensemble, L'économie française, édition 2009 source: [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/ref/ECOFR09b.PDF](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ECOFR09b.PDF) consulté le 1er décembre 2015

<sup>427</sup> Banque de France, Documents et Débats n° 3, Janvier 2010

		<ul style="list-style-type: none"> <li>- Croissance de l'exportation malgré la crise</li> <li>- Select USA-Make it in America: Rapatrier les investissements aux Etats-Unis</li> </ul>	
	<b>Politique Extérieure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retrait d'Irak et d'Afghanistan</li> <li>- Intervention en Lybie après la pression des alliés</li> <li>- Doctrine Obama: Partager le fardeau</li> <li>- Minimalisme stratégique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Crise de l'Ukraine – 2013</li> <li>- Crise Syrienne</li> <li>- Rapprochement avec Cuba</li> </ul>

**Tableau II.7: Indicateurs macroéconomiques et de finances publiques**

Indicateurs macroéconomiques et de finances publiques (sources : Bloomberg, Consumer Price Index et Congressional Office Budget)						
	2007	2008	2009	2010	2011	2012
Croissance réelle du PIB	1,9%	-0,3%	-3,1%	2,4%	1,8%	2,2%
Consommation des ménages	1,4%	-3,1%	0,5%	2,8%	1,7%	2,1%
Taux d'épargne	2,5%	6,2%	3,8%	4,8%	3,4%	4,7%
Inflation	4,1%	0,1%	2,7%	1,5%	3%	1,7%
Chômage	4,6%	5,8%	9,3%	9,6%	8,9%	8,1%
Solde de la balance courante (en milliards de dollars)	-710,3	-677,1	-381,9	-441,6	-465,9	-475
Balance courante	-5,1	-4,7	-2,7	-3,1	-3,1	-3
Solde budgétaire fédéral en % du PIB	-1,3	-4,8	-10,4	-8,7	-8,2	-6,7
Dette distribuée sur les marchés en % du PIB	36,3	40,5	54,1	62,8	67,7	72,5
Dépenses publiques (en % du PIB)	19,7	20,8	25,2	24,1	24,1	24,3
Recettes publiques en % du PIB	18,5	17,5	15,1	15,1	15,4	15,8

Source: Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur les Evolutions Stratégiques des Etats-Unis: quelles conséquences pour la France et pour l'Europe? par MM. Jean-Louis Carrère, Robert del Picchia, Mme Josette Durrieu et M. Alain Gournac, Sénateurs (session extraordinaire 2013-2014)

**Tableau II.8: Comparaison des deux crises en termes de PIB réel**

La Grande Dépression				La Grande Récession			
Etats- Unis	1929/1921	1929/1912	1932/1929	2008/2000	2008/1990	Prévision 2009 / L'apogée 2008	A travers 2009/ L'apogée 2008
	Données Annuelles			Données Annuelles			Données Trimestrielles
	Pourcentage			Pourcentage			
	45,4	69,4	-27	19	64,7	-2,9	-3,8

Source: Karl Aiginger (2010). The Great Recession versus the Great Depression: Stylized Facts on Siblings That Were Given Different Foster Parents. *Economics: The Open-Access, Open-Assessment E-Journal*, 4 (2010-18): 1—41. <http://dx.doi.org/10.5018/economics-ejournal.ja.2010-18>, date d'accès 04.02.2016

Les causes de la crise financière sont complexes mais l'une d'entre elles a été un endettement excessif des ménages occidentaux, notamment américains, particulièrement pendant la décennie des années 2000<sup>428</sup>. Résultant de ce contexte, le déclencheur de la crise a été la multiplication de crédits immobiliers accordés à des ménages à faible revenu, les fameux crédits subprimes<sup>429</sup>. Leur spécificité: des taux d'intérêt élevés et des périodes de remboursement longues car ils étaient destinés à des ménages modestes, au risque d'insolvabilité relativement élevé<sup>430</sup>. Les taux d'intérêt étaient très faibles les premières années afin d'être attractifs pour les ménages concernés, mais augmentaient considérablement au bout de quelques années. Au début de la première décennie 2000, en pleine période de croissance américaine et de confiance des opérateurs économiques, les crédits subprimes ont connu un grand succès: ils concernaient en 2006 près de 6 millions de ménages américains pour la plupart à faibles revenus<sup>431</sup>. Puis qu'aucune baisse de prix dans l'immobilier n'avait été enregistrée aux Etats-Unis depuis la récession du début des années 1990, les prêteurs comptaient sur une hausse constante des valeurs immobilières. Si un emprunteur ne pouvait plus rembourser son prêt, sa propriété

<sup>428</sup>Huwart, Jean-Yves et Loïc, Verdier, "La crise financière de 2008, une crise de la mondialisation?" dans **La Mondialisation Economique: Origines et Conséquences**, Editions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264111929-9-fr> consulté le 04.02.2016

<sup>429</sup>Ibid., Huwart et Loïc

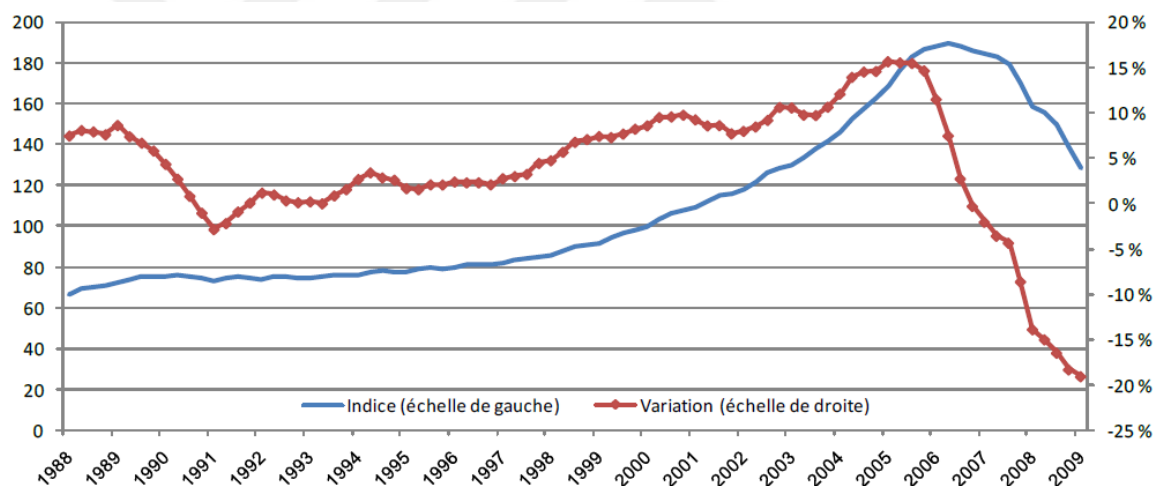
<sup>430</sup>Ibid., Huwart et Loïc

<sup>431</sup>Ibid., Huwart et Loïc



pouvait toujours se revendre à un prix supérieur au prix d'achat<sup>432</sup>. De plus, le prêteur tirait profit de sa titrisation, soit la vente de titres garantis par des créances hypothécaires, ce qui lui permettait de se refinancer et de réduire son risque<sup>433</sup>. L'absence de réglementation de ces opérations a notamment contribué à la prolifération des prêts hypothécaires à risque aux Etats-Unis<sup>434</sup>. Tout allait relativement bien tant que le prix des maisons augmentait<sup>435</sup>. Toutefois au début de 2007 (Graphique II.1), les prix ont amorcé leur descente à la suite de l'éclatement de la bulle immobilière, provoquant des situations où la valeur des propriétés devenait inférieure au solde du prêt hypothécaire<sup>436</sup>. La prolifération des prêts hypothécaires à risque a été lourde de conséquences pour le marché immobilier américain, puisque les défauts de paiement ainsi que les saisies de propriétés ont monté en flèche.

**Graphique II.1: Indice (S&P/Case Schiller) du prix des maisons existantes aux Etats-Unis**



Source: Standard & Poor's, 2010

La crise financière est à due proportion de la situation de fragilité qu'avait développé l'économie mondiale<sup>437</sup>. Une fragilité masquée par ses succès: la libéralisation globale des marchés financiers, l'intégration des économies, l'action -

<sup>432</sup>«La crise financière et ses répercussions canadiennes», Service Analyse du Marché, Fédération des Chambres Immobilières du Québec, Juin 2009

<sup>433</sup> Ibid., Service Analyse du Marché

<sup>434</sup> Ibid., Service Analyse du Marché

<sup>435</sup> Ibid., Service Analyse du Marché

<sup>436</sup> Ibid.

<sup>437</sup> Artus, Patrick, Betbèze, Jean-Paul, de Boissieu Christian, Capelle-Blancard, Gunther, «Rapport: La Crise des Subprimes, Conseil d'Analyse Economique», **La Documentation Française**, Paris, 2008 <http://www.cae.gouv.fr>, consulté le 04.02.2016

parfois qualifiée même de victorieuse des banquiers centraux dans leur lutte contre l'inflation<sup>438</sup>. Cette situation a tout du « *paradoxe de la tranquillité* », une expression que l'on doit à l'économiste Hyman Minsky<sup>439</sup>. Ce dernier a développé dans les années 1960 l'idée que les crises de surendettement se préparent lorsque tout va bien et que les agents économiques (entreprises, ménages) profitent de la croissance et des taux d'intérêt bas pour emprunter parfois au-delà du raisonnable<sup>440</sup>. Mais lorsque les taux d'intérêt se retournent à la hausse, en particulier du fait du resserrement monétaire, l'endettement qui paraissait soutenable, compte tenu du niveau modéré des taux, devient insupportable et vire au surendettement<sup>441</sup>. La hausse régulière des prix de l'immobilier a en effet conduit à une sous-estimation du risque de perte de valeur des créances détenues sur des ménages: même en cas de défaut, la perspective d'une hausse de la valeur de revente du bien permettait de limiter le risque financier<sup>442</sup>. La crise immobilière, à partir de 2006, en accroissant les défauts et en dévalorisant les biens immobiliers correspondants, a entraîné des pertes de valeur des créances immobilières, qui s'est donc propagée dans la sphère financière par le canal de la titrisation (dérivatives)<sup>443</sup>. Quand les banques sont touchées, les conséquences d'une chute brutale des prix d'actifs immobiliers ou boursiers sur l'économie apparaissent plus dures: ce constat se vérifie sur les épisodes de tensions financières survenus au cours des trente dernières années<sup>444</sup>. Les conséquences négatives sur l'économie réelle sont alors plus sévères, notamment dans le premier semestre suivant le choc financier<sup>445</sup>. L'implication des banques dans les crises financières est souvent associée au fait qu'elles ont accordé beaucoup de crédits dans la période d'expansion qui a précédé<sup>446</sup>. Dans ces périodes les banques acceptent comme gages pour leurs prêts des actifs qui s'apprécient<sup>447</sup>. Elles entretiennent ainsi la hausse des cours et s'exposent à un retournement du marché<sup>448</sup>. Lors de ce retournement, elles

<sup>438</sup> Ibid., Artus, Betbèze, de Boissieu, Capelle-Blancard

<sup>439</sup> Ibid.

<sup>440</sup> Ibid., Artus, Betbèze, de Boissieu, Capelle-Blancard

<sup>441</sup> Ibid.

<sup>442</sup> Redoulès, op. cit.

<sup>443</sup> Ibid.

<sup>444</sup> Ibid., Redoulès, référant à "Financial Stress and Economic Downturns", in **IMF World Economic Outlook**, Chapitre 4, pp. 129-158

<sup>445</sup> Ibid.

<sup>446</sup> Ibid., Redoulès, référant à Mishkin, F., « Comment réagir face aux bulles des prix d'actifs? », **Revue de la Stabilité Financière de la Banque de France**, n° 12, pp. 73-82, 2008

<sup>447</sup> Ibid., Redoulès

<sup>448</sup> Ibid.

sont touchées par les défauts de paiement et la dépréciation de leurs actifs<sup>449</sup>. Prudentes, elles limitent alors l'octroi de nouveaux crédits (situation dite de « credit crunch »)<sup>450</sup>.

Du fait de l'interconnexion financière mondiale, que nous avons évoquée aux chapitres précédents et qui s'est accélérée davantage suivant la fin de la Guerre Froide, des titres liés aux crédits subprimes ont été accumulés dans toutes les banques et sur tous les marchés financiers de la planète<sup>451</sup>. Le problème est qu'au bout de quelques années de nombreux ménages souscripteurs de crédits subprimes se sont retrouvés en défaut de paiement, incapable de faire face à l'augmentation brutale de leurs remboursements au bout de quelques années<sup>452</sup>. Ces défauts de paiement ont été amplifiés par la remontée des taux d'intérêt américains à partir de 2004 et par la baisse inattendue des prix de l'immobilier qui a suivi à partir de 2006<sup>453</sup>. Les titres associés à ces crédits ont donc très rapidement perdu de leur valeur. C'est à ce moment que les produits financiers complexes dont faisaient partie les titres adossés aux crédits subprimes ont révélé leur caractère « toxique »<sup>454</sup>. Lors des épisodes de crise précédents, les économies n'avaient pas réagi de manière aussi synchronisée<sup>455</sup>. Les choses s'étaient transmises avec un certain délai d'un pays à l'autre. C'est notamment le cas de la « Grande Dépression » des années 1930. Ainsi, en 1929, l'Allemagne était déjà en récession, avant même que le crash boursier d'octobre aux Etats-Unis ne fasse sentir ses effets: le ralentissement des entrées de capitaux américains, plus porté à s'investir sur le marché américain alors orienté à la hausse, ainsi que les problèmes de rentabilité de l'économie allemande avaient pu contribuer à cette entrée en crise précoce<sup>456</sup>. En France et aux Etats-Unis, le recul du PIB en 1930 était encore modéré au regard de la chute brutale du PIB aux Etats-Unis<sup>457</sup>. La

---

<sup>449</sup> Ibid.

<sup>450</sup> Ibid.

<sup>451</sup> Service Analyse du Marché, op. cit.

<sup>452</sup> Ibid.

<sup>453</sup> Ibid.

<sup>454</sup> Un actif est considéré comme « toxique » ou « contaminé » lorsque la diminution de sa valeur est telle que celui-ci ne peut plus être revendu facilement sur le marché. Dans le cadre de la crise immobilière américaine avec la chute des prix des maisons, la valeur d'un nombre croissant de maisons ne couvrait plus au complet l'hypothèque. Cela signifie qu'en cas de défaut, la vente de la maison ne permet pas de récupérer la totalité de l'hypothèque. Devenus trop risqués avec la multiplication des prêts à haut risque qui a fortement accru le risque de défaut, les actifs basés sur ces hypothèques (mortgage-backed-securities) se sont donc transformés en actifs illiquides puis qu'ils ne trouvaient plus d'acquéreurs sur le marché. (Référence à « *La crise financière et ses répercussions canadiennes* », Service Analyse du Marché, Fédération des Chambres Immobilières du Québec, Juin 2009)

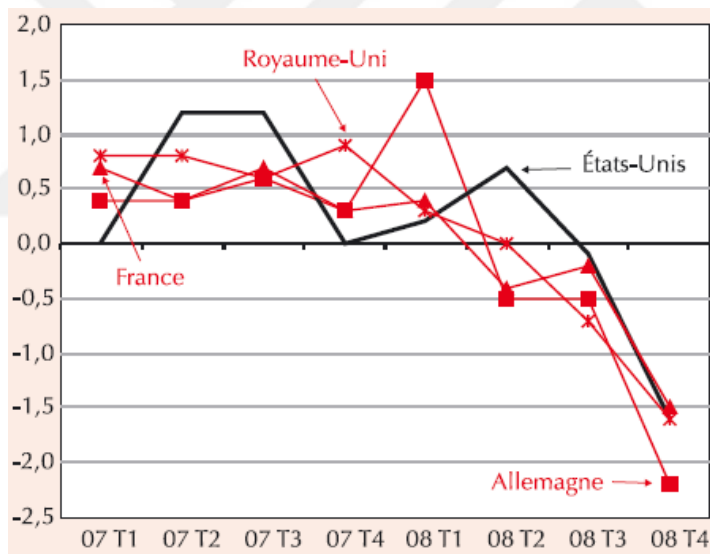
<sup>455</sup> Redoulès, op. cit.

<sup>456</sup> Ibid.

<sup>457</sup> Ibid.

crise américaine n'a fait sentir pleinement ses effets sur l'Europe qu'en 1931, avant que les situations nationales ne divergent à nouveau<sup>458</sup>. Le choc pétrolier intervenu à l'automne 1973 a affecté de façon beaucoup plus simultanée les pays avancés, avec cependant des nuances selon les pays, la France par exemple touchée un peu plus tardivement<sup>459</sup>. Au total la crise actuelle se caractérise donc par un impact inhabituellement synchrone sur l'activité des grands pays industrialisés, des pays émergents et des pays d'Europe centrale et orientale<sup>460</sup>. Cette synchronisation qui tend à amplifier la crise vient aussi à en faciliter la résolution: confrontées à des périls communs les politiques de stabilisation macroéconomiques s'en trouvent plus spontanément coordonnées<sup>461</sup>.

**Graphique II.2: PIB Allemagne, France, Etats-Unis, Royaume-Uni: les taux de croissance (ou de décroissance) trimestriels entre 2007 et 2008**



Source: Instituts de statistiques nationaux (Redoulès)

Les causes de la crise sont listées par Roubini (l'économiste de Stern Business School à l'Université de New York qui a su avertir le public bien avant la crise) et Mihm comme les innovations financières, les fautes de la gouvernance, la politique monétaire aisée, les fautes du gouvernement et le système bancaire fantôme contribuant au déclenchement de la crise. Roubini et Mihm accusent aussi la

<sup>458</sup>Ibid.

<sup>459</sup>Ibid.

<sup>460</sup>Ibid., Redoulès

<sup>461</sup>Ibid.

dérégulation qui prépare l'environnement pour les innovations financières. D'après Roubini et Mihm, les agences de notation Moody's, Fitch et Standard & Poor's devaient sonner l'alarme<sup>462</sup>. Les agences ont clairement manqué de sonner l'alarme et succombé aux bénéfices d'incitation<sup>463</sup>. Les auteurs soulignent qu'à l'aube de la crise les agences de notation ont gagné leurs profits de donner des notes AAA qui souvent n'étaient pas mérités, pour des produits financiers structurés. L'inaction ou l'action du gouvernement a aussi contribué à l'effondrement<sup>464</sup>. Le résultat était la bulle immobilière. En injectant une grande quantité de monnaie facile dans l'économie et en le tenant pour longtemps, Greenspan a évité l'éclatement d'une bulle en nourrissant une toute entière<sup>465</sup>.

Dans leur analyse de huit siècles des crashes financiers, Reinhart et Rogoff (2009) déduisent la conclusion suivante: « la conscience de la probabilité de l'éclatement d'une crise ne se développe qu'en cas d'une incidence qui amène l'éclatement d'une bulle spéculative »<sup>466</sup>. Les auteurs trouvent que la crise des subprimes de 2007 n'en était pas une exception et se situait dans la lignée des bulles antérieures même si les décideurs ou les financiers croyaient que les choses ont changé. Les marchés financiers étaient désormais plus sophistiqués et les innovations dans les instruments financiers permettaient de gérer le risque d'une façon plus efficace. Le FMI dans son rapport « World Economic Outlook » écrit seulement cinq mois avant le crash « les risques globales économiques ont diminué depuis notre dernier numéro en septembre 2006 ». Bezemer (2009) compte 10 économistes qui ont prévu la probabilité d'un crash d'une telle ampleur (en prenant en compte ces économistes qui utilisent un modèle économique). L'aspect qui est différent cette fois-ci est le fait que dans les crises financières d'après guerre les pays OSCE ont été associés avec le risque de la crise mais aucun d'entre eux n'était menacé par le risque d'un crash total du système bancaire sauf les pays nordiques du début des années 1990. Cette fois-ci, peu d'économistes ont pu prévoir que le pays le plus avancé avec

---

<sup>462</sup> Lloyd Mitchell, Book Review of Roubini, N. & Mihm S., *Crisis Economics: A Crash Course in the Future of Finance*, Penguin Press, New York, 2011, **Journal of Multidisciplinary Research**, Vol. 3, No. 3, Fall 2011, 153-155

<sup>463</sup> Ibid. Lloyd Mitchell

<sup>464</sup> Ibid. Lloyd Mitchell

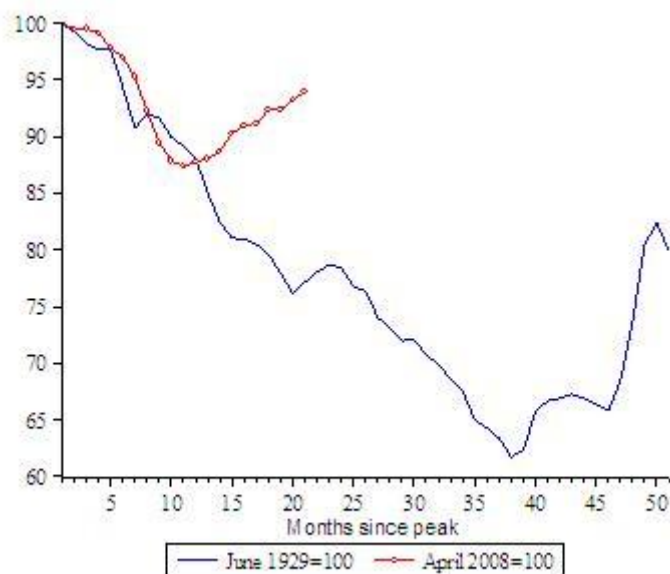
<sup>465</sup> Ibid.

<sup>466</sup> Allington Nigel F.B., McCombie John S.L., Pike Maureen, "Lessons not learned: from the collapse of long-term capital management to the subprime crisis" **Journal of Post-Keynesian Economics**, Summer 2012, Vol. 34, No 4, 555, 2012

un système financier de premier plan et novateur serait au bord d'une crise bancaire<sup>467</sup>.

Dans le cas de la Grande Récession la production industrielle mondiale a vu une baisse similaire à celle dans la première année de la Grande Dépression. Cela a entraîné un chômage massif. Le chiffre officiel aux Etats-Unis a atteint 9,4 % en mai 2009, ce qui n'est pas un record mais la croissance du travail à mi-temps suggère que la situation du marché de travail est pire qu'il semble. D'autres pays ont été touchés plus sévèrement. En Espagne, par exemple, le taux du chômage a atteint 18%.<sup>468</sup> La plupart des gouvernements ont su éviter la faute de Herbert Hoover, d'augmenter les impôts et de réduire les dépenses pendant que l'économie plonge. Donc les choses se sont améliorées plus vite que dans le cas de la grande dépression (voir le graphique II.3 pour l'évolution comparative produit mondial dans les deux crises).

**Graphique II.3: Produit industriel mondial 2008 vs. 1929**



Source: Barry Eichengreen et Kevin O'Rourke, <http://voxeu.org/article/tale-two-depressions-what-do-new-data-tell-us-february-2010-update>

### *Les politiques pour faire face à la récession:*

<sup>467</sup> Ibid., Allington Nigel F.B., McCombie John S.L., Pike Maureen

<sup>468</sup> Krugman, Paul, **The Return of Depression Economics: The Crisis of 2008, 2009**, Norton, New York

L'économiste américain Paul Krugman, dans son livre intitulé « *End This Depression Now !* » décrit la sévérité de la crise par les mots de John Maynard Keynes, prononcés dans les années 1930: « *une condition chronique d'activité en dessous des normes (du normal) pour une période considérable sans aucune tendance visible envers le rétablissement ou un échouement complet.* » Même si les indicateurs ne sont pas au niveau de la Grande Dépression c'est sans doute une catastrophe économique et même si les aspects économiques, technologiques et sociaux ont changé au fil des 75 années entre les deux crises, les problèmes associés avec la crise sont plus ou moins similaires à ceux des années 1930.

Les analystes acceptent que la récession profonde (Décembre 2007-Juin 2009) et la période lente de rétablissement entre 2009 et 2011 représente la contraction économique la plus dure qui a touché les Etats-Unis depuis la Grande Dépression dans les années 1930 (Barro 2011 ; Bernanke 2013 ; Grusky, Western et Wimer 2011 ; Krugman 2012 ; Stiglitz 2009). Durant les deux derniers quarts de l'année 2008, la croissance américaine a reculé de 3,7% et 8,9% respectivement. En 2009 l'économie américaine s'est contracté davantage de 3,1% d'après les chiffres du Bureau d'Analyse Economique de 2013. La raison pour cette contraction était d'abord la diminution de la consommation privée qui compte à peu près 70% du PNB américain et de l'accumulation du capital fixe causé en particulier par l'échouement de la construction résidentielle (voir Kirkegaard et. al. 2011)<sup>469</sup>. Le chômage est monté en flèche. En 2009 arrivé a 9,3%, moyennant 9,6% en 2010 et 8,9% en 2011 d'après le Bureau des Statistiques d'emploi (Bureau of Labor Statistics, 2013). On peut parler de cinq phases du début de la crise qui a commencé avec les perturbations liées aux emprunts hypothécaires à risque (subprime), de juin 2007 à mi-mars 2008<sup>470</sup>. A la suite de cette première phase au cours de laquelle il était essentiellement question de liquidité en termes de ressources, les pertes bancaires et les dépréciations se sont poursuivies alors que la dégradation de la conjoncture se traduisait peu à peu par de nouvelles baisses du prix des actifs<sup>471</sup>. Durant la deuxième phase (de mars à mi septembre 2008), les problèmes de financement ont ainsi fait place à des préoccupations au sujet de la solvabilité et donc

<sup>469</sup> Stormy-Annika Mildner, Julia Howald, "Jumping the Fiscal Cliff: The Political Economy of Fiscal Policy Making Under President Obama" **CESifo Forum** 2/2013 (June)

<sup>470</sup> 79<sup>e</sup> Rapport Annuel de BRI (Bank for International Settlements)

<sup>471</sup> Ibid. 79<sup>e</sup> Rapport Annuel de BRI

du risque de faillites bancaires caractérisées<sup>472</sup>. L'une d'elles, la chute de Lehman Brothers le 15 septembre a déclenché la troisième phase, la plus aiguë, sous la forme d'une perte de confiance généralisée qui n'a pris fin qu'après de multiples interventions de la part des autorités, d'une ampleur inégalée<sup>473</sup>. Pendant la quatrième phase (de fin octobre 2008 à mi-mars 2009), les marchés ont du faire face à des perspectives de croissance mondiale de plus en plus sombres, en même temps qu'à des incertitudes quant aux effets des interventions publiques sur les marchés et l'économie<sup>474</sup>. La cinquième phase (depuis mi-mars 2009) a vu apparaître des signes du retour d'un certain optimisme sur les marchés, malgré des nouvelles macroéconomiques et financières qui demeuraient largement négatives<sup>475</sup>.

On trouve des études qui portent sur les conséquences économiques et sociales de la Grande Récession mais ses conséquences politiques ont reçu moins d'attention des chercheurs<sup>476</sup>. Face à ces conditions dramatiques, il y a eu des débats intenses concernant le contenu et l'approche des plans de sauvetage du gouvernement depuis la fin de 2008<sup>477</sup>. Le plan original était 700 milliards de dollars (The Emergency Economic Stabilization Act of 2008) proposé par l'ancien secrétaire de Trésor, Henry Paulson, qui a donné la priorité de soutien à l'hypothèque, à l'assurance et aux banques d'investissement (Clark 2008), mais plus tard les plans ont pris en compte les compagnies industrielles. En particulier les trois grands producteurs d'automobiles américains notamment General Motors, Ford et Chrysler étaient frappés par la récession (Isidore 2008 ; US Congress 2008 ; Chrysler LLC 2009 ; General Motors Corporation 2009). Les autres industries comme l'informatique ont été aussi affecté par la crise et les plus grandes compagnies ont demandé le sauvetage. Les critères selon les quelles les secteurs industriels vont bénéficier du sauvetage gouvernemental ont été objet de discussions. Par exemple en ce qui concerne le choix des secteurs pour le soutien, l'étude de Jianxi Luo montre que les domaines soutenus par l'administration de Barack Obama ont un effet relativement limité sur le ravitaillement de l'économie. D'après les conclusions de

<sup>472</sup> Ibid. 79<sup>e</sup> Rapport Annuel de BRI

<sup>473</sup> Ibid. 79<sup>e</sup> Rapport Annuel de BRI

<sup>474</sup> Ibid. 79<sup>e</sup> Rapport Annuel de BRI

<sup>475</sup> Ibid. 79<sup>e</sup> Rapport Annuel de BRI

<sup>476</sup> Grusky, Western & Wimer 2011 ; Sedfeldt & Graham 2013 cité par Brian D. McKenzie, "Political Perceptions in the Obama Era: Diverse Opinions of the Great Recession and its Aftermath among Whites, Latinos, Blacks", **Political Research Quarterly**, Vol. 67, No. 4 (December 2014), pp. 823-836

<sup>477</sup> Jianxi Luo, "Which industries to bail-out first in economic recession? Ranking US industrial sectors by the power of pull", **Economic Systems Research**, 25:2, 157-169



cette étude, le classement des industries les plus influant comprend l'industrie automobile mais montre un effet limité pour les secteurs publics d'infrastructure, de santé et la conception et les services informatiques<sup>478</sup>.

Krugman rappelle le célèbre dicton de Keynes: « *the boom, not the slump, is the time for austerity/ le boom, pas la récession, est le moment de l'austérité* »: il pense que le gouvernement doit dépenser plus, pas moins, jusqu'à ce que le secteur privé soit prêt à conduire l'économie. Mais d'après lui les politiques d'austérité contre l'emploi ont été préférées. La stratégie devrait être basée sur les politiques expansionnistes créant de l'emploi<sup>479</sup>. D'après les données du Bureau National de la Recherche Economique (NBER), la Grande Récession qui a commencé en décembre 2007 prend fin en juin 2009 et le rétablissement commence. Mais les conséquences au niveau des individus et des foyers ont continué à être ressenties d'une façon sévère. Même si le taux de chômage s'est reculé de son apogée en Octobre 2009, le progrès venait très lentement. Le « dynamique positif » mentionné par Bernanke dans son discours en tant que Président de la Réserve Fédérale en Mars 2009 ne s'est pas vite répandu et le temps nécessaire pour l'apparition de ses effets s'est prolongé. En 2007 les américains qui ont déclaré qu'ils n'ont pas de travail était au nombre de 6.8 million. En décembre 2011, le même nombre dépasse 13 million<sup>480</sup>. Si on mesure le chômage en incluant ceux qui ont perdu leur espoir de trouver du travail et qui ont cessé de chercher, le nombre monte à 24 million, ce qui correspond à 15% de la force de travail, qui est à peu près le double du nombre avant la crise<sup>481</sup>.

Le chômage au terme long est difficile pour les ex-employés partout dans le monde mais aux Etats-Unis où la sécurité sociale est faible comparé aux autres pays ça peut facilement devenir un cauchemar<sup>482</sup>. L'assurance chômage qui compte seulement un tiers du revenu perdu (*lost income/forgone*) est à court pendant l'an 2010-2011, même s'il y avait une baisse au taux de chômage, le nombre des américains sans emploi et qui ne peuvent pas recevoir de l'assurance a doublé<sup>483</sup>. Les foyers souffrent financièrement du chômage prolongé.

Les « succès » de la politique économique de l'administration Obama sont classés comme la réforme d'assurance maladie, la transformation du domaine des

<sup>478</sup> Jianxi Luo, "Which industries to bail-out first in economic recession? Ranking US industrial sectors by the power of pull", **Economic Systems Research**, 25:2, 157-169

<sup>479</sup> Paul Krugman, **End This Depression Now**, 2012, Norton&Company, New York

<sup>480</sup> Ibid. Krugman

<sup>481</sup> Ibid.

<sup>482</sup> Ibid.

<sup>483</sup> Ibid.

prêts scolaires, la réforme de la régulation financière, la réforme éducationnelle « Race to the Top »<sup>484</sup>. On liste comme les échecs, la législation concernant la réforme de l'emploi, la réforme d'immigration, la réforme de l'énergie propre<sup>485</sup>.

Depuis la fin de 2008 il y a eu des débats intenses concernant le contenu et l'approche des plans de sauvetage du gouvernement<sup>486</sup>. Pour stabiliser le secteur financier et pour ravitailler la croissance économique le gouvernement américain a passé plusieurs mesures de relance et de sauvetage. Les principaux sont TARP – Troubled Asset Relief Program – de 700 milliards de dollars américains entré en vigueur le 3 Octobre 2008, destiné, depuis le Trésor aux banques et aux institutions financières en difficulté comme la compagnie d'assurance AIG ainsi que dans l'industrie automobile (GM, Chrysler)<sup>487</sup>. ARRA- American Recovery and Reinvestment Act de 787 milliards de dollars, un plan de relance (plus tard augmenté à 840 milliards de dollars) qui comprenait des incitations fiscales, l'expansion des prestations de chômage et d'autres provisions de sécurité social ainsi que les dépenses nationales sur l'éducation, la santé et l'infrastructure. En décembre 2010 un autre plan de relance contre le chômage et les troubles dans le secteur immobilier est adopté par le Congrès, juste après les élections terme milieu: Tax Relief, Unemployment, Insurance Reauthorization and Job Creation Act of 2010. L'adoption n'a pas été facile comme les démocrates ont perdu la majorité du Congrès et ils voulaient passer la loi avant l'inauguration du nouveau gouvernement en Janvier 2013. Dans ce contexte ils ont accepté un compromis et pour assurer la prolongation de l'aide au chômage (assurance chômage) et les incitations fiscales pour les classes sociales de revenu moyen et bas, les démocrates ont consenti à prolonger les réductions d'impôts du Président Bush en 2001 et 2003 pour les foyers de revenu plus haut. Le plan de relance de 858 milliards de dollars incluait la prolongation de l'aide au chômage de 13 mois (56 milliards de dollars) et réductions d'impôts de 802 milliards de dollars. La loi a été adoptée avec plus de soutien bipartisan. Le problème de dette public et de déficit budgétaire persistait. L'opinion publique tournait contre l'administration Obama et sa façon de maîtrise du problème. Les démocrates et les républicains étaient d'accord sur l'importance du problème mais leurs vues

<sup>484</sup>Theda Skocpol and Lawrence R. Jacobs, Ed., **Reaching for a New Deal: Ambitious Governance, Economic Meltdown, and Polarized Politics in Obama's First Two Years**, New York: Russell Sage Foundation, 2011.

<sup>485</sup>Ibid., Skocpol and Jacobs

<sup>486</sup>Jianxi Luo, op. cit.

<sup>487</sup>Stormy-Annika Mildner, Julia Howald, op. cit. pour les analyses et les données dans la page 163-166

divergeaient sur la solution. En Septembre 2010 le déficit budgétaire était à 8.9 % du PNB et la dette publique était prévue d'atteindre 101 % du PNB en 2021 (d'après Congressional Budget Office). C'était le début de longs débats entre les républicains et les démocrates qui a causé un risque de fermeture du gouvernement américain, qui d'après l'Article I de la Constitution « *no money shall be drawn from the Treasury but in consequence of appropriations made by law* » qui revient à dire que si le gouvernement n'arrive pas à adopter un budget, il n'a pas le droit de le dépenser non plus.

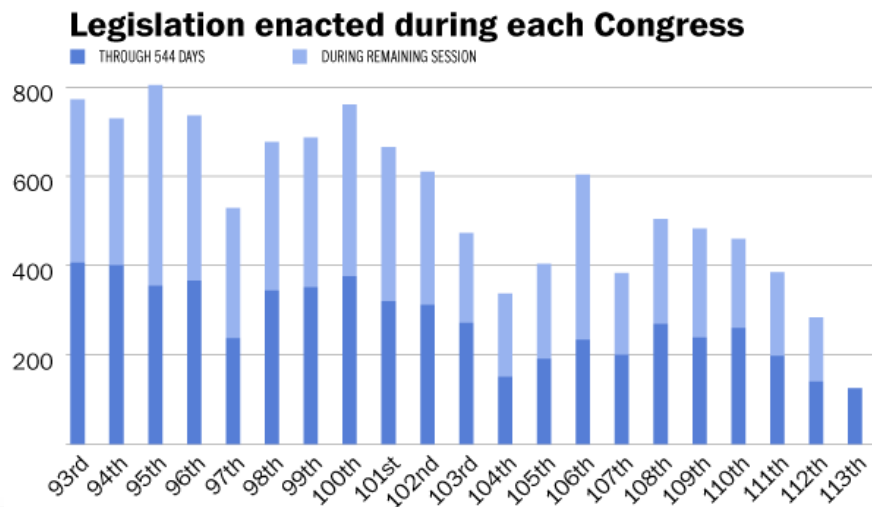
Les républicains ont utilisé le plafond de dette (*debt limit*) pour faire accepter plusieurs réductions de dépenses budgétaires à l'administration Obama. Les disputes sur le budget et les actions prises pour éviter la fermeture du gouvernement ne seront pas abordés en détail comme cela dépasse le cadre et l'objectif principal de cette étude mais on voudrait quand-même les noter comme des prises de positions et des décisions démontrant la direction et les troubles de l'économie américaine en général. En Mars 2013 les réductions de dépenses sont entrées en vigueur et comme la loi de Budget Control de 2011 dicte, la moitié de ces réductions sont destinés au budget de défense. Les autres programmes affectaient le FBI, the SEC (Securities Exchange Commission), the Federal Emergency Management Agency (FEMA), sécurité des aéroports, FDA et l'éducation spéciale<sup>488</sup>.

La politique fiscale des Etats-Unis symbolise une impasse dans le Congrès - Barack Obama était capable de passer plusieurs « large bills » (healthcare and financial regulatory reform) pendant les deux premières années de son premier mandat quand les démocrates étaient majoritaires dans les deux chambres du Congrès, mais plus tard en 2011/2012 quand la majorité du Congrès était républicaine pas de loi majeure n'a pu être adoptée. Le second mandat de Barack Obama qui correspond au 113<sup>e</sup> Congrès, majoritairement républicain, n'a pas été plus facile non plus (voir le Graphique II.4 pour le nombre des lois adoptés).

Le débat sur le budget a continué jusqu'à 2014, on dit qu'une chose est certaine, les compressions budgétaires ont entravé / mis en difficulté le gouvernement, les investissements dans le système d'éducation, le transport et l'infrastructure énergétique du pays.

---

<sup>488</sup> Ibid.

**Graphique II.4: Nombre des lois adoptés par différents Congrès**

Source: <https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2014/07/09/the-113th-congress-is-historically-good-at-not-passing-bills/> consulté le 15 juin 2016

« Obamacare » (Patient Protection and Affordable Care Act) et the « Financial Overhaul Bill » (Wall St. Reform and Consumer Protection Act) ont laissé les Républicains assez frustrés. Ils ont essayé de bloquer le deuxième mandat de Barack Obama. Les républicains croient que trop de dépense publique détruit l'emploi et ralenti la croissance économique, c'est pourquoi ils refusent les mesures de ce genre. Dans leur agenda, « Pledge to America », les républicains appellent d'arrêter l'expérience Keynésienne. Ils veulent que les dépenses gouvernementales soient réduites au niveau d'avant la crise et ils voient les réductions d'impôts (y compris la réduction pour ceux qui ont des revenus plus haut), comme l'approche convenable pour stimuler la demande intérieure et pour la relance de l'économie<sup>489</sup>. L'aile conservatrice du parti républicain, Tea Party, fait un pas de plus et dans leur « *Contract From America* »: ils demandent une majorité de deux tiers dans le Congrès pour adopter les augmentations d'impôt. Ils veulent que l'équilibre du budget devienne une exigence constitutionnelle. D'autre part les démocrates donnent une plus grande importance au rôle du gouvernement dans l'économie. Ils croient que pour assurer un certain niveau d'équilibre et de justice dans la société il doit y avoir les programmes de base comme Medicare, Medicaid et la Sécurité Sociale. Ils

<sup>489</sup> Ibid.

défendent des impôts plus hauts pour les riches et une plus grande redistribution de la prospérité pour la prévention de la croissance de l'inégalité économique<sup>490</sup>.

Certaines tentatives pour comprendre la crise donnent une explication de l'angle du néolibéralisme ou le capitalisme du marché libre, autrement dit, le contrat social américain de libérer les entreprises et les marchés. D'après l'économiste Thomas Palley, le modèle de croissance néolibéral qui combine le niveau des salaires et la productivité croissant a été testé après 1980<sup>491</sup>. La croissance des salaires a désormais été remplacée par l'inflation des prix. Les défenseurs de l'orthodoxie néolibérale ont donné la priorité à attaquer l'inflation, le salaire minimum et la protection des ouvriers. En même temps la globalisation a amené la concurrence étrangère de la part des économies opérant sur une base de salaires moins élevés et par conséquent la fuite des possibilités d'emploi (*off-shoring of employment*). Ce modèle macroéconomique était associé avec une accumulation massive de dette publique et privée qui nourrissait d'énormes profits financiers et marquait la financiarisation accroissant du capitalisme<sup>492</sup>. L'ancien économiste en chef du FMI Simon Johnson note que l'accumulation de prospérité (wealth) du secteur financier a donné les banquiers un poids politique énorme et un capital culturel, sans même employant de vraie pression sur le gouvernement<sup>493</sup>. D'après Johnson, l'industrie bancaire et de la titrisation a profité du fait que les cercles à Washington soient en accord sur l'indispensabilité des institutions financières et les marchés libres de capitaux pour la position des Etats-Unis dans le monde<sup>494</sup>. L'adoption de ce modèle a mené à l'inflation rapide des prix immobiliers et à la bulle immobilière qui éclate causant des dégâts catastrophiques.

### **Le commerce international et l'administration Obama:**

Entre 2005 et 2010, les exportations de marchandises ont continué à croître plus rapidement que le PIB mondial, malgré la crise<sup>495</sup>. Le taux de croissance des exportations a été de 3% pendant cette période, tandis que la croissance du PIB a été inférieure, à 2%<sup>496</sup>. En 2009, les exportations de marchandises ont diminué de 12%

<sup>490</sup> Ibid. Stormy-Annika Mildner, Julia Howald

<sup>491</sup> Joseph S. Peschek, "The Obama Presidency and the Great Recession: Political Economy, Ideology and Public Policy", **New Political Science**, Vol. 33 no 4, 429-444, Dec. 2011

<sup>492</sup> "The shift in gravity from production to finance within the economy as a whole" comme cité dans la source originale (Peschek, 2011)

<sup>493</sup> Simon Johnson, "The Quiet Coup", **The Atlantic**, May 2009, p.50 cité dans Joseph S. Peschek

<sup>494</sup> Ibid., Peschek

<sup>495</sup> Statistiques du commerce international 2015, rapport de l' OMC

<sup>496</sup> Ibid., OMC

et le PIB de 2% suite à la crise financière<sup>497</sup>. Cela a été suivi d'une reprise rapide en 2010, les exportations de marchandises augmentant de 14% et le PIB de 4%<sup>498</sup>.

Les États-Unis sont restés le principal destinataire unique de l'investissement étranger direct dans le monde, bien que les flux entrants aient baissé<sup>499</sup>. Pour contrer cette tendance, le gouvernement maintient ou continue d'établir des programmes de promotion de l'investissement étranger<sup>500</sup>. Le programme *SelectUSA* de 2011 continue de servir de plate-forme centralisée pour attirer et retenir les investissements, et le programme "*Make it in America*" de 2012 est conçu pour accélérer la relocalisation, c'est-à-dire rapatrier les investissements et les emplois aux États-Unis<sup>501</sup>.

La période après la deuxième guerre mondiale a témoigné à une forte croissance du commerce international et à la création d'un cadre global de commerce basé sur le principe d'économie ouverte<sup>502</sup>. Les États-Unis ont été le leader de ce processus<sup>503</sup> où il y a une longue tradition de coopération bipartite sur la libéralisation du commerce<sup>504</sup>.

L'agenda du commerce global est entré dans une phase ralentie au début du 21e siècle, ce qui a poussé les États-Unis à tourner vers des accords régionaux ou bilatéraux du commerce libre<sup>505</sup>. Lorsque la diversité des intérêts des 161 membres de l'Organisation mondiale du commerce freine l'avancée des négociations multilatérales, les accords bilatéraux se sont multipliés partout dans le monde<sup>506</sup>.

En 1994 l'accord de commerce libre de l'Amérique du Nord / North American Free Trade Agreement (NAFTA) achevé par le Président Bill Clinton a intégré davantage l'économie des États-Unis avec le Canada et le Mexique<sup>507</sup>. Outre les accords bilatéraux récents avec la Colombie, le Panama et la Corée du Sud les États-Unis ont signé des accords de commerce libre 17 autres pays<sup>508</sup>. D'autre part,

---

<sup>497</sup> Ibid.

<sup>498</sup> Ibid.

<sup>499</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/tpr\\_f/s307\\_sum\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s307_sum_f.pdf) consulté le 16 juin 2016

<sup>500</sup> Ibid.

<sup>501</sup> Ibid.

<sup>502</sup> James McBride, "*The Future of U.S. Trade Policy.*" CFR.org. **Council on Foreign Relations**, 10 Apr. 2015. Web. 16 June 2016.

<sup>503</sup> Ibid., McBride

<sup>504</sup> Alessi, Christopher, and Robert McMahon. "U.S. Trade Policy." CFR.org. **Council on Foreign Relations**, 14 Mar. 2012. Web. 16 June 2016.

<sup>505</sup> McBride, op. cit.

<sup>506</sup> Elvire Fabry, « TTIP: *too Big to Fail?* », **Politique étrangère**, 2016/2 (Été), p. 129-141. DOI 10.3917/pe.162.0129

<sup>507</sup> McBride, op. cit.

<sup>508</sup> Ibid.

les effets de la mondialisation ont aussi donné lieu à une résistance à la libéralisation du commerce<sup>509</sup>. Le mouvement des ouvriers américains et une partie des économistes défendent que les accords de commerce endommagent les ouvriers, nuisent la base de production des Etats-Unis et cause l'inégalité de revenu<sup>510</sup>. Les défenseurs répliquent que les accords de commerce libre créent du travail en ouvrant de nouveaux marchés à l'exportation américaine et en facilitant la compétition dans les marchés extérieurs<sup>511</sup>.

En ce qui concerne le commerce libre, l'opinion du Président Obama semble avoir évolué, depuis son élection en plein milieu de la crise économique en 2008<sup>512</sup>. Durant sa candidature il était assez sceptique envers la politique du commerce libre de l'administration Bush. Il a questionné NAFTA et les autres accords commerciaux. Il a critiqué ces accords de ne pas procurer assez de protection pour les ouvriers américains<sup>513</sup>.

Mais face au rétablissement lent de l'économie américaine, Obama a élargi sa stratégie de la croissance y incluant une plus grande attention au commerce. Pendant son discours de « *State of the Union* » (l'état de l'Union) en 2010, il a annoncé l'initiative de l'exportation nationale (*National Export Initiative*). Ce plan avait comme but de doubler les exportations américaines dans 5 ans et de créer deux millions emplois. L'administration est sur la bonne voie d'après la plupart des économistes qui, trouvent que les exportations rampant – à 180 milliards de dollars par mois- ont aidé les Etats-Unis combattre sa malaise économique. Notamment les exportations de produits agricoles ont atteint 137.4 milliards de dollars en année fiscale 2011 alors que les produits pétroliers ont atteint 90 milliards de dollars<sup>514</sup>.

D'autre part une nouvelle génération d'accords méga-régionaux se développe côté Pacifique et Atlantique: au TPP s'ajoute la négociation de TTIP<sup>515</sup>. Vers la fin de 2009, le représentant du commerce des Etats-Unis (U.S. Trade Representative) Ron Kirk a annoncé que les Etats-Unis continueraient les négociations initiées par l'administration Bush avec l'Australie, la Brunei, le Chili, la Nouvelle Zélande, le Pérou, le Singapour, le Viêtnam et la Malaisie sur un accord multilatéral de

---

<sup>509</sup> Ibid.

<sup>510</sup> Ibid., McBride

<sup>511</sup> Ibid.

<sup>512</sup> Christopher Alessi, and Robert McMahon, "U.S. Trade Policy." CFR.org. **Council on Foreign Relations**, 14 Mar. 2012. Web. 16 June 2016.

<sup>513</sup> Ibid.

<sup>514</sup> Ibid.

<sup>515</sup> Fabry, op. cit.

commerce de la région Pacifique aussi appelé « *Trans Pacific Partnership, TPP* »<sup>516</sup>. En 2017, le jour de l'inauguration de son mandat, le Président Trump a retiré les Etats-Unis de TPP pour tenir sa promesse de campagne: préserver l'économie américaine. L'administration Obama, suivant sa stratégie "pivot to Asia"<sup>517</sup>, a donné soutien à cette initiative et TPP, jusqu'à l'an 2015, s'est élargi en incluant le Japon, le Canada et le Mexique mais excluant la Chine<sup>518</sup>. Les 12 parties sont arrivées à un accord final en Octobre 2015<sup>519</sup>. Les pays TPP reçoivent 44 % de toutes les exportations et 85% des exportations agricoles américaines. Comme les tarifs traditionnels sont déjà bas, TPP se concentre sur les réformes comme libéraliser les secteurs protégés, standardiser les douanes et les réglementations, renforcer les protections des droits de propriété intellectuels, promouvoir des lois plus concurrentiels et transparents, renforcer les standards d'emploi et d'environnement<sup>520</sup>. Avec la décision de Donald Trump les accords son dans une impasse à cause du seuil de ratification en fonction du poids des partenaires.

Ensemble les États-Unis et l'Union Européenne représentent environ 45 % du PIB mondial, près de 30 % des échanges mondiaux de marchandises et 20 % de l'investissement direct à l'étranger (IDE) dans le monde<sup>521</sup>. La relation commerciale entre les Etats-Unis et l'Union Européenne compte plus de 1 trillion de flux de marchandises et de services chaque année<sup>522</sup>. Lancé officiellement en 2013, les négociations de TTIP se concentrent largement sur l'amélioration de la coopération régulatrice entre les deux parties<sup>523</sup>. Après l'élection de Trump, TTIP était congelé mais en 2018 l'administration Trump semble reprendre les négociations. La nature du commerce global s'est modifié à cause de la fragmentation des processus de production et par conséquent les effets de l'intégration régionale ont changé. La création commerciale et la diversion commerciale<sup>524</sup> ne dominant plus l'ordre du

---

<sup>516</sup> Ibid., Alessi et Mahon

<sup>517</sup> "La stratégie pivot ou du rééquilibrage a été lancé face à l'importance grandissante de la région de l'Asie-Pacifique au 21<sup>e</sup> siècle. Pour profiter de ce changement du dynamisme géopolitique global et pour renforcer son économie, les Etats-Unis construisent des liens diplomatiques, économiques, développementaux, civiles et sécuritaires avec la région." Kurt Campbell and Brian Andrews, "Explaining the US 'Pivot' to Asia", Americas 2013/01, Chatham House, August 2013

<sup>518</sup> Ibid., McBride

<sup>519</sup> Ibid.

<sup>520</sup> Ibid.

<sup>521</sup> Fabry, op. cit.

<sup>522</sup> McBride, op. cit.

<sup>523</sup> Ibid.

<sup>524</sup> La diversion commerciale (Trade diversion) désigne le déclin du commerce suite à la production efficace par un troisième pays, suite à l'intégration régionale (Viner 1950). Source: Andreas Freytag, Peter Draper, Susanne Fricke, "The Impact of TTIP: Volume 2: Political Consequences for EU Eco



jour; les standards et les règles d'investissement sont des sujets plus importants. Si construit de façon appropriée TTIP a la chance de renforcer le commerce global et d'intensifier la répartition du travail à l'échelle mondiale<sup>525</sup>. Les partisans avancent que cela aidera à réduire les coûts des affaires, par conséquent à stimuler la croissance et à diminuer les prix de consommation<sup>526</sup>. L'autre priorité est d'assurer un traitement légal équitable des investisseurs<sup>527</sup>. Tout cela est sujet de critiques du côté des employés et Trump veut intégrer son slogan « America First » dans le processus. Cependant plusieurs Européens hésitent de laisser les OMG issu des Etats-Unis pénétrer leur marché et d'assouplir les règles de l'étiquetage des produits parmi d'autres limitations perçues à la souveraineté nationale<sup>528</sup>.

Le récent essor de la production d'huile et de gaz de schiste aux États-Unis a eu des répercussions sur différents aspects de l'économie: il a fait baisser les prix de l'énergie et contribué à réduire les coûts de production du secteur manufacturier, qui est devenu un important pourvoyeur d'emplois<sup>529</sup>. Le déficit des opérations courantes est tombé à son niveau le plus bas en quatre ans en 2013 suite à la forte réduction du déficit du commerce du pétrole, qui représente près de la moitié du déficit total du commerce des marchandises et des services<sup>530</sup>. Le commerce des marchandises a poursuivi sa croissance pendant la période considérée et les exportations ont atteint un niveau historique en 2013, mais les importations ont reculé pour la première fois en cinq ans<sup>531</sup>. Les États-Unis restent le premier exportateur mondial de services et le solde positif de leur balance commerciale a augmenté pendant la période à l'examen<sup>532</sup>

---

nom ic Policymaking, Transatlantic Integration, China and the World Trade Order, Konrad-Adenauer-Stiftung e. V., 2014, Berlin

<sup>525</sup> Andreas Freytag, Peter Draper, Susanne Fricke, "The Impact of TTIP: Volume 2: Political Consequences for EU Economic Policymaking, Transatlantic Integration, China and the World Trade Order, Konrad-Adenauer-Stiftung e. V., 2014, Berlin

<sup>526</sup> Ibid., McBride

<sup>527</sup> Ibid.

<sup>528</sup> Ibid.

<sup>529</sup> [https://www.wto.org/french/tratop\\_f/tpr\\_f/s307\\_sum\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s307_sum_f.pdf) consulté le 16 juin 2016

<sup>530</sup> Ibid.

<sup>531</sup> Ibid.

<sup>532</sup> Ibid.

## **II-B) Bilan des choix de la politique étrangère américaine qui correspondent aux crises économiques: Défis variés, réponses similaires**

Comme on a examiné ci-dessus, la conjoncture américaine en passant par les crises économiques, fait face à des difficultés fondamentales à résoudre, les gouvernements font plusieurs choix importants et lancent des programmes de ravitaillement. Que ce soit une perte de dynamisme ou un mauvais fonctionnement structurel, les instances de crises n'ont pas seulement des répercussions économiques. En premier lieu elles affectent les préférences du public et la réponse du gouvernement aux défis du monde extérieur. Pour un hégémon tels sont les Etats-Unis, l'effet des crises dans le résultat final des décisions de la politique étrangère sont-ils passagers et négligeables ? Ou ont-elles plus d'importance qu'on y attribue ? Notre sous-chapitre suivant cherche la réponse à cette question en regardant de près la réaction des décideurs américains aux défis internationaux au moment de chaque crise.

### **1) L'opinion publique en premier: La politique étrangère durant la Grande Crise**

#### **a) Le mandat du Président Herbert Hoover (1928-1932):La politique étrangère**

##### *L'isolationnisme persistant*

La politique extérieure des Etats-Unis est caractérisée par l'isolationnisme<sup>533</sup> (ou le non-interventionnisme précisément) sous l'ombre du souvenir de la première guerre mondiale. Réjouissant la sécurité outre Atlantique, les Etats-Unis, s'éloigne de l'internationalisme Wilsonien et reste à l'écart des conférences internationales au

---

<sup>533</sup>La doctrine présentée par le président des Etats-Unis James Monroe en 1823, l'isolationnisme, se résume dans le dicton fameux "Amérique aux américains" et consiste à mettre fin à la colonisation des états d'Amérique par les européens. En contrepartie, les Etats-Unis assument rester à l'écart des conflits européens. La doctrine Monroe disparaît avec l'entrée des Etats-Unis à la première guerre mondiale et avec l'approche internationaliste de Wilson, pour réapparaître dans les années 20 et 30.

long des années 1920<sup>534</sup>. En 1922, avec les accords signés suivant la conférence navale de Washington, vise à contrôler la course aux armements parmi les grands puissances (la traité de 5 puissances entre les Etats-Unis, la Grande Bretagne, le Japon, la France, l'Italie) et conçoit une coopération en Extrême-Orient en cas de crise (la traité de 4 puissances entre les Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon, la France). Dans la même conférence le troisième accord correspond au traité des neuf puissances (entre Etats-Unis, la Grande-Bretagne, le Japon, la Chine, la France, l'Italie, la Belgique, le Pays-Bas, le Portugal) qui a pour objectif d'assurer l'intégrité territoriale de la Chine et la politique Open-door. Avec le pacte de Briand-Kellogg, les Etats-Unis refuse, à cote de la France et l'Allemagne, le recours à la guerre pour résoudre les conflits internationaux. Ce pacte réalisé en dehors du cadre de la Société des Nations, a été signé par 62 pays dans la période qui suit. La politique de Good Neighbor (bon voisinage) avec l'Amérique Latine est aussi une approche fondée avant la période de la grande crise. Il se montre la première fois en cas de crise avec la Mexique en 1923, sous la présidence de Coolidge, en évitant le recours à la solution militaire<sup>535</sup>.

Dans la période qui suit le choc boursier, on assiste à la continuation du comportement isolationniste caractérisé par le non-interventionnisme dans la politique étrangère. Les Etats-Unis actent dans la voie de la politique « Good Neighbor » (bon voisinage) comme nous montre le retrait de Nicaragua de la flotte américaine ou son inaction après l'occupation de la Manchourie par le Japon. L'affaire de Manchourie est d'ailleurs considérée comme une atteinte sérieuse à la paix. Jusqu'en septembre 1931, les affaires d'Extrême-Orient n'ont pas inquiété les Américains. Le Japon semblait auparavant continuer à observer les règles de la vie internationale et notamment le « traité des Neuf puissances ». Il était aussi un des pays signataires du pacte de Briand-Kellogg en 1928 et du traité naval de Londres de 1930. Pourtant le 19 septembre 1931, les troupes japonaises commencent à occuper des villes de la Manchourie du Sud. Les Chinois représentent 90% des habitants mais les Japonais y possédaient des intérêts importants depuis le traité de Portsmouth (1905): la base de Port-Arthur a bail, l'exploitation du South Manchouria Railway et le contrôle du zone du chemin de fer. Les Etats-Unis n'envoient pas de représentant à

<sup>534</sup>Londres, San Remo, Hythe, Lympne, Spa en 1920; Cannes, Londres et Gênes en 1922; Londres en 1924; Locarno en 1925; Gênes en 1926

<sup>535</sup>Jerald A. Combs, **TheHistory of AmericanForeignPolicy from 1895**, Armonk, New York, 2012, p. 138

la commission Lytton formée par SDN sur l'appel de la Chine. Le comportement isolationniste, face à l'avance japonais vers le Nord et la conquête totale de Manchourie, réduit la réponse américaine à la « condamnation morale » et la « non-reconnaissance » de la conquête, sans aller jusqu'à prendre des sanctions économiques<sup>536</sup>.

Une note, aussi appelée la doctrine Stimson, d'après le nom du secrétaire d'Etat de l'administration Hoover, est publiée en janvier 1932: les Etats-Unis ne reconnaîtront aucun état de fait en Chine qui irait à l'encontre des droits américains reconnus par les traités, du principe de la « porte ouverte » ou du pacte Briand-Kellogg. Ceci n'empêche pas les Japonais de débarquer à Shanghai le 28 janvier 1932. Stimson est plus en faveur d'une action militaire, notamment envoyer la marine américaine, mais Hoover se contente d'une « pression morale ». Stimson toutefois adresse au sénateur William Borah une lettre dans laquelle il réaffirme son refus de reconnaître le fait accompli et menace de renforcer la marine américaine dans le Pacifique si le Japon ne change pas de conduite. Dès mars 1932, le Japon crée l'Etat satellite du Mandchoukouo, puis quitte la SDN en février 1933 lorsque la commission Lytton propose que la Manchourie bénéficie d'un régime d'autonomie tout en restant sous la souveraineté chinoise. La menace américaine n'a fait aucun effet. En fait, Hoover et Stimson n'avaient pas le choix, avec une opinion publique pacifiste et un manque de moyens navals dans le Pacifique. Donc le courant isolationniste des années d'après-guerre ont continué après la grande crise de 1929 sous la présidence de Hoover et s'est apparue en tant qu'une approche plutôt pacifiste au niveau international.

#### **b) Le premier mandat de Franklin D. Roosevelt (1932-1936): La politique étrangère**

##### ***La caution face à la montée des tensions***

Roosevelt, lorsqu'il était le gouverneur de New York en 1928, se prononçait en faveur d'un programme d'inspiration wilsonienne en matière de politique extérieure. Il écrit dans *Foreign Affairs* en 1928 « L'isolement des nations sera aussi difficile dans l'avenir que le serait l'isolement de la Nouvelle-Angleterre ou du Sud aujourd'hui ». Mais durant la première période de sa présidence, Roosevelt, a dû

---

<sup>536</sup>Ibid., Yves-Henri Nouailhat

tenir compte de l'opinion publique, du Congrès et de la gravité de la crise économique en dirigeant la politique extérieure<sup>537</sup>. Gagner le soutien de groupes différents de la politique intérieure pour New Deal était d'une grande importance pour lui. Ce qui inquiète les Américains c'est la situation intérieure du pays, la crise, le chômage, la misère, la peur du lendemain. Le public attend de Roosevelt des solutions à la crise. Les problèmes soulevés par l'attitude de l'Allemagne ou du Japon paraissent bien loin. Il n'apparaît ni indispensable ni souhaitable de s'en préoccuper. C'est la raison pour laquelle il a adhéré à l'approche isolationniste qui était l'opinion prévalant dans le public. Ses propos sur la politique extérieure n'étaient pas très différents de ceux de Hoover. Même s'il est un internationaliste convaincu, il renonce prudemment à demander l'entrée des Etats-Unis dans la Société des nations et il justifie sa position en déclarant « la SDN aujourd'hui n'est plus celle voulue par Wilson ». Les Etats-Unis d'après lui doivent conserver leur liberté internationale. Comme Hoover, il veut développer une politique de bon voisinage avec les Etats de l'Amérique latine et souhaite que les Européens remboursent leurs dettes.

Même si Roosevelt se concentre sur l'économie dans un premier temps, il a aussi continué à faire partie des efforts internationaux d'assurer la paix, pourtant avec précaution. En 1933 durant la Conférence du désarmement à Genève la position isolationniste des Etats-Unis apparaît encore une fois. En cas d'agression, les consultations que les Etats-Unis pourraient avoir avec les membres de SDN ne constitueraient pas d'engagement. Cette attitude amène l'échec de la conférence<sup>538</sup>. En 1936 Roosevelt appelle tous les chefs d'Etat de faire partie des pactes de non-agression<sup>539</sup>.

Comme une nouvelle tendance dans la politique extérieure, on voit la reconnaissance de jure de l'Union soviétique. En 1933 les Etats-Unis étaient la seule des grandes nations à n'avoir pas reconnu le régime soviétique. Les milieux d'affaires préfèrent développer les relations commerciales avec Moscou. Dans les années 1920 des compagnies Américaines comme GE, DuPont, International Harvester avaient mis en place des accords de soutien technologique avec l'Union Soviétique. Ford avait un investissement de production de véhicules en Russie.

---

<sup>537</sup>Ibid., Yves-Henri Nouailhat

<sup>538</sup>Ibid. Yves-Henri Nouailhat

<sup>539</sup>Ibid., Samuel Flag Bemis

Roosevelt s'appuie la décision de reconnaissance sur cette base. Une coopération pour endiguer l'expansion japonaise en Asie était aussi dans l'arrière-plan de sa décision<sup>540</sup>. L'autre exemple de tendance nouvelle se caractérise par l'indépendance accordée aux Philippines prise par les Etats-Unis en 1901, symbole de l'impérialisme américain qui ambitionne s'étendre vers le Pacifique. La loi Tydings-Mc Duffie, votée par le Congrès en 1934, accorde aux Philippines l'indépendance totale dans un délai de 10 ans. Certains milieux d'affaires Américains le souhaitaient pour éviter la concurrence des produits des îles comme le sucre, l'huile de grain de coton, produits laitiers. Cette indépendance fut retardée jusqu'en 1946 à cause de la guerre<sup>541</sup>.

L'élection de Roosevelt aux Etats-Unis et d'Hitler en Allemagne correspond à la même période. Roosevelt, contre l'agression grandissante allemande, a envisagé un boycott économique qu'il n'a pas pu effectuer. Il a considéré l'intervention quand Hitler militarise la région de Rhin. En somme il n'a pris aucune action qui pourrait fragiliser le consensus intérieure nécessaire pour sortir les Etats-Unis de la grande crise. Dans ce sens New Deal paraît mettre au second rang un comportement actif dans la politique extérieure. Le sentiment isolationniste, dont les souvenirs de la première guerre mondiale étaient à la racine, est consolidé par la grande crise.

### **c) Le deuxième mandat de Franklin D. Roosevelt (1936-1940): La politique étrangère**

#### ***La confrontation inévitable***

La récession de 1937 a secoué la coalition New Deal. Les efforts à rester en dehors du conflit en Extrême-Orient culminent lorsque les avions de guerre Japonais attaquent le navire Américain Panay sur la rivière Yangtze. Roosevelt accepte l'apologie japonaise et l'affaire est close.<sup>542</sup> Aucune grande puissance y inclus les Etats-Unis n'ont devancé pour protéger la Chine de l'agression Japonaise. La Conférence de Bruxelles en 1937 a échoué et les Etats-Unis sous prétexte d'éviter des instances de conflit ont commencé à rapatrier ses citoyens du territoire Chinois<sup>543</sup>. Le Japon a pris cette attitude comme faiblesse. De sa part Roosevelt, vue

<sup>540</sup>Ibid, Jerald A. Combs, p. 146

<sup>541</sup>Ibid., Yves-Henri Nouailhat

<sup>542</sup>Ibid., Jerald A. Combs, p. 151

<sup>543</sup>Ibid., Flagg Bemis, p. 476

l'opposition grandissante contre lui dans la politique intérieure, n'a pas fait plus que d'observer la montée de l'agression Allemande en Europe<sup>544</sup>.

En 1937 l'invitation du premier ministre britannique Chamberlain par Roosevelt n'a pas reçu de réponse positive.<sup>545</sup> La même année le fameux discours de Roosevelt nommé quarantaine qu'il donne à Chicago, est à noter étant un appel à isoler les agresseurs. Pourtant l'inaction des pays de l'Ouest en face de l'invasion de la région de Sudète en Tchécoslovaquie dans le cadre de la politique d'apaisement est vue comme une défaite diplomatique qui a donné l'Allemagne le courage d'occuper la Tchécoslovaquie. De part Roosevelt a déclaré que la Conférence de Munich est une initiative réussie dans la voie de l'apaisement pour éviter la guerre<sup>546</sup>. Les agressions contre les juifs en Allemagne marquent un tournant pour les Etats-Unis. Le seuil à l'action est désormais franchi. Roosevelt rappelle le représentant des Etats-Unis de Berlin. Hitler répond par le rappel de son ambassadeur de Washington.

Dans cette dernière période de la grande crise, la politique extérieure, bien que menée plutôt par le biais des prononciations diplomatiques, il est à noter que les Etats-Unis s'éloignent de son effort de diminuer les dépenses militaires qu'on assiste à cause de l'anxiété causé par la crise économique et par conséquent de l'isolationnisme. En 1934 les dépenses militaires qui comptent le 7% des dépenses fédérales remontent à 10% en 1937 et à 17% en 1940. Dans la même période les Etats-Unis cherchent à renforcer ses forces navales car les puissances rivales ont atteint des forces considérables et les Etats-Unis est loin des limites de capacité prévues par les traités navals de Washington (1922) et de Londres (1930).

---

<sup>544</sup>Ibid., Jerald A. Combs, p. 152

<sup>545</sup>Chamberlain a refusé l'invitation, en disant " It is always best and safest to count on nothing from the Americans but words" (c'est toujours le meilleur et le plus sûr de ne rien attendre des américains que des mots)" Akira Iriye, **The Cambridge History of American Foreign Relations**, Vol. III, Cambridge University Press, 1993, p. 157

<sup>546</sup>Ibid., Iriye

## 2) L'adaptabilité de l'hégémon: La politique étrangère durant les années 1970

### a) Le mandat de Richard Nixon (1969-1974): La politique étrangère

#### *Une nouvelle doctrine*

Dans cette partie on va aborder la politique étrangère des Etats-Unis qui coïncide avec la période de ses "crises" économiques des années 1970. Comme on a vu dans la partie précédente, les Etats-Unis ont subi des difficultés considérables dans le domaine de l'économie durant cette décennie. On va essayer de retracer les liens de ces bouleversements avec sa politique étrangère.

On doit noter que la guerre de Vietnam qui perdure marque cette période comme la guerre de la plus longue durée de l'après deuxième guerre mondiale à laquelle les Etats-Unis ont participé comme l'ennemi principal du Vietnam du Nord après la défaite française en 1954. A cette reprise Vietnam surpasse tous les autres exemples d'usage de feux. Jusqu'en 1970 le total du nombre des bombardements était au dessus de toutes les autres campagnes dans l'histoire. La guerre de Vietnam était aussi la guerre la plus couteuse ou les dépenses américains sont calculées approximativement comme 150 milliards de dollars. Les pertes américaines montent à 58000 (par rapport au bilan de 33500 de la guerre de Corée)<sup>547</sup>.

Du point de vue stratégique, les Etats-Unis ont vu Vietnam dans le cadre de l'endiguement. Vietnam était une des locations géographiques où Washington a essayé de d'arrêter l'agression communiste de la période d'après-guerre. La politique d'endiguement était soutenue par l'opinion publique américaine et au moins jusqu'en 1965 il y avait peu de réaction contre la guerre. Les critiques, jusqu'alors, venait du droit, qui demandaient une guerre plus intense<sup>548</sup>. L'idée derrière la politique d'endiguement était la croyance qu'une victoire communiste s'étendrait dans d'autres régions. C'était la théorie des dominos datant de la période de Truman (1947) et trouvant écho dans l'opinion générale. Les consultants du président Johnson disaient en 1965<sup>549</sup>:

---

<sup>547</sup>Geir Lundestad, **East, West, North, South: Major Developments in International Politics Since 1945**, 2010, Sage Publishing, p.80

<sup>548</sup>Ibid., Lundestad, p.80

<sup>549</sup>Ibid.



*Si Vietnam du Sud est perdu, Thaïlande ne peut pas être retenu et les effets sur le Japon et l'Inde peuvent être plus dangereux... L'effet en Europe peut aussi être dangereux... de Gaulle pourrait trouver d'appui pour son argument – ne pas compter sur les Etats-Unis pour la défense de l'Europe-*

*Vietnam du Sud était un test important pour la culpabilité du monde libre et des Etats-Unis à confronter la stratégie communiste des guerres de libération nationale et la défaite américaine aurait entraîné un scepticisme à l'échelle mondial sur la fiabilité du dévouement américain.*

Si on s'arrête un moment sur la motivation des Etats-Unis pour la guerre de Vietnam on voit que les intérêts économiques américains en Indochine n'étaient pas significatifs. Les données qui existent sur l'importance des ressources naturelles de la région datent de la période d'Eisenhower. D'autre part la théorie des dominos a aboli la distinction entre les considérations stratégiques, politiques et économiques. Pour chacune de ces dimensions la défaite américaine aurait des conséquences néfastes. La motivation derrière la participation des Etats-Unis est passée par des étapes différentes au fil du conflit. Tout au début, après la deuxième guerre mondiale, c'était pour aider la France et à la renforcer dans l'Europe de l'ouest. Puis la défense contre le communisme est devenue la première motivation. Quand le clivage entre l'union Soviétique et la Chine est devenue claire aux années 1962-63, la guerre était justifiée au nom de la défense contre le modèle Chinois des guerres de libération nationale. Une défaite pour les Etats-Unis, entrainerait de nouveaux coups de guérillas dans d'autres coins du monde, alors que la victoire serait contraignant pour ce type de mouvement de prendre de telles actions<sup>550</sup>. En outre la situation en Europe était plus stable et les efforts américains pouvaient être dirigés vers d'autres défis en Asie et en Afrique. Mais entre temps, il était aussi vrai que la position relative des Etats-Unis avait détérioré et la capacité américaine de contrôler Vietnam était beaucoup moins qu'on imaginait<sup>551</sup>.

En 1961, le président John F. Kennedy, convaincu que la Chine communiste soutient activement le Vietnam du Nord, approuve un programme d'action militaire américaine au Vietnam afin de soutenir le gouvernement nationaliste contre la rébellion communiste. Désireux d'assurer la paix en Asie du Sud-est et de préserver les intérêts américains dans la région, son successeur, le président Lyndon B.

---

<sup>550</sup>Ibid., Lundestad, p.80-109

<sup>551</sup>Ibid.

Johnson, renforce davantage l'engagement qui a débuté en février 1965, lorsque l'administration Johnson a déclenché les premiers bombardements sur le Nord-Vietnam accusé d'infiltrer le Sud Vietnam. Dès lors la présence américaine augmente et passe de 23 000 hommes en 1965 à plus de 540 000 en 1969. Les rebelles communistes du Viet Cong, soutenus par l'armée du Vietnam du Nord, sont ravitaillés par la piste Hô-chi-minh constituée d'un système de sentiers, de tunnels et de bunkers que les Américains tentent vainement de détruire. L'U.R.S.S. et la Chine assistent alors d'autant plus activement les communistes du Front national de Libération (FNL) par des livraisons d'armes et de vivres sans toutefois intervenir directement dans le conflit<sup>552</sup>. Le Nord Vietnam était en mesure de combattre les forces américaines notamment durant l'offensive de Têt de janvier-février 1968. Cette offensive et les dégâts qu'elle a causés ont marqué le changement de l'opinion publique américaine. Le soutien du public à la guerre de Vietnam commence à éroder dès lors. Il s'agit d'une campagne militaire menée en 1968 par les forces combinées du Front national de Libération du Sud Vietnam (ou Viet Cong) et de l'Armée populaire vietnamienne pendant la guerre de Vietnam. L'offensive commence prématurément le 30 janvier 1968, un jour avant la nouvelle année lunaire, le Têt. L'opération Têt a dévasté toutes les parties. Le 31 janvier 80 000 soldats communistes attaquent plus de 100 villes à travers le pays dans la plus grande opération militaire conduite à ce point de la guerre. Plus de 30 000 des attaquants communistes sont soit morts, soit blessés ou capturés. Les forces locales communistes du Sud Vietnam et l'armée du Vietnam du Nord étaient endommagées à tel point qu'il leur fallait des années pour retourner à leur niveau de force antérieure<sup>553</sup>. Les buts poursuivis étaient le soulèvement de la population sud-vietnamienne contre la République du Vietnam, démontrer que les déclarations américaines selon lesquelles la situation s'améliorait étaient fausses et dévier la pression militaire pesant sur les campagnes vers les villes sud-vietnamiennes. Les pertes américaines et sud-vietnamiennes étaient moins nombreuses mais graves (1 100 et 2 300 respectivement)<sup>554</sup>. Au moins 14 000 civiles sont morts et à peu près un million, la plupart à Saïgon, sont devenus réfugiés.

<sup>552</sup> Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE)  
[http://www.cvce.eu/content/publication/2011/11/21/6dfe06ed-4790-48a4-8968-855e90593185/publishable\\_fr.pdf](http://www.cvce.eu/content/publication/2011/11/21/6dfe06ed-4790-48a4-8968-855e90593185/publishable_fr.pdf) consulté le 6 Novembre 2015

<sup>553</sup> Robert J. MacMahon, **The Limits of Empire: The United States and Southeast Asia since World War II**, Columbia University Press, 1999, p. 147

<sup>554</sup> Ibid., MacMahon, p. 147

La crédibilité des Etats-Unis a subi un grand shock avec Têt. Même si l'offensive a échoué ses objectifs et n'a pas pu acquérir le soutien du peuple par le soulèvement, elle a réussi à percer l'illusion du progrès que le président Johnson tenait auprès du public. Le soutien pour les politiques de l'administration s'est érodé et la désillusion envers la politique américaine a commencé à être exprimée. Après Têt on a commencé à se rendre compte que la guerre de Vietnam pourrait perdurer encore longtemps sans succès. La demande par le General Westmoreland au président d'augmenter le nombre de troupes de combat a Vietnam se fait entendre en résultat d'une fuite et suscite de fortes réactions<sup>555</sup>. Le général s'appuyait sur la logique militaire d'attaquer l'ennemi affaibli avec une nouvelle force. Pourtant les critiques, comme le sénateur Robert F. Kennedy, l'adversaire politique de Johnson et une colombe ardente ont dénoncé cette demande en affirmant que les 500 000 soldats américains avec 700 000 alliés Vietnamiens, possédant le commandement total de l'air et de la mer, soutenus par des ressources énormes et les armes les plus modernes n'étaient même pas capable de protéger une seule ville. Donc les troupes additionnelles, d'après les critiques, ne pourraient pas apporter de victoire, au moins sans imposer des coûts immenses et complètement inacceptables sur les Etats-Unis<sup>556</sup>.

L'attaque de Têt correspond à la même période avec la croissance du déficit commercial des Etats-Unis. Les investisseurs domestiques et étrangers perdaient leur confiance en dollar surévalué qui était le pilier du système économique international depuis la deuxième guerre mondiale. Les européens qui réclament être forcé à payer pour le spiral inflationniste provoqué par le Vietnam, essayaient de se protéger en échangeant des sommes de plus en plus large de dollar vers la fin de 1967 et début 1968. Cette poussée d'échanges spéculatifs a amené à une clôture temporaire des marchés d'or en Mars. Soudain l'administration Johnson faisait face au plus Grand défi du système monétaire international de l'après guerre. Le 15 Mars, Johnson a averti discrètement les premiers ministres européens que ce désordre financier peut endommager les relations politiques entre l'Europe et les Etats-Unis et peut mettre en vigueur les forces qui ont désintégré le monde occidental entre 1929 et 1933. La crise du dollar/or comme Johnson et ses consultants économiques ont déduit, était

---

<sup>555</sup>Ibid., MacMahon, p. 147-155

<sup>556</sup>Ibid.

connecté à la guerre de Vietnam<sup>557</sup>. Les coûts de la guerre de Vietnam n'étaient pas limités au domaine de l'économie et le président Lyndon B. Johnson a confronté une révolte politique de grande dimension. Aux Etats-Unis, le mouvement anti-guerre qui a pris son élan suivant l'attaque de Têt a dépassé le mouvement "marginal" de quelques années auparavant. C'est désormais devenu le mouvement le plus large, le plus prononcé et le plus perturbateur des mouvements dans l'histoire du pays<sup>558</sup>. Il n'a pas seulement mobilisé les centaines de milliers de protestants dans les rues des villes américaines et a affecté les universités les plus prestigieuses mais a menacé toute forme d'autorité et a reçu le soutien de la société américaine<sup>559</sup>.

Voilà donc les motivations politiques et les conséquences politiques et économiques de la guerre de Vietnam qui a ouvert les années 1970 avec plus de difficultés que prévues pour les Etats-Unis. Sur cette base, Nixon, le candidat républicain, un sympathisant de l'intervention militaire américaine à Vietnam et un réaliste, se préparait pour les élections de 1968 en tant que l'héritier de Johnson. On va regarder de près les politiques étrangères des trois présidents de l'époque en commençant par Richard Nixon.

Durant la course à la présidence Nixon défendait que les efforts militaires des Etats-Unis à Vietnam fussent vitaux pour la sécurité nationale des Etats-Unis<sup>560</sup>. Comme les présidents antécédents Eisenhower, Kennedy et Johnson, Nixon qualifiait une victoire communiste à Vietnam de menace incontournable aux intérêts stratégiques des Etats-Unis qui pourrait mener à l'agression communiste dans l'Asie du Sud et dans d'autres locations du monde "libre"<sup>561</sup>. Il était en même temps était aigri par la course qu'ont pris les événements à Vietnam depuis 1968. Il estimait que les Etats-Unis investissaient trop de ressources et de prestige à cette guerre. Ce conflit, selon Nixon était aussi un obstacle à des objectifs plus diversifiés de la politique étrangère américaine. Il était décidé de sortir du Vietnam le plus tôt possible mais d'une manière convenable à la crédibilité américaine. Dans ce sens il était soutenu par son consultant de la politique étrangère, Henry Kissinger, qui lui aussi défendait la paix dans l'honneur. Dans un article publié dans *Foreign Affairs* en 1969, l'ancien professeur de Harvard a fait le point suivant: "quoique l'intervention

---

<sup>557</sup> Ibid.

<sup>558</sup> Ibid.

<sup>559</sup> Ibid., MacMahon, p. 147-155

<sup>560</sup> Edward R. Drachman & Alan Shank, **Presidents and Foreign Policy: Countdown to 10 Controversial Decisions**, State University of New York Press, 1997 p. 143-181

<sup>561</sup> Ibid., Drachman & Shank, p.143-181

initiale à Vietnam soit peut-être une erreur stratégique, il s'agit du dévouement de cinq cent mille américains et cela fait la signifiante de Vietnam. Ce qui importe en ce moment c'est la confiance aux promesses américaines.<sup>562</sup> Kissinger plus tard a noté dans ses souvenirs: "On ne peut pas simplement quitter une entreprise qui comprend deux administrations, cinq pays alliés et trente et un mille morts comme si on change de chaîne à la télé."<sup>563</sup> "Comme le leader des alliances démocratiques, on doit se rendre compte du nombre des pays et des millions de citoyens qui font confiance à notre volonté de rester à côté de nos alliés pour leur sécurité, en effet à Notre confiance à nous mêmes."<sup>564</sup>

Dans la construction de la nouvelle politique étrangère des Etats-Unis, le plus grand défi pour Nixon et Kissinger était de mettre ensemble le consensus domestique qui était divisé. Dans cette entreprise, ils ont cherché à accommoder la politique étrangère aux conditions domestiques et internationales changeantes. Le secrétaire d'Etat et consultant de sécurité nationale Henry Kissinger, explique cela dans ses mémoires par la reconnaissance des limites. Il note qu'en relation avec ses problèmes les ressources américaines n'étaient plus sans fin. Kissinger a résumé sa vision du monde ainsi: "*Dans la vie des nations comme celle des êtres humaines on arrive à un point où les possibilités apparemment sans limite de la jeunesse se réduit tout d'un coup et on se rend compte qu'on n'a plus autant de choix*"<sup>565</sup>. Kissinger écrit: "*Le processus de reconnaître ses limites n'est facile pour personne*". Lorsque Kissinger en tant que le premier consultant de la politique étrangère de Nixon, essayait de les guider, les Etats-Unis étaient devenus un pays avec des limites. D'après Kissinger, les Etats-Unis étaient dans une période d'ajustement pénible face à une transformation de la politique globale<sup>566</sup>. Ils étaient forcés à assumer le fossé entre leur histoire et les nouvelles besoins<sup>567</sup>. Il précise qu'ils doivent prioriser, autant qu'au niveau matériel qu'au niveau des idées. Ce point de Kissinger, qu'on rencontre non seulement dans les années 1970 mais lors des crises et défis économiques des Etats-Unis qu'on étudie dans le cadre de ce travail est

<sup>562</sup> Traduit de l'américain, N.A., Ref. Robert J. MacMahon, *The Limits of Empire: The United States and Southeast Asia since World War II*, Columbia University Press, p. 147-155

<sup>563</sup> Ibid.

<sup>564</sup> Ibid.

<sup>565</sup> Daniel J. Sargent, **A Superpower Transformed: The Remaking of American Foreign Relations in the 1970s**, New York: Oxford University Press, 2015, book review by Jordan Michael Smith

<sup>566</sup> Ibid., Sargent

<sup>567</sup> Ibid.

particulièrement important comme cela implique les limites du pouvoir de l'hégémon. On dirait, contrairement à la conception générale, l'hégémon n'est pas capable de tout. Dans la partie de l'élaboration théorique on va discuter cette attitude des Etats-Unis dans la perspective des théories des relations internationales. Maintenant on va tourner notre attention à la politique étrangère de la période qui s'est construite sur la base de Vietnam et face à la perspective sombre de l'économie.

Nixon croyait qu'il était temps pour les Etats-Unis de changer la course de la politique étrangère et de s'adapter aux réalités internationales au lieu d'un interventionnisme extrême ou un anti-communiste automatisé, sans logique. Sa vision portait sur les adversaires principaux communistes: il a voulu mettre fin à l'hostilité de deux décennies de Washington et Beijing. De l'autre côté il a voulu encourager une relation avec l'Union Soviétique moins dirigée par l'idéologie et plus par l'économie. Pour toutes les différences qui ont séparé les grandes puissances, le nouveau chef de l'exécutif était convaincu qu'ils partageaient l'intérêt commun de promouvoir la paix globale, l'ordre et la stabilité. Il a eu aussi l'opportunité d'utiliser le clivage entre l'Union Soviétique et la Chine et il a joué sur cette rupture. Dans son premier rapport annuel de la politique étrangère il déclarait que l'unité communiste internationale était divisée et il était résolu à profiter de ce développement<sup>568</sup>.

En Juillet 1969, lors d'une visite à Guam, le Président a annoncé une nouvelle approche aux relations entre les alliés, pendant une conférence de presse informelle<sup>569</sup>. Plus tard, raffiné par la Maison Blanche, cette approche est appelée **la doctrine Nixon** qui visait à mettre un terme au su rengagement militaire des Etats-Unis en Asie. Ladite doctrine consiste de trois éléments essentiels:

- 1) Les Etats-Unis continueront à rendre hommage à tous ses engagements accordés,
- 2) Les Etats-Unis continueront de procurer un bouclier nucléaire aux alliés menacés par des puissances nucléaires et à d'autres nations menacées et dont la survie est vitale à la sécurité des Etats-Unis,
- 3) Dans les cas où il s'agit d'autres types d'agression, les Etats-Unis vont fournir l'assistance militaire et économique demandé nécessaire conformément à leurs engagements accordés. Mais les Etats-Unis tourneront d'abord vers la nation

---

<sup>568</sup> MacMahon, op. cit., p. 147-155

<sup>569</sup> Ibid.

menacée directement pour entreprendre la responsabilité primaire de procurer la force armée pour sa défense<sup>570</sup>.

Comme dit Nixon: *“Je crois que le temps est venu où, dans leurs relations avec tous leurs amis asiatiques, les Etats-Unis devront mettre l’accent sur deux choses: d’abord, nous resterons fideles aux engagements contractés dans nos traités, par exemple nos engagements à l’égard de Thaïlande au titre de l’OTASE (SEATO en anglais, Organisation du Traité de l’Asie du Sud-Est); mais en second lieu, en ce qui concerne les problèmes de sécurité interne, en ce qui concerne les problèmes de défense militaire, sauf dans le cas ou une grande puissance menacerait de recourir aux armes nucléaires, les Etats-Unis vont encourager... la gestion et la prise en charge de ces problèmes par les nations asiatiques elles-mêmes...”*<sup>571</sup>

La “doctrine Nixon” substituait à une politique de présence directe une assistance indirecte plus à la portée du pays<sup>572</sup>. Autrement dit, les Etats-Unis, éviteraient le contact direct dans les régions comme Vietnam. C’était la continuation du processus qui a commencé après l’attaque de Têt à l’ère de Johnson. Nixon cherchait à mettre en œuvre un cadre délimité pour les obligations internationales des Etats-Unis et ainsi, il voulait échapper au danger de sur extension et d’escalation déséquilibrée comme à Vietnam<sup>573</sup>. Le Président signalait aux nations alliées en Asie<sup>574</sup> et ailleurs, que les ressources américaines ne doivent pas être pris pour infinies. Comme Kissinger a exprimé plus tard, la doctrine de Nixon signifiait que les Etats-Unis participeraient à la défense et au développement militaire de leurs alliés mais les Etats-Unis ne pourraient ni ne voudraient plus “concevoir tous les plans, préparer tous les programmes, exécuter toutes les décisions et entreprendre toute la défense des nations libres du monde”<sup>575</sup>.

Il est vrai que la guerre de Vietnam et ses divers coûts politiques et économiques étaient décisifs dans ce changement de stratégie. Dès son entrée en fonction en janvier 1969, le nouveau président des Etats-Unis met en application son objectif de *vietnamisation* du conflit qui permettrait de rapatrier les troupes américaines. Le premier retrait de soldats américains -25 000 hommes – a lieu des juillet 1969. Au

---

<sup>570</sup>Ibid.

<sup>571</sup> Par référence à Tad Szulc, *The Illusion of Peace*, New York, Viking, 1979, p.126-127, cité par Pierre Melandri, *La Politique Exterieur des Etats-Unis: de 1945 a nos jours*, Paris, PUF, 1995 p. 158

<sup>572</sup>Ibid., Melandri, p. 158

<sup>573</sup> MacMahon, op. cit., p. 147-155

<sup>574</sup>Ibid.

<sup>575</sup>Ibid.

1er mai 1971, il ne reste plus que 325 000 soldats américains<sup>576</sup>. La décennie qui suit sera la scène d'application de la doctrine de Nixon et il ne manquera pas d'éléments justificatifs pour précipiter le retrait de Vietnam et continuer la politique de la détente.

A l'été 1971, l'annonce de la rencontre "au sommet" américano-chinoise, qui se tiendra en février 1972, symbolise l'instauration d'une diplomatie triangulaire<sup>577</sup>. L'échec des ultimes conversations des gouvernants de Pékin et de Moscou et les révélations diplomatiques qui suivirent avaient consacré la rupture ouverte de l'alliance sino-soviétique. La réconciliation soviétique-chinoise semble improbable: Soviétiques et Chinois ont en commun la plus longue frontière du monde, la sécurité immédiate de leurs territoires respectifs est en jeu, la communauté idéologique entraîne l'excommunication mutuelle et la volonté de venir à bout des frères schismatiques. Ainsi à long terme le jeu triangulaire semble-t-il favoriser les Etats-Unis qui, "moins prisonniers des préjugés doctrinaux" et n'ayant pas d'adversaires systématiques, devraient pouvoir jouer plus librement<sup>578</sup>. Chacun des trois principaux partenaires, craignant la formation d'une coalition des deux contre lui, doit les empêcher de pousser trop loin leur éventuelle collusion. Ainsi s'expliquent les ouvertures de l'Union soviétique vers l'Occident, qui ont permis d'aménager un *modus vivendi* en Europe et de développer le dialogue soviéto-américain sur la maîtrise des armements<sup>579</sup>. Lancée en avril 1971, la nouvelle diplomatie chinoise aboutit en février 1971, au voyage historique de président Nixon à Pékin. Le rapprochement sino-américain est dénoncé par Moscou comme "faisant le jeu de l'impérialisme américain et de l'expansionnisme chinois". Mais la Chine peut, désormais, briser son encerclement; elle va entrer aux Nations Unies et au sein des grandes organisations internationales, améliorer ses positions en Asie et dans le monde<sup>580</sup>.

Les années 1970 étaient la scène de trois changements fondamentaux. Les réactions des Etats-Unis à la guerre à Biafra entre 1967 et 1970 et la crise de l'Asie du Sud de 1971 (la guerre indo-pakistanaise) ont été le catalyseur des manifestations

---

<sup>576</sup>Maurie Vaïsse, **Les Relations Internationales depuis 1945**, Armand Colin, Paris, 1995, p. 92-93

<sup>577</sup>Charles Zorgbibe, **Chronologie des Relations Internationales depuis 1945**, PUF, Paris, 1991, p. 243-251

<sup>578</sup>Ibid., Zorgbibe, p. 243-251

<sup>579</sup>Ibid.

<sup>580</sup>Ibid.



de la société civile et des organisations dans le domaine des droits humains<sup>581</sup>. Ces événements ont poussé le président Nixon et son consultant de la sécurité nationale Henry Kissinger à réévaluer leur approche vis-à-vis les événements qui se déroulent. Les manifestants des droits humains ont injecté au fur et à mesure les considérations éthiques dans les calculs des décideurs<sup>582</sup>. Malgré cela, Kissinger est resté attaché à la stabilité de la guerre froide, il a vu le droit humain comme une intrusion indésirable et a travaillé pour exclure les réclamations idéologiques de la diplomatie entre les super puissances<sup>583</sup>. Le dollar affaibli et l'abandon du système financier de Bretton Woods a constitué un deuxième changement structurel pour les administrateurs américains<sup>584</sup>. Comme on a vu dans la partie précédente, Nixon et Kissinger ont fait face aux forces économiques transnationales et aux flux des monnaies. L'administration a cherché un ravitaillement en dévaluant le dollar et en arrêtant la convertibilité du dollar en or. Mais ces actions ont sombré les tentatives de maintenir la stabilité financière internationale, a risqué le rôle hégémonique des Etats-Unis dans le système financier international et a cédé le pouvoir de déterminer la valeur des monnaies au marchés financiers<sup>585</sup>.

A la fin des années 1960, les Etats-Unis et l'Union soviétique entrèrent de nouveau en pourparlers sur la limitation des armes nucléaires et leurs moyens de lancement. Cette rencontre, la première depuis celle de Lake Success à la fin des années 1940, prit la forme d'entretiens sur la limitation bilatérale des armes stratégiques, avec SALT I qui aboutit aux accords de Moscou de 1972, et SALT II, a la suite duquel les puissances nucléaires s'engagèrent à prendre certaines initiatives. Ce furent des entretiens très approfondis, en présence de nombreux experts qui se livrèrent à un échange d'informations techniques et de données chiffrées. Mais, malgré certains efforts de la part des deux puissances, la croissance et le déploiement de l'arsenal nucléaire mondial n'en ont pas ralenti pour autant<sup>586</sup>.

A l'ouverture de la décennie, comme on a noté sous le titre de l'économie de la période, il y avait une tendance à prioriser les affaires intérieures comme réaction aux troubles de Vietnam. Le rejet de la circonscription en 1973 et la réduction des dépenses militaires étaient signes de cette tendance et d'un retrait. De 1972 à 1974,

---

<sup>581</sup> Sargent, op. cit.

<sup>582</sup> Ibid.

<sup>583</sup> Ibid.

<sup>584</sup> Ibid., Sargent

<sup>585</sup> Ibid.

<sup>586</sup> C. Denny Brewster, *La Politique Etrangère Américaine ou l'Obligation de Cohérence*, Paris, Economica, 1988, p. 131

jusqu'à la démission de Nixon à la suite du scandale de Watergate, cette tendance s'est caractérisée par l'institutionnalisation de la détente<sup>587</sup>. On peut saisir l'opinion publique de la période en se basant sur les données suivantes: Le pourcentage des internationalistes chutait au dessous des 50% au cours de ces deux années. Celui des isolationnistes faisait plus que doubler: de 9% à 21%. En 1964, à la question: "Les Etats-Unis doivent-ils maintenir leur position de première puissance à tout prix, y compris au risque d'une guerre?", 31% des Américains répondaient "non" et 56% "oui". En 1974, il y avait plus de "non" (43%) que de "oui" (42%)<sup>588</sup>.

Dès leur arrivée au pouvoir, Nixon et son conseiller spécial Kissinger, savaient qu'il fallait réexaminer la politique suivie par les Etats-Unis depuis plus de deux décennies. Au lieu de défendre seul le statu quo dans le monde, les Etats-Unis devaient définir ses intérêts véritables et adapter sa stratégie aux nouvelles réalités: accession de l'URSS à la parité nucléaire, emprise des communistes sur la Chine continentale, bouleversements économiques à l'intérieur du monde occidental, importance croissante d'approvisionnement en énergie<sup>589</sup>. Les deux hommes semblaient avoir envisagé de procéder en deux temps. D'abord dans une première phase qui correspondrait en gros au premier mandat du Président, les Etats-Unis devraient se débarrasser des liens qui les avaient handicapés: "Ce sont nos intérêts qui déterminent nos engagements et non pas l'inverse", rappelait Nixon. Ensuite, les Etats-Unis devraient chercher à institutionnaliser dans une "structure stable de paix" le nouvel équilibre ainsi instauré<sup>590</sup>.

Washington a réussi un remarquable rapprochement avec l'autre "Grand": début 1972, Nixon a été le premier Président américain à être reçu par Mao à Pékin. La Chine s'inquiétait de la "doctrine Brejnev" qui semblait proclamer un droit d'intervention pour la Russie, des affrontements récents mais meurtriers qui avaient opposé les troupes des deux pays sur les rives du fleuve Oussouri mais aussi de rumeurs sur une éventuelle attaque soviétique sur ses installations atomiques. Elle était prête à saisir la main que lui tendait l'Amérique. Dès 1940, dans *Sur la politique*, Mao avait rappelé l'intérêt d'une collusion avec l'"ennemi secondaire" contre l'"ennemi prioritaire". En tout cas, Washington percevait la diplomatie d'une façon remarquable. Au milieu des années 1960, Johnson avait estimé que la

---

<sup>587</sup> Melandri, op. cit., p. 154

<sup>588</sup> Ibid., Melandri, p. 154

<sup>589</sup> Ibid., Melandri, p. 157-163

<sup>590</sup> Ibid.

proximité de la Chine rendait dérisoire toute solution neutraliste dans le Sud-est asiatique. Dans les années 1970, ce serait Pékin qui demanderait aux Américains de ne pas trop réduire leur présence stratégique, afin de freiner les ambitions de l'Union soviétique<sup>591</sup>. Et des 1972, le rapprochement sino-américain avait renforcé la main de Nixon dans ses relations avec Kremlin<sup>592</sup>. Le sommet de Moscou, trois mois après le sommet de Pékin, fut maintenu en dépit de la brutalité de la riposte des Américains à l'offensive du printemps du gouvernement nord-vietnamien. Il fut dominé par la conclusion de l'accord de SALT I. Entamées en novembre 1969 à Helsinki, ces négociations avaient pour but de contrôler le risque d'avantage technologique momentané d'une des parties qui pourrait mener au tir en espérant détruire la force de seconde frappe de l'autre<sup>593</sup>. En conclusion les deux parties s'engageaient à ne pas construire plus de deux sites ABM et à fixer un plafond provisoire au nombre de leurs missiles à longue portée. Les fusées dotées des têtes à objectifs multiples indépendants (MIRV) dont la multiplication eut pu conduire à la destruction totale à un premier tir, étaient seulement en mesure des Etats-Unis. En tenant compte de cela, le plafond a été établi en tant que 1054 missiles terrestres (ICBM) et 650 lancés à partir de sous-marines (SLBM) pour les Etats-Unis et 1409 et 950 pour Kremlin<sup>594</sup>.

Début 1974, le secrétaire à la Défense de Nixon, James Schlesinger a exposé la doctrine des "options limitées". La stratégie de 1974 de Schlesinger concernant les options nucléaires limitées représentait un premier effort de reformulation de la politique déclarée concernant les armes nucléaires au nouvel âge de la parité<sup>595</sup>. Schlesinger et ses collègues de l'administration Nixon ont commencé à se préoccuper des «scénarios de confrontation nucléaire accidentelle» et du fait qu'il est désormais impossible pour les États-Unis «d'employer la menace ultime d'une attaque contre les villes des Soviétiques en cas d'invasion de l'Europe occidentale par ces derniers». Selon le point de vue qui prédomine aux États-Unis, en ce qui concerne l'équilibre stratégique nucléaire, «la guerre nucléaire est souvent considérée comme un exercice mathématique dont le résultat ne dépend que du nombre et des capacités des armes des deux camps»<sup>596</sup>. Donc, maintenant que les chiffres ont démontré que les arsenaux nucléaires américains et soviétiques ont les mêmes

---

<sup>591</sup>Ibid.

<sup>592</sup>Ibid.

<sup>593</sup>Ibid., Melandri, p. 157-163

<sup>594</sup>Ibid.

<sup>595</sup>Charles-Philippe David, "L'évolution de la doctrine nucléaire américaine de contreforce", *Études internationales*, Volume 17, numéro 1, 1986, p. 5-31, <http://id.erudit.org/iderudit/701961ar>

<sup>596</sup>Ibid., David

capacités, les exigences concernant une certitude stratégique en cas d'échec de la dissuasion se sont intensifiées au Pentagone de Schlesinger<sup>597</sup>. Que pourrait-on faire, en pratique, au sujet des nouvelles conditions de la stratégie nucléaire engendrées par la parité? Cette recherche d'options a eu pour résultat la promulgation, le 17 janvier 1974, du mémorandum 242 sur les décisions relatives à la sécurité nationale (NSDM-242)<sup>598</sup>. Comme, dès mai 1973, Nixon l'avait noté:

*« Dans le cas improbable d'une guerre nucléaire, un agresseur pourrait décider d'employer les armes nucléaires de façon sélective et en nombre limité, pour des objectifs limités. Il ne faut pas qu'un Président se trouve jamais dans une situation telle qu'il ne puisse réagir à une telle agression que par une riposte nucléaire totale. Il doit donc disposer d'un large éventail de solutions. »*

Avec l'apparition des options nucléaires limitées, c'était la première fois, depuis longtemps, que la guerre nucléaire était traitée avec une grande précision apparente. Bien que Schlesinger se soit appliqué à soutenir que le NSDM-242 n'apportait aucun changement important à la doctrine concernant l'établissement des objectifs, ni à la pratique antérieure, et ne correspondait pas à un effort des États-Unis pour acquérir une capacité de première frappe, ses déclarations étaient quelque peu suspectes et le fait que les options nucléaires limitées étaient étudiées sérieusement, indiquait l'existence d'une grave préoccupation au sein du Pentagone, quant à la capacité de dissuasion des forces américaines<sup>599</sup>. Les répercussions politiques de la doctrine des options nucléaires limitées ont créé des fissures dans le consensus stratégique américain. Le débat a porté sur quatre questions principales: tout d'abord, certains ont accusé l'administration d'encourager les opérations de guerre et d'affaiblir ainsi la dissuasion. En outre, on a critiqué Schlesinger parce qu'il tentait d'abaisser le seuil nucléaire, ce qui rendrait la guerre nucléaire plus probable. Dans le même ordre d'idées, d'autres ont fait remarquer que les options de ripostes limitées étaient illusoires parce que tout échange de tir nucléaire devait forcément mener à une guerre totale. Enfin, on considérait les options nucléaires limitées comme une incitation à la mise au point de nouvelles technologies, telles que celle des ogives multiples de faible puissance, ce qui aurait tendance à réduire les inhibitions relatives à l'utilisation des armes nucléaires en rendant la guerre nucléaire plus

---

<sup>597</sup>Ibid.

<sup>598</sup>Ibid.

<sup>599</sup>Ibid., David

acceptable<sup>600</sup>. De nombreux Américains n'étaient pas certains que la flexibilité nucléaire supplémentaire valait le risque mais, dans un contexte de détente internationale des superpuissances et de maîtrise productrice des armements, la question de la guerre nucléaire limitée n'a pas provoqué d'opposition populaire au but de la stratégie nucléaire des États-Unis<sup>601</sup>.

Nixon comptait sur bien d'autres éléments pour s'assurer la modération de l'union Soviétique, les relations économiques notamment. En même temps que SALT, de nombreux accords étaient envisagés sur ce plan, pour ouvrir l'URSS aux exportations et la technologie des États-Unis et assurer en principe un nouveau levier à ceux-ci<sup>602</sup>. La signature d'un accord de bonne conduite était le signe de ce rapprochement. Il y avait un climat de réduction de tension entre les deux superpuissances qui pourrait donner au monde l'impression d'indépendance. Mais Nixon n'avait pas cette intention et voulait faire des alliés occidentaux les auxiliaires principaux de l'Amérique dans le jeu délicat de la diplomatie<sup>603</sup>. Nixon parlait d'un équilibre pentagonal:

*« Je pense que le monde sera plus sûr et meilleur si nous avons les États-Unis, l'Europe, l'URSS, la Chine, le Japon tous puissants et sains, chacun équilibrant l'autre, non pas jouant l'un contre l'autre mais en véritable équilibre. »*<sup>604</sup>

En Avril 1973, Kissinger proclamait une "Année de l'Europe" et proposait la mise au point d'un nouveau projet de "Charte Atlantique", créant de nouveaux rapports entre les États-Unis et les vieilles nations, " rapports aux progrès desquels puissent participer le Japon." Il précisait:

*"Les États-Unis ont des intérêts et des responsabilités à l'échelle du monde. Nos alliés européens ont des intérêts régionaux. Les uns et les autres ne sont pas nécessairement en conflit, mais dans cette nouvelle ère, ils ne sont pas non plus automatiquement identiques... Les nations atlantiques doivent trouver une solution pour coordonner leur diversité. Nous ne pouvons plus nous permettre de poursuivre un intérêt personnel national ou régional en dehors d'un cadre unificateur."*<sup>605</sup>

---

<sup>600</sup>Ibid.

<sup>601</sup>Ibid.

<sup>602</sup>Ibid., Melandri, p. 164-170

<sup>603</sup>Ibid.

<sup>604</sup>Ibid.

<sup>605</sup>Ibid.

*Les Etats-Unis et les pays du tiers monde:*

Dans le cadre des épreuves économiques que les Etats-Unis subissent dans les années 1970 -parallèlement a la doctrine de Nixon, aux initiatives de rapprochement avec l'union Soviétique et la Chine, l'accentuation des responsabilités des alliés atlantiques et la recherche d'une équilibre nucléaire moins menaçant- on voit aussi une inflexion a l'égard des pays sous-développés tout en appréhendant ceux-ci comme le terrain le plus instable de la rivalité bipolaire. L'Administration Nixon accordait aux intérêts américains immédiats la considération prioritaire et abandonnait les préoccupations réformistes: d'une part l'aide était très largement amputée par les difficultés économiques que par le désenchantement du Congrès, d'autre part la responsabilité du développement était remise aux investissements privés. Dans l'attitude des Etats-Unis, on peut remarquer qu'ils prêtent plus d'attention à la loyauté qu'à la "légitimité" démocratique des gouvernements essentiels pour sa sécurité. Sensible à l'importance croissante de la dépendance en énergie du monde industrialisé, elle avait très vite accordé, dans la hiérarchie de ses intérêts, au Moyen-Orient la plus haute priorité<sup>606</sup>. Le renversement d'Allende au Chili témoignait de la dextérité avec laquelle l'Amérique savait se débarrasser de ceux qu'il considérait comme ses ennemis<sup>607</sup>. Après avoir constaté son impuissance à organiser un coup d'état à l'immédiat, l'Administration Nixon a décidé d'user de toutes ses formes de son immense pouvoir économique et financier pour mettre Allende en difficulté: pressions sur le cours du cuivre, rejet des prêts demandés par Santiago à Washington ou auprès des organismes internationaux, inflexion des conditions de remboursement des dettes contractées auprès des banquiers internationaux<sup>608</sup>. La CIA a travaillé (avec un budget de millions de dollars) en matière de déstabilisation intérieure à Chili par l'intermédiaire des groupes hostiles au régime. Mais elle a laissé aux militaires chiliens la responsabilité du coup d'Etat<sup>609</sup>.

Le 6 octobre 1973, à 14 heures, une double offensive simultanée égyptienne et syrienne prenait par surprise les Israéliens et bousculait leurs défenses sur la rive orientale du canal de Suez et sur le plateau du Golan, où elles étaient établies depuis

---

<sup>606</sup>Ibid., Melandri, p. 164-170

<sup>607</sup>Ibid.

<sup>608</sup>Ibid.

<sup>609</sup>Ibid.

la fin de la guerre des Six Jours en juin 1967<sup>610</sup>. Cette troisième guerre israélo-arabe qui allait durer 18 jours sera appelée guerre du Kippour en Israël et généralement dans les pays occidentaux et guerre d'Octobre en Égypte<sup>611</sup>. Une telle crise ne pouvait qu'avoir des répercussions internationales. Le 9, les Soviétiques avaient entamé un pont aérien d'armement pour essayer de maintenir la balance en faveur de Sadate. Les Américains envoyèrent de leur côté, également par voie de pont aérien, des munitions, des chars et de l'artillerie à Israël. Tout cela se déroulait sur un fond de rumeurs selon lesquelles Israël pourrait utiliser quelques armes nucléaires de son arsenal pour se rétablir militairement. Les Soviétiques étaient fortement intéressés par un cessez-le-feu rapide, car ils savaient que plus la guerre durait, plus elle risquait de tourner à l'avantage de l'Etat hébreu, et, par conséquent, plus le risque devenait grand de voir Sadate réclamer une intervention soviétique directe pour prévenir une nouvelle défaite<sup>612</sup>. Or, à Moscou, on n'avait aucune envie de se retrouver dans une telle situation. A Washington, échaudé par l'embargo pétrolier décrété par l'OPEP à l'initiative des Saoudiens, on souhaitait également un cessez-le-feu. Conformément au traité américano-soviétique de 1972, Brejnev s'est adressé donc au président Nixon pour lui demander d'envoyer Kissinger à Moscou le 21 octobre. Ils se sont mis alors d'accord sur le texte de ce qui allait devenir la résolution 338 du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité le 23 octobre, qui prescrivait un cessez-le-feu immédiat suivi de négociations. Plusieurs circonstances furent alors réunies pour créer un climat de crise internationale<sup>613</sup>. A Washington, la crise du Watergate battait son plein. Les Soviétiques voulaient éviter à Sadate – un allié pourtant si peu fiable – une nouvelle humiliation. Au soir du 24 octobre, Brejnev a envoyé un message à Nixon dans lequel il plaidait pour « agir ensemble » pour faire respecter le cessez-le-feu, faute de quoi l'Union soviétique « entreprendrait des mesures appropriées de façon unilatérale ». Le tandem entre le général Haig et Kissinger ont cru ou ont fait semblant de croire à la menace d'une intervention militaire directe de l'URSS dans le conflit. Sans en référer à Nixon, ils ont fait passer le dispositif militaire américain dans le monde en Défense condition III (defcon-III), le plus haut degré d'alerte avant la guerre réelle<sup>614</sup>. Cela n'était plus

---

<sup>610</sup>Claude, Cartigny, "Il y a quarante ans, la Guerre de Kippour: une guerre pour rien?" **Recherches internationales**, n° 97, octobre-décembre 2013, pp.199-208

<sup>611</sup>Ibid., Cartigny, pp.199-208

<sup>612</sup>Ibid., Cartigny, pp.199-208

<sup>613</sup>Ibid.

<sup>614</sup>Ibid.

arrivée depuis la crise de Cuba en 1962. Les Soviétiques ont décidé de ne pas répondre du tout à cette mise en alerte. A ce moment, l'encre du traité soviéto-américain de juin 1973 sur la prévention de la guerre nucléaire était à peine sèche. Le recours brutal à des méthodes de guerre froide lors de la première crise montrait à quel point le processus de détente engagé avec l'administration Nixon en 1969 était fragile. L'évolution des choses jusqu'à la fin de la décennie allait démentir leur optimisme. Les forces anti détente furent renforcées aux Etats-Unis par cette crise diplomatique et elles poursuivirent leur travail de sape<sup>615</sup>.

***Le scandale Watergate et la démission de Nixon:***

Le scandale Watergate s'est éclaté à la suite d'une intrusion illégale et les tentatives de prévenir son enquête<sup>616</sup>. Les assistants de campagne de Nixon étaient déterminés d'assurer sa réélection par n'importe quel moyen. Ils ont embauché cinq hommes pour cambrioler les offices de la partie démocrate à Washington dans une résidence appelé Watergate<sup>617</sup>. L'objectif était de photographier les dossiers et de placer des appareils d'écoute aux téléphones. Mais les hommes ont été arrêtés<sup>618</sup>. Au lieu de forcer les impliqués à démissionner, l'Administration a essayé de cacher le lien avec la Maison Blanche<sup>619</sup>. Quand on a appris que les réunions à la Maison Blanche étaient enregistrées, le comité du Sénat a demandé les registres. Nixon a refusé de les rendre. Les disputes pendant le procès sur les registres a duré un an<sup>620</sup>. En mars 1974 le grand jury a prononcé son verdict et a tenu responsable les sept assistants à Nixon d'entrave à la justice, de parjure et de mensonge sous serment. Nixon a rendu public plus de 1 250 pages de conversations enregistrées mais a tenu les conversations de certaines dates clefs. En juillet 1974 la Court Suprême a ordonné la Maison Blanche de rendre les registres. Trois jours plus tard un comité de la Chambre a voté l'accusation du Président Nixon<sup>621</sup>. Si toute la Chambre accepte, Nixon allait passer en jugement. Et si jugé coupable, il serait destitué. Quand les registres étaient rendus, il était clair que Nixon était au courant du camouflage. Le 8 aout 1974 il a démissionné mais continué à refuser d'admettre sa faute<sup>622</sup>.

---

<sup>615</sup>Ibid.

<sup>616</sup>Gerald Danzer, Jorge Klor de Alva, Krieger, Louis E. Wilson, Nancy Woloch, **The Americans: Reconstruction to the 21st Century**, Houghton Mifflin Harcourt Publishing Company, 2012

<sup>617</sup>Ibid., Danzer, de Alva, Krieger, Wilson, Woloch

<sup>618</sup>Ibid.

<sup>619</sup>Ibid.

<sup>620</sup>Ibid.

<sup>621</sup>Ibid.

<sup>622</sup>Ibid.



Quand Nixon a démissionné, il y avait déjà une poussée isolationniste qui se caractérisait par les décisions des sénateurs et les représentants visant à réduire le coût et les risques de la politique étrangère de leur nation<sup>623</sup>. En juin 1973, un texte interdisait au Président de bombarder le Cambodge au de-là du 15 août. En novembre une résolution restreignait les pouvoirs de guerre du Président<sup>624</sup>. En 1974, l'amendement Hughes-Ryan réduisait pratiquement à l'impuissance les services secrets américains: avant de conduire des opérations clandestines à l'étranger, la CIA devrait non seulement avoir reçu, le feu vert du Président, mais aussi avoir avisé "les commissions concernées du Congrès" soit 163 membres et un nombre équivalent de leurs conseillers<sup>625</sup>.

### **b) Le mandat de Gerald Ford (1974-1977): La politique étrangère**

#### ***Retrait de Vietnam***

La guerre de Vietnam s'est évoluée d'un engagement limité à un bourbier où les rapports et les leaderships décevants ont secoué la confiance dans l'armée et le gouvernement. L'affaire du Watergate a d'autant plus miné la confiance du public et la présidence "accidentelle" de Gerald Ford à la suite de la démission de Nixon en Août 1974 ne pouvait tomber à un pire moment en ce qui concerne la relation entre le pouvoir politique et les médias. Ford a hérité la présidence de Nixon et par le fait même, de tous ses travers<sup>626</sup>. Il a essayé de rétablir la confiance mais son premier geste d'accorder Nixon le pardon présidentiel, ce qui met fin aux poursuites dont l'ancien président faisait l'objet, est mal ressenti par l'opinion publique américaine. Ce geste de clémence de la part de Ford destiné à aider la nation à cicatriser ses blessures, est vu par le public américain l'acquittement de Nixon qui a échappé de peu à l'accusation<sup>627</sup>.

Les défis de la politique étrangère du premier et unique président non-élu de l'histoire des Etats-Unis, Ford, étaient la guerre de Vietnam qui continuait, les débats autour de la détente, les relations avec la Chine et les activités clandestines du CIA au tiers monde qui suscitaient des tensions publiques dans un contexte où le Congrès

<sup>623</sup> Melandri, op. cit., p. 167-173

<sup>624</sup> Ibid.

<sup>625</sup> Ibid.

<sup>626</sup> Karine Prémont, **Les Secrets de la Maison Blanche: Les fuites d'informations confidentielles sur la politique étrangère des Etats-Unis**, Presses de l'Université du Québec, 2012

<sup>627</sup> Eric Nguyen, **La Politique Etrangère des Etats-Unis depuis 1945: de Yalta a Bagdad**, Studyrama, 2004

avait la volonté de mieux surveiller et encadrer l'exécutif<sup>628</sup>. La stagflation économique s'ajoutait aux difficultés à la conduite de la diplomatie. Comme il n'était pas élu, Ford avait besoin d'acquiescer sa légitimité comme président et de démontrer qu'il était capable de conduire les affaires de la nation. Dans le but de maintenir la stabilité du gouvernement, Ford a préféré la continuité dans la politique étrangère et il a maintenu Henry Kissinger dans deux postes: du secrétaire d'Etat et du conseiller à la Sécurité nationale. Il a accordé une importance centrale à la détente et il a tenté de poursuivre les relations avec l'Union soviétique afin de réduire les tensions avec ce rival communiste. Il visait avancer sur les accords en terme de limitation des armes nucléaires. En même temps il voulait améliorer l'image et l'influence des Etats-Unis détérioré dans le contexte de Vietnam. Il a priorisé la reconstruction des liens avec les alliés notamment en Europe<sup>629</sup>. Dans cette période Washington a dû recalibrer son approche envers le reste du monde en terme de ses ressources et ses objectifs, d'après Brent Scowcroft, l'adjoint au conseiller à la Sécurité nationale dans l'Administration Ford. La détente était un ajustement stratégique vis-à-vis les réalités internationales transformées et les réactions publiques envers la guerre de Vietnam. L'approche de Kissinger sous Nixon qu'on a vu dans la partie précédente était valable pour l'Administration Ford aussi et Scowcroft, le futur conseiller à la Sécurité nationale de Ford partageait cette opinion: les Etats-Unis avait besoin des objectifs plus limités pour arriver au but d'encerclement du communisme et de promouvoir la stabilité, la paix et la prospérité. Le meilleur moyen serait d'attirer l'Union soviétique dans une relation qui mettrait des contraintes à ses actions en échange d'un calmement des tensions de la guerre froide, de plus de commerce international et de limitation d'armement. En effet, Ford cherchait une autre forme d'endiguement qui était plus soutenable, qui diminuait le risque de la guerre et qui promettait plus de stabilité<sup>630</sup>.

Arriver à ces buts ne serait pas facile car le consensus intérieur de la guerre froide était fracturé. Les débats vifs sur le sens de la guerre de Vietnam, la nature de la politique américaine et la direction de la nature des relations avec le monde extérieur a reçu des critiques du gauche ainsi que de la droite. L'Administration Ford, convaincu par la détente poursuivant la doctrine Nixon et héritier de sa

<sup>628</sup> Ibid., Prémont, p.94

<sup>629</sup> David F. Schmitz, **Biographies in American Foreign Policy: Brent Scowcroft, Internationalism and Post-Vietnam War American Foreign Policy**, Blue Ridge Summit, PA, USA: Rowman&Littlefield Publishers Inc., 2011. ProQuest ebrary. Web. 11 November 2015

<sup>630</sup> Ibid., Schmitz

diplomatie basée sur des actions clandestine, s'est retrouvé face à des critiques des deux côtés du spectre politique. La droite s'opposait à la limitation d'armement et l'approchement à l'Union soviétique, voyait les accords comme affaiblissant et soutenait une attitude de confrontation avec l'adversaire comme le seul forme de l'endigement. Le défi le plus immédiat venait du gauche qui interrogeait les politiques de la guerre froide et qui voyait la fin de Vietnam comme une chance de ressaisir le rôle global des Etats-Unis. Le gauche rappelait le devoir moral des Etats-Unis en ce qui concerne les droits de l'homme au lieu de s'allier avec les dictatures et des actions clandestines pour protéger les intérêts américains<sup>631</sup>.

Le premier conflit entre l'Administration Ford et les critiques du Congrès était sur la conclusion de la guerre de Vietnam. Ford cherchait à maintenir l'assistance des Etats-Unis au gouvernement Saigon comme une partie intégrale de l'endigement en Asie. Il croyait que la crédibilité et le prestige de son pays dépendait de son soutien du régime de Général Nguyen Van Thieu. En automne 1974, l'Administration a demandé 1,5 milliards de dollars d'aide militaire pour Vietnam du Sud en arguant qu'un défaut d'assistance au gouvernement Thieu résulterait à l'affaiblissement des Etats-Unis dans la région et susciterait chez les alliés des doutes envers le prospect du soutien des Etats-Unis. Le Congrès a seulement approuvé le 700 millions de dollars, moins que la moitié. Cette décision était significatif dans le sens qu'il démontrait le changement de l'environnement politique. Dans les mois suivants le Congrès a continué d'approuver toujours des sommes en dessous de ce qui est demandé par le gouvernement. Ford et Kissinger ont essayé de construire une pression publique et Kissinger, dans ses discours a fait allusion à la théorie des dominos, dans le sens de la nécessité de préserver la crédibilité américaine. Kissinger a averti qu'une défaite finale en Asie du Sud Est serait désastreuse pour les Etats-Unis. Il a déclaré aux journalistes qu'il était crucial que les autres nations puissent compter sur le discours des Etats-Unis sinon qu'il y aurait de conséquences sérieuses.

Ces arguments de Kissinger, qui ont servi autrefois comme la logique pour l'intervention américaine à Vietnam et a gagné le soutien du Congrès, n'a pas apporté les mêmes réactions ni les fonds demandés. Les demandes de l'Administration étaient soit refusé soit diminué et en Avril 1975, en réponse à une dernière réquisition d'aide militaire urgente le Congrès a seulement consenti les

---

<sup>631</sup> Ibid.

fonds pour l'évacuation des américains et pour l'usage humanitaire. L'opposition n'avait plus le désir de continuer l'intervention au Vietnam du Sud. Elle ne voyait pas la crédibilité en danger car voulait mettre fin à une guerre qu'elle trouvait immorale et à la politique américaine de soutien des dictatures du tiers monde. Pour l'Administration il devait y avoir un moyen de démontrer la résolution américaine et de rester crédible auprès des alliés. C'est dans ce contexte qu'on peut lire la réponse sévère à la confiscation du container américain *S.S. Mayaguez* par Cambodge le 12 Mai. Deux semaines après la chute de Saigon aux communistes l'Administration a pris cet événement comme une opportunité de montrer la fermeté américaine. Cette affaire était significative au sens de montrer la présence continue des Etats-Unis en Asie et l'importance stratégique de la région pour les Etats-Unis. L'armée était prête à l'action et le personnel était en place le 15 Mai. Les marines ont débarqué aux îles locales. Les bombardements ont été lancés contre le Cambodge continental et les navires ont sécurisé *Mayaguez*. Les bombardements ont continué après l'équipage ait été sauvé pour punir le Cambodge et démontrer que les Etats-Unis étaient sérieux<sup>632</sup>.

Un des alliés clefs des Etats-Unis, le shah d'Iran est arrivé à Washington quelques jours après l'attaque militaire. Bientôt il était suivi par Suharto, le Président d'Indonésie, un autre dictateur essentiel pour la doctrine Nixon et pour la stabilité dans cette région importante de l'endiguement. Il était critique pour l'Administration américaine d'assurer ces leaders que malgré la défaite à Vietnam, les Etats-Unis étaient dévoués à exercer un rôle actif dans le monde. Et comme soulignait Kissinger dans une note à Ford, *“l'opposition du Congrès et la crainte que le Congrès et le peuple américain peut aller vers l'isolationnisme”* nécessitaient de faire comprendre aux alliés que les Etats-Unis continueraient à poursuivre ses responsabilités<sup>633</sup>.

Le retrait de Vietnam a contribué aux relations avec la Chine, mais il était essentiel de montrer aux Chinois que c'était un changement tactique mais pas stratégique de la politique américaine. Les Etats-Unis ne se retiraient pas des affaires mondiales. Ils étaient capables d'utiliser sa force et déterminé à jouer un rôle central en Asie<sup>634</sup>.

Concernant les relations avec le tiers monde, une série de révélations en automne 1974 -mettant en évidence les opérations clandestines de CIA, les tentatives d'assassinat des leaders étrangers, les efforts de compagnies américaines

---

<sup>632</sup> Ibid., Schmitz

<sup>633</sup> Ibid.

<sup>634</sup> Ibid.

multinationales à déstabiliser les gouvernements étrangers et de verser des pots-de-vin aux officiers- a mené à l'établissement de la Comité sur l'Intelligence dans le Sénat présidé par le Sénateur Church. Le comité surnommé Church s'est focalisé sur l'intervention américaine au coup d'Etat récent au Chili. En effet l'Administration Ford continuait le soutien accordé à Pinochet par Nixon comme Washington considérait son gouvernement indispensable pour limiter le communisme en Amérique du Sud, pour protéger les intérêts américains et de maintenir la crédibilité américaine. Mais suite au retrait des forces américaines de Vietnam, à la démission de Nixon et l'évidence de la complicité américaine dans le coup, Ford a confronté l'opposition du Congrès concernant les ventes des armements et d'aide au dictateur Pinochet sous condition de respect des droits de l'homme. L'enquête a démontré l'usage répandu des pratiques de la torture au Chili. En décembre 1974, le Congrès a suspendu l'aide militaire au Chili pour 6 mois et continué à enquêter l'intervention américaine dans le coup d'Etat. La Comité Church a clarifié des actions douteuses des américains conduites sous prétexte d'endiguement et de la protection de la liberté. Les tentatives d'assassinat envers des leaders comme Fidel Castro de Cuba, Patrice Lumumba de Congo, Rafael Trujillo de la République Dominicaine ainsi qu'Allende et les coups assisté par les Etats-Unis en Iran, au Guatemala, au Vietnam, au Congo, au Brésil et en Indonésie. Le Sénateur Church, dans son discours au nom de la Comité, a souligné que les Etats-Unis doivent admettre la faute du CIA et qu'il fallait changer sa politique d'opérations clandestines. Church tenait que la crédibilité n'était pas la fonction d'usage de force mais des valeurs et la plus importante qualité des Etats-Unis, respecté à l'étranger était ses valeurs. Il était alors crucial que ces valeurs soit protégées<sup>635</sup>.

En réponse aux observations du comité, le Sénat et la Chambre ont établi de nouveaux comités d'intelligence pour surveiller les opérations clandestines. En 1975 le Congrès a passé la modification Harkin qui a interdit l'aide économique aux pays qui violent les standards des droits de l'homme. Il a fait appel à l'exécutif de soumettre des rapports annuels écrits au Congrès, pour que le Congrès puisse décider entre continuer, réduire ou arrêter l'assistance. L'année d'après, la loi sur l'Assistance de Sécurité Internationale et le Contrôle d'Exportation d'Armement a été adoptée. Cette loi assignait la responsabilité de coordination pour les droits de l'homme et les affaires humanitaires au département d'Etat. Cela nécessitait la

---

<sup>635</sup>Ibid., Schmitz

documentation complète des pratiques des droits de l'homme dans les pays recevant l'aide militaire américaine et établissait la condition d'aide comme le respect des droits de l'homme<sup>636</sup>.

Le mélange de la guerre de Vietnam, la révélation des opérations clandestines, et le soutien de l'Administration américaine des dictatures brutales a servi à légitimer une approche alternative à la politique extérieure qui mettait accent sur les droits de l'homme, de la non-intervention et des valeurs démocratiques américaines. Les opposants de la logique d'endiguement voulaient remplacer la guerre froide et la rivalité avec l'Union soviétique avec une insistance sur le moral, le non interventionnisme et le dévouement à la liberté comme les principes de la politique américaine<sup>637</sup>.

En ce qui concerne la politique de la détente Ford voulait faire preuve de son engagement. Il a rencontré Brezhnev à Vladivostok à la fin de son voyage en Asie de l'Est y compris le Japon et la Corée du Sud. Sa visite au Japon était important dans un moment où le protectionnisme envers les produits japonais sensibilisait les relations et montrait que le Japon restait l'allié le plus important des Etats-Unis dans la région. Les accords de SALT I expiraient en Octobre 1977 et Ford voulait arriver à un accord plus complet et final avant les élections. Il est parvenu à un accord où les deux parties auraient des missiles balistiques au nombre de 2 400 et le nombre maximum des têtes MIRV était 1 320. Mais les opposants de la détente tenaient que les Etats-Unis n'avaient rien gagné avec SALT II. D'après eux, la parité avec les soviétiques créait un sentiment faux de confiance et de confort au lieu d'alarme et de crainte<sup>638</sup>.

Ford a aussi participé à la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe (CSCE) à Helsinki en Juillet 1975. Le but était d'arriver à des accords sur la sécurité, les frontières, la coopération économique et les droits de l'homme parmi les nations en Europe. La participation des Etats-Unis à cette conférence a suscité des débats comme les opposants pensaient que les accords d'Helsinki signifiaient la ratification des frontières et la politique d'après deuxième guerre mondiale. D'après eux Helsinki ouvrait la voie pour l'union Soviétique à l'accès au commerce et à la technologie de l'Ouest. Ces durs voyaient la détente en général et Helsinki en particulier comme l'abandon de l'Europe de l'Est en acceptant les frontières de la

---

<sup>636</sup> Ibid.

<sup>637</sup> Ibid., Schmitz

<sup>638</sup> Ibid.

guerre froide. Pourtant Ford voyait Helsinki, même s'il n'arrive pas à avancer sur les accords SALT II durant la conférence comme il avait prévu, tenait que la conférence était un succès. D'après lui Helsinki faisait partie d'un projet plus large d'apaiser les tensions, de résoudre les problèmes et de promouvoir la stabilité. L'opinion publique n'était pas d'accord et les évaluations de Ford ont chuté après Helsinki<sup>639</sup>.

La présidence de Ford coïncide avec le cycle électoral du Congrès et suivant sa nomination, la majorité des sénateurs et de représentants élus étaient démocrates. C'était le résultat du sentiment anti-Nixon et n'a pas cessé jusqu'à la campagne présidentielle en 1976, qui est devenu un référendum non seulement sur la performance de Ford mais aussi les événements qui l'ont amené au gouvernement. Son rival Jimmy Carter a poursuivi une campagne plutôt contre Nixon que Ford. Il s'est présenté comme un étranger à Washington qui n'est pas touché par les scandales du passé. Il a continué les efforts de Ford de reconstruire la confiance du peuple et d'appriivoiser "la présidence impériale"<sup>640</sup>. Ni Ford, ni Carter n'ont eu un deuxième mandat mais du point de vue du rétablissement de la crédibilité de la Maison Blanche, leur succès dépasse leur performance électorale. Ils sont parvenus à accomplir une tâche peut-être plus difficile: de restaurer le respect et la coopération entre les institutions à Washington<sup>641</sup>.

### **c) Le mandat de Jimmy Carter: La politique étrangère**

#### ***Inverser la course du déclin***

Une de préoccupations majeures du Président Carter dans sa politique étrangère était de récupérer la puissance américaine en descente. Samuel Huntington qualifie la situation des Etats-Unis avec le terme d'«écart de Lipmann» (*Lippmann gap*), par référence à l'écrivain Walter Lippmann qui évoquait, en 1943, un équilibre entre la puissance et les objectifs dans la politique étrangère<sup>642</sup>. Dans ce sens il s'agissait d'un déséquilibre de ressources en baisse et des engagements plutôt

---

<sup>639</sup> Ibid.

<sup>640</sup> Le terme employé par Douglas Kriner, professeur en sciences politiques, en allusion à la présidence de Nixon qui exerce son pouvoir sans consulter le Congrès. Cité dans Jason Maxwell Friedman

<sup>641</sup> Friedman, op. cit.

<sup>642</sup> Huntington, Samuel P. "Coping With the Lippmann Gap." *Foreign Affairs*. N.p., 27 Nov. 2015. Web. 27 Nov. 2015. <<https://www.foreignaffairs.com/articles/1988-02-01/coping-lippmann-gap>>.

statiques<sup>643</sup>. Ce déséquilibre a surfacé de façon naturelle lorsque les Etats rivaux ont commencé à atteindre le niveau du leadership économique et militaire des Etats-Unis. Les élites de la politique étrangère se sont rendu compte de ce déséquilibre suite à l'échec de Vietnam, à la croissance militaire soviétique, à l'affaiblissement du dollar et à la montée de l'OPEP. Ces indicateurs du déclin relatif des Etats-Unis et son surextension stratégique signalaient la naissance d'un environnement international plus circonscrit<sup>644</sup>.

Inverser la course du déclin est une tâche difficile. La problématique de la politique se résume à réduire l'écart entre les ressources et les engagements à un niveau plus gérable. Comme Huntington souligne: "Il est difficile d'influencer le déclin relatif de la puissance mais il est possible de corriger le déséquilibre de la politique." On arrive à ce dessein soit en réduisant la grandeur des objectifs soit en trouvant des moyens moins couteux et moins risqué de les maintenir. Kenneth Oye note qu'"un certain degré de retrait est le premier pas nécessaire pour une stratégie d'ajustement". Comme Nixon et Ford, c'est ce que Carter a essayé de faire, lorsqu'il a accommodé les politiques américaines en réponse à la configuration changeante de la distribution de puissance internationale. Oye observe que les trois présidents ont délimité la définition des intérêts américains et l'engagement dans les régions en périphérie, ont passé une partie du fardeau d'endiguement sur la Chine, l'Europe de l'Ouest et le Tiers monde et ont agi sur un cadre limité d'intérêt mutuel avec l'Union soviétique. Leur discours reflétait la politique des limites et leurs actions étaient enracinées dans une stratégie d'ajustement<sup>645</sup>.

Les déclarations publiques de Carter et les membres de son équipe révélaient les limites de la puissance américaine. A la moitié de l'année 1977 Carter a dit: "Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont compris que nos pays et nos peuples, malgré les ressources amples, ne sont pas capables de tout". Carter tenait que le monde était "*trop large et trop diversifié pour se trouver sous l'influence de l'une des grandes puissances.*" A l'Université Notre Dame en mai 1977 Carter disait: "*on ne peut plus s'attendre que les 150 autres nations suivent les préceptes des puissants...*". Devant les Nations Unies en octobre, Carter a proclamé: "*Maintenant, la plupart de la puissance est partagée...*" Pour les Etats-Unis cela impliquait: "*aussi riche et fort*

<sup>643</sup> Anthony Seldon and Andrew Graham, eds. *Government & Economies in the Postwar World: Economic Policies & Comparative Performance 1945-85*. Florence, KY, USA: Routledge, 1991. ProQuest ebrary. Web. 23 November 2015.

<sup>644</sup> Ibid., Seldon & Graham

<sup>645</sup> Ibid., Seldon & Graham



*que soit les Etats-Unis et même s'ils soient le leader, cette puissance est de plus en plus relatif, et la position du leader nécessite de plus en plus être partagé.*”<sup>646</sup>

Sous l'aspect de l'internationalisme libéral, l'Administration Carter a formulé une série des réponses politiques à la puissance américaine en descente qui différait considérablement du paradigme de la guerre froide. Carter cherchait à réduire l'écart de Lippmann en diminuant les engagements américains dans la périphérie et en partageant le fardeau plus équitablement avec les amis et les alliés<sup>647</sup>. Il était en quête de l'apaisement avec les rivaux. L'Administration Carter croyait qu'une structure internationale favorable des intérêts aiderait le retrait des Etats-Unis sans causer de dommage vital aux intérêts américains. Pour parvenir à ses objectifs les Etats-Unis s'appuierait moins à la force brute mais plutôt sur la diplomatie visant exploiter les intérêts communs avec les autres Etats. En premier lieu, la continuité entre les mandats de Nixon et Ford et le début du mandat de Carter était apparent dans ce sens. La plus grande différence était l'inclination de Carter de mettre en arrière plan les relations avec l'Union soviétique. Il a attribué plus d'importance à la diplomatie préventive au tiers monde. Les politiques spécifiques de Carter sont indiqués dans le bilan suivant:

*Les composants de la Stratégie initiale d'ajustement de Carter*

*Réduire les engagements:*

- Diminuer les dépenses de la défense et de déplacer la priorité des forces stratégiques et de tiers monde vers les forces de l'OTAN.
- Retirer les forces américaines de la Corée du Sud
- Réduire la vente des armements américains et l'aide militaire à l'étranger
- Limiter les actions secrètes de CIA
- Eviter des confrontations militaires dans les régions en périphérie

*Déplacement du fardeau:*

- Convier les alliés de l'OTAN à dépenser plus sur la défense
- Améliorer les relations avec la Chine

*Apaisement avec les rivaux:*

- Poursuivre la détente et le contrôle de l'armement avec l'union Soviétique

---

<sup>646</sup> Ibid.

<sup>647</sup> Ibid.

- Normalisation avec les Etats radicaux (la Chine, le Vietnam, l'Angola, le Cuba)
- Appliquer la diplomatie préventive pour résoudre les conflits régionaux (les accords de Camp David, la transition du gouvernement à Zimbabwe, les accords du Canal de Panama)

La stratégie d'ajustement de Carter a produit certains succès diplomatiques importants y compris la Traité du Canal de Panama, la transition du gouvernement à Zimbabwe, les accords de Camp David, la reconnaissance de la Chine continentale et la signature (pas la ratification) de SALT II avec l'Union soviétique. D'après Huntington ces démarches ont diminué l'écart de Lippmann considérant le poids probable sur les Etats-Unis au cas où la Chine menacerait les intérêts américains en Asie, un Egypte allié de l'Union soviétique et sa base militaire, un canal de Panama constamment sous l'attaque des terroristes guérillas.

Malgré ces succès individuels, Carter a failli sans son effort d'institutionnaliser la réforme et l'ajustement dans la politique étrangère américaine. Il a commencé à s'éloigner de ses aspirations réformistes en 1978 et vers l'année 1980 sa politique étrangère était plutôt guidée par la résistance au déclin que par l'ajustement. Les dépenses de la défense ont augmenté, SALT II est suspendu, la vente des armes a augmenté, de nouveaux systèmes stratégiques coûteux sont approuvés, des forces de déploiement rapide pour le Tiers Monde ont été formé, les plans de retrait des forces américaines de la Corée du Sud sont annulés, la reconnaissance des Etats comme Vietnam, Cuba et Angola n'a pas été réalisée, la diplomatie préventive était dormante et la détente était abandonnée. L'endigement était de retour à l'ordre du jour. L'élection de Reagan a voué à l'échec ce qui restait de la stratégie d'ajustement et a encore une fois agrandi l'écart entre les ressources et les engagements dans les années 1980.

### 3) L'hégémonie questionnée: La politique étrangère durant la Grande Récession

#### a) Les deux mandats de Barack Obama (2008-2016): *Une dose de multipolarité*

Dans la politique étrangère Obama héritait d'une situation particulièrement difficile, résultat de la politique interventionniste de G. W. Bush<sup>648</sup>. Il est évident que les répercussions de l'engagement militaire le plus important depuis Vietnam – en Afghanistan et en Irak – marquent le mandat de Barack Obama. Le président actuel, a été élu en plein milieu de la crise économique et dans un sens, pour tourner la page des années G. W. Bush en politique étrangère<sup>649</sup>. Il a assumé la responsabilité de mettre fin à la guerre en Irak. Déjà dans sa campagne présidentielle il avait promis de fermer la prison américaine sur la base de Guantanamo<sup>650</sup> (qu'il n'a pas pu réaliser jusqu'à la dernière année de son deuxième mandat<sup>651</sup>, et jusqu'à ce même moment de la rédaction de cette thèse: le président successeur d'Obama, le républicain Donald Trump maintient la prison. Il a d'ailleurs promis de ne pas la fermer pendant sa campagne présidentielle en 2016 et de mettre fin à ces deux conflits<sup>652</sup>. Tout semblait annoncer un virage important dans la politique étrangère américaine, et le commentaire médiatique dominant annonçait, non seulement une Amérique post- raciale, mais aussi une Amérique qui privilégierait la diplomatie et ne partirait plus en guerre dite préemptive ou préventive<sup>653</sup>. La crise de 2008 élaboré dans la partie précédente s'ajoute à la fatigue de guerre et tout cela apparaît comme des causalités dominantes expliquant le désengagement et la prudence d'Obama. La volonté d'Obama de redresser l'image des Etats-Unis dans le monde arabe (discours du Caire

<sup>648</sup> Béatrice Giblin, "Editorial: Obama 2: quels changements?" *Hérodote* 2013/2 (no 149), p. 3-6

<sup>649</sup> Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par le groupe de travail sur les Evolutions Stratégiques des Etats-Unis: quelles conséquences pour la France et pour l'Europe? par MM. Jean-Louis Carrère, Robert del Picchia, Mme Josette Durrieu et M. Alain Gournac, Sénateurs (session extraordinaire 2013-2014)

<sup>650</sup> « Obama a promis de fermer Guantanamo et soit de poursuivre les détenus devant des cours civiles, soit de les rapatrier, soit de les envoyer dans un autre centre de détention. Mais Obama a rencontré une sévère résistance des membres du Congrès, déterminés à garder les détenus de Guantanamo hors de leur État et de leur circonscription, même s'ils étaient transférés dans des prisons de haute sécurité » ref. Gordon Silverstein, Anne-Claire Lévy, « Obama, le pouvoir exécutif et la politique étrangère: un changement en trompe l'oeil », *Politique américaine* 2009/2 (N° 14), p. 83-106. DOI 10.3917/polam.014.0083

<sup>651</sup> [http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/02/23/barack-obama-va-presenter-son-plan-de-fermeture-de-guantanamo\\_4870282\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/02/23/barack-obama-va-presenter-son-plan-de-fermeture-de-guantanamo_4870282_3222.html) consulté le 14 juin 2016

<sup>652</sup> Pierre Guerlain, "La Politique Etrangere de l'Administration Obama: Continuités et Contraintes", *Recherches internationales*, n° 91, juillet-septembre 2011, pp. 121-150

<sup>653</sup> Ibid., Guerlain

en juin 2008) et son offre de négociation au gouvernement iranien sur sa politique nucléaire ont été les deux autres caractéristiques phares du début de son premier mandat<sup>654</sup>. Compte tenu de l'état de l'opinion publique, des réticences traditionnelles du Congrès et de sa prudence naturelle<sup>655</sup> il hésitera à engager des interventions militaires extérieures, optera assez systématiquement pour l'utilisation des voies diplomatiques pour résoudre les crises et si, l'engagement militaire est nécessaire, pour des modalités destinées à en limiter l'ampleur et la durée<sup>656</sup>. Suivant son premier mandat, Obama est réélu le 6 novembre 2012. À cette occasion, la plupart des postes ont trouvé de nouveaux titulaires au sein de son administration. John Kerry remplace Hillary Clinton au département d'Etat, Chuck Hagel succède à Leon Panetta au secrétariat à la Défense (remplaçant Robert Gates en 2011).

Les 20 ans qui précèdent les deux mandats de Barack Obama, sont caractérisés par l'interventionnisme libéral du Président Bill Clinton et la primauté unilatérale de G. W. Bush, deux perspectives différentes mais basées sur l'idée fondamentale du leadership exceptionnel américain dans le monde, dérivant de ses valeurs uniques et ses ressources notamment la suprématie militaire globale qui a caractérisé la rhétorique de la politique étrangère entre 1989 et l'élection de Président Obama en 2009<sup>657</sup>. Avec la montée de la crise financière globale, les difficultés dans les guerres d'Irak et d'Afghanistan, les défis intérieurs de soins de santé et de dettes, l'équation de l'exceptionnalisme américain et le leadership global est venu sous projecteurs<sup>658</sup>. On reviendra à ce point et à l'idée de l'exceptionnalisme ainsi qu'à sa relation avec l'hégémonie plus en détail dans notre dernier chapitre qui porte sur la discussion théorique de notre étude. Maintenant on va tourner aux guerres du début de 21<sup>e</sup> siècle qui ont précédé la crise financière des Etats-Unis et qui ont contribué à l'attitude cautionnée envers les interventions militaires dans l'ère de Barack Obama.

### *L'arrière-plan, le déroulement et le bilan des guerres d'Irak et d'Afghanistan:*

---

<sup>654</sup> Giblin, op. cit.

<sup>655</sup> Ibid., rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014) cite le discours de Barack Obama prononcé à l'Académie West Point le 28 mai 2014 comme illustrant ce point

<sup>656</sup> Ibid., rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014)

<sup>657</sup> Georg Löfflman, "Leading from Behind – American Exceptionalism and President Obama's Post-American Vision of Hegemony", *Geopolitics*, 20: 2, 308-332, 2015

<sup>658</sup> Ibid. Georg Löfflman

Après la guerre du Golfe de 1990/91, déclenchée par l'invasion du Koweït par l'Irak et à laquelle a mis fin la riposte militaire d'une coalition mandatée par l'ONU et coordonnée par les Américains, les débats concernant Irak avait comme thème les sanctions économiques, les zones d'interdiction de vol ainsi que des mesures de désarmement et de contrôle de l'armement<sup>659</sup>. Après l'avènement de George W. Bush à la présidence des Etats-Unis en 2001 et le changement de stratégie de la politique d'endiguement adoptée par les Etats-Unis vis-à-vis de l'Irak vers un « Regime Change », les discussions ont eu pour objet la guerre d'Irak de 2003, la politique d'occupation consécutive des Etats-Unis et la situation sécuritaire dans le pays qui s'est dramatiquement détériorée entre-temps<sup>660</sup>.

George W. Bush et les faucons de son gouvernement n'auront cessé de convaincre leurs alliés que Saddam Hussein (président de la république irakienne de 1979 à 2003, mort en pendaison le 30 décembre 2006 à Bagdad), détenait des armes de destruction massive. Le 5 février 2003, Colin Powell, alors secrétaire d'État, tente de convaincre le Conseil de sécurité des Nations-Unies de la « légitimité » d'une intervention militaire<sup>661</sup>. Il s'appuie sur des photos satellitaires, des écoutes téléphoniques et agite une fiole supposée contenir de l'anthrax<sup>662</sup>. Il insiste: «Chacune des déclarations que je fais aujourd'hui s'appuie sur des sources solides». Mais Powell le regrettera amèrement. Une «tache dans ma carrière», va-t-il reconnaître quelques années plus tard<sup>663</sup>: dans son livre intitulé *“It Worked for Me”* il reconnaît que son discours à l'ONU, avec les assertions sans évidence sur les armes de destruction massive, était basé sur une distorsion de la réalité<sup>664</sup>. Le 20 mars 2003 - malgré l'hostilité de la France, de la Russie et de la Chine- Washington décide de lancer l'opération «Irak Freedom» sans l'aval du Conseil de sécurité de l'ONU. Une guerre éclair qui aboutit en quelques jours à la chute du régime de Saddam Hussein, mais plongera durablement l'Irak dans le chaos<sup>665</sup>. En Irak, du 20 mars 2003, début des opérations militaires, au 31 août 2010, retrait des forces américaines, 4494 morts

<sup>659</sup> Daniel Möckli (ed.), Politique de Sécurité: analyses du CSS, « L'Irak apres le retrait des Etats-Unis: de nouveau au bord du gouffre », **CSS ETH Zurich**, n° 113, mai 2012

<sup>660</sup> Ibid., Möckli

<sup>661</sup> <http://carnegieendowment.org/files/Iraq3FullText.pdf>, consulté le 15 mai 2016

<sup>662</sup> Ibid., Le Figaro en ligne, consulté le 15 mai 2016

<sup>663</sup> Ibid.

<sup>664</sup> <http://www.bloomberg.com/news/articles/2012-05-03/colin-powell-says-iraq-blot-teaches-need-for-skepticis>, consulté le 15 mai 2016

<sup>665</sup> <http://www.lefigaro.fr/international/2013/03/20/01003-20130320ARTFIG00500-guerre-d-irak-comment-tout-a-commence-il-y-a-dix-ans.php> consulté le 15 mai 2016

et 31952 blessés ont été décomptés dans les rangs américains<sup>666</sup>. Au delà de ces données, une étude publiée par « The Journal of the American Medical Association » portant sur 88235 soldats dont de réservistes engagés dans le conflit irakien entre 2005 et 2006, indique que « pour 20% des professionnels et 42% des réservistes, un suivi psychologique s'impose. » L'étude souligne que beaucoup de vétérans sont laissés à eux-mêmes une fois rendus à la vie civile, il n'y a pas de véritable politique de suivi et d'assistance<sup>667</sup>. D'après Linda Bilmes et Joseph Stiglitz, le coût estimé du conflit en 2008 est à 3 trillions de dollar<sup>668</sup> incluant les dépenses budgétaires y compris les dépenses futures au titre des pensions et des coûts économiques. D'après Watson Institute for International Studies de l'université de Brown, le bilan économique pourrait représenter 6 trillion de dollars jusqu'à 2053 en incluant les intérêts d'emprunts et les pensions aux anciens combattants: 1,7 trillion pour le coût budgétaire de la guerre, 490 milliards de pension aux anciens combattants et 4 trillion au titre des intérêts cumulés sur les emprunts pour l'Irak à l'horizon 2053<sup>669</sup>.

Quant à la guerre d'Afghanistan, on remonte à 11 septembre 2001 où les Twin Towers de New-York (USA) s'effondrent. Rapidement, Al-Qaïda et son chef Oussama Ben Laden sont désignés comme responsables<sup>670</sup>. L'OTAN déclare en effet qu'il ne s'agit pas d'une attaque contre les Etats-Unis, mais contre les 19 pays de l'Alliance<sup>671</sup>. C'est la première fois que la clause de solidarité de l'article 5 du Traité de l'Atlantique Nord est invoquée depuis sa création en 1949<sup>672</sup>. Un contingent américain débarque le 7 octobre 2001 en Afghanistan<sup>673</sup> et la guerre d'Afghanistan, avec trois objectifs affichés, commence: capturer Ben Laden, détruire les bases Al-Qaïda et renverser le régime Taliban.<sup>674</sup> Cette intervention comprend deux opérations distinctes: l'opération *Enduring Freedom* (OEF), sous commandement américain et à partir de décembre 2001, celle de la Force internationale d'assistance et de sécurité FIAS<sup>675</sup>. Le 20 décembre 2001, la résolution 1386 de l'ONU est votée<sup>676</sup>. Elle

<sup>666</sup> Département de la Défense Américain, [www.defense.gov/casualty](http://www.defense.gov/casualty)

<sup>667</sup> Ibid., rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014)

<sup>668</sup> Le même rapport cite Linda Bilmes et Joseph Stiglitz, "The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict", WW Norton, 2008

<sup>669</sup> Ibid., rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014)

<sup>670</sup> François Bernard Huyghe, dir., « Dix ans de guerre de l'information en Afghanistan », **Observatoire Géostratégique de l'Information**, IRIS, 2011

<sup>671</sup> Ibid., Huyghe, IRIS

<sup>672</sup> Ibid.

<sup>673</sup> Barbara Jankowski, « *Opinion publique et armées: à l'épreuve de la guerre en Afghanistan* », Etude de l'IRSEM n°32, février 2014

<sup>674</sup> Huyghe, IRIS, op. cit.

<sup>675</sup> Jankowski, op. cit.

mandate officiellement une coalition internationale<sup>677</sup> et FIAS est mise en place<sup>678</sup>, dont le mandat est « *d'aider l'Autorité intérimaire afghane à maintenir la sécurité à Kaboul et dans ses environs, de telle sorte que l'Autorité intérimaire afghane et le personnel des Nations Unies puissent travailler dans un environnement sûr* »<sup>679</sup>.

Ce conflit a mobilisé un très grand nombre de pays, pendant une durée exceptionnellement longue comparée aux conflits du 20<sup>e</sup> siècle et il a changé de nature à plusieurs reprises<sup>680</sup>. L'expert militaire, Michael O'Hanlon écrit dans *Foreign Affairs* au printemps 2002 « un chef d'œuvre de créativité militaire et de finesse » référant à l'opération « Enduring Freedom »<sup>681</sup>. L'opération a été conçue rapidement et O'Hanlon apprécie le secrétaire à la Défense Rumsfeld, le Général Franks et le directeur de CIA George Tenet de mettre en œuvre un plan de guerre qui combine la force américaine limitée avec l'opposition Afghan pour battre Taliban et Al Qaeda avec seulement 30 morts américains les 5 premiers mois<sup>682</sup>. Mais O'Hanlon a modéré son éloge et a appelé le plan « imparfait » à cause de l'échec de capturer Ben Laden et les autres leaders de l'ennemi<sup>683</sup>. La résurrection du Taliban et Al Qaeda plus tard et la turbulence qu'ils créent en Afghanistan et Pakistan confirme davantage l'imperfection du plan, d'après le rapport du Sénat américain daté Novembre 2009.

En Afghanistan, d'octobre 2001 jusqu'en décembre 2014, les statistiques du département de la défense compte 2349 morts et 20,071 blessés dans les rangs américains<sup>684</sup>. En mai 2012, Center for Strategic and International Studies indiquait que le coût direct de la guerre d'Afghanistan pour le budget des Etats-Unis s'élevait à 642 milliards de dollars<sup>685</sup>. L'intervention n'a pas permis d'éradiquer complètement l'action des Talibans.

2,5 millions de membres des forces armées américaines ont été déployés dans les opérations en Irak et en Afghanistan. Plus de 1,5 millions ont déjà quitté le

---

<sup>676</sup> Huyghe, op.cit.

<sup>677</sup> Ibid.,

<sup>678</sup> Ibid.

<sup>679</sup> Jankowski, op. cit.

<sup>680</sup> Ibid., Jankowski

<sup>681</sup> Rapport présenté aux membres du Comité des Relations Internationales: United States Senate, John F. Kerry, Chairman, "*Tora Bora Revisited: How We Failed To Get Bin Laden and Why It Matters Today*" 111<sup>th</sup> Congress First Session, November 30, 2009

<sup>682</sup> Ibid. Rapport présenté aux membres du Comité des Relations Internationale

<sup>683</sup> Ibid.

<sup>684</sup> Source: [www.defense.gov/casualty](http://www.defense.gov/casualty), Département de la Défense Américain

<sup>685</sup> Ibid. rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014), cite [http://csis.org/files/publication/120515\\_US\\_Spending\\_Afghan\\_War\\_SIGAR.pdf](http://csis.org/files/publication/120515_US_Spending_Afghan_War_SIGAR.pdf)

service actif et sont éligibles au bénéfice des prestations médicales et d'invalidité pour les anciens combattants. Les coûts des soins médicaux et d'invalidité ne cessent d'augmenter. Ils vont dépasser les 970 milliards de dollars en 2053. D'autant plus l'administration de ces services représente des manques sérieux comme les délais excessifs d'attente pour obtenir des rendez-vous médicaux. Suite aux mécontentements le secrétaire en charge de l'administration, Eric K. Shinseki, a dû démissionner le 30 mai 2014<sup>686</sup>.

Autant la guerre en Irak était pour Obama une « guerre choisie » (sous-entendu « inutile »), autant l'Afghanistan est pour le président démocrate une guerre nécessaire, la « guerre oubliée » de Bush<sup>687</sup>. Le président démocrate redéfinit en effet la « guerre globale contre la terreur » en guerre contre Al-Qaïda: la rupture majeure avec l'équipe précédente tient dans cette limitation du contre-terrorisme aux acteurs non-étatiques, avec son corollaire: l'abandon du nation-building (construction de la nation)<sup>688</sup>. Les Etats-Unis ont conscience qu'un retrait du pays à l'image de l'expérience irakienne, n'est pas souhaitable<sup>689</sup>. Il n'y a plus aucun soldat en Irak depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012 alors qu'ils avaient été 170 mille au plus fort du surge<sup>690</sup>. Le retrait d'Irak a été total et d'Afghanistan a été programmé<sup>691</sup>. L'option de maintenir 10000 militaires en Afghanistan pour une période de deux ans avait la faveur des Américains en 2014<sup>692</sup>. Le Congrès soutient la nécessité de maintenir une présence, et un scénario « à l'irakienne » est critiqué, au regard de la forte dégradation de la situation sécuritaire en Irak<sup>693</sup>. Donc en vue des besoins sécuritaires, depuis la fin de 2015, l'option zéro est écartée<sup>694</sup>.

La recherche par Laura Young (Purdue University) sur le pouvoir personnel du président des Etats-Unis dans le cas des crises, démontre que les crises de la

<sup>686</sup> [https://www.washingtonpost.com/politics/shinseki-apologizes-for-va-health-care-scandal/2014/05/30/e605885a-e7f0-11e3-8f90-73e071f3d637\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/shinseki-apologizes-for-va-health-care-scandal/2014/05/30/e605885a-e7f0-11e3-8f90-73e071f3d637_story.html) consulté le 12 mai 2016

<sup>687</sup> Maya Kandel, Aude-Emmanuelle Fleurant, « *Etats-Unis: Quelle Transition Stratégique? La Politique de Défense Sous Obama, Entre Dynamiques Internes et Evolutions Internationales* » Etudes de l'Irsem, no 29, 2013

<sup>688</sup> Ibid., Maya Kandel, Aude-Emmanuelle Fleurant

<sup>689</sup> Ibid., rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014)

<sup>690</sup> Ibid., rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014), cité dans [http://csis.org/files/publication/120515\\_US\\_Spending\\_Afghan\\_War\\_SIGAR.pdf](http://csis.org/files/publication/120515_US_Spending_Afghan_War_SIGAR.pdf)

<sup>691</sup> Ibid.

<sup>692</sup> Ibid., rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014)

<sup>693</sup> Ibid.

<sup>694</sup> Ibid.



politique étrangère, et non pas les crises économiques<sup>695</sup>, ont plus tendance à créer l'environnement nécessaire pour le président de faire preuve de son pouvoir exécutif<sup>696</sup>. L'environnement de crise économique aigue, n'a pas donné Obama le contexte nécessaire de faire preuve de cet argument. Il a plutôt préféré apaiser les tensions au moins en limitant l'intervention américaine. Très brièvement les réactions des États-Unis aux complexités internationales ont été les suivantes<sup>697</sup>:

- Le printemps arabe: Au cours de la première année et demie après les soulèvements, les États-Unis ont alloué seulement environ 2,2 milliards de dollars d'aide nouvelle aux pays touchés par le printemps arabe. À titre de comparaison, les États - Unis ont engagé 128 milliards de dollars -en dollars contemporains- pendant les quatre années du plan Marshall dans l'Europe de l'Ouest après la Seconde Guerre mondiale<sup>698</sup>.
- En 2011, l'intervention en Lybie, est venue après la pression des alliées. En Lybie, les États-Unis ont joué son rôle de leader d'une façon limitée et a opéré en coopération avec ses alliés et partenaires<sup>699</sup>. Se retirant bientôt, ont laissé la France et la Grande Bretagne à passer devant concernant l'opération militaire contre Qaddafi. Cette approche plus coopérative mais plus restreinte et limitée a été surnommé « leading from behind – menant derrière »<sup>700</sup>. Obama, dans sa lettre datée 2012 paru dans *Defense Strategic Guidance* donne Lybie comme exemple de « partager le fardeau »<sup>701</sup>.
- Dans la crise Syrienne les États-Unis ont décidé de ne pas intervenir militairement, même dans le cas du franchissement de la ligne rouge de l'emploi des armes chimiques, déclaré par Obama, n'a pas abouti à un

<sup>695</sup> Défini comme les crises qui affectent le chômage et l'inflation. L'observation faite pour la période entre 1945 et 2001. Laura Young, "Unilateral Presidential Policy Making and the Impact of Crises", *Presidential Studies Quarterly*, 43, no. 2 (June) 2013

<sup>696</sup> L'article défend que certain type de crises vont augmenter le nombre total des ordres exécutifs déclaré par le président, indiquant une hausse de son pouvoir unilatéral. Donc dans cette recherche la variable dépendante est le nombre des ordres exécutifs, notamment ceux qui apparaissent à la couverture de New York Times et qui contiennent une action politique. Laura Young, "*Unilateral Presidential Policy Making and the Impact of Crises*", *Presidential Studies Quarterly*, 43, no. 2 (June) 2013

<sup>697</sup> Ibid., rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014)

<sup>698</sup> Shadi Hamid, "Islamism, the Arab Spring and the Failure of America's do-nothing strategy in the Middle East" 2015, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2015/10/middle-east-egypt-us-policy/409537/> consulté le 12.05.2018

<sup>699</sup> Ibid. Georg Löfflman

<sup>700</sup> Ibid. Georg Löfflman, cite l'article de New Yorker par l'écrivain Ryan Lizza comme le premier usage public qui donne écho à cette notion – l'autonomisation – *empowerment*- des autres.

<sup>701</sup> Ibid. Georg Löfflman

engagement militaire. En réponse à l'attaque des armes chimiques, l'administration Obama a signalé que le président envisageait une intervention militaire «limitée» en Syrie. Obama a dit qu'il voulait que le Congrès autorise l'attaque, disant qu'il était "conscient que je suis le président de la plus vieille démocratie constitutionnelle du monde". Ne travaillant pas encore au gouvernement, Donald Trump a pris sur le réseau social Twitter pour exhorter Obama à mettre en garde contre l'implication des Etats-Unis dans le conflit. La proposition de prendre des mesures militaires a rencontré le scepticisme de certains membres des deux partis au Congrès, en particulier la Chambre, qui était contrôlée par les républicains<sup>702</sup>.

- En Irak et en Afghanistan, il s'est avéré que le retrait militaire de la région a peut-être été prématuré. Obama a été obligé de renforcer les troupes américaines en Irak (surtout des forces spéciales) et de plus, relancer des frappes aériennes contre Daech en Syrie et en Irak depuis septembre 2014.<sup>703</sup>
- Pour soutenir le gouvernement de Yémen contre les Houtis, les Etats-Unis ont décidé d'externaliser la politique sur le Yémen en Arabie Saoudite. L'administration Obama a autorisé les forces militaires américaines de procurer du soutien logistique et militaire aux forces saoudites.
- Dans la crise ukrainienne la réaction des Etats-Unis et les Européens a été modérée, se limitant à une politique de sanctions graduelles et à un soutien politique et financier aux nouveaux dirigeants de l'Ukraine.
- Après plus d'un demi-siècle d'embargo, les relations entre les Etats-Unis et Cuba allaient être presque normalisées. Le président américain, Barack Obama, et son homologue cubain, Raul Castro, ont confirmé dans deux discours prononcés en même temps, mercredi 17 décembre 2014, le rapprochement historique entre les deux pays, dont les relations diplomatiques sont rompues depuis 1961. Il faut noter que trois ans plus tard, le nouveau président Donald Trump

<sup>702</sup><https://www.politico.com/story/2017/04/timeline-united-states-response-syria-civil-war-237011> consulté le 12.05.2018

<sup>703</sup><http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2017/01/17/31002-20170117ARTFIG00140-2008-2016-la-politique-etrangere-de-barack-obama-nous-a-permis-d-eviter-le-pire.php> consulté le 12.05.2018

semble déterminé à annuler les dispositions conclues entre Obama et Castro.

Même si cette inaction est peu habituelle de la part des Etats-Unis, surtout comparé au mandat de G. W. Bush, les signes de continuité avec les gouvernements précédents sont observables aussi: Obama a choisi de garder Robert Gates comme secrétaire à la Défense alors qu'il avait déjà servi à ce poste dans le gouvernement Bush après 2006<sup>704</sup>. Il n'a pas fermé Guantanamo<sup>705</sup>. Au contraire, il a autorisé, le 7 mars 2011, la reprise des procès devant des tribunaux militaires qu'il avait bloqués en janvier 2009<sup>706</sup>. Des drones américains ont continué à tuer principalement des innocents en Afghanistan, au Yémen et au Pakistan<sup>707</sup>. Toutefois les perspectives d'une action décisive de la Maison-Blanche semblent limitées, dans plusieurs régions du monde, au moins d'après les critiques au début de son deuxième mandat. La politique étrangère d'Obama -Ile mandat- a tenu en compte les restrictions qu'impose le déficit budgétaire fédéral<sup>708</sup>. Le budget de la défense a subi des réductions importantes, en dehors même des perspectives de la *séquestration (réductions)*<sup>709710</sup> (Voir le tableau II.9). Le guide stratégique de la défense de 2012 proclame que les Etats-Unis a la chance de réduire la dimension de son armée car les guerres d'Irak et d'Afghanistan prenaient fin et Al Qaeda était en fuite.<sup>711</sup> C'est l'un des obstacles que voit Corentin Brustlein à la mise en œuvre effective d'un « rééquilibrage » des forces navales américaines vers l'Asie, pourtant annoncé avec emphase par l'administration en novembre 2012<sup>712</sup>.

---

<sup>704</sup> Pierre Guerlain, op. cit.

<sup>705</sup> Ibid.

<sup>706</sup> Ibid.

<sup>707</sup> Ibid.

<sup>708</sup> Nardon Laurence, « Diplomatie: les choix d'Obama II », *Politique étrangère* 2/2013 (Eté), p. 10-12 URL: [www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-2-page-10.htm](http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-2-page-10.htm). DOI: 10.3917/pe.132.0010.

<sup>709</sup> Ibid., Nardon Laurence

<sup>710</sup> <http://www.wsj.com/articles/how-obama-shrank-the-military-1438551147> consulté le 15 juin 2016

<sup>711</sup> Ibid.

<sup>712</sup> Nardon Laurence, op. cit.

**Tableau II.9: Evolution du nombre du personnel des forces armées américaines**

Nombre du personnel des Forces Armée	2011	2012	2013	2014
<b>Etats-Unis</b>	<b>1,411,425</b>	<b>1,388,028</b>	<b>1,370,329</b>	<b>1,326,273</b>

Source: <https://www.statista.com/statistics/232350/us-department-of-defense-personnel-numbers/>

Les décisions de n'importe quel président sont des décisions collectives assumées par le chef de l'exécutif, dont la personnalité et le savoir-faire politique ne sont pas sans importance, mais ne sont pas non plus les seuls facteurs. Les lignes de force de la politique étrangère américaine sont restées les mêmes entre George W. Bush et Obama: maintien si possible de l'hégémonie appelée *leadership* en gênant l'émergence de rivaux potentiels, soutien quasi inconditionnel à Israël, contrôle de l'accès aux ressources naturelles comme le pétrole<sup>713</sup>.

Obama et sa secrétaire d'Etat, Mme Clinton, n'ont pas obligé Israël à cesser ses constructions illégales en Palestine, ils ont fait pression pour que le rapport Goldstone ne soit pas discuté par le Conseil de sécurité de l'ONU<sup>714</sup>. Obama, qui semblait être plus critique vis-à-vis d'Israël que Bush, a très vite suivi la même ligne. Il a offert, fin 2010, des livraisons d'armes à Israël et lui a promis un veto à l'ONU à toutes les décisions qu'Israël jugerait anti-israéliennes pour faire revenir ce pays dans les négociations avec les Palestiniens<sup>715</sup>. Le président Obama a plusieurs fois fait référence au président Reagan comme source d'inspiration ; en janvier 2011, en évoquant « l'optimisme » qui émanait de sa personnalité<sup>716</sup>.

Le Président Obama poursuit une politique étrangère d'engagement avec les adversaires et ennemis<sup>717</sup>. Les Etats-Unis entre en dialogue avec l'Iran, clique "reset" dans ses relations avec la Russie, essaie de coopérer davantage avec la

<sup>713</sup> Pierre Guerlain, op. cit.

<sup>714</sup> Ce rapport, rédigé sous la direction de Richard Goldstone, juriste sud-africain, juif et sioniste selon sa propre description, établissait les violations du droit international par, disait-il, les deux parties et notamment l'utilisation de phosphore blanc par les forces armées israéliennes qui n'avaient jamais rencontré de combattants face à elles. Pierre Guerlain, op.Cit.

<sup>715</sup> Ibid., Pierre Guerlain

<sup>716</sup> Ibid., Pierre Guerlain

<sup>717</sup> Lobell, S. E. (2013). "Engaging the enemy and the lessons for the Obama administration" **Political Science Quarterly**, 128(2), 261-0\_8. Accédé sur <http://search.proquest.com/docview/1428042968?accountid=15955>

Chine<sup>718</sup>. Dans la stratégie nationale de sécurité des Etats-Unis de 2010, il fait appel pour s'engager davantage avec d'autres centres d'influence comme la Chine, l'Inde, la Russie ainsi que le Brésil, l'Afrique du Sud et l'Indonésie.

Certes, sur certains sujets comme les rapports avec la Russie ou, initialement avec l'Iran, Obama a semblé différer de façon significative de Bush<sup>719</sup>. Sur l'Iran, Obama refuse une intervention armée, comme Bush avant lui, mais semble coopérer avec Israël et certains pays européens pour lancer des actions secrètes (virus informatiques, assassinats ciblés de scientifiques) visant à affaiblir le régime en place<sup>720</sup>. Il a appelé à un nouveau départ avec la Russie (*reset*) et a finalement obtenu la ratification du traité de limitation des armes nucléaires (START II) le 22 décembre 2010<sup>721</sup>. L'accord avec la Russie permet aux États-Unis de bénéficier d'une aide pour l'acheminement de ses armes en Afghanistan et supprime une source de friction au moment où la Chine devient un rival sérieux. Néanmoins l'administration Obama semble avoir fait un retour à la rhétorique de guerre froide vis-à-vis de la Russie<sup>722</sup> surtout après la crise d'Ukraine.

Il est possible de dire qu'une réflexion sur les choix d'Obama face à la crise domestique et globale, montre qu'il avait des options limitées. Comme il disait dans son discours de réception du prix de Nobel en 2009, « *Les États-Unis ne vacilleront jamais dans leur engagement en faveur de la sécurité internationale. Mais dans un monde où les menaces sont plus répandues et les missions plus complexes, l'Amérique ne peut pas agir dans l'isolement. L'Amérique ne peut à elle seule assurer la paix. C'est vrai pour l'Afghanistan ; c'est vrai aussi pour les États déstructurés, telle la Somalie, où le terrorisme et la piraterie sévissent aux côtés de la famine et des souffrances humaines. Et malheureusement, cela restera vrai pour des régions instables du monde pour de nombreuses années à venir.* »<sup>723</sup> Geir Lundestad, le secrétaire du comité du prix Nobel de paix de la période, reconnaît plus tard que leur choix de destinataire prix n'a pas apporté l'effet qu'ils envisageaient comme le choix était assez critiqué et discuté dès son annonce<sup>724</sup>. Ses politiques

<sup>718</sup> Ibid. Lobell, S. E.

<sup>719</sup> Pierre Guerlain, op. cit.

<sup>720</sup> Ibid.

<sup>721</sup> Ibid.

<sup>722</sup> Ibid.

<sup>723</sup> Discours de Barack Obama lors de la réception du Prix Nobel de Paix, 10 décembre 2009, Oslo source: [http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/12/10/barack-obama-recoit-le-nobel-de-la-paix\\_1278893\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/12/10/barack-obama-recoit-le-nobel-de-la-paix_1278893_3222.html) consulté le 13 juin 2016

<sup>724</sup> Révélations par Geir Lundestad, Source: <http://www.bbc.com/news/world-europe-34277960> consulté le 13 juin 2016

comme sa réception de prix de Nobel, sont assez contestés mais une chose est certaine, Obama fait preuve d'une limitation d'usage de force comparé à ses deux prédécesseurs, plutôt similaire aux présidents en charge durant les deux autres grandes crises des Etats-Unis, notamment Roosevelt et Nixon durant la Grande Dépression et la crise des années 70 respectivement.

Le président a conclu son premier mandat sur un certain nombre d'échecs et de succès, donnant lieu à la définition par les observateurs d'une *doctrine Obama* fondée sur un « minimalisme stratégique » – c'est-à-dire principalement la réduction des engagements militaires extérieurs –, qui permet de concentrer les efforts sur la reconstruction intérieure du pays (*nation-building at home*)<sup>725</sup>. Le principe central de la doctrine Obama est de partager le fardeau, du point de vue stratégique et opérationnel. Au niveau stratégique il souligne la nécessité de l'action collective par la guerre de coalition et de développer la capacité des partenaires locaux et des alliés<sup>726</sup>. Au niveau opérationnel il donne priorité à la guerre couverte basée sur des plateformes technologiques, les opérations de forces spéciales de CIA pour acquérir des objectives au delà des yeux du public. En effet la doctrine Obama constitue la fondation doctrinaire de la guerre de substitution: extérioriser le fardeau de la guerre à des substituts humains et technologiques. La politique américaine post-Irak envers le Moyen-Orient en absence des intérêts nationaux vitaux, apparaît comme témoin de ce changement doctrinaire vers la guerre de substitution<sup>727</sup>.

---

<sup>725</sup> Nardon Laurence, « Diplomatie: les choix d'Obama II », **Politique étrangère** 2/2013 (Été) , p. 10-12 URL: [www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-2-page-10.htm](http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-2-page-10.htm). DOI: 10.3917/pe.132.0010.

<sup>726</sup> Andreas Krieg, "Externalizing the Burden of War: The Obama Doctrine and the Foreign Policy in the Middle East", **International Affairs** 92: 1 (2016) 97–113

<sup>727</sup> Andreas Krieg, "Externalizing the Burden of War: The Obama Doctrine and the Foreign Policy in the Middle East", **International Affairs** 92: 1 (2016) 97–113

## **II-C) La tendance de l'opinion publique comme elle se reflète aux élections présidentielles qui coïncident avec les trois grandes crises et la reconstruction de l'hégémonie**

On vient de parcourir les trois cas de crises économiques du point de vue économique et de la politique étrangère des Etats-Unis. Avant de procéder avec notre analyse sur le changement de l'opinion publique -qu'on va élaborer en se basant sur les résultats des élections présidentielles- on va d'abord résumer nos observations qui correspondent à ces périodes en grandes lignes.

### **1) Réflexions sur a crise économique et la politique extérieure suivant les trois grandes crises**

#### **a) La crise économique et la politique extérieure des années de la grande crise de 1929: l'interventionnisme évité jusqu'au bout**

Le bilan ci-dessus qui encadre les années de la grande crise nous montre en somme qu'en matière du commerce international les Etats-Unis adhèrent au protectionnisme douanier, et en matière des relations internationales, à l'approche isolationniste qui se base sur l'expérience la première guerre mondiale ayant ses racines dans la doctrine Monroe du 19<sup>e</sup> siècle. L'impact économique le plus apparent de la grande crise a été la condition humaine. Dans un délai court, la production et le standard de vie a chuté précipitamment. C'est un tournant décisif pour l'économie qui a d'ailleurs laissé derrière le système de l'étalon d'or. Les syndicats et l'Etat social (*welfare state*) ont grandi considérablement dans les années 1930. La participation aux syndicats a doublé entre 1930 et 1940<sup>728</sup>.

Les Etats-Unis font l'exemple de la politique du bon voisinage (Good Neighbor) durant ces années de la crise. Les politiques extérieures qui existaient déjà avant la crise sont consolidées, ce qui a aidé à légitimer les décisions plus assertives concernant le marché intérieur. D'abord Hoover et ensuite Roosevelt ont tous les deux devancé la question économique et ont adressé en premier plan la sensibilité existant dans le public depuis l'après première guerre mondiale. La reconstruction de l'économie américaine, la lutte contre le chômage, les instabilités sociales paraissent être leur priorité et la question internationale est adressée au second plan. Les lois de neutralité sont un signe qui démontre la priorisation de la

---

<sup>728</sup> Ibid., Christina D. Romer

sécurité aux dépens de gains immédiats économiques qui pourrait découler du commerce international. Il est difficile de dire exactement combien ce choix est dû aux mémoires des atrocités de la première guerre mondiale et combien à l'environnement de désespoir causé par la grande crise. Mais il est probable que la grande crise ait contribué à l'opinion publique qui soutient l'approche isolationniste. Il est aussi probable que le coût d'une guerre, et non seulement les risques de sécurité, aient joué un rôle important dans la décision de la neutralité.

On assiste à la poursuite continue des solutions à la crise par les moyens économiques comme la politique fiscale et monétaire en excluant le moyen des dépenses militaires, par conséquent des actions militaires, jusqu'au dernier moment ou la nécessité d'entrer en 2<sup>e</sup> guerre mondiale dépasse la priorité d'empêcher les coûts économiques. La grande crise des années 1930 apparaît donc comme un exemple où les Etats-Unis annulent les occasions d'intervention dans le processus de surmonter les effets de la crise. Mais là, il faudra bien noter une distinction importante soulignée par les experts des Relations Internationales. Comme le démontre la *Théorie de la Paix Démocratique*, le prix politique de perdre une guerre pour les gouvernements élus dans un système démocratique est plus haut et par conséquent les gouvernements démocratiques n'entrent en guerre au moment où ils sont certains de vaincre l'adversaire<sup>729</sup>. Dans le cas des Etats-Unis il s'agit d'une puissance démocratique et de ce point de vue, pendant l'escalade vers la deuxième guerre mondiale, l'attitude non-interventionniste des Etats-Unis et l'agression des pays autocratiques à l'époque comme l'Allemagne, l'Italie et le Japon, peut se lire ainsi: la décision d'action militaire au niveau international se forme non seulement en réponse des variables comme la crise économique mais aussi en fonction du mode du gouvernement. L'instabilité économique en cas des gouvernements autocratiques coïncide avec l'agression à l'extérieure alors que la grande crise, dans le cas des Etats-Unis, se déroule simultanément avec la décision de rester à l'écart des conflits. Dans ce sens l'attitude des Etats-Unis et des puissances majeures européennes divergent et la crise économique semble nourrir les agressions dans le cas européen.

Dans l'étape suivante de notre étude on va continuer à explorer la conduite de la politique extérieure des Etats-Unis pendant deux autres crises importantes. Dans un premier temps on va tourner notre attention sur le choc pétrolier de 1973.

---

<sup>729</sup>B. Bueno de Mesquita, J. D. Morrow, R.M. Siverson, A. Smith, 'An Institutional Explanation of the Democratic Peace', *American Political Science Review*, Vol. 93 no 4 December 1999



### **b) La crise économique et la politique extérieure des années de la crise de 1970: Une nouvelle orientation doctrinaire**

La décennie des années 1970 est caractérisée par la reconnaissance des limites par l'hégémon. On peut résumer la doctrine sécuritaire du président Nixon en une phrase: « les Etats-Unis tourneront d'abord vers la nation menacée directement pour entreprendre la responsabilité primaire de procurer sa défense. » Ce changement de stratégie de la politique de sécurité est frappant comparé à l'après deuxième guerre mondiale, la doctrine Truman de l'endigement et la mission de la démocratisation qui a mené finalement à un plus haut degré d'interventionnisme, notamment la guerre de Vietnam qui prend ses racines aussi bien dans l'exceptionnalisme américain. L'isolationnisme ou le non-interventionnisme est-ce une coïncidence dans cette période de crise économique prolongée? Ou les mécanismes d'adaptation sont-ils encore une fois en scène et l'administration adopte les politiques exigées par les difficultés monétaires et la contraction économique? Même la détente fait penser à la flexibilité de l'hégémon en cas des crises. La fin de conscription et la formation de l'armée des volontaires sont censées à diminuer la part de la défense dans le budget. Les aides à l'extérieur ont baissé. Les défis sécuritaires sont aléviés grâce à la diplomatie plutôt que la force armée. D'autre part les opérations clandestines comme moyen d'influencer les pays du tiers monde jettent l'ombre sur la crédibilité des valeurs démocratiques américaines.

Et comment répond l'Europe à la crise de son côté? On est dans un contexte où la Guerre froide perdure et l'Europe est divisée par le rideau de fer. Depuis la création de l'OTAN entre les Etats-Unis, le Canada et plusieurs pays de l'Europe occidentale, le concept rassembleur, mobilisateur du partenariat euro-américain fut de faire face à la menace soviétique, mais non sans malentendus qui coïncident aussi avec les années 1970. Avant cette décennie de la crise monétaire et économique, la crise de Suez (1956), le retrait partiel de la France de l'OTAN, le Vietnam, la crise des euromissiles sont les manifestations de divergences dans l'alliance mais malgré tout les efforts pour la coopération transatlantique et une politique extérieure européenne orchestrée continuent. Dans les années 1970, la Détente semble être le catalyseur de cette coopération et le président français Georges Pompidou appelle les leaders européens pour former la Coopération Politique Européenne et l'Union Monétaire

Européenne<sup>730</sup>. La crise monétaire du début de la décennie fait preuve de l'interdépendance économique transatlantique. La politique des taux d'intérêts bas de Nixon pour combattre le chômage a apporté la fuite de dollars et les réserves de l'Allemagne de l'ouest ont doublé en 1972. L'instabilité des taux d'échange a causé une pause des plans de la communauté. Le shock Nixon a entraîné l'accord Smithsonian (Décembre 1971) par lequel dix pays (Belgique, Canada, France, l'Allemagne de l'Ouest, Italie, Japon, Hollande, Suède, Grande Bretagne, Etats-Unis) ont décidé de réaligner leurs monnaies et de les laisser flotter dans les limites de +/- 2,25% relativement au dollar. La crise monétaire a poussé l'Europe à la récession. Les essais de coopération comme le serpent dans le tunnel (*snake in the tunnel*) ont continué mais en vain contre le marc allemand fort. La crise monétaire a aggravé le mécontentement européen causé par la guerre de Vietnam, l'ouverture de Nixon envers la Chine, les relations avec les Soviétiques. Les Etats-Unis de leur part étaient concernés par l'Ostpolitik de l'Allemagne de l'Ouest. Face aux tensions croissantes entre les Etats-Unis et la Communauté Européenne Kissinger a lancé en 1973 une « Nouvelle Charte Atlantique » et se concentrant sur ce que l'administration Nixon a surnommé « l'Année de l'Europe ». Kissinger a déploré ouvertement le manque de leadership européen qui a empêché le progrès sur la charte atlantique. On a aussi interprété la réponse mitigée des européennes à la charte comme un refus de subordonner la coopération intra-européenne émergente aux intérêts américains et atlantiques<sup>731</sup>. La guerre de 1973 (Yom-Kippur) a sérieusement marqué les relations transatlantiques. Les Etats-Unis ont donné un soutien massif militaire en Israël mais n'ont pas reçu le soutien qu'ils attendaient de leurs alliés à l'OTAN sauf la Hollande. Comme les européens étaient dépendants du pétrole leur réponse était de rester à l'écart de cette guerre. Avec l'embargo de l'OPEP contre les Etats-Unis et la Hollande et face à l'augmentation des prix du pétrole les troubles économiques ont causé la stagnation et le chômage en Europe. « L'Année de l'Europe » est devenue « L'Année qui n'a jamais existé »<sup>732</sup>.

Suivant le scandale Watergate et malgré les frustrations, une déclaration sur les élections atlantiques a vu le jour en 1974 confirmant la protection et la coopération à l'OTAN. L'accord de Helsinki en 1975 marquait la Détente. Un résultat de

<sup>730</sup> Maria C. Cowles and Michelle Egan, "The Evolution of the Transatlantic Partnership", **Transworld**, Working Paper, September 2012

<sup>731</sup> Ibid., Cowles et Egan

<sup>732</sup> Ibid.

l'Ostpolitik allemand a été la concentration soviétique au tiers monde qui craignait les américains et dont les européens ont préféré rester en dehors. Cela était critiqué par leur allié, les Etats-Unis. Malgré tout la coopération transatlantique a continué<sup>733</sup>.

Dans cette même décennie, par contraste à la grande crise précédente qu'on a étudié, on voit que les sondages sont de plus en plus utilisés pour apprendre l'opinion publique et par conséquent les décisions politiques sont de plus en plus adaptées, autant que possible, à ces données statistiques. On tournera maintenant le projecteur vers une crise plus récente et élaborer les développements politiques qui la suivent. Après l'analyse de ce troisième cas de crise, dans notre dernier chapitre, on va reprendre le cadre théorique qui servira à expliquer le rapport entre les crises et les choix de la politique étrangère de l'hégémon.

### **c) La crise économique et la politique extérieure suivant la Grande Récession: Défis variés, réponses similaires**

Durant les deux mandats de Barack Obama, les effets de la crise économique et les guerres d'Irak et d'Afghanistan sont influents. Comme les deux crises antérieures qu'on vient d'analyser, une combinaison de guerre coûteuse récente (la 1ère Guerre Mondiale dans le cas de la Grande Dépression et la Guerre de Vietnam dans le cas de la crise des années 1970). Les crises peuvent être aussi attribuées à ces deux grandes interventions militaires et leurs répercussions socio-économiques. Cet argument est de valeur et mérite d'être le sujet d'une analyse supplémentaire. La politique douteuse d'Obama est souvent critiquée, son attitude est même associée avec l'escalade de Daech. Ces propos étant des sujets d'autres discussions, la réticence américaine d'intervention semble être indiscutable. Comme dans le cas des deux grandes crises antérieures la Grande Récession a été suivie par des politiques non-interventionnistes et le minimalisme stratégique d'Obama a marqué la période.

Les relations transatlantiques pendant cette période de la Grande Récession sont sous l'ombre de l'ère de W. Bush malgré la popularité du président Obama en Europe. C'est dans les années 2000, malgré la solidarité juste après les attentats du 11 Septembre 2001 (Nous sommes tous américains, écrivait Le Monde) l'Europe n'a pas soutenu l'intervention en Iraq et en Afghanistan. La fameuse citation de Robert Kagan « les américains sont de Mars et les européens de Vénus » date de cette

---

<sup>733</sup> Ibid.

époque où le partenariat transatlantique était profondément en question à l'exception de la Grande-Bretagne. La guerre en Iraq a divisé l'Europe et la France et l'Allemagne qui n'ont pas soutenu l'intervention ont été appelées « la vieille Europe » par Donald Rumsfeld. Avec cet arrière-plan, la décennie de la crise économique a vu quelques continuités des politiques de W. Bush. Pour commencer l'administration Obama a fait écho à un thème qui était présent qui était présent depuis les premières années de l'alliance – à savoir le mécontentement américain face aux contributions européennes, aux capacités de l'OTAN et à ses efforts en Afghanistan. Ce thème du partage du fardeau a été une constante tout au long des relations transatlantiques. Néanmoins l'alliance s'est mise d'accord sur « un nouveau concept stratégique » lors du sommet de l'OTAN de Novembre 2010 à Lisbonne. Les alliés ont souligné la centralité de l'OTAN à l'ère multipolaire et ont continué à soutenir l'article 5 et la défense collective. Ils ont également appelé à une approche plus globale impliquant des acteurs politiques, militaires et civils en interaction, soulignant ainsi les contributions croissantes des européens au *soft power* (puissance douce). Les membres de l'alliance ont aussi convenu que l'OTAN construirait un système de défense antimissile. De l'accord de Lisbonne, il était clair que deux constantes resteraient dans l'alliance militaire. Premièrement, les Etats-Unis continueraient à jouer le rôle principal de « stabilisateur de la sécurité mondiale » et la contribution financière européenne à l'alliance serait indéterminée. L'évolution la plus surprenante a peut-être été la tournure des événements en Libye. Quand les rebelles libyens ont cherché pour combattre les troupes de Mouammar Kadhafi en 2011, c'était la France et la Grande-Bretagne - pas les États-Unis – qui ont montré une plus grande participation à l'action militaire proposée. Quand Obama a accepté de participer à ce qui est devenu une action d'OTAN, l'administration américaine a précisé que les Américains joueraient un rôle limité et, par conséquent, les Européens pourraient prendre la responsabilité dans leur arrière-cour. Après que l'armée américaine a sorti la Libye des défenses aériennes, la France et le Royaume-Uni ont effectué la plupart des sorties de bombardement. Dans les coulisses, cependant, les États-Unis jouait toujours le rôle essentiel dans les capacités de surveillance aérienne, de renseignement et de ravitaillement en carburant. Malgré le leadership Franco-britannique, les lacunes des capacités militaires européennes étaient encore évidentes. Tandis que la campagne libyenne a eu ses détracteurs, elle n'a provoqué aucune rupture majeure dans la relation transatlantique. L'alliance de sécurité

transatlantique a démontré sa capacité à se transformer avec le nouveau concept stratégique.

Dans la crise Syrienne les Etats-Unis ont décidé de ne pas intervenir militairement, même dans le cas du franchissement de la ligne rouge de l'emploi des armes chimiques, déclaré par Obama, n'a pas abouti à un engagement militaire. En réponse à l'attaque des armes chimiques, l'administration Obama a signalé que le président envisageait une intervention militaire «limitée» en Syrie. La crise de l'Ukraine confirme aussi que les apparences de la menace externe sous la forme d'une résurgence de la Russie entraîne la communauté euro-atlantique ensemble au milieu de grandes difficultés. La crise ukrainienne de 2014-2015 a par ailleurs révélé des insuffisances institutionnelles l'architecture de sécurité européenne de l'après-guerre froide qui est clairement critique en ce qui concerne les faiblesses systémiques. Ni l'OTAN ni l'UE ne pourraient fournir une dissuasion militaire crédible en 2014. Les partenaires transatlantiques, cependant, ont finalement pu atteindre un consensus interne et négocier entre la Russie et l'Ukraine, mais dans un panel ad hoc de dirigeants politiques en dehors des cadres institutionnels.

Sous la lumière de ce tour d'horizon des trois grandes crises économiques et les faits qui correspondent à ces périodes dans la politique étrangère des Etats-Unis présentés dans les parties précédentes, on va discuter la préférence (ou la non préférence) d'usage de force de l'angle de différentes théories des relations internationales. Ces trois cas de crises économiques dans l'histoire des Etats-Unis vont servir de base pour commenter et évaluer les approches et les points de vue théoriques concernant la puissance, l'intérêt étatique, l'hégémonie, les rapports de force et les prises de positions en cas spécial de contraintes économiques.

## **2) La tendance de l'opinion publique comme elle se reflète aux élections présidentielles qui coïncident avec les trois grandes crises**

Les résultats des élections américaines nous guident pour les trois périodes de crises économiques qu'on étudie. Il n'est ni possible et ni souhaitable de tirer des conclusions immédiats de ces résultats. Il est toujours une question pertinente, l'effet du discours de la politique étrangère des candidats sur la décision des électeurs. Même si les études montrent l'importance des promesses de la politique étrangère en concurrence avec celles de la politique intérieure, notre étude ne va pas explorer cette

corrélation. Au lieu de comparer les sondages d'opinion publique, les discours et le résultat actuel, on va essayer de commenter sur les résultats *a posteriori*. Cela est nécessaire puisqu'on essaie de trouver la réponse à la question de l'orientation en politique étrangère de l'hégémon, en cas des crises. En tant qu'une démocratie, comme exprimé ci-dessus, qui plus ou moins possède les mécanismes de freins et contrepoids, la première figure de décision au sujet de la politique étrangère, donc le président, comment répond aux défis extérieurs en passant par un moment de crise?

Comme on voit ci-dessous, dans le Tableau II.10, la crise de 1929 a détérioré la popularité de Herbert Hoover et donné lieu à une victoire écrasante de Roosevelt, avec un discours très concentré sur le nouvel don, donc à la politique intérieure. Les événements de cette période et l'omission des interventions extérieures sont exposées en détail dans la partie consacrée à la Grande Dépression (étude de cas). Ce qu'on peut dire à ce point est que la mauvaise économie devait dominer la politique étrangère de Hoover. Après une tournée de bonne volonté post-électorale en Amérique latine, Hoover avait poursuivi la politique éclairée de Coolidge. Le tarif Smoot-Hawley de 1930, qui levait les barrières contre les importations étrangères, dissipa une grande partie de ces bons résultats. En 1931, les pays d'Europe avaient été gravement infectés par le virus de la dépression mondiale. Ils ont blâmé le tarif américain, mais il a joué un rôle relativement mineur dans les perturbations économiques qui remontaient au Traité de Versailles. Le Congrès et le public américain pensaient que les dettes de guerre dues aux Etats-Unis par l'Europe devaient être payées, mais l'Europe ne pouvait pas payer. Hoover a institué en 1931 un moratoire de dix-huit mois sur les dettes, mais même alors, les pays européens ont fait défaut. La plus grande banque d'Autriche avait échoué, et la Grande-Bretagne a bientôt abandonné l'étalon-or. Hoover gaspille ses énergies à essayer de maintenir, avec l'aide de la France, un étalon-or international. La dépression a empiré. Toujours sous l'influence du pacifisme quaker, Hoover prônait le désarmement international. La Conférence du désarmement naval de Londres de 1930 tenta de prolonger les travaux de la Conférence navale de Washington de 1921-1922, qui avait effectivement stabilisé l'équilibre des armes dans le Pacifique. La conférence de Londres a encore retardé la course aux armements mais, avec la Conférence mondiale de Genève sur le désarmement de 1932, elle s'est montrée particulièrement inefficace contre l'impérialisme japonais, comme en témoigne l'invasion de la Mandchourie par le Japon en septembre 1931. Hoover et le secrétaire d'État Henry

Stimson ont divergé sur la réponse américaine appropriée au militarisme japonais. Hoover a conseillé la patience, arguant de son expérience que la culture chinoise dominante finirait par assimiler ou expulser les envahisseurs. Stimson était plus belliqueux et envisageait de soutenir les sanctions mondiales par le biais de la Société des Nations. Ensemble, ils ont promulgué la doctrine Hoover-Stimson de janvier 1932, annonçant le refus américain de reconnaître tout arrangement contraire à la politique de la porte ouverte. Ceci, espérait le président, jetterait "le projecteur de l'opinion publique" sur le Japon<sup>734</sup>.

Quant à Roosevelt, en 1913, peu de temps après son entrée à la Maison Blanche, Wilson l'appela au sous-secrétariat de la marine. Pendant la guerre, le futur président fut l'un des plus chauds partisans de l'intervention américaine. Dès que les États-Unis se furent rangés aux côtés des Alliés, il fit preuve d'une activité débordante qui se manifesta notamment par l'organisation de la chasse aux sous-marins et l'établissement du barrage de mines qui fermait la mer du Nord des Orcades aux côtes de Norvège. En toutes circonstances, bien que son énergie fût autant dirigée vers la conduite de la guerre que celle de Wilson l'était vers la conclusion de la paix, le jeune ministre se montra l'un des collaborateurs les plus fidèles du président, ce qui lui valut d'être unanimement acclamé comme candidat démocrate à la vice-présidence en 1920<sup>735</sup>. Voici un extrait de son programme politique avec lequel il a su gagner le cœur et l'esprit des électeurs:

*« M. Roosevelt a donné son opinion sur la prohibition, les tarifs douaniers, la crise agricole, l'aide au chômage et les économies. Au sujet de la prohibition, le futur président de la République n'a pas hésité à se déclarer «humide»<sup>736</sup>. La loi Volstead étant d'ordre constitutionnel, son abolition ne pourra être immédiate, mais elle sera probablement précédée d'une atténuation consistant à admettre la libre consommation des boissons dites hygiéniques, c'est-à-dire de la bière et du vin légèrement alcoolisé. En ce qui concerne les tarifs douaniers, M. Roosevelt a à diverses reprises protesté contre les barrières excessives qui ont, en somme, amené des mesures de représailles dans les autres pays et ont abouti à un ralentissement de la consommation et de la production, par conséquent à une aggravation de la crise.*

<sup>734</sup> <http://www.presidentprofiles.com/Grant-Eisenhower/Herbert-Hoover-Foreignrelations.html#ixzz5AkfDsNAq> consulté le 07.04.2018

<sup>735</sup> Par [Véronique Laroche-Signorile](#) Mis à jour le 08/11/2017 à 11:07 Publié le 07/11/2017 à 18:12 dans <http://www.lefigaro.fr/histoire/2017/11/07/26001-20171107ARTFIG00260-9-novembre-1932-franklin-roosevelt-triomphe-a-l-election-presidentielle-americaine.php> consulté le 07.04.2018

<sup>736</sup> [Traduction du terme anglais «wet» qui désigne une personne favorable à la suppression de la prohibition; en opposition aux «drys», défenseurs du maintien de la prohibition.](#)

*Il ne semble pas que M. Roosevelt veuille tout de go porter son pays jusqu'au libre-échange, mais il a clairement indiqué que dès qu'il sera au pouvoir, il entamera des négociations avec les différents pays en vue d'un abaissement mutuel des tarifs douaniers. Si M. Roosevelt répudie une protection excessive dans les domaines que nous venons d'énumérer, en revanche il semble nettement protectionniste au point de vue financier. Il a notamment déclaré qu'il s'opposerait au placement en Amérique de valeurs émises dans d'autres pays et qui ont fait éprouver des pertes considérables aux capitalistes américains. Il se déclare prêt à réaliser de sérieuses économies dans tous les services administratifs, mais ne s'est jamais opposé catégoriquement à l'octroi du «bonus» aux anciens combattants, à condition que le budget soit équilibré. Il n'a pas fait de déclarations formelles, en aucun sens, pour les dettes de guerre. Hoover a proposé un moratoire sur les dettes interalliées.»<sup>737</sup>*

En 1932, cependant, le problème clé était la Grande Dépression, ce qui donnait aux Démocrates une excellente occasion de retirer la Maison Blanche des Républicains<sup>738</sup>. Son adversaire, le président Herbert Hoover, était si impopulaire que la stratégie principale de FDR était de ne pas commettre de gaffes qui pourraient détourner l'attention du public des inadéquations de Hoover et des problèmes de la nation<sup>739</sup>. FDR a voyagé à travers le pays en attaquant Hoover et en promettant des jours meilleurs à venir, mais souvent sans se référer à des programmes ou des politiques spécifiques<sup>740</sup>. Roosevelt était si génial - et ses prescriptions pour le pays si fades - que certains commentateurs se sont interrogés sur ses capacités et sa compréhension des défis sérieux auxquels sont confrontés les Etats-Unis. À l'occasion, cependant, FDR a fait allusion à la forme du New Deal à venir. FDR a dit aux Américains que ce n'est qu'en travaillant ensemble que la nation pourrait surmonter la crise économique, un contraste frappant avec les hommages de Hoover à l'individualisme américain face à la dépression. Dans un discours prononcé à San Francisco, FDR a souligné le rôle important que le gouvernement fédéral devrait jouer pour relancer l'économie, alléger le fardeau des souffrances et s'assurer que tous les Américains aient l'occasion de mener une vie réussie et enrichissante. Le résultat de la compétition présidentielle de 1932 entre Roosevelt et Hoover n'a jamais été très douteux. Des Américains découragés ont assuré le FDR de cinquante ans une

<sup>737</sup> <http://www.lefigaro.fr/histoire/2017/11/07/26001-20171107ARTFIG00260-9-novembre-1932-franklin-roosevelt-triomphe-a-l-election-presidentielle-americaine.php> consulté le 07.04.2018

<sup>738</sup> <https://millercenter.org/president/fdroosevelt/campaigns-and-elections> consulté le 08.04.2018

<sup>739</sup> <https://millercenter.org/president/fdroosevelt/campaigns-and-elections> consulté le 08.04.2018

<sup>740</sup> Ibid.



victoire écrasante à la fois dans les votes populaires et électoraux. Les électeurs ont également étendu leur approbation de FDR à son parti, donnant aux démocrates des majorités substantielles dans les deux chambres du Congrès. Ces majorités au Congrès s'avèreraient vitales lors de la première année de mandat de Roosevelt<sup>741</sup>.

Notre deuxième étude de cas comporte sur la crise des années 1970. Un regard de près aux élections de 1972 et 1976 va nous guider sur la préférence des électeurs en temps de crise, à l'ombre de la guerre de Vietnam. Lors des élections de 1972, par exemple, près d'un tiers des citoyens ont cité les affaires étrangères ou la défense comme le problème le plus important, la quasi-totalité d'entre eux se concentrant sur le Vietnam. Ainsi, non seulement l'inquiétude du public à l'égard de la politique étrangère est-elle très variable et liée systématiquement à l'évolution de la situation politique, mais en 1976, cette préoccupation était exceptionnellement faible. En 1976, par contraste frappant, seulement 4% ont cité un problème étranger ou de défense comme le problème national le plus important (voir Abramson, Aldrich et Rohde 1987). La préoccupation de cette année était presque exclusivement domestique et, en particulier, économique. La conclusion selon laquelle l'année 1976 était atypique est confirmée par un examen des réponses à la question de Gallup (Smith, 1985). De 1947 jusqu'à la fin de la guerre du Vietnam en 1973, la plus petite proportion de l'ensemble de l'échantillon ayant choisi un problème de politique étrangère comme problème le plus important n'a jamais été inférieure à 22%; la proportion tombait rarement au-dessous du tiers de tous les répondants, et elle atteignait ou dépassait souvent la proportion de ceux qui avaient choisi un problème national. Même dans la période entre les guerres de Corée et du Vietnam, dans seulement 7 des 54 sondages, moins de 30% du public a choisi une question de politique étrangère. Vingt et une fois au cours de cette période, ce pourcentage dépassait 50. De la fin de la Seconde Guerre mondiale à la fin de la guerre du Vietnam, les affaires étrangères constituaient une préoccupation majeure pour une grande partie de l'électorat. C'était un peu moins le cas dans les années 1980 et il était au centre des préoccupations lors des élections de 1980 et de 1984. Inversement, la période 1973-1979 se distingue comme une période où le public n'était pas très préoccupé par les questions étrangères ou de défense. Entre février 1973 et janvier 1980, les problèmes étrangers ont été cités par plus de 10% de l'échantillon de Gallup une seule fois (Smith, 1985). En somme, les problèmes étrangers ont été

---

<sup>741</sup> Ibid.

exceptionnellement saillants au public tout au long de la période postérieure à la Seconde Guerre mondiale jusqu'aux environs de 1973. Les attitudes à l'égard des affaires étrangères étaient donc souvent ou plus accessibles que les attitudes sur les questions nationales. Au milieu de l'année, les préoccupations étaient fortement centrées sur la guerre du Vietnam, mais le Vietnam était manifestement un problème étranger. Le Vietnam, la Corée, l'Iran, les armes nucléaires et la course aux armements préoccupent beaucoup le public, à la mesure des politiques nationales. En résumé, les questions étrangères et de défense sont des préoccupations politiques généralement très accessibles. En tant que tels, les attitudes de la politique étrangère de l'électorat sont tout aussi accessibles pendant la plupart des élections présidentielles que leurs attitudes sur les questions nationales. De plus, des problèmes internationaux spécifiques, ou «points chauds», tendent à dominer les préoccupations de la politique étrangère du public à divers moments dans un flux et un reflux qui ne sont pas fondamentalement différents de ceux qui caractérisent les questions nationales. En 1980, par exemple, la préoccupation la plus souvent citée était l'inflation ou les prix. En 1984, l'inflation était rarement mentionnée, mais les inquiétudes au sujet du chômage, de la récession et des dépenses déficitaires augmentaient considérablement. Les "points chauds" domestiques avaient changé<sup>742</sup>.

La crise de 2008 a eu ses répercussions sur l'élection présidentielle. Lorsque le premier vote a eu lieu dans les caucus de l'Iowa le 3 janvier 2008, les sondages nationaux ont montré que l'économie était devenue la question la plus importante pour les électeurs. Cependant, un sondage "entrée" dans l'Iowa a montré que l'Irak et l'économie étaient tout aussi importants pour le caucus les électeurs, avec des soins de santé un tiers proche. Le sondage d'entrée a également montré qu'Obama et Clinton étaient liés parmi les plus préoccupés par l'économie, et Obama a mené Clinton de 4 points de pourcentage parmi les plus préoccupés par les soins de santé. Plus important encore, parmi les électeurs de l'Iowa qui étaient les plus préoccupés par l'Irak, Obama a marqué sa plus grande marge: 9 points de pourcentage. L'importance de cette préoccupation pour l'Iraq tout au long de 2007 est qu'il est venu pendant la période cruciale où les candidats démocrates recrutaient des alliés politiques, des donateurs et bénévoles. Il n'est pas surprenant que le sénateur

---

<sup>742</sup>John H. Aldrich, John L. Sullivan, & Eugene Borgida. (1989). Foreign Affairs and Issue Voting: Do Presidential Candidates "Waltz Before A Blind Audience?" *The American Political Science Review*, 83(1), 123-141. doi:10.2307/1956437

Obama (et la presse) se soit arrêté sur ses différences avec la sénatrice Clinton au sujet de la guerre en Irak pendant toute cette période. Comme deux chroniqueurs expérimentés de la campagne présidentielle ont ensuite fait valoir en ce qui concerne le discours de 2002 Obama contre la guerre:

« Son discours n'a pas attiré l'attention nationale, n'a pas affecté le résultat du débat sur Irak, et n'a pas élevé la stature politique d'Obama. Mais cela a attiré le nombre croissant des groupes anti-guerre et les militants passionnément libéraux qui ont exercé une grande influence dans le parti démocrate. De tous les candidats, Obama avait jalonné la plus tôt, la plus claire, et la plus éloquente opposition à la guerre » (Balz et Johnson 2009)<sup>743</sup>.

**Tableau II.10: Les Elections Présidentielles<sup>744</sup> coïncidant avec les trois grandes crises**

**1- Election de 1928<sup>745</sup>:**

Candidat	Parti	Vote Populaire	%	Vote électorale	%
Herbert Hoover	Républicain	21,427,123	58,2	444	83,6
Al Smith	Démocrate	15,015,464	40,8	87	16,4

**2- Election de 1932:**

Candidat	Parti	Vote Populaire	%	Vote électorale	%
Franklin D. Roosevelt	Démocrate	22,821,277	57,4	472	88,9
Herbert Hoover	Républicain	15,761,254	39,7	59	11,1

**3- Election de 1972:**

Candidat	Parti	Vote Populaire	%	Vote électorale	%
Richard Nixon	Républicain	47,168,710	60,7	520	96,8
George McGovern	Démocrate	29,173,222	37,5	17	3,2

<sup>743</sup>Richard C. Eichenberg, "Foreign Policy in the Electoral and Governing Coalitions of Barack Obama." Paper presented at the Shambaugh Conference on Understanding the 2008 Presidential Election, Department of Political Science, University of Iowa, March 5-7, 2009.

<sup>744</sup>[www.usa.gov](http://www.usa.gov) ([www.archives.gov](http://www.archives.gov))

<sup>745</sup><https://millercenter.org/president/hoover/campaigns-and-elections><http://www.presidency.ucsb.edu/ws/index.php?pid=75571>

**4- Election de 1976:**

Candidat	Parti	Vote Populaire	%	Vote électorale	%
Jimmy Carter	Démocrate	40,831,881	50,1	297	55,3
Gerald Ford	Républicaine	39,148,634	48	240	44,7

**5- Election de 2008:**

Candidat	Parti	Vote Populaire	%	Vote électorale	%
Barack Obama	Démocrate	69,498,516	52,9	365	67,8
John McCain	Républicain	59,948,323	45,7	173	32,1

Source: [www.usa.gov](http://www.usa.gov) ([www.archives.gov](http://www.archives.gov))

### **3) Mécanismes de reconstruction hégémonique de la perspective des théories de l'Economie-Politique et de RI: L'adaptation de la politique étrangère de l'hégémon en cas des crises**

La théorie de la stabilité hégémonique a été un sujet d'intérêt pour des théoriciens comme Robert Gilpin, Stephen Krasner, Robert Keohane. Elle prend son origine de l'œuvre de Charles Kindleberger, *The World in Depression, 1929-1939* (1973). Kindleberger a expliqué la grande dépression de 1929 avec le manque d'un hégémon (Batistella, 2006), il a observé, d'après les données des derniers deux siècles, une corrélation frappante entre l'hégémonie des grandes puissances et la stabilité économique. Cette théorie, dont Charles Kindleberger est l'inventeur, se décline essentiellement en trois propositions: Premièrement, une puissance hégémonique, c'est-à-dire un pays clairement dominant sur le plan économique et militaire, est nécessaire pour permettre la création et le plein déploiement d'une économie mondiale libérale. La puissance hégémonique est nécessaire afin de créer des régimes internationaux efficaces et pour assumer la plus grande part du bien public international, la stabilité des monnaies ou la sécurité de la navigation sur les océans, par exemple<sup>746</sup>. Pour Charles Kindleberger, la crise de 1929 s'explique aisément par l'absence d'une puissance dominante. En l'absence d'une telle puissance,

<sup>746</sup>Ibid., Paquin et Deschênes

aucun pays n'avait la capacité de stabiliser l'ordre économique international. La seconde proposition découle de la première: l'existence inévitable de profiteurs ou de passagers clandestins (*free riders*) entraîne une distribution inéquitable des coûts de maintien du système, ce qui, à terme, surcharge la puissance hégémonique<sup>747</sup>. Finalement, le déclin de la puissance hégémonique annonce le déclin des régimes économiques internationaux<sup>748</sup>. Cette théorie nous dit que le libre-échange et l'ordre économique libéral sont dépendants de l'existence d'une puissance hégémonique et qu'en absence d'une telle puissance, l'économie mondiale court le risque de se détériorer. On peut s'attendre au retour du nationalisme économique et que les mesures protectionnistes se multiplient, mettant ainsi en péril le système économique international, un peu comme l'a fait la crise de 1929.

Kindleberger a appelé le 19<sup>e</sup> siècle quand l'étalon-or était en place, la paix économique britannique (economic Pax Britannica) et la période de Bretton Woods, la paix économique américaine (Cohen 2013). Gilpin et Krasner partagent les idées de Kindleberger pour expliquer les relations économiques depuis 19<sup>e</sup> siècle. Ils reconnaissent la Grande-Bretagne comme l'hégémon qui assure la stabilité et qui promeut le libéralisme économique au 19<sup>e</sup> siècle. Une fonction similaire est prise en charge par les Etats-Unis après la 2<sup>e</sup> Guerre Mondiale. Les trois théoriciens lient l'instabilité économique et l'isolationnisme économique international d'entre les deux guerres au déclin de la Grande-Bretagne et la réticence des Etats-Unis pour adopter le rôle de leadership, donc au manque d'un hégémon. Tous les trois avertissent, à partir des années 1970, le déclin des Etats-Unis et son statut hégémonique qui pourrait menacer le libéralisme économique et la stabilité (Webb et Krasner, 1989). Kindleberger, en tant qu'un économiste libéral, pense que la stabilité économique est un "bien collectif" et tous les Etats en bénéficient, quoi que ce soit leur contribution à ce bien. Les acteurs de tailles petites et moyennes sont inclinés à protéger leurs intérêts étatiques et de profiter du bien produit par d'autres. Dans un système formé des puissances de taille petites et moyennes tous les acteurs vont agir de cette façon et empêcheront la stabilité économique internationale. Seul un hégémon avec la volonté et la capacité nécessaire pourra construire la stabilité. Kindleberger formule cela en disant "pour que se stabilise l'économie mondiale, il faut un stabilisateur, et un seul" (Webb et Krasner, 1989). Gilpin et Krasner rajoutent

---

<sup>747</sup> Ibid.

la puissance étatique et la sécurité nationale aux analyses de Kindleberger. Lorsqu'il y a une distribution hégémonique de puissance, l'hégémon peut soutenir l'économie libre. Une économie ouverte pourrait contribuer à la croissance et à la puissance politique de l'hégémon (Webb et Krasner, 1989). Là, il faut noter que le système international au 19<sup>e</sup> siècle était unipolaire et l'hégémonie américaine coïncide avec la bipolarité. Krasner défend que cette structure aide à comprendre les relations dans le bloc capitaliste dominé par les Etats-Unis – même parfois les pratiques non libérales de l'Europe occidentale et du Japon sont acceptés par les Etats-Unis pour assurer la sphère d'influence américaine.

Dans son manuel *The Political Economy of International Relations* (1987), Robert Gilpin en arrive à la conclusion que l'hégémonie américaine dans le système international est en déclin et que cela affecte l'ordre libéral international<sup>749</sup>. Il explique ce déclin par le fait que les exportations américaines de technologies ont eu pour effet de faciliter la reconstruction du Japon et de l'Europe de l'Ouest, alors que le coût pour contenir l'URSS augmentait rapidement. Dans ce contexte, les Américains n'arrivaient plus à maintenir leur avantage compétitif. En 1971, les États-Unis passent d'une situation de surplus commerciaux à celle de déficit. Ils reçoivent également de plus en plus d'investissements directs étrangers. Des puissances rivales gagnent en importance, que ce soit le Japon ou l'Europe de l'Ouest. La puissance hégémonique est aussi victime des premières vagues de délocalisations. Dans son ouvrage de 2001, Gilpin affirme cette fois que la Chine est la rivale des États-Unis. Dans ce contexte, les Américains sont de plus en plus hésitants à assumer le coût du bien public international, car les resquilleurs en profitent pour les concurrencer sur le terrain économique. Puisque l'hégémon est guidé par son intérêt national, il se transforme progressivement en hégémon prédateur et une ère de « nouveau mercantilisme » s'ouvre. Pour Gilpin, c'est ce qui se produit depuis les années 1960. Le déclin de l'hégémonie américaine affecte l'ordre libéral international qui est en déroute. Les conséquences de cette transformation sont fondamentales pour le système international. En premier lieu, elle marque le retour du protectionnisme et de politiques mercantilistes par la puissance hégémonique en déclin. Puisque ce type de comportement ne manquera pas d'être sanctionné par les autres pays membres de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (GATT) ou de l'OMC aujourd'hui, la situation risque de se détériorer. Ces transformations posent une

---

<sup>749</sup> Ibid. Paquin et Deschênes

sérieuse menace pour le système international des échanges et la survie de l'ordre libéral. Cette exacerbation des rivalités a pour effet que la coopération post-hégémonique est très difficile (Gilpin, 1987, p. 345 et 363)<sup>750</sup>. D'après Robert Gilpin, pionnier de la théorie de la stabilité hégémonique, un Etat hégémonique doit posséder la puissance militaire nécessaire pour protéger la structure politico-économique internationale des attaques des opposants (Gilpin, 1981, p. 203)<sup>751</sup>.

John G. Ruggie, critique la théorie de la stabilité hégémonique en vue du déclin relatif des Etats-Unis depuis les années 1960. Même si l'hégémon n'est plus aussi puissant, le régime international de commerce libre est toujours intact. Donc l'autorité internationale n'est pas seulement une fonction de distribution de puissance mais aussi une fonction des objectifs légitimes sociaux (Ruggie, 1982). Robert Keohane, dans son œuvre *After Hegemony: Cooperation and discord in the world political economy* (1984) questionne la possibilité de la coopération quand il manque un seul hégémon. En conclusion de son analyse des régimes et des organisations internationales, il renonce à l'impossibilité de coopération dans le cas d'impuissance relative de l'hégémon. D'après Keohane les régimes internationaux sont un moyen de coopération entre des acteurs égoïstes<sup>752</sup>. Son œuvre est d'ailleurs une des critiques les plus célèbres à la théorie de la stabilité hégémonique. Selon Keohane, l'approche en termes de stabilité hégémonique est trop déterministe. Elle soutient que puisque l'État hégémonique est puissant, il triomphe dans tous les domaines de la compétition internationale. La puissance hégémonique seule n'est parfois pas suffisante à expliquer la capacité de l'hégémon de faire accepter ses préférences aux autres dans tous les domaines de la compétition internationale. Keohane revient sur la thèse qu'il avait développée avec Joseph Nye selon laquelle, dans un monde d'interdépendances complexes composé d'une multitude d'enjeux, la puissance est diffuse. En fonction des enjeux, un État peut être puissant alors que d'autres peuvent être vulnérables. Donc il faut regarder de plus près la distribution du pouvoir, en fonction d'enjeux précis. Même le plus puissant des États est parfois vulnérable. Pour Keohane, en théorie du moins, le bien public international peut être géré par la coopération interétatique. Selon lui, les États peuvent coopérer même lorsque la puissance hégémonique, qui a mis sur pied les institutions de coopération, passe par

---

<sup>750</sup> Ibid. Paquin et Deschênes

<sup>751</sup> Şener, op. cit.

<sup>752</sup> Büyükkakıncı, op. cit.

une période de déclin relatif<sup>753</sup>. Comme l'écrit Keohane: « La persistance de tentatives de coopération dans les années 1970 suggère que le déclin de l'hégémon ne signifie pas nécessairement la mort de la coopération» (1984, p. 9)<sup>754</sup>. Keohane prête attention aux institutions post-Seconde Guerre mondiale dans les domaines monétaire, commercial et pétrolier. Son argument est à l'effet que les avantages que procurent ces institutions ou régimes se maintiennent, indépendamment du déclin d'une puissance hégémonique. Les régimes ne sont pas passagers et temporaires, ils constituent plutôt une variable qui intervient entre les pouvoirs économique et politique du système international et le résultat final. Les États ont besoin de régimes internationaux. Pour Keohane, les régimes survivent à la puissance hégémonique car ils facilitent la coopération en faisant circuler l'information et en réduisant les obstacles aux échanges, ce qui a pour effet de réduire l'incertitude<sup>755</sup>.

Robert Cox et Susan Strange, de leur part, contesteront l'idée que la puissance américaine est en déclin depuis les années 1970 et bâtiront de nouvelles théories de la puissance. Pour Robert Cox, comme on a vu, le père de l'approche néo gramscienne, les analyses négligent une dimension fondamentale de la puissance américaine: elle n'est pas seulement relationnelle, elle est également structurelle. Dans la seconde moitié des années 1980 lorsque le débat sur le déclin de l'hégémonie américaine continue, Susan Strange développe, une thèse qui est une réponse directe à l'école décliniste américaine. Strange questionne le fait que les États-Unis aient perdu du pouvoir, et que ce déclin de la puissance soit la cause du désordre au sein du système international. La théorie du déclin de la stabilité hégémonique ne sert, selon Strange, qu'à excuser le refus des États-Unis d'assumer leur rôle de première puissance mondiale. D'après elle les États-Unis resteraient toujours, et de loin, la principale puissance de la planète. Même l'abandon du système monétaire issu des accords de Bretton Woods pris comme un indicateur du déclin de la puissance américaine ne l'est pas pour Strange. Elle trouve plutôt que c'est un signe de la puissance américaine et non pas de son déclin. Pour cette auteure, l'intérêt des États-Unis sur le plan monétaire changeait depuis 1945. Donc ils ont ainsi choisi délibérément de mettre fin au système de change fixe qui ne fonctionnait pas comme les États-Unis auraient souhaité. De cette façon ils ont pu imposer aux autres leur nouvelle volonté en transformant les règles du jeu encore une fois à leur avantage.

---

<sup>753</sup> Paquin et Deschênes, op. cit.

<sup>754</sup> Ibid.

<sup>755</sup> Ibid.



C'est d'après Strange un bon exemple d'un choix délibéré de la puissance américaine. Le but de la théorie de Susan Strange (1987) était de démontrer que l'Empire américain n'est pas en déclin mais qu'au contraire, les États-Unis détenaient la puissance nécessaire pour exercer un leadership au niveau économique international, non seulement dans son propre intérêt, mais également dans celui du système international dans son ensemble. Afin de rendre son argumentation convaincante, Strange devait expliciter comment la puissance américaine se déploie sans coercition ouverte et pourquoi, malgré une impression de plus en plus persistante de l'érosion de la puissance américaine, les États-Unis étaient toujours la puissance dominante dans l'économie mondiale. Il est absurde, selon Strange, d'affirmer que la puissance des États-Unis décline, car on vit dans un monde où l'économie, la finance, le savoir et la communication façonnent davantage la puissance structurelle que le volet militaire. Les États-Unis formeraient plutôt un « empire non territorial » organisé autour de grandes firmes transnationales. Selon Strange, dans la compétition entre l'URSS et les États-Unis, l'Union soviétique s'est développée selon une logique politique, territoriale et militaire classique, alors que la puissance américaine s'est déterritorialisée et dépasse le cadre militaire pour avoir une dimension économique, financière et sociale. Contrairement à l'URSS, qui a atteint le niveau de superpuissance en se basant essentiellement sur sa puissance relationnelle, les États-Unis ont atteint le niveau de superpuissance en bâtissant sur leur puissance structurelle. Ils n'ont pas lamentablement échoué sur les plans économique, financier et social. L'URSS a perdu la bataille à cause de son boulet territorial et parce qu'elle ne pouvait plus rivaliser avec la puissance déterritorialisée et la force de pénétration de l'influence américaine. Selon Strange, l'hégémonie américaine est davantage comparable à l'hégémonie romaine, dont le secret de la résilience résidait dans sa capacité à faire participer les élites locales à la gestion de l'empire. C'est ce que le gouvernement américain réussit à faire, car sa bureaucratie impériale s'étend, au-delà de Washington DC, à l'ensemble des organisations internationales mises sur pied après la Seconde Guerre mondiale, que ce soit le FMI, la Banque mondiale ou l'OMC. La puissance structurelle représente, selon Strange: la capacité de façonner et de déterminer les structures de l'économie politique globale au sein de laquelle les autres États, leurs institutions politiques, leurs entreprises économiques et leurs scientifiques et autres experts doivent opérer. En résumé, la puissance structurelle confère le pouvoir de décider comment les choses doivent être

faites, le pouvoir de façonner les cadres au sein desquels les États, les gens ou les entreprises interagissent (1988, p, 24-25). Selon Strange, la puissance structurelle a quatre dimensions qui ne sont pas hiérarchiques et qui sont en interaction: la sécurité, la production, la finance et le savoir. Et ce sont les États-Unis qui possèdent, sans conteste, la puissance structurelle la plus élevée dans ces quatre domaines. Ils sont au sommet de cette structure de puissance, ce qui leur permet de façonner le monde en fonction de leurs intérêts<sup>756</sup>.

Dans son œuvre « *Defending the National Interest* » Krasner démontre que pour les Etats-Unis, la politique étrangère était caractérisée par l'idéologie et la sécurité et non pas par des intérêts économiques<sup>757</sup>. Est-ce que c'est toujours le cas, ou y a-t-il des exceptions, même dans le cas de l'hégémon, possédant des ressources amples? Notre réponse à cette question est que les crises économiques en sont les exceptions. Quand ses ressources tendent à se contracter, notamment dans le cas des crises économiques l'hégémon, répond en diminuant ses engagements militaires ouverts extérieurs. Les trois périodes ci-dessus qu'on vient d'aborder, sont censées à nous démontrer cette tendance. L'hégémon prend moins de risques et évite les initiatives/interventions militaires coûteuses.

En effet d'après Serge Sur, l'hégémonie cherche toutefois à limiter ses engagements extérieurs et vise à se conserver par l'économie de moyens, car elle n'a de sens que si elle est durablement profitable à celui qui l'exerce. Au fond elle représente la forme de domination qui est la plus proche de l'isolationnisme, ou sa seule variante désormais praticable. Elle repose en effet sur une combinaison entre l'indifférence pour le monde extérieur, voire son ignorance, et la prédominance des approches militaires de la sécurité, qui peuvent impliquer l'exercice d'une coercition armée déterminée par des seuls intérêts nationaux des Etats-Unis tels qu'ils les conçoivent. L'engagement que l'hégémonie peut impliquer au fond a pour objet de protéger le désengagement<sup>758</sup>. Sa stabilité demande toutefois, on l'a dit, une certaine forme d'acceptation et même de coopération de la part des intéressés, qui doivent trouver un bénéfice et des satisfactions au moins négatives dans la situation diminuée qui leur est faite. L'hégémonie conduit ainsi à accepter ou à rechercher le soutien des petites puissances, parce que la puissance hégémonique ne peut tolérer l'ascension

<sup>756</sup>Ibid. Paquin et Deschênes

<sup>757</sup> Krasner, op. cit., p. 10. Pourtant dans le même ouvrage Krasner reconnaît aussi que le caractère de la scène politique américaine permet les groupes domestiques d'imposer des limitations sur l'Etat, qui n'est pas le cas dans la plupart des pays développés, p. 46.

<sup>758</sup>Serge Sur, <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001240.pdf>

d'un rival, ou d'une coalition qui lui soit contraire, et que les petites puissances préfèrent une domination lointaine et générale à la suprématie de voisins plus puissants<sup>759</sup>.

Les déclinistes sont contestés par les auteurs comme Strange, qui défendent, comme on vient de résumer, que l'hégémonie est intacte à plusieurs égards. Ils ont bien raison au niveau de certaines caractéristiques structurelles de soft power mais lorsqu'il s'agit de hard power et notamment l'attitude interventionniste, l'hégémon semble d'autant plus prudent comme nous avons essayé de démontrer dans notre analyse des trois grandes crises économiques (Ch. II). L'hégémonie semble recevoir du moins un coup sérieux: ne se décline pas peut-être mais fait un pas arrière. Il y a un mécanisme de construction qui transmet les effets des turbulences économiques à la politique de l'hégémon. Dans ce sens l'approche constructiviste des relations internationales nous offre un cadre théorique approprié pour décrypter les liens entre les crises et la politique étrangère.

La théorie ou approche constructiviste des RI qui prend ses origines des années 1980 nous rappelle que notre savoir sur le monde est une construction sociale. D'après les constructivistes ce que les sciences sociales sont entrain de produire ce sont des idées et les hypothèses plutôt que des réalités objectives sociales. Ils donnent un rôle central aux identités. Par exemple l'idée que l'Etat est l'acteur principal et doit protéger ses intérêts donne une certaine construction à l'identité de l'Etat. L'Etat entreprend des investissements militaires suivant cette identité. D'après Alexander Wendt, le pionnier du constructivisme « les identités construisent la base des intérêts ». Alexander Wendt critique le déterminisme du structuralisme néo-réaliste mais il accepte quand-même l'effet du rôle de la structure internationale sur la construction des identités et sur les Etats.<sup>760</sup>

Les constructivistes partagent l'opinion que toute connaissance du monde est « construite socialement » - elle reflète nos propres préjugés, idées et suppositions plutôt qu'une réalité sociale objective<sup>761</sup>. En ce sens, la politique internationale est fondamentalement le reflet des idées des gens sur le monde plutôt que le reflet des sources matérielles qui façonnent les expériences des gens du monde. Cependant, certaines idées que nous avons sur le monde sont beaucoup plus influentes que d'autres - par exemple, des idées telles que « l'État compte dans les relations

---

<sup>759</sup> Ibid.

<sup>760</sup> Reus-Smit, op. cit.

<sup>761</sup> Peter Sutch and Juanita Elias, **International Relations: The Basics**, Routledge, 2007

internationales» ou «la mondialisation change la nature de la politique internationale» sont des opinions communes. Ce sont ces points de vue communs que les constructivistes sont particulièrement intéressés; leur but est de se concentrer sur la façon dont le consensus émerge autour d'idées particulières - comment certaines idées ont le statut de «faits» dans la politique internationale. Ces idées sont souvent appelées «croyances intersubjectives»; ce sont des idées construites socialement mais largement considérées comme vraies<sup>762</sup>.

L'une des implications les plus importantes de ce tournant socioconstructiviste a été de se concentrer sur la relation entre les croyances idéationnelles (c.-à-d. Les croyances intersubjectives socialement construites) et matérielles (le «monde réel» de la sécurité et de l'économie). C'est sur cette question que nous pouvons voir une distinction entre le constructivisme et d'autres traditions de la recherche des Relations Internationales. La plupart des chercheurs constructivistes cherchent à accepter qu'il existe une sorte de réalité sociale objective, mais que les processus de construction sociale ont joué un rôle dans son émergence. Les constructivistes dans les RI sont parfois considérés comme une troisième voie entre les approches positivistes et post-positivistes. Reus-Smit (2005) soutient que les penseurs constructivistes doivent s'éloigner de leur tendance à s'engager avec les RI rationaliste et adopter plutôt une préoccupation avec des questions éthiques normatives qui éloigneraient le constructivisme d'une approche de «résolution de problème» à la théorie, permettant une approche plus émancipatrice de la théorisation politique internationale<sup>763</sup>.

Le constructivisme nous aide à expliquer ou à comprendre l'effet des crises économiques à deux niveaux. Au niveau de l'Etat (agent) et de structure. L'Etat définit son intérêt à base de l'opinion publique, qui se reflète par un mécanisme de la décision en politique étrangère plus ou moins démocratique dans le cas des Etats-Unis. L'hégémonie à son tour se reconstruit par le biais des éléments identitaires partagés par les élites et les masses. Malgré le déclin matériel, la perception se tient debout, au moins dans le cas de la reconstruction suivant la crise des années 1970 où les anti-déclinistes se prouvent avoir raison. Est-ce le cas toujours? Voyons maintenant quels sont les débats actuels en l'an 2018 sur ce sujet.

---

<sup>762</sup> Ibid.

<sup>763</sup> Ibid., Sutch et Elias

#### 4) Le terme long: Les déclinistes auront-ils un jour raison?

Le débat sur le déclin américain est dit au moins aussi vieux que la nation elle-même. Dans les décennies qui ont suivi sa fondation, les élites européennes ne donnaient pas beaucoup de chance à la démocratie américaine suggérant que c'était passer. Alexis de Tocqueville était une exception notable. Comme lui, Joseph S. Nye soutient que les perspectives sont considérables à nos jours, malgré les guerres en Afghanistan et en Irak, la grande récession, la Russie et la résurgence de la Chine. Selon la vision conventionnelle, la transition hégémonique est le transfert du leadership d'une puissance militaro-économique dominante à l'autre et la question centrale est si le transfert sera violent ou pacifique<sup>764</sup>. Alors que de nombreuses théories reconnaissent le rôle des idées, des récits d'hégémonie la stabilité et la transition tendent à restreindre les idées aux croyances de l'élite dans les principaux pays. Ces approches sous-estiment le pouvoir des convictions de masse et l'importance des idées dans les autres grandes puissances. Ce que ces études manquent, c'est que l'hégémonie est une structure qui repose sur la répartition du pouvoir et la répartition des idées aux niveaux d'élite et de masse. Comme on a vu dans le premier chapitre, Cox définit l'hégémonie comme «une forme de domination particulière où l'État dominant crée un ordre basé idéologiquement sur un large mesure du consentement». Pour lui, un ordre hégémonique est un système mondial de production soutenu par «les intérêts mutuels et les perspectives idéologiques des classes sociales». Ainsi, les ordres reposent sur un ensemble de principes idéologiques généraux pour convaincre «les moins puissants» que leurs intérêts vont dans le sens des Etats leaders et les classes sociales. Ainsi, les ordres hégémoniques ont trois éléments: un Etat dominant (ou une coalition d'Etats), une idéologie légitimant et un réseau d'institutions qui agissent en tant que courroies de transmission et mécanismes de socialisation pour diffuser l'idéologie globalement. Ces éléments imbriqués unissent les classes sociales de divers pays dans un système de production cohérent qui sous-tend ce que Cox a appelé un "ordre mondial".

---

<sup>764</sup> Bentley B. Allan, Srdjan Vucetic, and Ted Hopf, "The Distribution of Identity and the Future of International Order: China's Hegemonic Prospects", **International Organization** 72, Fall 2018, pp. 839–869

D'après Nye cet ordre mondial établi par les États-Unis depuis 1945 n'est pas en déclin malgré l'acquisition des pouvoirs matériels par la Chine. Nye fournit une analyse courte et lisible parmi plusieurs livres en concurrence sur ce thème<sup>765</sup>. D'après lui il s'agit d'une renaissance des savoirs sur où le pouvoir américain se dirige. Si les États-Unis s'adaptent en conséquence et leur capacité d'adaptation reste importante, elle aura la primauté des ressources énergétiques et jouera le rôle central de l'équilibre global des pouvoirs entre les États en 2041, une situation similaire mais non identique à celui vécu en 1941. Aucun des challengers prétendus aux États-Unis n'est sur le point de le remplacer. Le soft power des pays de BRIC est négligeable, soutient Nye. Dix-sept universités américaines se classent dans le top vingt globalement. La Chine n'en compte qu'un parmi les cent premiers, et la Russie, l'Inde et le Brésil à zéro. Près de 40% des Indiens sont analphabètes. Les élites des BRIC envoient leurs enfants dans les écoles américaines, et non l'inverse. Ces disparités, comme Nye documente, sont répétées en économie. Le revenu par habitant du Brésil est le 95<sup>e</sup> dans le monde. Et en termes de puissance militaire dure, les États-Unis conservent au moins un avantage de 10:1 sur la Chine sans même compter les alliés américains. La croissance remarquable de l'économie chinoise n'a pas encore produit d'armée capable de rivaliser avec les États-Unis en termes de sophistication technologique, ni une culture populaire - et son soft power associé - qui se rapproche de l'attractivité de l'Amérique. Le capitalisme autocratique chinois est devenu apte à faire des choses mais pas à inspirer leur création: «Les Chinois se plaignent souvent de produire des travaux(*jobs*) pour iPhone, mais pas de *Steve Jobs* ». Nye admet que le gouvernement américain est temporairement devenu dysfonctionnel mais, contrairement à la Chine, le soft power (puissance douce) américain est produit par la société civile - «tout, des universités et fondations à Hollywood et la culture pop »- pas du gouvernement: « La Chine commet l'erreur de penser que le gouvernement est le principal instrument de puissance. Dans le monde d'aujourd'hui, l'information n'est pas rare, mais l'attention est, et l'attention dépend de la crédibilité. La propagande gouvernementale est rarement crédible »<sup>766</sup>. L'ordre économique est dirigé par les États-Unis à partir duquel dont la Chine a énormément bénéficié. Le rôle de l'Amérique en Asie a à la fois pacifié le Japon l'opposant historique de la Chine et facilité la Chine à passer de la famine à la superpuissance

<sup>765</sup>Joseph S. Nye Jr., **Is the American Century Over?**, Cambridge: Polity Press, 2015

<sup>766</sup>Timothy J. Lynch, Lynch review of Nye (2015) *Is the American Century Over?*, **Journal of American Studies** 50, 3 (2016)

économique. Quel est l'intérêt des Chinois d'expulser les États-Unis de leur pays? Le pouvoir américain a donné à la Chine une sécurité dont elle jouissait rarement auparavant. Les États-Unis eux-mêmes s'affaiblissent intérieurement. Après tout, Rome n'a pas succombé à la montée d'un autre empire. Au contraire, l'invasion des hordes barbares a contribué à faire tomber Rome parce qu'elle avait subi un déclin absolu dans sa société, son économie et ses institutions. L'Amérique est-elle comme Rome? Demande l'auteur. La conclusion ultime de Nye sur cette question est «non». Contrairement à Rome, les États-Unis jouissent d'une légitimité populaire parmi ses citoyens qui est très résistante aux récessions économiques et les revers militaires. Là où certains voient «la grossièreté de la culture populaire comme preuve de déclin absolu, d'autres voient dans les changements marquants dans les relations entre les sexes et les races un progrès ». «La diversité, c'est la force» est devenu un dicton populaire mais les États-Unis en prêtent la preuve. L'Amérique est trop puritaine et trop pornographique, trop religieuse et trop laïque<sup>767</sup>. Il est endémiquement raciste et a eu pour président le fils d'un éleveur de chèvres kenyan<sup>768</sup>. Certains attribuent le déclin américain à l'impasse à Washington mais d'autres y observent une renaissance du gouvernement local, où l'expérimentation démocratique devait toujours résider. Traiter les États non seulement comme des concurrents économiques ou politiques – ou capital - mais aussi comme faisant partie intégrante d'ordres sociaux dans lesquels, par exemple, ils peuvent puiser le capital culturel, peut expliquer une plus grande variation des ordres hégémoniques. La capitale culturelle fournit des ressources énergétiques supplémentaires pour la fabrication et la maintenance de l'hégémonie. La notion de capital symbolique permet de lier différentes formes de capital en une rubrique commune pour comprendre la compétition entre le pouvoir et la politique<sup>769</sup>. Les changements dans l'ordre international peuvent épuiser le capital culturel et affaiblir l'hégémonie. Cependant, même après leur effondrement, les empires et les hégémons peuvent encore faire partie des domaines qui composent les événements et ordres internationaux ultérieurs et ainsi servir de capitale symbolique dans la formation de nouvelles hégémonies<sup>770</sup>.

---

<sup>767</sup> Ibid.

<sup>768</sup> Ibid.

<sup>769</sup> Iver B. Neumann, Daniel H. Nexon, "Hegemonic-order theory: A field-theoretic account", **European Journal of International Relations**, 1–26, 2017

<sup>770</sup> Ibid.

La durée de l'hégémonie «globale» des États-Unis, si elle n'est pas encore terminée, reste une controverse entre théoriciens des relations internationales. Les réalistes sont plus susceptibles sur le fait que les États-Unis restent un hégémon, même si cette hégémonie n'est pas globale et il y a de plus en plus de signaux que ses jours sont numérotés. Les défenseurs de l'unipolarité, dont beaucoup (mais pas tous) sont réalistes, soutiennent également l'avenir de plus en plus incertain de l'hégémonie mondiale américaine. Comme on a vu dans les discussions de la partie précédente, chaque crise économique entraîne une vague de débat déclinistes. Adhérents de la théorie de la stabilité hégémonique et la théorie du régime international indiqueraient l'effondrement de l'accord de Bretton Woods en 1971, après l'administration Nixon a décidé de suspendre l'étalon-or, comme le début du déclin de l'hégémonie américaine. Maintenant nous assistons au dernier débat, à l'ère du Président Trump suivant la grande récession. Parmi les libéraux qui reconnaissent même l'existence d'un hégémon, l'hégémonie mondiale par les États-Unis est entrée en une période de déclin avec la décision de l'administration Bush de contourner les Nations Unies, n'ayant pu obtenir un simple vote à neuf voix majoritaire et envahir unilatéralement l'Iraq en 2003. La crise financière de 2008-2009 a discrédité le modèle américain de capitalisme et diminué le poids des États-Unis dans l'économie mondiale en faveur de l'Asie de l'Est. En outre, les États-Unis sont de plus en plus isolés de ceux qui mêmes institutions, telles que l'ONU et l'Organisation mondiale du commerce, qu'elle a engendré pour soutenir sa vision d'un ordre libéral international, dé-institutionnalisant ainsi sa propre hégémonie. Parallèlement à l'essor économique récent de la Chine, beaucoup ont prétendu que le centre de gravité politique mondial s'était déplacé d'ouest en est et de pays développés à pays en développement. Le livre de l'écrivain britannique Martin Jacques, *When China Rules the World*, n'est qu'un exemple. Roger Altman, ancien banquier d'affaires et ancien sous-secrétaire au Trésor des États-Unis, a publié "*The Great Crash, 2008: The Geopolitical Setback for the West*" dans *Foreign Affairs* à la suite de la crise financière mondiale, affirmant que la détresse financière de l'Occident et les solides performances économiques de la Chine continuent d'affaiblir l'affaiblissement de la puissance mondiale des États-Unis et de leur croissance. Le journaliste Fareed Zakaria a même intitulé son best-seller de 2009, *The Post-American World*, considérant la montée de la Chine aux dépens des États-Unis comme un changement de pouvoir mondial comparable à la montée de l'Occident à la Renaissance et à la



montée des États-Unis au vingtième siècle<sup>771</sup>. Beaucoup voient dans la Chine le pays le plus puissant des BRICS, qui possède la capacité de diriger d'autres puissances émergentes à renverser la domination américaine et à promouvoir un nouvel ordre plus égalitaire<sup>772</sup>. La conception de Gramsci de l'hégémonie, qui n'est pas liée à un particulier Etat-nation, mais plutôt aux élites transnationales, fournit le soutien le plus fort pour faire valoir que l'hégémonie de l'idéologie sociopolitique et économique long adopté par les États-Unis reste intacte. En ce sens, la mondialisation résume le pouvoir hégémonique mondial exercé par les élites économiques de la planète indépendamment de la nationalité. Cela est évident même dans des pays comme la Chine et La Russie, où, malgré les défis persistants liés à l'unipolarité et à la promotion américaine de démocratie représentative, les deux pays restent fermement dans le giron capitaliste<sup>773</sup>.

Les théories d'ordre hégémonique conviennent que les grandes puissances utilisent leurs capacités pour structurer la politique internationale - souvent à un moment décisif résultant des guerres des grandes puissances. Ils étudient une grande variété de formations politiques, allant des empires universels aux systèmes unipolaires composés d'États nominalement souverains (Gilpin, 1981; Kupchan, 2014)<sup>774</sup>. Ils adoptent généralement un réalisme de base: capacités militaires et économiques sous-jacentes autres dimensions de l'ordre international (Ikenberry, 2014: 6-7)<sup>775</sup>. Gramsci apporte une dimension importante (Appledorn, 2002; Gill, 1993). Plus étroitement associé à Cox (1987), des comptes néo-gramsciens de l'hégémonie implique «un concept structurel de pouvoir dans lequel la constitution d'un ordre est le résultat d'une compatibilité fabriquée entre des idées dominantes, des institutions et capacités matérielles » (Burnham, 1991: 75)<sup>776</sup>. L'Etat prend un siège arrière à la structure et aux classes dominantes dans la production sociale. Ainsi, comme on a vu dans la première sous-section de la première partie de notre thèse, la période d'après-guerre a créé « les conditions d'une hégémonie du capital transnational par la restructuration de la production et finances au sein des formes d'État défendant des intérêts des nouvelles forces sociales au niveau de l'ordre mondial grâce aux institutions de l'économie politique mondiale » (Bieler et Morton,

<sup>771</sup> Ho-fung Hung, "Hegemonic Crisis, Comparative World-Systems, and the Future of Pax Americana", *Journal of World-Systems Research*, Vol. 23 Issue 2

<sup>772</sup> Ibid. Neumann, Nexon

<sup>773</sup> Ibid.

<sup>774</sup> Ibid.

<sup>775</sup> Ibid.

<sup>776</sup> Ibid.

2001)<sup>777</sup>. Certains associent la compréhension Gramscienne de l'hégémonie à une théorie hégémonique centrée sur l'Etat. Les théories d'ordre (Ikenberry et Kupchan, 1990). Certes, les théoriciens d'ordre hégémonique généralement soulignent «l'hégémonie idéologique» pour maintenir l'hégémonie. Certains concepts influents de la théorie de l'ordre hégémonique indiquent même aux liens entre un travail plus marxiste et un travail plus centré sur l'État et sur l'hégémonie. La notion de «puissance douce» de Nye (2004) - la «capacité à obtenir ce que vous voulez par attraction plutôt que par contrainte des paiements » est comparée à des processus de fétichisme de marchandise (Bially Mattern, 2005)<sup>778</sup>. Les indicateurs de l'hégémonie américaine qu'on a évoquée dans la sous partie (I-B-i) sont comparés à l'empire romain (tels que les gilets pare-balles, les bains, les cours royales, les chaudrons en argent) où les éléments culturels des États-Unis - tels que les idées, le langage et la culture populaire - musique rock, hip hop, jeans, bowling, hamburgers – deviennent des sources indépendantes d'attraction. Ils remplacent le pouvoir matériel.

Dans leur article intitulé “The Distribution of Identity and the Future of International Order: China’s Hegemonic Prospects” (La distribution de l'Identité et le Future de l'Ordre International: Les Prospects Hégémoniques de la Chine), Bentley B. Allan, Srdjan Vucetic, and Ted Hopf soutiennent que l'avenir de l'ordre international est façonné non seulement par le pouvoir matériel, mais aussi par la répartition de l'identité entre les grandes puissances. Ils développent un compte constructiviste de la transition hégémonique et de la stabilité qui théorise le rôle de la distribution de l'identité dans l'ordre international. Dans leur compte, hégémonique les ordres dépendent d'une idéologie légitimant qui doit être compatible avec la distribution des identités au niveau des élites et des masses. Ils cartographient la distribution de l'identité à travers neuf grandes puissances et évaluent comment cette distribution prend en charge l'hégémonie démocratique néolibéral occidental actuelle. Leur analyse empirique repose sur une cartographie originale de la distribution de l'identité à travers neuf grandes puissances en 2010: Brésil, Chine, France, Allemagne, l'Inde, le Japon, la Russie, le Royaume-Uni et les États-Unis. Les données sont tirées du projet Making Identity Count: une base de données sur l'identité nationale, en cours de développement au moment actuel de la rédaction de cette thèse. Les données reposent sur des analyses de discours par des analystes

---

<sup>777</sup> Ibid.

<sup>778</sup> Ibid.

formés et supervisés, qui possédaient tous une compétence linguistique préalable dans les langues nationales. Chaque analyste a étudié un échantillon normalisé de textes comprenant des discours politiques, journaux, manuels d'histoire de lycée, romans et films. Ils ont utilisé des règles de codage simples et inductives pour récupérer les catégories utilisées pour définir et comprendre l'identité nationale de chaque pays. Les analystes ont ensuite produit des rapports qui comprenaient à la fois des comptes quantitatifs des catégories d'identité centrales et des comptes interprétivistes de leurs significations contextuelles. Cette cartographie permet de révéler les croyances d'élite et la compréhension de bon sens de masse qui sous-tendent l'ordre de l'hégémonie occidentale. Leur constatation principale est que la distribution de l'identité constitue un obstacle au niveau du système à une succession hégémonique chinoise. Premièrement, ils trouvent un fort soutien à la démocratie et l'idéologie hégémonique néolibérale parmi les élites et les masses à travers les grandes puissances. Notamment, il existe un fort soutien idéal pour l'ordre en dehors des Etats fondamentaux de l'alliance occidentale. En conséquence, l'ordre des États-Unis pourrait rester stable face à un défi chinois ou déclin américain. Deuxièmement, dans le présent ordre, les démocrates et les néolibéraux de l'idéologie hégémonique exclut effectivement la Chine avec son identité nationale autoritaire comme membre à part entière. Ainsi, il est peu probable de rejoindre et de transformer l'ordre de l'intérieur. Troisièmement, nous affirmons qu'il est peu probable que la Chine soit en mesure d'attirer des partisans puissants dans une coalition contre-hégémonique. Son discours sur l'identité nationale est insulaire et propagandiste et est donc peu susceptible de former la base d'une idéologie ou une vision qui pourrait trouver un soutien dans la distribution de l'identité. Alors que la Chine peut chercher cultiver une répartition identitaire favorable entre les autres grandes puissances, ce processus est susceptible de prendre des décennies et procéder avec difficulté. En bref, pour la future prévisible, la répartition de l'identité constituera une contrainte majeure pour l'hégémonie chinoise et ses perspectives. Les données d'Allan, Vucetic et Hopf montrent qu'il existe un mécontentement généralisé vis-à-vis des néolibéraux, qui pourrait être exploité pour une société social-démocrate, populiste et démocratique. Il existe une coalition contre-hégémonique dans un certain nombre de pays. Cependant, il n'y a pas d'idéologie alternative pour soutenir et pour légitimer un ordre hégémonique fondé sur ces prémisses. En l'absence d'alternative cohérente, la montée du populisme anti-néolibéral est probable et susceptible d'entraîner la

dissolution d'un ordre hégémonique plus qu'une transition ou une succession. Les auteurs concluent qu'il est peu probable que la Chine devienne l'hégémonie à court terme<sup>779</sup>.

La conclusion de la continuité de l'ordre hégémonique est-elle aussi simple et déductible? Ikenberry est un autre analyste qui reprend le thème du déclinisme sous la lumière (ou l'ombre) des développements récents des États-Unis. D'après lui, pour la première fois depuis les années 1930, les États-Unis ont élu un président activement hostile à l'internationalisme libéral. Le commerce, les alliances, le droit international, le multilatéralisme, l'environnement, la torture et les droits de l'homme - sur toutes ces questions, le président Trump a fait des déclarations qui, si on y donnait suite, mettraient effectivement fin au rôle de l'Amérique en tant que leader de l'ordre mondial libéral. Simultanément, la décision de la Grande-Bretagne de quitter l'Union Européenne et une myriade d'autres troubles touchant l'Europe semblent marquer la fin du long projet d'après-guerre de la construction d'un plus grand syndicat<sup>780</sup>. Les incertitudes de l'Europe, comme le rempart silencieux de l'ordre international libéral au sens large, ont une signification mondiale<sup>781</sup>. Pendant ce temps, la démocratie libérale elle-même semble être en recul, comme une variété de « nouveaux autoritarismes » gagne une nouvelle importance dans des pays tels que la Hongrie, la Pologne, les Philippines et la Turquie. Dans le monde démocratique libéral, les filières populistes, nationalistes et xénophobes se sont multipliées<sup>782</sup>. Ikenberry, dans son livre *After Victory* (2001) soutenait que les États dominants créent et maintiennent des relations durables les ordres en résistant à la tentation d'exercer le pouvoir. L'argument de la « retenue stratégique » est contre-intuitif, en particulier pour la théorie réaliste, qui soutient que plus le plus l'asymétrie dans le pouvoir relatif est grande, plus la tentation impériale pour les États dominants est grande. Ikenberry offre une logique différente - précisément parce qu'ils bénéficient d'un surplus de capacités, les États dominants peuvent investir dans l'avenir en renonçant à la possibilité d'exploiter leur avantage de puissance dans le présent. En faisant preuve de retenue et surtout en liant eux-mêmes au sein des institutions internationales, les États dominants peuvent enfermer les autres dans un processus

<sup>779</sup> Bentley B. Allan, Srdjan Vucetic, and Ted Hopf, "The Distribution of Identity and the Future of International Order: China's Hegemonic Prospects", *International Organization* 72, Fall 2018, pp. 839–869

<sup>780</sup> John Ikenberry, "The end of liberal international order?", *International Affairs*, 94: 1 (2018) p. 7–23

<sup>781</sup> Ibid.

<sup>782</sup> Ibid.

d'ordre durable. Les États subordonnés, dans ce marché, ont l'assurance qu'ils ne seront pas dominés, et ce pouvoir hégémonique sera exercé de manière prévisible et responsable. Le plus les asymétries de pouvoir sont grandes, plus les parties sont incitées à conclure un marché reposant sur la contrainte hégémonique. Ikenberry soutient que la retenue stratégique est le «passeport» loin de la domination ou de l'équilibre impérial et vers une approche de formes d'ordre plus consensuelle ou «constitutionnelle» (Ikenberry, 2001: 52–64, 2018: 4–6)<sup>783</sup>. Pour Ikenberry (2018), l'ordre libéral d'après-guerre a commencé comme un ordre américain, mais a maintenant pris une vie propre «Les États-Unis ne constituent pas l'ordre international, ils ont un lien avec lui, comme le font les États émergents». En ce sens, la logique libérale d'*After Victory* (Ikenberry, 2001) suit celle d'*After Hegemony* (Keohane, 1984), qui a fait valoir les régimes internationaux créés par le pouvoir américain développé au cours de temps leur propre autonomie et pourraient ainsi survivre au déclin du pouvoir américain<sup>784</sup>. La commande d'Ikenberry est multicouche et flexible; il a des «tendances intégratrices» et offre des possibilités de leadership partagé<sup>785</sup>. En bref, les réalistes voient le pouvoir façonner et remodeler l'ordre; les libéraux et le néo-gramsciens voient le pouvoir accommodant. Même en termes de facteurs matériels du pouvoir, les États-Unis gardent leur dominance, malgré une tendance de décroissance relative.

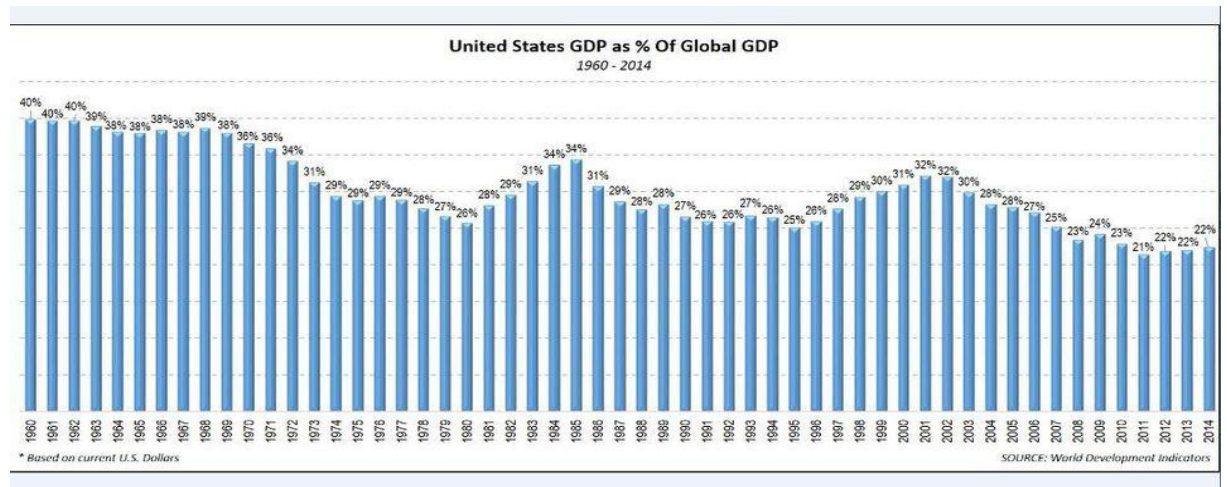
---

<sup>783</sup> Michael Mastanduno, “Liberal hegemony, international order, and US foreign policy: A Reconsideration”, *The British Journal of Politics and International Relations* 1–8, 2018

<sup>784</sup> Ibid.

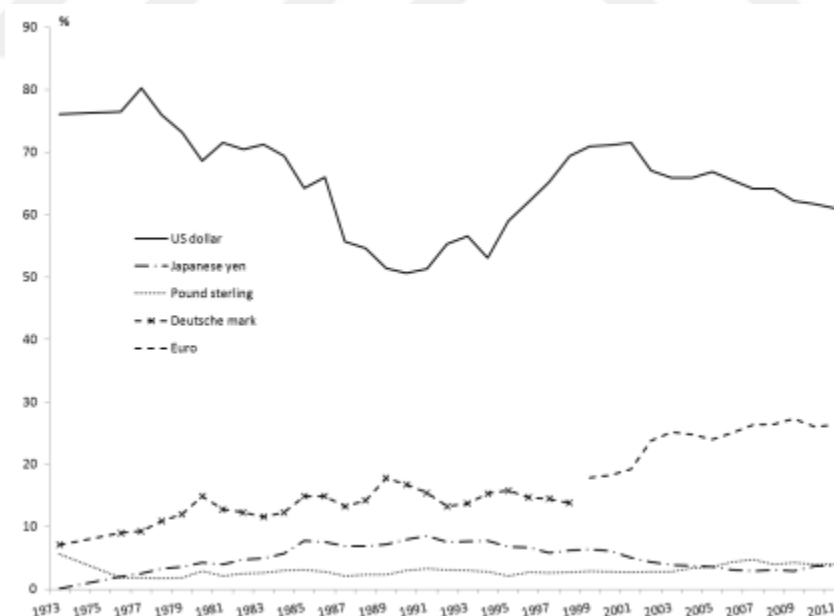
<sup>785</sup> Ibid.

## Graphique II.5 Part des Etats-Unis dans l'économie mondiale: chute de 50% depuis les années 1960



Source: <https://www.forbes.com/sites/mikepatton/2016/02/29/u-s-role-in-global-economy-declines-nearly-50/#1164c0045e9e>

## Graphique II.6 Parts de devises dans les avoirs officiels identifiés de change dans le monde, 1976-2011<sup>786</sup>



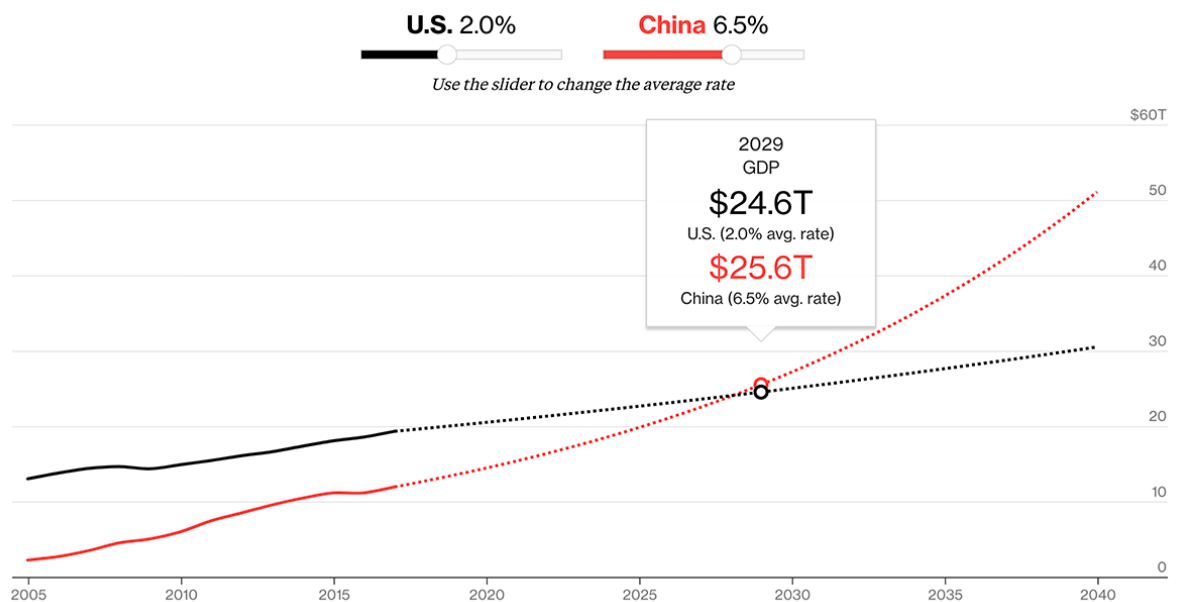
Source: IMF COFER dataset

L'expansion des exportations chinoises a entraîné une détérioration du déficit de la balance courante américaine, mais l'excédent commercial de la Chine a permis

<sup>786</sup> Ho-fung Hung, "Hegemonic Crisis, Comparative World-Systems, and the Future of Pax Americana", *Journal Of World-Systems Research*, Vol. 23 Issue 2, 2017

à la Chine d'accumuler d'importantes réserves de change. Ils ont consacré la plupart de ces réserves à l'achat de bons du Trésor américain, se transformant ainsi en le plus grand créancier aux États-Unis. Leur financement du déficit budgétaire américain a permis au gouvernement américain d'augmenter les dépenses tout en réduisant les impôts. Il a alimenté l'appétit américain pour les exportations chinoises et l'augmentation des excédents commerciaux de la Chine qui en résulte, entraînant une augmentation des achats de titres du Trésor américain. Celles-ci constituaient deux processus d'augmentation des exportations chinoises vers les États-Unis et l'augmentation des avoirs chinois de la dette publique américaine, approfondissant continuellement le marché et dépendance financière de la Chine vis-à-vis des États-Unis. L'investissement massif de la Chine dans les sociétés aux obligations du Trésor américain à faible rendement équivalent à un paiement de tribut par lequel l'épargne chinoise transformée en pouvoir de consommation des Américains. En 2008, la Chine a dépassé le Japon en tant que plus grand détenteur étranger de bons du Trésor américain, et sa détention a continué à augmenter en dépit des difficultés financières durant la crise en 2008<sup>787</sup>.

### Graphique II.7 La croissance en PIB: une estimation



Source: Bloomberg

<sup>787</sup> Ibid., Ho-fung Hung

Il est prévisible, de la part de l'hégémon, en face de ce bilan de déclin relatif, de prendre des décisions concernant le terme-court et de dire « America First » comme l'a fait le Président Trump dans son adresse d'inauguration. Mais ce type de croissance et grandeurs sont-ils durables? Dans un monde limité géographiquement et en ressources naturelles, le modèle libéral de croissance économique prouve de plus en plus à l'impasse et le fétichisme de marchandise partagé à travers le globe, qui est présenté comme le ciment unifiant de l'ordre mondial existant semble être la cause d'une plus grande crise environnementale, à laquelle le gouvernement présent des Etats-Unis reste sourd et muet en niant le changement climatique lié à la consommation des émissions CO<sub>2</sub>. Dans ce cas, l'ordre établi par l'hégémon restreint, dont l'identité est partagée par les élites et les masses des pays émergents, pourra-t-il survivre? Notre réponse est qu'il a une chance vitale comme nous montrent les analyses de la reconstruction et l'adaptation optimistes ci-dessus. Mais comme chaque fois, la reconstruction nécessite une redéfinition de l'identité suivant la nouvelle crise. L'individualisme et l'exceptionnalisme américain revisité sous la lumière de la crise environnementale pourra peut-être faire naître un nouvel ordre mondial. Les menaces environnementales comme l'adversaire prochain seront-ils suffisants à ériger une nouvelle identité partagée à travers le globe? La planète continue de se réchauffer à un rythme alarmant, et les engagements actuels des États pour limiter cette hausse sont bien insuffisants: ce sont les principales conclusions du rapport du Giec - publié en Octobre 2018 par le groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat - sur l'impact d'un réchauffement de 1,5°C de la température de la planète par rapport aux niveaux préindustriels<sup>788</sup>. Si le monde veut limiter le réchauffement à +1,5°C et éviter une planète à +2°C qui subirait plus d'événements météo extrêmes, il faut réduire de près de 50% les émissions de gaz à effet de serre d'ici 2030. Mais tous les pays n'acceptent pas ces conclusions, parmi eux les Etats-Unis<sup>789</sup>. D'après nous c'est là que réside le dilemme des Etats-Unis puisque la crise environnementale nécessite inverser le chemin de croissance sur lequel son hégémonie est bâtie. D'après l'indice de performance sur le changement climatique de 2018, les Etats-Unis fait partie des cinq derniers pays. Les résultats du classement sont définis par la performance globale du pays concernant 14 indicateurs dans les quatre catégories Emissions de GES, Énergie renouvelable,

<sup>788</sup> <http://www.rfi.fr/science/20181008-climat-rechauffement-publication-rapport-giec-15c>, consulté le 15 décembre 2018

<sup>789</sup> Ibid.



Utilisation de l'énergie et Politique climatique. Et son successeur hégémonique le plus prononcé, donc la Chine, adopte le même chemin de « croissance » sinon de développement qui a conduit le monde au point d'alarme de réchauffement climatique à laquelle le Président actuel des Etats-Unis répond par le protectionnisme et le repli sur soi, donc le nativisme<sup>790</sup> à l'intersection de l'isolationnisme et du pessimisme (voir Tableau I.4 page 77) ce qui nous renvoie à l'idée de la dissolution de la stabilité hégémonique.

Au début du millénaire, en l'absence d'une vision stratégique globale et d'une hiérarchie des priorités clairement établie, la politique extérieure des États-Unis est prévue comme « susceptible à se réduire à un conglomérat hétéroclite d'objectifs disjoints, principalement définis en fonction de leurs retombées électorales potentielles »<sup>791</sup>. Ce commentaire est frappant en rétrospectif surtout face à la fragmentation contemporaine de la politique étrangère américaine dans l'ère du Président Trump. Depuis son arrivée à la Maison-Blanche le 20 janvier 2016, Trump entreprit rapidement de renverser l'ordre mondial établi par les États-Unis depuis la fin de la guerre froide. Dans ses deux premières semaines en tant que président, il a qualifié l'OTAN d'obsolète, s'est retiré du Partenariat transpacifique et s'est engagé à renégocier l'ALENA<sup>792</sup>. Il a ordonné un gel de l'immigration pour les voyageurs de sept pays à majorité musulmane. Il propose une augmentation du budget de 54 milliards de dollars pour l'armée américaine et ordonne à plus de soldats de Syrie tout en réduisant de 30% l'aide étrangère et les budgets diplomatiques américains<sup>793</sup>. Il a soutenu l'effort israélien de construire des colonies de peuplement dans les territoires occupés et a effectivement renoncé à la promesse de solution à deux Etats. Il a sorti les États-Unis de l'Accord de Paris sur le climat, faisant de ce pays l'un des seuls deux nations dans le monde (avec la Syrie) qui n'ont pas reconnu l'urgence immédiate du réchauffement climatique<sup>794</sup>. Le professeur de Princeton et spécialiste renommé de la politique étrangère, G. John Ikenberry, a déclaré: “ Tous les instincts

---

<sup>790</sup> Mouvement politique qui s'oppose à toute nouvelle vague d'immigration surtout dans les pays forgés par des vagues d'immigrations successives comme le Canada, l'Australie, les Etats-Unis.

<sup>791</sup> Daniel, Sabbagh « Les déterminants internes de la politique étrangère des Etats-Unis: une perspective diachronique », *Revue internationale de politique comparée*, 2001/1 (Vol. 8), p. 135-161. DOI:10.3917/ripc.081.0135. URL: <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2001-1.htm-page-135.htm>, consulté le

<sup>792</sup> Paterson, Pat, “Origins of U.S. Foreign Policy”, William J. Perry Center for Hemispheric Defense Studies, Occasional Paper, February 2018

<sup>793</sup> Ibid.

<sup>794</sup> Ibid.

du Président des États-Unis Donald Trump vont à l'encontre des idées qui ont inspiré la société internationale de l'après-guerre." Par référence à Kindleberger, on peut s'attendre à plus d'instabilité, sinon à un nouvel hégémon.



## CONCLUSION

Le but de cette thèse a été d'examiner les reconstructions hégémoniques face aux vulnérabilités financières. L'hégémon de notre ère, les États-Unis, est observé lors de ses trois grandes crises économiques. Chaque crise a été exposée du point de vue domestique et économique ainsi que du point de vue des affaires internationales des États-Unis. Comme il est bien évident, les indicateurs de l'hégémonie qui caractérise la suprématie américaine vis-à-vis le reste du monde est bâtie sur l'ordre économique mondial établi en 1945, basé sur le marché libre. Mais une telle «domination hégémonique» repose aussi sur l'influence culturelle, les ressources non militaires et le pouvoir économique. L'influence culturelle américaine envahissante fait partie d'une transformation structurelle dans le système international. Autant que les valeurs des autres entités politiques soient déjà conditionnées pour être compatibles avec les intérêts des États-Unis (l'anti-autoritarisme et l'acceptance du marché-libre à un certain point), l'anti-impérialisme et l'anti-colonialisme ont été aussi des idéologies ou des slogans omniprésents dans le monde d'après 1945. Il s'en suit presque inévitablement que seuls les critiques les plus féroces et les plus hostiles de la politique étrangère des États-Unis la décrivaient comme *impériale* ou *impérialiste*. Il est, naturellement, encore favorisé par de nombreux critiques négatifs des phénomènes concernés. Si les États-Unis, à l'intérieur de leurs propres frontières, ne sont pas maintenant un «empire» selon la plupart des définitions, on peut affirmer qu'ils ont cessé de l'être au cours du 19<sup>e</sup> siècle seulement parce que la destruction ou la marginalisation des peuples autochtones était si complète. Les termes «impérial» ou «hégémon» sont maintenant utilisés aussi par ceux qui ont apparemment l'intention d'utiliser les termes d'une façon neutre, essentiellement descriptive, comme on a entendu le faire dans notre étude. Il y a même des penseurs qui accusent les États-Unis de ne pas être l'empire mondial qu'ils sont censés être. Au lieu d'assumer des responsabilités mondiales, elle déçoit en poursuivant ses intérêts. Stephen Krasner souligne que l'hégémon ait une situation «privilegiée» dans le recours à la force. D'ailleurs les crises économiques offrent des exemples de questionnement de l'hégémon caractérisé par la reconnaissance de ses limites, de

regard à l'intérieur et la prononciation de ses propres intérêts plutôt que ses valeurs comme la priorité.

En ce qui concerne la construction de l'hégémonie, Cox applique la pensée gramscienne aux relations internationales et notamment la théorie critique qui donne un rôle central à la persuasion et au consentement autour d'un centre de force. Si, d'après la théorie réaliste, la force militaire est la source de puissance par excellence, d'après Cox l'acceptation presque universelle des aspects de la culture américaine – la consommation, la démocratie, le langage, les normes, les institutions et les mécanismes universels ont donné la possibilité de surpasser les limites de la puissance dure. Certes la puissance économique et le pouvoir militaire constituent la base de l'hégémonie mais les organisations internationales, les alliances stratégiques, les idées, la culture et le langage ont contribué à la puissance globale des Etats-Unis qui passe au delà de la territorialité.

Les méthodes, ouvertes ou couvertes d'intervention, les outils de consentement peuvent varier mais selon la conjoncture, le mode de comportement et le choix de la politique étrangère américains semblent être basés sur l'un des deux approches distinctes de la pensée politique américaine: l'isolationnisme ou l'internationalisme. Les insuffisances théoriques des deux termes ont déjà été abordées par des experts des champs, mais les deux sont encore couramment utilisés et restent populaires parmi les chercheurs et le grand public. C'est sans doute en partie à cause de la facilité avec laquelle l'histoire des relations étrangères américaines peut être définie comme une lutte en cours entre les forces de l'isolationnisme et de l'internationalisme. En fait les termes sont entrelacés. Même l'âge d'or de l'isolationnisme a vu l'économie américaine et les intérêts culturels en expansion à travers le monde, en particulier en Europe. L'idée d'un Amérique définie par l'isolationnisme est encore très présente, mais c'est un concept imparfait qui a besoin d'une analyse plus approfondie. Pour la plupart des isolationnistes la question centrale étaient l'unilatéralisme et le non-interventionnisme. De même, Manfred Jonas (1966) a souligné que l'isolationnisme était défini par « les principes de l'unilatéralisme dans les affaires étrangères et l'évitement de la guerre ». Le non-interventionnisme ou l'anti-interventionnisme sont des concepts plus adéquats que l'isolationnisme lors de l'évaluation de l'entre-deux-guerres et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale dans le cas des Etats-Unis. Un avantage supplémentaire d'utiliser le terme non-interventionnisme est que le phénomène peut être tracé au-delà de la

Seconde Guerre mondiale, par opposition à l'isolationnisme, qui aurait fini en 1945. Largement diminué à court terme par la participation à la Seconde Guerre mondiale et la Guerre froide, le volet non-interventionniste de la politique étrangère américaine n'a jamais complètement disparu et peut être vu dans la remise en question de l'implication américaine dans les conflits de la guerre froide, notamment le Vietnam. L'autre composante de l'isolationnisme américain, l'unilatéralisme, se rapporte à l'insistance de la nation à retenir la liberté d'action à tout moment, et son refus d'être restreint par des traités multilatéraux ou des organisations internationales. C'est là que réside le dilemme des Etats-Unis. Refuser la structure qui lui permet de reconstruire son hégémonie: est-ce une stratégie durable?

Dans notre étude, pour comprendre le choix politique de l'hégémon et sa relation à l'identité et à l'opinion publique, on a fait usage de la lignée moderniste ou conventionnel du constructivisme comme le cadre théorique, notamment le cadre offert par Alexander Wendt. D'après Wendt le système international est un cas difficile pour le constructivisme tant sur le plan social que sur celui de la construction : sur le plan social, alors que les normes et les lois régissent la plupart des politiques nationales, l'intérêt Etatique et la contrainte semblent régir les politiques internationales. Malgré les crises économiques de grande ampleur, bouleversant son économie et sa croissance en PIB, les Etats-Unis restent la plus grande force militaire mondiale avec son arsenal et sa technologie. Les moments de crises ne sont-elles pas des occasions pour une politique étrangère plus assertive pour réclamer l'hégémonie? La réponse est moins évidente car la réaction de l'hégémon se caractérise par la non-intervention ou la réduction des engagements militaires. C'est là qu'intervient l'approche constructiviste. La recherche constructiviste moderniste porte sur le rôle des normes et de l'identité dans la constitution des intérêts et des causes de comportement dans la politique mondiale. On observe dans notre étude de cas que les Etats-Unis, en tant que l'hégémon mondial, n'a pas eu de recours aux armes nucléaires suivant les normes établies en ce qui concerne l'usage du nucléaire et a limité son recours aux armes conventionnelles dans les périodes qui suivent ses grandes crises économiques. Dans ces cas, les craintes domestiques et l'opinion publique sont au premier rang, malgré la domination du système internationale des Etats-Unis et ses capacités vastes militaires. L'approche constructiviste offre le cadre théorique pour expliquer cette préférence au niveau des décideurs non seulement du point de vu de la construction de la politique étrangère

des Etats-Unis mais aussi du point de vue de la reconstruction hégémonique. Quand les conditions matérielles se détériorent, la réponse des décideurs de non usage de force passe par le biais des idées formées au niveau des électeurs surtout dans une démocratie comme les Etats-Unis. Là il faut bien souligner que l'analyse de la politique étrangère est un domaine en soi qui permet aux RI d'identifier le point d'intersection théorique entre les déterminants principaux du comportement de l'Etat: les facteurs matériels et immatériels/idéaux. Le point d'intersection, ce sont les décideurs plutôt que « l'Etat » -un acteur presque métaphysique puisque l'Etat est une construction en soi des idées et donc des individus-. Dans notre étude on a omis consciemment l'analyse de prise de décision, pour pouvoir délimiter notre cadre à l'explication de la reconstruction hégémonique au niveau Etatique et systémique, mais il est bien évident qu'une grande partie de la connectivité entre les crises économiques et la politique étrangère réside aussi dans ce domaine : le facteur humain et l'influence des groupes de pression aux choix politiques. Notre penchant vers le constructivisme naît aussi de la reconnaissance de cet aspect comme cette théorie met en valeur les éléments culturels et les constructions sociales au sein de divers facteurs qui affectent le comportement de l'Etat, ce qui peut être tentée de discerner dans un effort complémentaire. Regarder au niveau de l'individu avec plus de détail, notamment au niveau des personnalités des Présidents et des groupes de pressions sociétales, serait la tâche d'une recherche séparée.

La culture politique américaine qui nourrit l'identité de l'hégémon se concentre sur deux caractéristiques fondamentales de la vie politique généralement accepté, au moins dans la rhétorique publique de la nation, et peut être montré pour avoir un effet significatif sur la politique étrangère du pays, en particulier sur le choix de l'internationalisme et de l'isolationnisme: le libéralisme et l'exceptionnalisme américain. Les valeurs politiques libérales sont au cœur de la culture politique américaine. Les citoyens des États-Unis ont tendance à partager des valeurs politiques libérales telles que l'individualisme, l'entreprise personnelle et ce qu'Isaiah Berlin appelle la «liberté négative»: le droit d'être libre des actions du gouvernement et de l'autorité gouvernementale. L'exceptionnalisme, d'autre part, soutient la notion que les États-Unis avaient un rôle spécial à jouer dans le monde et a été utilisée comme une justification pour rester à la maison, se tenir à l'écart des affaires mondiales. La rhétorique exceptionnelle a également été utilisée pour promouvoir un internationalisme actif. La Première Guerre mondiale a été expliqué

au peuple américain comme la «guerre pour mettre fin à toutes les guerres» et la Seconde Guerre mondiale a été conçue comme une «croisade pour la démocratie». L'internationalisme américain est soutenu par un langage similaire dans la Guerre froide, les guerres de la Corée et du Vietnam, la guerre du Golfe Persique et les guerres en Irak et en Afghanistan. L'Amérique était la «Nation essentielle» sans laquelle la liberté individuelle et l'indépendance, comme disait Lincoln dans le discours de Gettysburg, «*périraient de la Terre*». En Amérique, un individualisme robuste et profondément enraciné prenant son origine des Pères fondateurs - notamment de Jefferson - s'est étendu et l'intervention de l'État a été largement considérée avec suspicion. John Kenneth Galbraith a fait remarquer que «tandis que les Américains du 18e siècle s'opposaient à la taxation sans représentation, ils s'opposaient également à la taxation par la représentation».

La penchée isolationniste ou le non-interventionnisme en temps de crises économiques qu'on vient de résumer, démontré dans le tableau ci-dessous, n'est évidemment pas une coïncidence. La raison pour le frein aux démarches interventionnistes extérieures est double ; la nécessité d'économiser sur les coûts des interventions en est celle qui est plus évidente. L'autre motivation, ou plutôt conséquence, est la tendance de se remettre à l'intérieur. La crise apporte la conscience de la faillite de l'approche « *greed is good* » (la cupidité est bonne) ou l'individualisme agressif. Dans le cas des trois crises les démarches diplomatiques ont substitués les décisions d'interventions coûteuses et notamment dans le premier cas (1929), la position de l'hégémon est consolidée. Dans le cas de la deuxième crise (les années 1970), le déclin a été temporaire et la tendance a été renversée, reconstituant l'hégémonie grâce aux éléments structurels de et les valeurs partagées de l'hégémonie. Les deux cas ont assisté à une revanche de l'internationalisme contre l'isolationnisme. Dans le dernier cas (2008) la reconstruction semble plus menacée et l'isolationnisme plus prononcé avec un accent sur la défense de la part des Etats-Unis, ce qui est visible dans la politique étrangère du Président Trump.

**Tableau II.11 Les trois grandes crises économiques des Etats-Unis, leur politique étrangère et leur statut d'hégémon**

<b>PERIODE</b>	<b>Les grandes lignes de la politique étrangère qui correspondent à la crise économique</b>	<b>Le sentiment national prévalant, l'approche de l'appareil administratif et la situation hégémonique</b>
<b>La Grande Crise de 1929 ; Politique extérieure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Désarmement international</li> <li>- Doctrine Hoover-Stimson en Extrême-Orient</li> <li>- Bon voisinage en Amérique Latine</li> <li>- Apaisement</li> <li>- Reconnaissance de l'Union Soviétique</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Isolationnisme caractérisé par le non-interventionnisme</li> <li>- Optimisme</li> <li>- Rôle de leader du nouvel ordre international</li> <li>- Construction de l'hégémonie</li> </ul>
<b>La crise des années 1970 ; Politique Extérieure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Détente avec l'URSS</li> <li>- Rapprochement avec la Chine</li> <li>- Doctrine Nixon: reconnaissance des limites</li> <li>- Operations de CIA</li> <li>- Le remplacement de la circonscription par une armée de volontaires</li> <li>- Retrait de Vietnam</li> <li>- Traité du Canal de Panama</li> <li>- Accords de Camp David</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Sentiment contre la guerre</li> <li>- Non-interventionnisme et le désengagement militaire</li> <li>- Diplomatie</li> <li>- Concurrence avec l'USSR</li> <li>- Reconstruction de l'hégémonie et la consolidation du leadership global</li> </ul>
<b>La grande récession de 2008 ; Politique Extérieure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Retrait d'Irak et d'Afghanistan</li> <li>- Intervention en Lybie après la pression des alliés</li> <li>- Doctrine Obama: Partager le fardeau</li> <li>- Minimalisme stratégique</li> <li>- Crise de l'Ukraine – 2013</li> <li>- Crise Syrienne</li> <li>- Rapprochement avec Cuba</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Non-interventionnisme, optimisme (Obama)</li> <li>- Coopération internationale (Obama)</li> <li>- Diplomatie (Obama)</li> <li>- Rôle de la grande puissance plutôt que hégémon</li> <li>- Isolationniste, pessimiste, nativiste – (Trump)</li> <li>- Protectionniste, défensive (Trump)</li> <li>- L'hégémonie en question</li> </ul>

Les indicateurs du non-interventionnisme sont apparents dans les trois cas, premièrement les dépenses militaires sont en baisse, deuxièmement les interventions sont limitées (voir l'ANNEXE 5) et la doctrine sécuritaire est adaptée en reflétant la reconnaissance des limites. Suivant le rétablissement de la dernière grande crise quelle est l'état actuel de la scène politique américaine ? A part les débats contemporains et les discussions vives autour du dernier Président américain, comme on vient d'observer dans notre recherche, le débat décliniste ressurgit suivant un



cycle: les crises économiques déclenchent ces débats comme c'était le cas dans les années 1970 et suite à la Grande récession dans les années 2008-2009. John G. Ruggie, critiquait la théorie de la stabilité hégémonique en vue du déclin relatif des Etats-Unis depuis les années 1960. Même si l'hégémon n'est plus aussi puissant, le régime international de commerce libre était toujours intact. Rappelons les arguments qui donnent une chance à la reconstruction : Selon Keohane, l'approche en termes de stabilité hégémonique était trop déterministe. Pour Keohane, en théorie du moins, le bien public international pouvait être géré par la coopération interétatique. Selon lui, les États étaient capables coopérer même lorsque la puissance hégémonique, qui a mis sur pied les institutions de coopération, passait par une période de déclin relatif. Robert Cox et Susan Strange, de leur part, contestaient l'idée que la puissance américaine est en déclin depuis les années 1970 et avançaient de nouvelles théories de la puissance. La théorie du déclin de la stabilité hégémonique ne servait, selon Strange, qu'à excuser le refus des États-Unis d'assumer leur rôle de première puissance mondiale. D'après elle, les États-Unis resteraient toujours, et de loin, la principale puissance de la planète. Même l'abandon du système monétaire issu des accords de Bretton Woods pris comme un indicateur du déclin de la puissance américaine ne l'était pas pour Strange. Selon Strange, l'hégémonie américaine était davantage comparable à l'hégémonie romaine, dont le secret de la résilience résidait dans sa capacité à faire participer les élites locales à la gestion de l'empire. Face à la grande récession qui a heurté l'hégémon en 2008, les débats déclinistes reprennent de l'élan, mais les espoirs de reconstruction semblent affaiblis que les années 1970. Pour Ikenberry (2018), l'ordre libéral d'après-guerre a commencé comme un ordre américain, mais a maintenant pris une vie propre « Les États-Unis ne constituent pas l'ordre international, ils ont un lien avec lui, comme le font les Etats émergents ».

A la lumière de toutes ces analyses et nos observations des cas des crises, la reconstruction hégémonique semble s'éloigner du cadre offert par Cox et l'attitude récente de l'hégémon semble valider les craintes de déclin de la théorie de la stabilité hégémonique. Les moyens de reconstructions valides pour la crise des années 1970 semblent être en difficulté dans le cas de l'après 2008. Les interventions -qui ne sont pas nécessairement l'indicateur de l'hégémonie *per se*- sont sujettes à un essai de minimalisme stratégique comme on voit dans l'attitude de l'administration Obama dans le contexte de la crise économique et un discours défensif remporte. La doctrine sécuritaire des Etats-Unis s'adapte à cette réalité. Dans ce contexte, les éléments de

consentement qui facilitent la reconstruction sont encore en place (la mode de production, la culture de consommation, les institutions internationales) mais leur emploi par l'hégémon semble non-stratégique et négligé, caractérisé notamment le protectionnisme commercial, le ton agressif et pessimiste dans les déclarations, le désengagement de la coopération internationale et la négligence unilatérale des normes. L'hégémon *incohérent* serait peut-être le qualificatif de l'hégémon de notre ère, jusqu'à la naissance d'un autre. Le rôle des différents groupes d'intérêt dans l'impact des crises économiques sur la politique étrangère est un facteur important. Une analyse approfondie de ce facteur n'était pas possible dans les limites de notre étude comme on a élaboré la politique étrangère et les crises économiques au niveau étatique. À notre avis, seule la tendance isolationniste, qui se reflète aussi dans les doctrines, n'empêche pas de reconstruire l'hégémonie. Il est possible de le constater au moins dans les années 1970. Cependant, lorsque la tendance non-interventionniste n'est pas combinée avec la coopération internationale et les caractéristiques du consentement ; une attitude de plus en plus défensive devient évidente en politique étrangère (cette préférence peut être le résultat de multiples facteurs sous-jacents, telle que l'effet des caractéristiques de personnalité des présidents, l'effet des groupes d'intérêts). Le domaine d'influence de l'hégémon est susceptible de diminuer et les États-Unis sont peut-être en train de devenir une parmi les autres grandes puissances. Les États-Unis peuvent ravitailler une reconstruction avec la puissance douce qu'ils possèdent mais ils semblent de plus en plus incohérents en allant à l'encontre du modèle économique et les normes qu'ils ont établis et la reconstruction n'est certainement pas facilitée par l'instabilité économique. Même si la crise économique prend fin ou son effet diminue, ses répercussions fragilisent la reconstruction hégémonique.

Comme les périodes des crises économiques sont des moments de suspension passagère ou de limitation des interventions militaires, on a brièvement regardé les mécanismes de prise de décision en politique étrangère et notamment le poids du président, qui est très dépendant des prospects de réélection, ce qui forme le discours et la décision en politique étrangère. Mais comment la structure internationale entre dans ce tableau domestique? Dans le cas des États-Unis, les normes et les institutions internationales ont eu un double rôle: la reconstruction de l'hégémonie tout en laissant une zone grise pour l'assertion de l'unilatéralisme de la part de l'hégémon. Les contradictions de l'hégémon à ne pas reconnaître les règles

du système érigés par lui-même, est un sujet qui dépasse le cadre de cette étude mais qui d'après nous sera le déterminant essentiel de la reconstruction ou de la dissolution hégémonique. Comme on a vu dans les deux premiers cas notamment la grande crise des années 1930 et des années 1970, la capacité de reconstruire l'hégémonie réside dans les pouvoirs non-matériaux dans ces instances comme l'ordre international suite à 1945 et à Vietnam. Donc les éléments de puissance douce sont toujours au secours de l'hégémon, lorsqu'il s'agit d'un échec militaire et/ou économique. Est-ce le cas toujours? La première crise (1929) donne naissance à un hégémon, tardif et réticent, la deuxième crise (les années 1970) amène des questionnements profonds sur sa continuité, la troisième crise (2008) lance l'hégémon vers une période d'incertitude paradoxale où les institutions internationales sont contestées par lui-même et notamment à l'ère de Trump, l'accent est mis sur la défense plutôt que sur la diplomatie ou le développement. Ceci est reflété dans la proposition de budget 2018 qui réduit les allocations pour toutes les agences gouvernementales sauf le ministère de la Défense, le ministère de la Sécurité intérieure et le ministère de la Défense nationale et les affaires des anciens combattants. Le département d'État, en revanche, est confronté à des réductions budgétaires de plus de 30% et à des réductions du personnel. Il faut aussi noter les réductions de l'aide étrangère du budget américain, considéré historiquement un outil indispensable de politique étrangère.

Nous espérons que cette étude dans laquelle on a essayé de voir comment se situent les crises économiques comme frein à l'usage de force et contribution au non-interventionnisme du moins momentanée, dans les théories de l'Economie-Politique et des Relations Internationales, donnera la possibilité de penser davantage sur cette interaction qui semble représenter un caractère récurrent aux moments de grandes crises économiques des Etats-Unis. Dans quelle mesure les conclusions du cas américain sont-elles généralisables? Le fait que les crises économiques ont tendance à générer une réticence militaire aux États-Unis ne signifie pas nécessairement que ce soit valable ailleurs. Les États-Unis sont une démocratie ouverte, pénétrée par l'opinion nationale et idées, et avec une tradition perçue de droits et valeurs humanitaires, il peut dans ce cas sens être un cas "plus facile" pour étudier le rôle des normes. Cela suggère que si le non-interventionnisme opère aux États-Unis, il opère probablement dans d'autres démocraties. Idéalement, une démonstration complète de la nature systématique et constitutive du non-interventionnisme nécessiterait une

enquête de son rôle dans la prise de décision d'autres pays, en particulier non démocratiques où le leadership est moins susceptible à l'opposition publique.

L'identité de l'État est le produit de l'interaction entre un État et sa propre société. Les discours sur l'identité nationale des États établissent une "structure cognitive sociale" qui les aide à se comprendre et à comprendre les autres dans la politique mondiale et qui "rend les menaces et les opportunités, les ennemis et les alliés, intelligibles, pensables et possibles". Dans une démocratie comme les États-Unis ces structures sont développées pour permettre l'opinion publique affecter le choix de la politique. Dans le cas des crises économiques comme on a vu l'hégémon sent ses limites et se rend bien compte de l'opinion publique. Les États-Unis ont été capables de naître comme hégémon d'une première crise, de se remettre du deuxième. Pourra-t-il surmonter la troisième? La disparité entre ses actions et les règles du jeu qu'il a étayé déterminera le résultat, ce qui est un domaine de recherche intrigant. La course des événements révélera si l'hégémon pourra établir les règles du jeu à nouveau et assumer le rôle de stabilisateur du système comme le qualifiait d'indispensable le pionnier de la théorie de la stabilité hégémonique, Kindleberger. A la lumière des contraintes économiques cela sera probablement en se rendant compte de ses propres limites, mais celles de la planète? Les questions restent ouvertes à débattre.

## BIBLIOGRAPHIE

### DOCUMENTS ET RAPPORTS OFFICIELS

[http://www.nber.org/chapters/c9596.pdf?new\\_window=1](http://www.nber.org/chapters/c9596.pdf?new_window=1)

<https://www.imf.org/external/np/seminars/eng/2012/fincrisis/pdf/ck.pdf>

<http://www.defense.gov/casualty> Département de la Défense Américain

OMC, Statistiques du commerce international 2015

World Bank, World Development Indicators, July 2004; 2003 Military Expenditures Data from Center for Defense Information, "Last of the Big Time Spenders: U.S. Military Budget Still the World's Largest, and Growing," March 19, 2003

[https://www.wto.org/french/tratop\\_f/tpr\\_f/s307\\_sum\\_f.pdf](https://www.wto.org/french/tratop_f/tpr_f/s307_sum_f.pdf) consulté le 16 juin 2016

The World Bank, World Development Indicators, Manufacturing, value added in constant 1995 \$US, (Washington: The World Bank, 2003)

IMF World Economic Outlook, "Financial Stress and Economic Downturns"

Eva-Maria Hanfstaengl, Impact of the Global Economic Crises on Civil Society Organizations, UN DESA Working Papers, 2010

[http://www.un.org/esa/desa/papers/2010/wp97\\_2010.pdf](http://www.un.org/esa/desa/papers/2010/wp97_2010.pdf)

### OUVRAGES

Anderson, Benedict, **Imagined Communities**, London: Verso, 1983

Akira Iriye, **The Cambridge History of American Foreign Relations**, Vol. III, Cambridge University Press, 1993

Andrew J. Bacevich, **American Empire : The Realities and The Consequences of US Diplomacy**, Harvard University Press, 2004

Art, Robert J. et Jervis, Robert, **International Politics : Enduring Concepts and Contemporary Issues**, Pearson, 2005

Asselain, Jean-Charles **Histoire Economique du 20e Siecle: La Reouverture des Economies Nationales (1939 aux années 1980)**, Presses de Sciences po & Dalloz, 1995

Aubin, Christian, Norel, Philippe, **Economie internationale : Faits, théories et politiques**, Editions du Seuil, Mars 2000

Bagby, Wesley M. **America's International Relations since World War I**, Oxford University Press, New York, 1999

Baker Spring, **Who Makes American Foreign Policy?**, The Heritage Foundation, 2011

Beisner, Robert L. (ed.), **American Foreign Relations since 1600, A Guide to the Literature**, Volume 1, California, 2003

Bemis, Samuel Flagg, **A Short History of American Foreign Policy and Diplomacy**, Holt, Rinehart and Winston, USA, 1959

Bernanke, Ben S. , **Essays on the Great Depression**, Princeton Paperbacks, 2000

Bilmes, Linda, Stiglitz, **Joseph The Three Trillion Dollar War: The True Cost of the Iraq Conflict**, WW Norton, 2008

Bozyk, Pawel, **Globalization and the Transformation of Foreign Economic Policy**, Abingdon, Oxon, GBR: Ashgate Publishing Group, 2006. ProQuest ebrary. Web. 22 October 2015, p. 147-184

Braud, Philippe. "Chapitre II. Le réalisme au défi du constructivisme", **La science politique**, Presses Universitaires de France, 2017

Brewster, C. Denny, **La Politique Etrangère Américaine ou l'Obligation de Cohérence**, Paris, Economica, 1988

Bruce, Russett, Harvey Starr, **World Politics: the Menu for Choice**, W.H. Freeman and Company, New York 1995

Brzezinski, Z. **The Grand Chessboard; America Primacy and Its Geostrategic Imperatives**, New York: Basic Books. 1997

Buzan, Barry, **From International to World Society**, Cambridge, 2004

Buzan, Barry, Jones, Charles, and Little, Richard, **The Logic of Anarchy**, Columbia University Press, 1993

Büyükakıncı, Erhan ed., **Savaş Kuramları**, Adres Yayınları, 2015

Callahan, Patrick, **Logics of American Foreign Policy : Theories of America's World Role**, Pearson Education Inc., 2004

Charles S. Maier, **Among Empires : American Ascendancy and Its Predecessors**, Harvard University Press, 2007

Combs, Jerald A. , **The History of American Foreign Policy from 1895**, Armonk, New York, 2012

Combs, Jerald A., **The History of American Foreign Policy from 1895**, Armonk, New York, 2012

Cox, Robert W., **Production, Power and World Order : Social Forces in the Making of History**, New York : Columbia University Press, 1987

Dallek, Robert, **The American Style of Foreign Policy, Cultural Politics and Foreign Affairs**, New York: New American Library, 1983

D'Anieri, P., **International Politics : Power and Purpose in Global Affairs**, Wadsworth, Cengage Learning, 2010

D'Anieri, Paul, **International Politics : Power and Purpose in Global Affairs**, Wadsworth, 2010

David, Charles-Philippe, Balthazar, Louis, Vaïsse, Justin, **La politique étrangère des États-Unis: Fondements, acteurs, formulation**, Paris, Presses de Sciences Po, 2e édition, 2008

Drachman, Edward R., Shank, Alan, **Presidents and Foreign Policy : Countdown to 10 Controversial Decisions**, State University of New York Press, 1997

Frieden, Jeffry A., Lake, David A., Broz J. Lawrence, **International Political Economy Perspectives on Global Power and Wealth**, 5th Ed., W. W. Norton & Co, New York, 2010

Galbraith, John Kenneth, **The Great Crash 1929**, Penguin Books, 1954

Ganser, Daniele, **Les Armées Secrètes de l'OTAN**, Editions Demi-Lune, 2011

Gellner, Ernest, **Nations and Nationalism**, Ithaca: Cornell University Press, 1983

Gherari, Habib, **Les Accords Commerciaux Preferentiels**, Editions Larcier, 2013

Gilpin, Robert, **Global Political Economy: Understanding the International Economic Order**, Princeton University Press, 2001

Gilpin, Robert, **The Political Economy of International Relations**, Princeton, Princeton University Press, 1987

Gramsci, Antonio, **Selections from the Prison Notebooks**, International Publishers, New York, 1971

Gramsci, Antonio, **Selections from Political Writings (1921-1926)**, University of Minnesota Press, Minneapolis, 1990

Hastedt, Glenn P., **American Foreign Policy**, Pearson, 2011

Hedley Bull (dir.), **Intervention in World Politics**, Oxford, Clarendon Press, 1984

Herring, George C., **From Colony to Superpower : US Foreign Relations since 1776**, Oxford University Press, 2008

Hobsbawm, Eric, **The Age of Extremes : A History of the World, 1914-1991**, First Vintage Books, 1996

Hopf, Ted, **Social Construction of Foreign Policy**, Cornell University Press, 2002

Hudson, Valerie M., **Foreign Policy Analysis : Classic and Contemporary Theory**, Rowman and Littlefield Publishers, 2007

Hughes, Jonathan, **American Economic History**, Scott, Foresman and Company, 1983

Ignatieff, Michael, **Empire Lite**, Penguin Books, Canada, 2003

Jackson, Robert, Sorensen, Georg, **Introduction to International Relations Theories and Approaches**, 3rd edition, Oxford university press, 2006.

James, Harold , **The End of Globalization : Lessons from the Great Depression**, Harvard University Press, 2001

Johnson, Paul, **Modern Times : A History of the World from the 1920's to the 1990's**, Harper Collins, 2010

Karine, Prémont, **Les Secrets de la Maison Blanche : Les fuites d'informations confidentielles sur la politique étrangère des États-Unis**, Presses de l'Université du Québec, 2012

Kennedy, P., **The Rise and Fall of the Great Powers: Economic Change and Military Conflict from 1500-2000**, 2nd ed. London: Fontana Press, 1989

Klare, Michael T., **Blood and Oil: The Dangers and Consequences of America's Growing Dependency on Imported Petroleum**, Holt Paperback, 2005

Klinberg, Frank, **Positive Expectations of America's World Role**, Lanham, MD :University Press of America 86, No.1 (Jan., 2010)

Krasner, Stephen, **Power, the State and Sovereignty: Essays on International Relations**, Routledge, 2009



Krugman, Paul, **End This Depression Now**, 2012, Norton&Company, New York

Krugman, Paul, **The Return of Depression Economics: The Crisis of 2008, 2009**, Norton, New York

Lafeber, Walter, **The American Age, United States Foreign Policy at Home and Abroad**, W.W. Norton & Company Inc., New York, 1994

Lens, Sidney, **The Forging of American Empire**, Haymarket Books, Chicago, 1971

Levite, Ariel E., Jentleson, Bruce W., Berman, Larry (dir.), **Foreign Military Intervention: The Dynamics of Protracted Conflict**, New York, Columbia University Press, 1992

Lundestad, Geir, **East, West, North, South: Major Developments in International Politics Since 1945**, 2010, Sage Publishing

MacMahon, Robert J., **The Limits of Empire : The United States and Southeast Asia since World War II**, Columbia University Press, 1999

Maddison, Angus, **Monitoring the World Economy 1820-1992**, Development Centre Studies, OECD, 1995

Mazower, Mark, **Karanlık Kıta Avrupa'nın 20. Yüzyılı**, Çev. Mehmet Moralı, İstanbul Bilgi Üniversitesi Yayınları, 2003

McCormick, James M., **American Foreign Policy and Process**, Peacock Publishers, Illinois, 1992

McNally, David, **Global Slump : The economics and politics of Crisis and Resistance**, Spectre PM, 2011

Mead, Walter R., **Special Providence**, New York: Routledge, 2002

Melandri, Pierre, **La Politique Extérieure des Etats-Unis: de 1945 à nos jours**, Paris, PUF, 1995

Michaud, Marie-Christine, Emaleh, Eliane (dir.), **L'Ouest et les Amériques**, Presses Universitaires de Rennes, 2016

Nelson, J.M. (ed.), **The Economic Crisis and Policy Choice: the politics of adjustment in the Third World**, Princeton University Press, 1990

Nouailhat, Yves-Henri, **Les Etats-Unis et Le Monde au 20e Siècle**, Armand Colin, 2000

Nye, Joseph S. Jr., **Is the American Century Over?**, Cambridge: Polity Press, 2015

O'Byrne, Darren J. and Hensby, Alexander, **Theorizing Global Studies**, Palgrave, 2011

Paquin, Stéphane, Deschênes, Dany, **Introduction aux Relations Internationales**, Théories, pratiques et enjeux, 2009, Chenelière Éducation inc.

Payne, Richard J., **The Clash with Distant Cultures Values, Interests, and Force in American Foreign Policy**, Suny Press, 1995

Pratt, Julius W., **A History of United States Foreign Policy**, Prentice Hall, N.J., 1955

Rosenau, James N., **The Scientific Study of Foreign Policy**, Nichols Publishing Company, 1980

Rustow, Dankwart A., **Oil and Turmoil: America faces OPEC and the Middle East**, Norton&Company, New York, 1982

Ryan, David, **US Foreign Policy in World History**, Routledge, New York, 2000

Sargent, Daniel J., **A Superpower Transformed: The Remaking of American Foreign Relations in the 1970s**, New York: Oxford University Press, 2015

Seldon, Anthony, Graham, Andrew, eds. **Government & Economies in the Postwar World: Economic Policies & Comparative Performance 1945-85**. Florence, KY, USA: Routledge, 1991. ProQuest ebrary. Web. 23 November 2015.

Sertel, Sabiha, **2. Dünya Savaşı Tarihi**, Cumhuriyet Kitapları, 3. Baskı, 2010

Shannon, Vaughn P., Kowert, Paul A., **Psychology and Constructivism in International Relations: An Ideational Alliance**, The University of Michigan Press, Ann Arbor, 2012

Sil, Rudra, Katzenstein, Peter J., **Analytic Eclecticism in the Study of World Politics**, Palgrave Macmillan, 2010

Skidmore, Max J., **American Political Thought**, St. Martin's Press, New York, 1978

Skocpol, Theda, Jacobs, Lawrence R. (ed.). **Reaching for a New Deal: Ambitious Governance, Economic Meltdown, and Polarized Politics in Obama's First Two Years**. New York: Russell Sage Foundation, 2011.

Spero, Joan Edelman, Hart, Jeffrey A., **The Politics of International Economic Relations**, 5th Edition, 1997, St Martin's Press

Stork, Joe, **Middle East Oil and the Energy Crisis**, New York: Monthly Review Press, 1975

Sullivan, Michael P., **Theories of International Relations : Transition vs. Persistence**, Palgrave, 2001

Sutch, Peter, Elias, Juanita, **International Relations : The Basics**, Routledge, 2007

Trubowitz, Peter, **Defining the National Interest: Conflict and Change in American Foreign Policy**, The University of Chicago Press, 1998

Türkmen, Füsun, **Türkiye ABD İlişkileri**, Timaş, Istanbul, 2012

Vaïsse, Maurice, **Les Relations Internationales depuis 1945**, Armand Colin, Paris, 1995

Vernon, Raymond, **The Oil Crisis**, Norton&Company, New York, 1976

Wendt, Alexander, **Social Theory of International Politics**, Cambridge University Press, 1999

Wills, Garry, **The Federalist Papers by Alexander Hamilton, James Madison and John Jay**, New York (N. Y.), Bantam Books, 1982

Yanek, Mieczkowski, **Gerald Ford and the Challenges of the 1970s**, Lexington, KY, USA: University Press of Kentucky, 2005. ProQuest ebrary. Web. 23 November 2015

Zorgbibe, Charles, **Chronologie des Relations Internationales depuis 1945**, PUF, Paris, 1991

## ARTICLES

Abramovitz, M. "The Search for the Sources of Growth: Areas of Ignorance, Old and New". **The Journal of Economic History** [online], 1993. 53 (2), pp.217-243.

Disponible sur: <http://www.jstor.org/stable/2122991> [Accessed 15 November 2009]

Adler, Emmanuel, "Seizing the Middle Ground : Constructivism in World Politics", **European Journal of International Relations**, 1997, 3:319

Aiginger, Karl (2010). The Great Recession versus the Great Depression: Stylized Facts on Siblings That Were Given Different Foster Parents. *Economics: The Open-Access, Open-Assessment E-Journal*, 4 (2010-18): 1—

41.<http://dx.doi.org/10.5018/economics-ejournal.ja.2010-18>

Aldrich, John H., Sullivan, John L., Borgida, Eugene (1989). Foreign Affairs and Issue Voting: Do Presidential Candidates "Waltz Before A Blind Audience?" **The American Political Science Review**, 83(1), 123-141. doi:10.2307/1956437

Allington Nigel F.B., McCombie John S.L., Pike Maureen, "Lessons not learned : from the collapse of long-term capital management to the subprime crisis" **Journal of Post-Keynesian Economics**, Summer 2012, Vol. 34, No 4, 555, 2012

Ambrosius, Lloyd E., "World War I and The Paradox of Wilsonianism", **The Journal of the Gilded Age and Progressive Era** 17 (2018)

Andrew D. Moran, "More than a Caretaker", **Presidential Studies Quarterly** 41, no. 1, March 2011 Center for the Study of the Presidency

Archick, Kristin "The European Union: Current Challenges and Future Prospects", February 27, 2017 <https://fas.org/sgp/crs/row/R44249.pdf>

Arrighi, Giovanni. « Le début de la fin de l'hégémonie américaine. [2005] », **Agone**, vol. 55, no. 3, 2014, pp. 65-110.

Artus, Patrick, Betbèze, Jean-Paul, de Boissieu Christian, Capelle-Blancard, Gunther, "Rapport : La Crise des Subprimes, Conseil d'Analyse Economique", **La Documentation Française**, Paris, 2008 <http://www.cae.gouv.fr>

B. Bueno de Mesquita, J. D. Morrow, R.M. Siverson, A. Smith "An Institutional Explanation of the Democratic Peace", **American Political Science Review**, Vol. 93 no 4 December 1999

Balthazar Louis, « Chapitre 1 / Le cadre constitutionnel », dans La politique étrangère des États-Unis. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Références », 2008, URL : <https://www.cairn.info/la-politique-etrangere-des-etats-unis--9782724610802-page->

[21.htm](#)

Barnett, Jonathon "In defence of the nation state: securing the environment"  
**Sustainable Development** Sust. Dev. 6, 8–17 (1998)

Behravesh, Maysam, "The Relevance of Constructivism to Foreign Policy Analysis",  
July 17, 2011 **E-International Relations**, <https://www.e-ir.info/2011/07/17/the-relevance-of-constructivism-to-foreign-policy-analysis/> consulté le 23.10.2018

Bentley B. Allan, Srdjan Vucetic, and Ted Hopf, "The Distribution of Identity and the Future of International Order: China's Hegemonic Prospects", **International Organization** 72, Fall 2018, pp. 839–869

Bordo, Michael D., Taylor, Alan M. and Williamson, Jeffrey G., editors,  
"Globalization in Historical Perspective", Conference held May 3-6, 2001, University of Chicago Press, 2003

Braspenning, Thierry, "Constructivisme et réflexivisme en théorie des relations internationales", **AFRI** 2002, volume III Disponible sur <http://www.afri-ct.org/IMG/pdf/braspenning2002.pdf>, consulté le 23.10.2018

Braumoeller, Bear F. "The Myth of American Isolationism", **Foreign Policy Analysis** (2010) 6, 349–371

Brian D. McKenzie, "Political Perceptions in the Obama Era: Diverse Opinions of the Great Recession and its Aftermath among Whites, Latinos, Blacks", **Political Research Quarterly**, Vol. 67, No. 4 (December 2014), pp. 823-836

Bruce, Russett, "The Mysterious Case of Vanishing Hegemony; or, Is Mark Twain Really Dead?" **International Organization**, Vol. 39, no. 2 (Spring 1985); 2003

Burk, Kathleen "Government Economies in the Postwar World Economic Policies: Comparative Performance 1945-1985", **The International Environment**, p.10-28 (Ch.2)

Calleo, David P., "Since 1961, American Power in A New World Economy", dans **Economics and World Power: An Assessment of American Diplomacy Since 1789**, ed. William H. Becker et Samuel F. Wells, Jr, Columbia University Press, New York, 1984, pp. 410-411

Campbell, Kurt, Andrews, Brian "Explaining the US 'Pivot' to Asia", **Americas** 2013/01, Chatham House, August 2013

Carmen M Reinhart, Eight hundred years of financial folly, 2010  
<http://www.voxeu.org/article/eight-hundred-years-financial-folly>

Clark, Ian "How Hierarchical Can International Society Be?" **International Relations**, Vol 23, Issue 3, pp. 464 – 480, First Published October 7, 2009,  
<https://doi.org/10.1177/0047117809340472>

Claude, Cartigny, “Il y a quarante ans, la Guerre de Kippour : une guerre pour rien ?” **Recherches internationales**, n° 97, octobre-décembre 2013, pp.199-208

Cowles, Maria C., Egan, Michelle “The Evolution of the Transatlantic Partnership”, **Transworld**, Working Paper, September 2012

Cox, Robert W., “Social Forces, States and World Orders: Beyond International Relations Theory”, **Millenium: Journal of International Studies**, Vol. 10, No. 2, 1981

Cox, Robert W., Jacobson, Harold K. "The United States and World Order: On Structures of World Power and Structural Transformation" (paper presented at the Twelfth World Congress of the International Political Science Association, Rio de Janeiro, August 1982)

Crothers, Lane, “The cultural roots of isolationism and internationalism in American foreign policy”, **Journal of Transatlantic Studies**, 9:1, 21-34, 2011

Daalder, Ivo H., Lindsay, James M. "America Unbound: The Bush Revolution in Foreign Policy" (Hoboken, NJ: John Wiley & Sons, 2005), pp. 2, 13 dans Robert R. Tomes, “American Exceptionalism in the Twenty-First Century”, **Survival**, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

Dale C. Copeland, ‘Economic Interdependence and War: A Theory of Trade Expectations’, **International Security**, Vol. 20, no.4, Spring 1996

David ,Charles-Philippe, « Chapitre 2. Le système décisionnel américain », dans Au sein de la Maison-Blanche. De Truman à Obama : la formulation (imprévisible) de la politique étrangère des États-Unis, sous la direction de David Charles-Philippe. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Académique », 2015, p. 99-174. URL : <https://www.cairn.info/au-sein-de-la-maison-blanche--9782724617153-page-99.htm>

David, Charles-Philippe “L’évolution de la doctrine nucléaire américaine de contreforce”, **Études internationales**, Volume 17, numéro 1, 1986, p. 5-31,  
<http://id.erudit.org/iderudit/701961ar>

Eichenberg, Richard C. "Foreign Policy in the Electoral and Governing Coalitions of Barack Obama." Paper presented at the Shambaugh **Conference on Understanding the 2008 Presidential Election**, Department of Political Science, University of Iowa, March 5-7, 2009.

Fabry, Elvire « TTIP: too Big to Fail? », **Politique étrangère** 2016/2 (Été), p. 129-141. DOI 10.3917/pe.162.0129

Freytag, Andreas, Draper, Peter , Fricke, Susanne. “The Impact of TTIP : Volume 2: Political Consequences for EU Economic Policymaking, Transatlantic Integration, China and the World Trade Order”, Konrad-Adenauer-Stiftung e. V., 2014, Berlin

Friedman, George “Coming to terms with the American Empire”, **Stratfor**, <https://worldview.stratfor.com/article/coming-terms-american-empire>

Friedman, Jason Maxwell "Heirs to the Nightmare : Gerald Ford, Jimmy Carter, and the post-imperial presidency", dissertation in partial fulfillment of requirements for the degree of Ph.D., Michigan State University, 2009

Fromkin, David, “What Is Wilsonianism?”, **World Policy Journal**, Vol. 11, No. 1 (Spring, 1994), pp. 100-111 (2018)

Giblin, Béatrice “Editorial : Obama 2 : quels changements ? “ **Hérodote** 2013/2 (no 149)

Golub, Philip S. « « Un goût de sang dans la jungle » : l'Empire américain revisité », **Mouvements** 2009/1 (n° 57), p. 160-173. DOI 10.3917/mouv.057.0160

Golub, Stephen, Kaya, Ayse, Reay, Michael, “What were they thinking ? The Federal Réserve in the run-up to the 2008 financial crisis”, **Review of International Political Economy**, 22:4, 657-692

Guerlain, Pierre “La Politique Etrangere de l’Administration Obama : Continuités et Contraintes”, **Recherches internationales**, n° 91, juillet-septembre 2011, pp. 121-150

Haas, Ernst B. "Nationalism: An Instrumental Social Construction," **Millennium: Journal of International Studies** 22, no. 3 (Winter 1993): 505-45

Haas, Ernst B. "What is Nationalism and Why Should We Study it?" **International Organization**, Vol. 40, No. 3 (Summer, 1986), pp. 707-744

Hamid, Shadi “Islamism, the Arab Spring and the Failure of America’s do-nothing strategy in the Middle East” 2015, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2015/10/middle-east-egypt-us-policy/409537/> consulté le 12.05.2018

Hardt, M., Negri, A. *Empire*, Exils Éditeurs, Paris, 2000, p. 212 cité par Philip S. Golub, « « Un goût de sang dans la jungle » : l'Empire américain revisité », **Mouvements** 2009/1 (n° 57), p. 160-173. DOI 10.3917/mouv.057.0160

Higgs, Robert "US Military Spending in the Cold War Era : Opportunity Costs, Foreign Crises, and Domestic Constraints", **Policy Analysis** no 114, 1988 <https://www.sas.upenn.edu/~dludden/USmilitarybudget02a.htm> consulté le 19.05.2018

Hoffmann, Stanley « The Problem of Intervention » (1re éd. 1984), pp. 178-193, in Stanley Hoffmann, Janus and Minerva. **Essays in the Theory and Practice of International Politics**, Boulder, Westview Press, 1987

Ho-fung Hung, "Hegemonic Crisis, Comparative World-Systems, and the Future of Pax Americana", **Journal of World-Systems Research**, Vol. 23 Issue 2

Hossain, Ishtiaq (2009), "American Foreign Policy: Dynamics of Domestic Sources" dans **American Foreign Policy & The Muslim World** (ed. by Dr. Ishtiaq Hossain & Dr. Mohsen Moh'd Saleh), Al-Zaytouna Center

Houghton, David Patrick, "Reinvigorating the Study of Foreign Policy Decision Making: Toward a Constructivist Approach", **Foreign Policy Analysis** (2007) 3, 24–45

Howell, William, Pevehouse, Jon « Presidents, Congress, and the Use of Force », **International Organization**, 59, Hiver 2005

Huntington, Samuel P. "Coping With the Lippmann Gap." **Foreign Affairs**. N.p., 27 Nov. 2015. Web. 27 Nov. 2015. <https://www.foreignaffairs.com/articles/1988-02-01/coping-lippmann-gap>

Hurşit Güneş, 'Siyasal Krizlerin Ekonomik, Ekonomik Krizlerin Siyasal Temelleri, İlişkilerin iççeliği : Türkiye Örneği, 1950-2002', ed. Taner Berksoy, **Aydınlanma ve Ekonomi**, Osmanlı Bankası Arşiv ve Araştırma Merkezi, İstanbul, 2009

Huwart, Jean-Yves et Loïc, Verdier, "La crise financière de 2008, une crise de la mondialisation?" dans **La Mondialisation Economique: Origines et Conséquences**, Editions OCDE, <http://dx.doi.org/10.1787/9789264111929-9-fr>

Ikenberry, G. John, Kupchan, Charles A. "Socialization and Hegemonic Power", **International Organization**, Vol. 44, No. 3 (Summer, 1990), pp. 283-315 Published by: The MIT Press

Ikenberry, John "Power and liberal order: America's postwar world order in transition", **International Relations of the Asia Pacific Vol. 5 No. 2**, Oxford University Press and the Japan Association of International Relations 2005

Ikenberry, John "The end of liberal international order?", **International Affairs** 94: 1 (2018) 7–23



Ilgıt, Aslı, Özkeçeci, Taner Binnur, “Identity and Decision Making : Toward a Collaborative Approach to State Action”, dans Shannon Vaughn P., Kowert Paul A. (ed.), **Psychology and Constructivism in International Relations**, The University of Michigan Press, 2012

Jankowski, Barbara "Opinion publique et armées : à l'épreuve de la guerre en Afghanistan", **Etude de l'IRSEM**, n° 34

Jianxi Luo, “Which industries to bail out first in economic recession ? Ranking US industrial sectors by the power-of-pull”, **Economic System Research**, 25:2 , 157-169

Johnson, Simon, "The Quiet Coup", **The Atlantic**, May 2009

Johnstone, Andrew (2011) "Isolationism and internationalism in American foreign relations", **Journal of Transatlantic Studies**, 9:1, 7-20

Kandel, Maya, Fleurant, Aude-Emmanuelle « Etats-Unis : Quelle Transition Stratégique ? La Politique de Défense Sous Obama, Entre Dynamiques Internes et Evolutions Internationales » **Etudes de l'IRSEM**, n° 29, 2013

Kennedy, John F. ‘Inaugural Address’, John F. Kennedy Presidential Library and Museum, 20 January 1961, <http://www.jfklibrary.org/Research/Research-Aids/Ready-Reference/JFKFast-Facts/Inaugural-Address.aspx>. dans Robert R. Tomes, “American Exceptionalism in the Twenty-First Century”, **Survival**, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

Kerry, John F., Rapport présenté aux membres du Comité des Relations Internationales: United States Senate, “Tora Bora Revisited : How We Failed To Get Bin Laden and Why It Matters Today” 111th Congress First Session, November 30, 2009

Kessler, Oliver “The Contingency of Constructivism: On Norms, the Social, and the Third”, **Millennium: Journal of International Studies** 2016, Vol. 45(1) 43–63

Krasner, Stephen D. « Realism, Imperialism, and Democracy », **Political Theory**, 20 (1), février 1992, p. 49. dans Pascal Vennesson, Les « réalistes » contre les interventions : arguments, délibérations et politique étrangère <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

Krieg, Andreas. “Externalizing the Burden of War: The Obama Doctrine and the Foreign Policy in the Middle East”, **International Affairs** 92: 1 (2016) 97–113

Larry D. Neal, Marc D. Weidenmier, *Crises in the Global Economy from Tulips to Today*, NBER Working paper, 2003

Laurence, Nardon « Diplomatie : les choix d'Obama II », **Politique étrangère** 2/2013 (Eté), p. 10-12 URL : [www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-2-page-10.htm](http://www.cairn.info/revue-politique-etrangere-2013-2-page-10.htm). DOI : 10.3917/pe.132.0010.

Layne, Christopher "The Real Conservative Agenda", **Foreign Policy**, 61, hiver 1985-86.

Lindsay, James M. (1992), "Congress and Foreign Policy: Why the Hill Matters", **Political Science Quarterly**, V. 7, No: 4, Winter 1992-1993

Lo, Andrew W., "Reading about the financial crisis: A twenty-one-book review", **Journal of Economic Literature**, 50.1 (Mar 2012): 151-178

Lobell, S. E. (2013). "Engaging the enemy and the lessons for the Obama administration" **Political Science Quarterly**, 128(2), 261-0\_8. Retrieved from <http://search.proquest.com/docview/1428042968?accountid=15955>

Löfflman, Georg (2015) "Leading from Behind – American Exceptionalism and President Obama's Post-American Vision of Hegemony", **Geopolitics**, 20 : 2, 308-332

Mastanduno, Michael "Liberal hegemony, international order, and US foreign policy: A Reconsideration", **The British Journal of Politics and International Relations** 1–8, 2018

McBride, James. "The Future of U.S. Trade Policy." CFR.org. **Council on Foreign Relations**, 10 Apr. 2015. Web. 16 June 2016.

Mélandri, P. (2016). *Novus Ordo Seclorum: L'« empire du marché »*. Dans P. Mélandri, **Le siècle américain, une histoire** (pp. 203-308). Paris: Éditions Perrin.

Mennell, Stephen Extrait de son cours public donné à l'Université Huddersfield Business School, 26 Février 2014

Mildner, Stormy-Annika, Howald, Julia "Jumping the Fiscal Cliff : The Political Economy of Fiscal Policy Making Under President Obama". **CESifo Forum** 2/2013 (June)

Mishkin, F., « Comment réagir face aux bulles des prix d'actifs ? », **Revue de la Stabilité Financière de la Banque de France**, no 12, 2008

Mitchell, Lloyd Book Review of Roubini, N. & Mihm S., *Crisis Economics: A Crash Course in the Future of Finance*, Penguin Press, New York, 2011, **Journal of Multidisciplinary Research**, Vol. 3, No. 3, Fall 2011, 153-155

Morgenthau, Hans J. "Vietnam and the United States", Washington DC, Public Affairs Press, 1965 dans Pascal Vennesson, **Les « réalistes » contre les interventions : arguments, délibérations et politique étrangère**

<https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

Möckli, Daniel (ed.), Politique de Sécurité : analyses du CSS, « L'Irak après le retrait des Etats-Unis : de nouveau au bord du gouffre », **CSS ETH Zurich**, no 113, mai 2012

Neumann, Iver B, Nexon, Daniel H. "Hegemonic-order theory: A field-theoretic account", **European Journal of International Relations**, 1–26, 2017

Nye, J.S. "Soft Power". **Foreign Policy** [online], 1990. Available from: <http://www.jstor.org/stable/1148580> cité

Obama, Barack, 'News Conference by President Obama', 4 April 2009, <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/news-conferencepresident-obama-4042009> dans Robert R. Tomes, "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", **Survival**, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

Olivier, Redoulès, "Vu d'ensemble, L'économie française", édition 2009 source : [http://www.insee.fr/fr/ffc/docs\\_ffc/ref/ECOFRA09b.PDF](http://www.insee.fr/fr/ffc/docs_ffc/ref/ECOFRA09b.PDF) consulté le 1er décembre 2015

Oscar Jorda, Moritz Schularick, and Alan M. Taylor, Financial Crises, Credit Booms, and External Imbalances: 140 Years of Lessons, NBER Working paper, 2011 [http://www.econ.ucdavis.edu/faculty/jorda/papers/imf\\_jst\\_oct25\\_2010\\_amt.pdf](http://www.econ.ucdavis.edu/faculty/jorda/papers/imf_jst_oct25_2010_amt.pdf)

Peschek, Joseph S. "The Obama Presidency and the Great Recession : Political Economy, Ideology and Public Policy", **New Political Science**, Vol. 33 no 4, 429-444, Dec. 2011

Peterson, Paul E. (1994), "The President's Dominance in Foreign Policy Making", **Political Science Quarterly**, V. 109, No: 2, Summer 1994, pp. 219-220.

Pew Research Center, 'Pew Global Attitudes Project Poll', April 2010, <http://www.people-press.org/questionsearch/?qid=1765375&pid=51&ccid=50> dans Robert R. Tomes, "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", **Survival**, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

Posen, Barry R. et Van Evera, Stephen W., "Overarming and Underwhelming", **Foreign Policy**, 40, automne 1980

Posen, Barry R. et Van Evera, Stephen W., "Reagan Administration Defense Policy : Departure from Containment", **International Security**, 8 (1), 1983

Randall, Parker "An Overview of the Great Depression", EH. Net Encyclopaedia, edited by Robert Whaples, March 2008 URL <http://eh.net/encyclopedia/an-overview-of-the-great-depression/>

Reus-Smit, Christian "Constructivism," in *Theories of International Relations*, 3rd ed. Scot Burchill and others (Basingstoke: Palgrave, 2005), 195-96 cité dans Behraves, Maysam, "Constructivism : An Introduction", Feb. 3 2011, **E-International Relations**, [https://www.e-ir.info/2011/02/03/constructivism-an-introduction/#\\_ednref8](https://www.e-ir.info/2011/02/03/constructivism-an-introduction/#_ednref8), consulté le 23.10.2018

Rosenau, James N. « Intervention as a Scientific Concept », **The Journal of Conflict Resolution**, 13 (2), juin 1969, pp. 161-165 dans Pascal Vennesson, *Les « réalistes » contre les interventions : arguments, délibérations et politique étrangère* <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

Daniel, Sabbagh « Les déterminants internes de la politique étrangère des Etats-Unis : une perspective diachronique », **Revue internationale de politique comparée**, 2001/1 (Vol. 8), p. 135-161. DOI : 10.3917/ripc.081.0135. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-de-politique-comparee-2001-1.htm-page-135.htm>

Savoie, Chantal, Rizzuto, Liliana "Hégémonie", dans Anthony Glinoe et Denis Saint-Amand (dir.), **Le lexique socius**, URL : <http://ressources-socius.info/index.php/lexique/21-lexique/196-hegemonie>, page consultée le 05 novembre 2017.

Schlesinger, James R. "Oil and National Security" dans **Oil and America's Security**, ed. Edward R. Fried, Nanette M. Blandin, The Brookings Institution, Washington D.C., 1988

Schmitz, David F., "Biographies in American Foreign Policy : Brent Scowcroft, Internationalism and Post-Vietnam War American Foreign Policy", Blue Ridge Summit, PA, USA : Rowman&Littlefield Publishers Inc., 2011. ProQuest ebrary. Web. 11 November 2015

Service Analyse du Marché, Fédération des Chambres Immobilières du Québec, "La crise financière et ses répercussions canadiennes", Juin 2009

Smith, Tony, "National Security Liberalism and American Foreign Policy" dans Michael Cox, G. John Ikenberry and Takashi Inoguchi ed., **American Democracy Promotion: Impulses, Strategies and Impacts**, Oxford University Press, 2000

Singer, P. "Ethics" in *Encyclopædia Britannica*, Chicago, 1985

Snidal, Duncan "The Limits of Hegemonic Stability Theory", **International Organization**, No 39/4, 579-614

Stijn Claessens, M. Ayhan Kose, Luc Laeven, and Fabián Valencia, *Understanding Financial Crises: Causes, Consequences, and Policy Responses*, forthcoming IMF publication

Strange, Susan, 'International Economics and International Relations: A case of mutual neglect', **International Affairs** (Royal Institute of International Affairs 1944-) Vol. 46, No. 2 (Apr., 1970), pp. 304-315

Szulc, Tad "The Illusion of Peace", New York, Viking, 1979, p.126-127, cité par Pierre Melandri, *La Politique Exterieur des Etats-Unis : de 1945 à nos jours*, Paris, PUF, 1995 p. 158

Şener, Bülent "Uluslararası İlişkilerde Hegemonya Olgusu ve Abd Hegemonyasının Siyasal ve Kültürel Kaynağı: Amerikan İstisnacılığı ya da Açık/Kaçınılmaz Yazgı", **International Journal of Social Science**, Number: 26 , p. 405-420, Summer II 2014

Thompson, John A., "Wilsonianism: The Dynamics of a Conflicted Concept", **International Affairs** (Royal Institute of International Affairs 1944-), Vol. 86, No.1 (Jan., 2010), pp. 27-47

Toinet, Marie-France "Le Système politique des États-Unis", Paris, PUF, coll. « Thémis », 2e éd., 1990, p. 341-353 dans Balthazar Louis, « Chapitre 1 / Le cadre constitutionnel », dans *La politique étrangère des États-Unis*. Paris, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.), « Références », 2008, p. 21-53. URL : <https://www.cairn.info/la-politique-etrangere-des-etats-unis--9782724610802-page-21.htm>

Tomes, Robert R. "American Exceptionalism in the Twenty-First Century", **Survival**, vol. 56 no. 1, February–March 2014, pp. 27–50

Trachtenberg, Marc « Intervention in Historical Perspective », pp. 15-36, in Laura W. Reed et Carl Kaysen (dir.), **Emerging Norms of Justified Intervention**, Cambridge, American Academy of Arts and Science, 1993.

Vallet, Élisabeth « Chapitre 2 / Le cadre constitutionnel », dans Charles-Philippe David, *La politique étrangère des Etats-Unis*, Presses de Sciences Po (P.F.N.S.P.) « Références », 2015 (3e éd.), p. 57-106.

Vennesson, Pascal Les « réalistes » contre les interventions : arguments, délibérations et politique étrangère <https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001357.pdf> consulté le 01.04.2018

Weldes, Jutta, "Constructing National Interests: The United States and the Cuban Missile Crisis", NED - New edition ed., vol. 12, University of Minnesota Press, 1999. JSTOR, [www.jstor.org/stable/10.5749/j.cttttd99](http://www.jstor.org/stable/10.5749/j.cttttd99).

Will, George F. "A Congress that Reasserts Its Power", Washington Post, 16 January 2011, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2011/01/14/AR2011011404663.html>

Young, Laura "Unilateral Presidential Policy Making and the Impact of Crises", **Presidential Studies Quarterly**, 43, no. 2 (June) 2013

Žižek, S. "Denying the Facts, Finding the Truth", New York Times, 5 January, 2007 dans Philip S. Golub, « « Un goût de sang dans la jungle »: l'Empire américain revisité », **Mouvements** 2009/1 (n° 57), p. 160-173. DOI 10.3917/mouv.057.0160

Alessi, Christopher, and McMahon, Robert. "U.S. Trade Policy." CFR.org. Council on Foreign Relations, 14 Mar. 2012. Web. 16 June 2016.

Rabia Aslam (2010) "U.S. Military Interventions and the Risk of Civil Conflict", **Studies in Conflict & Terrorism**, 33:3, 246-267, DOI: 10.1080/10576100903555788

## SOURCES MEDIATIQUES

<http://www.lefigaro.fr/histoire/2017/11/07/26001-20171107ARTFIG00260-9-novembre-1932-franklin-roosevelt-triomphe-a-l-election-presidentielle-americaaine.php> consulté le 07.04.2018

<http://www.lefigaro.fr/histoire/2017/11/07/26001-20171107ARTFIG00260-9-novembre-1932-franklin-roosevelt-triomphe-a-l-election-presidentielle-americaaine.php> Laroche-Signorile, Véronique consulté le 07.04.2018

<http://www.bbc.com/news/world-europe-34277960> Lundestad, Geir consulté le 13 juin 2016

<http://www.bloomberg.com/news/articles/2012-05-03/colin-powell-says-Iraq-blot-teaches-need-for-skepticis>, consulté le 15 mai 2016

<http://www.lefigaro.fr/international/2013/03/20/01003-20130320ARTFIG00500-guerre-d-irak-comment-tout-a-commence-il-y-a-dix-ans.php> consulté le 15 mai 2016

<http://www.lefigaro.fr/vox/monde/2017/01/17/31002-20170117ARTFIG00140-2008-2016-la-politique-etrangere-de-barack-obama-nous-a-permis-d-eviter-le-pire.php> consulté le 12.05.2018

[http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/02/23/barack-obama-va-presenter-son-plan-de-fermeture-de-guantanamo\\_4870282\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2016/02/23/barack-obama-va-presenter-son-plan-de-fermeture-de-guantanamo_4870282_3222.html) consulté le 14 juin 2016

<http://www.rfi.fr/europe/20181211-climat-changement-climatique-cop24-pologne-etats-unis-afrique>, consulté le 15 décembre 2018

<http://www.rfi.fr/science/20181008-climat-rechauffement-publication-rapport-giec-15c>, consulté le 15 décembre 2018

<http://www.wsj.com/articles/how-obama-shrank-the-military-1438551147> consulté le 15 juin 2016

<https://www.forbes.com/sites/mikepatton/2016/02/29/u-s-role-in-global-economy-declines-nearly-50/#1164c0045e9e>

<https://www.latribune.fr/actualites/economie/international/20131226trib000802862/1-economie-mondiale-en-1914-35-rule-britanniahellip-mais-pour-combien-de-temps.html> consulté le 17.05.2018

<https://www.washingtonpost.com/news/the-fix/wp/2014/07/09/the-113th-congress-is-historically-good-at-not-passing-bills/> consulté le 15 juin 2016

[https://www.washingtonpost.com/politics/shinseki-apologizes-for-va-health-care-scandal/2014/05/30/e605885a-e7f0-11e3-8f90-73e071f3d637\\_story.html](https://www.washingtonpost.com/politics/shinseki-apologizes-for-va-health-care-scandal/2014/05/30/e605885a-e7f0-11e3-8f90-73e071f3d637_story.html) consulté le 12 mai 2016





## SOURCES ELECTRONIQUES

<http://www.econlib.org/library/Enc/GreatDepression.html>

<https://www.mtholyoke.edu/acad/intrel/milner.htm>

<http://www.foreignaffairs.com/articles/69262/edwin-f-gay/the-great-depression>

<http://www.nber.org/chapters/c6887.pdf>

[http://www.econ.yale.edu/~nordhaus/homepage/documents/Eichengreen\\_GreatDepression.pdf](http://www.econ.yale.edu/~nordhaus/homepage/documents/Eichengreen_GreatDepression.pdf)

[http://eml.berkeley.edu/~cromer/great\\_depression.pdf](http://eml.berkeley.edu/~cromer/great_depression.pdf)

<http://www.cfr.org/world/globalization-politics-american-foreign-policy-new-century/p6330>

<http://www10.iadb.org/intal/intalcdi/pe/2010/06116.pdf>

<http://ftp.iza.org/dp4934.pdf>

<http://eh.net/encyclopedia/an-overview-of-the-great-depression/>

<http://www2.warwick.ac.uk/fac/soc/economics/research/centres/cage/events/conferences/lessons/papers/grossman-meissner-040910.pdf>

<http://carnegieendowment.org/files/Iraq3FullText.pdf>, consulté le 15 mai 2016

[http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-beliriyor/#\\_ftn5](http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-beliriyor/#_ftn5) Örmeci, Ozan

<http://theriskyshift.com/2013/02/the-emergence-of-the-united-states-as-a-global-power/> Efthymiou, Pavlos

<http://turkish.turkey.usembassy.gov/media/pdf/abd-anayasasi.pdf>. Ozan ÖRMECİ dans [http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-beliriyor/#\\_ftn5](http://politikaakademisi.org/2015/10/29/amerikan-dis-politikasini-kim-beliriyor/#_ftn5)

<http://voxeu.org/article/tale-two-depressions-what-do-new-data-tell-us-february-2010-update> Eichengreen, Barry, O'Rourke, Kevin

[http://www.cvce.eu/content/publication/2011/11/21/6dfe06ed-4790-48a4-8968-855e90593185/publishable\\_fr.pdf](http://www.cvce.eu/content/publication/2011/11/21/6dfe06ed-4790-48a4-8968-855e90593185/publishable_fr.pdf) Centre Virtuel de la Connaissance sur l'Europe (CVCE) consulté le 6 Novembre 2015

<http://www.iep.utm.edu/mandevil/#H2> consulté le 28 Avril 2018.

<http://www.presidentprofiles.com/Grant-Eisenhower/Herbert-Hoover-Foreignrelations.html#ixzz5AkfDsNAq> consulté le 07.04.2018

<http://www.solidariteetprogres.org/documents-de-fond-7/histoire/Massachusetts-combat-vraie-Amerique.html>, consulté le 29.04.2018

<http://www.toupie.org/Biographies/Paine.htm> consulté le 29.04.2018

<http://www.universalis.fr/encyclopedie/conference-de-bretton-woods/> consulté le 12 Octobre 2015

<http://www.usa.gov> ([www.archives.gov](http://www.archives.gov))

<https://millercenter.org/president/fdroosevelt/campaigns-and-elections> consulté le 08.04.2018

<https://www.agirparlaculture.be/index.php/theorie-de-la-culture/4-lhegemonie-culturelle-selon-gramsci> consulté le 05.11.2017

<https://www.diplomatie.gouv.fr/IMG/pdf/FD001240.pdf> Sur, Serge

[https://www.opendemocracy.net/globalization-vision-reflections/article\\_1279.jsp](https://www.opendemocracy.net/globalization-vision-reflections/article_1279.jsp)American Empire: history and future of an idea, Stephen Howe 11 June 2003

<https://www.politico.com/story/2017/04/timeline-united-states-response-syria-civil-war-237011> consulté le 12.05.2018

Hermet, Joël « Le système monétaire international et l'internationalisation financière depuis le 19ème siècle » Avril 2012, [http://hermet.org/pages/textes/chap\\_6\\_smi.pdf](http://hermet.org/pages/textes/chap_6_smi.pdf)  
Consulté le 16.06.2016

Nye, Joseph S. "Donald Trump and The Decline of US Soft Power", <https://www.projectsyndicate.org/commentary/trump-american-soft-power-decline-by-joseph-s-nye-2018-02?barrier=accesspaylog> consulté le 19.05.2018

Obama, Barack Discours de Barack Obama lors de la reception du Prix Nobel de Paix, 10 décembre 2009, Oslo source : [http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/12/10/barack-obama-recoit-le-nobel-de-la-paix\\_1278893\\_3222.html](http://www.lemonde.fr/ameriques/article/2009/12/10/barack-obama-recoit-le-nobel-de-la-paix_1278893_3222.html) consulté le 13 juin 2016

Witcover, Jules 'Should We Continue to Be the Indispensable Nation?', Chicago Tribune, 28 September 2013, [http://articles.chicagotribune.com/2013-09-28/opinion/sns-201305091700--tms--poltodayctnyq-a20130510-20130510\\_1\\_chemical-weapons-barack-obamapresident-obama](http://articles.chicagotribune.com/2013-09-28/opinion/sns-201305091700--tms--poltodayctnyq-a20130510-20130510_1_chemical-weapons-barack-obamapresident-obama).

World Bank, World Development Indicators, July 2004; 2003 Military Expenditures Data from Center for Defense Information, "Last of the Big Time Spenders: U.S. Military Budget Still the World's Largest, and Growing," March 19, 2003;

Rapport d'information du Sénat, (session extraordinaire 2013-2014), cite [http://csis.org/files/publication/120515\\_US\\_Spending\\_Afghan\\_War\\_SIGAR.pdf](http://csis.org/files/publication/120515_US_Spending_Afghan_War_SIGAR.pdf)

BRI, 85e Rapport annuel





## ANNEXE 1. Le choc pétrolier de 1973 et son arrière plan

“Le prix de l’essence à la pompe” est un des points de pression historique sur gouvernement américain<sup>795</sup>. La crise qui s’est apparue dans le marché mondial du pétrole en Octobre 1973, est aperçue initialement comme une menace d’approvisionnement aux pays importateurs. En 1974, le problème du prix de pétrole a pris le premier plan et vers la moitié de la même année, on a vu que les craintes sur le prix sont remportées par les craintes sur le mécanisme monétaire internationale<sup>796</sup>.

Les ingénieurs américains ont creusé le premier puits de pétrole à Titusville, Pennsylvania, en 1859 et en début du 20e siècle Henry Ford a offert l’automobile au service des masses<sup>797</sup>. Les Etats-Unis ont demeuré le premier exportateur de pétrole jusqu’à l’an 1938 où ils sont surpassé par Venezuela, et le premier producteur jusqu’à l’an 1975 et 1976 où ils sont surpassés par l’Union Soviétique et l’Arabie Saoudite respectivement<sup>798</sup>. La deuxième guerre mondiale et ses besoins militaires ont démontré l’importance stratégique du pétrole quand un risque de manque de réserve s’est apparu, ce qui a incite le Président Roosevelt a fonder les liens de l’alliance historique des Etats-Unis avec l’Arabie Saoudite. La relation de sécurité initiée par Roosevelt et Ibn Saud avait comme base l’identification des terrains de pétrole de l’Arabie Saoudite comme l’intérêt national des Etats-Unis<sup>799</sup>.

Durant la crise de Suez en 1956, quand l’Israël, avec l’aide des britanniques et des français, a envahi l’Egypte, et a avancé vers le Canal de Suez, les Etats-Unis avaient le volume du pétrole nécessaire pour exporter vers la Grande Bretagne et la France. Cela renforçait la main des Etats-Unis pour effectuer ses demandes envers les forces européennes afin de terminer l’invasion. En 1967, pendant la guerre de 6 jours entre l’Israël et l’Egypte, il y a eu une rupture d’approvisionnement du pétrole mais comme le besoin d’importation des Etats-Unis était modeste, les Etats-Unis ont pu continuer ses pressions diplomatiques. Au fur et a mesure, la dépendance des Etats-Unis à l’importation du pétrole du Moyen Orient a augmenté. Le principe de limiter l’importation du pétrole qui provient de l’ère d’Eisenhower, a été abandonné

<sup>795</sup>James R. Schlesinger, “Oil and National Security” dans *Oil and America’s Security*, ed. Edward R. Fried, Nanette M. Blandin, The Brookings Institution, Washington D.C., 1988

<sup>796</sup>Raymond Vernon, **The Oil Crisis**, Norton&Company, New York, 1976, p. 1

<sup>797</sup>Dankwart A. Rustow, **Oil and Turmoil: America faces OPEC and the Middle East**, Norton&Company, New York, 1982 p.216

<sup>798</sup>Michael T. Klare, **Blood and Oil: The Dangers and Consequences of America’s Growing Dependency on Imported Petroleum**, Holt Paperback, 2005, p. 34

<sup>799</sup>Ibid. Klare, p. 34

sous la présidence de Nixon, suivant le rapport du comité Shultz “*the Oil Import Question: A Report on the Relationship of Oil Imports to the National Security*”<sup>800</sup>.

Vers la fin des années 1950 et dans les années 1960, une guerre de prix de basse intensité a dominé le marché international de pétrole. La réouverture du canal de Suez et l’approvisionnement depuis la Russie, a suscité des diminutions de prix par les grandes compagnies qui opèrent dans la région du Golfe Persique. L’entrée de la Lybie dans le marché après 1961 a accéléré cette tendance. La diminution lente mais persistante des prix a multiplié la consommation<sup>801</sup>. En 1960 l’Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) est fondé. Les pays fondateurs qui sont le Venezuela, l’Arabie Saoudite, le Koweït, l’Iraq et l’Iran, étaient alarmés par la descente des prix mais un pas décisif de leur part n’est venu qu’une décennie plus tard<sup>802</sup>. Dans les années 1970, par rapport à la décennie précédente, la dépendance des approvisionnements étrangers, en particulier des produits pétroliers, était en valeur plusieurs fois multipliée: en 1972 les Etats-Unis importaient le quart du pétrole qu’ils consommaient; en 1979, plus de la moitié, et a un prix quinze fois plus élevé<sup>803</sup>.

---

<sup>800</sup> Ibid., Klare

<sup>801</sup> Rustow, op.cit. p. 107

<sup>802</sup> Ibid. Rustow, p. 109

<sup>803</sup> Pierre Melandri, **La Politique Exterieur des Etats-Unis: de 1945 à nos jours**, Paris, PUF, 1995 p. 147

## ANNEXE 2. L'approche de la Réserve Fédérale à la Grande Récession

Est-ce que les employés de la Réserve Fédérale des Etats-Unis et ses créateurs de politiques étaient au courant et concerné par les innovations financières et leurs conséquences sur le risque systémique? Quelle était la perspective de la Réserve Fédérale avant la crise? Concernant le rôle de la Réserve Fédérale et sa capacité de prévoir la crise, la période avant la crise et les réflexions de la Réserve Fédérale dans cette même période son abordées par certains économistes<sup>804</sup>. La position de la Réserve Fédérale se forme à la suite de ses recherches et les débats au sein de son corps décideur, le comité fédéral du marché ouvert (FOMC)<sup>805</sup>. Une des responsabilités de la Réserve Fédérale est de maintenir la stabilité du système financier américain et d'empêcher le risque systémique qui peut survenir dans les marchés financiers (Federal Réserve 2005a)<sup>806</sup>. La loi Gramm-Leach-Bliley de 1999 a reconnu la Réserve Fédérale comme la « parapluie régulatriceco » (umbrella regulator) du système financier (Mayer 2001)<sup>807</sup>.

Suite à la crise, Alan Greenspan, l'ancien président de la Réserve Fédérale a souligné qu' « à côté de ses rôles de déterminer le taux des fonds fédéraux et la gestion de sa portefeuille d'investissement, le comité de la Réserve Fédérale est toujours en charge du risque systémique » (Greenspan, 2010)<sup>808</sup>. En effet la Réserve Fédérale avait largement les moyens de surveiller et d'étudier les marchés financiers durant la période avant la crise. Employant environ 500 économistes professionnels la plupart titulaire de doctorat des institutions prestigieuses, la Réserve Fédérale possède la capacité analytique supérieure à toutes les autres institutions régulatrices américaine pour examiner les développements économiques et financiers. Son accès à l'information concernant le système financier américain est unique et ses meilleurs officiers ont des liaisons formelles et informelles dans le secteur financier. En somme la Réserve Fédérale a le privilège d'évaluer les événements précédant la crise. Pour regarder de près, Golub, Kaya et Reay ont travaillé sur les transcriptions du comité du marché ouvert de la Réserve Fédérale publié avec un délai de cinq ans. En effet ils retrouvent que la Réserve Fédérale était conscient dans ses analyses et ses

<sup>804</sup> Notamment dans l'article de Golub Stephen, Kaya Ayse, Reay Michael, "What were they thinking? The Federal Réserve in the run-up to the 2008 financial crisis", *Review of International Political Economy*, 22:4, 657-692

<sup>805</sup> Ibid.

<sup>806</sup> Ibid.

<sup>807</sup> Ibid.

<sup>808</sup> Ibid.

discussions d'une éventualité de risque de bulle immobilière et les risques des instruments politiques et financiers<sup>809</sup>. En somme Golub, Kaya et Reay soulignent deux aspects du fonctionnement de la Réserve Fédérale qui ne sont pas souvent pris en compte dans les études. Premièrement la politique de la Réserve Fédérale est caractérisée par un paradigme dominant que l'on appelle *l'interventionnisme a posteriori*. Ce genre d'interventionnisme tient que les bulles sont difficiles à discerner correctement et si une bulle se développe, ça ne peut être contrôlé effectivement qu'après son éclatement. En plus la tentative de prévention des bulles peut mener à une contraction économique indésirable. En conclusion la politique monétaire, au lieu de viser les bulles, doit se concentrer sur la maîtrise flexible de l'inflation. Ce type d'interventionnisme a posteriori explique partiellement la désaccentuation de la stabilité financière par la Réserve Fédérale, en faveur de la cible d'inflation. La structure institutionnelle de la Réserve Fédérale, ses conventions, ses routines étaient importantes pour maintenir l'interventionnisme a posteriori et pour limiter l'effet des événements dommageables et des opinions dissidentes. Les routines institutionnelles, d'après Golub, Kaya et Reay ont inhibé la capacité de la Réserve Fédérale de comprendre les dangers que possèdent les nouveaux développements financiers. La communication entre les organes de la Réserve Fédérale, surtout entre le comité fédéral du marché ouvert et le département de surveillance et de régulation bancaire semble limitée et ce manque d'échange d'information et d'interprétation peut aider à expliquer l'incompétence de la Réserve Fédérale à prédire la crise. La compartimentation des employés des institutions comme FMI contribue à créer des « silos » isolés qui empêche la reconnaissance des

---

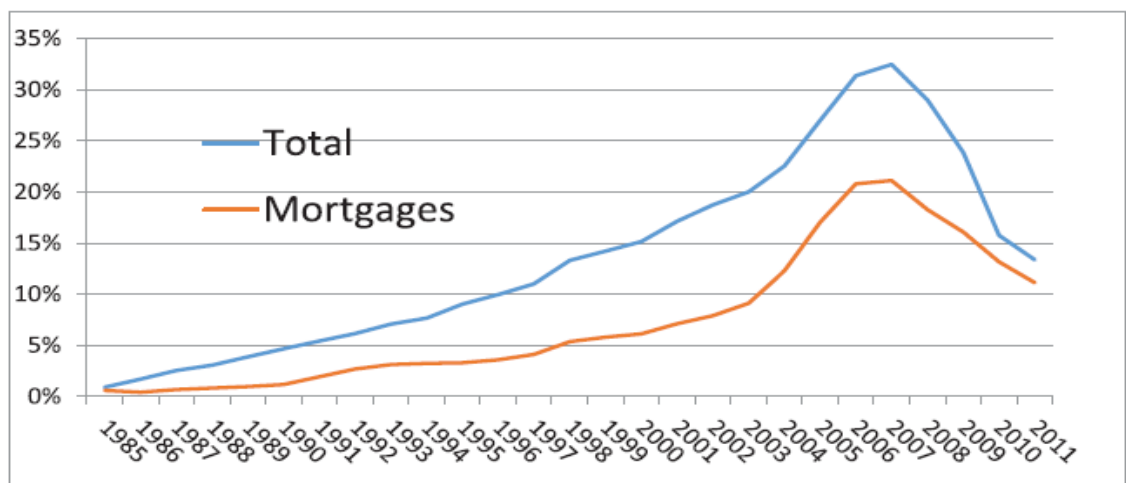
<sup>809</sup> Pourtant cette conscience n'a pas atteint le niveau nécessaire pour recevoir d'attention durable ou pour agir. Ce qui est surprenant est que la recherche et l'application des politiques ont rarement adressé les activités financières qui sont aujourd'hui reconnu d'avoir mené à la crise. Alors quels sont les facteurs qui ont incité la Réserve Fédérale à sous estimer les dangers de la bulle immobilière? Dans plusieurs études on accuse la corruption des dirigeants, l'idéologie du marché libre, l'usage des modèles mathématiques qui ne sont pas capables de capturer les développements financiers actuels et un focus étroit visant l'inflation. Certains exemples de ces études donnés par Golub, Kaya et Reay sont Johnson et Kwak 2010, Roubini et Mihm 2010, Barth et al. 2012, Engelen et al. 2011, Stiglitz 2011. Mais les auteurs trouvent que dans le cas de la Réserve Fédérale, il n'y a pas d'évidence de corruption et le rôle de l'idéologie ou les faiblesses des modèles mathématiques ne sont pas entièrement explicatives. Au contraire ils tiennent qu'il y avait une certaine conscience auprès du comité fédéral du marché ouvert ainsi qu'Alan Greenspan, président de la Réserve Fédérale, que les bulles sont envisageables et les acteurs financiers pourraient sous estimer les risques. Donc il ne s'agit pas d'une négligence et d'une soumission absolue au secteur financier. De plus, viser l'inflation n'explique pas la sous estimation des menaces financières par la Réserve Fédérale car la Réserve a toujours accordé une importance équitable à la stabilité des prix, au chômage et à la croissance économique.



dangers avant la crise<sup>810</sup>. En plus dans le comité fédéral du marché ouvert la structure des réunions ne permet pas d'échanger des idées et de discuter: les réunions se déroulent souvent en forme de présentations.

Il n'y a pas de consensus sur la date exacte de l'éclatement de la crise. Peut-on dire que son début coïncide avec l'apogée de la bulle immobilière à la moitié de 2006 ou avec la crise des liquidités sous l'ombre du système bancaire vers la fin de 2007, ou encore la faillite de Lehman Brothers, la banque d'investissement multinationale créée en 1850? Même si les symptômes sont multiples et un consensus est difficile à atteindre, la bulle des crédits subprimes et la titrisation aux Etats-Unis marque la période d'avant la crise. Dans le graphique ci-dessous on voit la bulle de la titrisation qui montre les titres adossés à des créances mobilières (ABS-Asset Backed Securities) comme un pourcentage du PIB. Les titres adossés à des hypothèques (MBS-Mortgage Backed Securities) sont responsables de l'élargissement des titres adossés à des créances mobilières. Dans la même période les titres adossés à des hypothèques offertes par les institutions privées ont aussi augmenté<sup>811</sup>. La titrisation n'a pas de risque en soi, même s'il s'agit des prêts hypothécaires à risque, cette pratique est même un moyen de diversifier les risques. Dans le cas de la grande récession la qualité faible des prêts hypothécaires à risque et la complexité des instruments financiers ont contribué à l'accumulation du risque systémique qui a abouti à la crise<sup>812</sup>.

**GraphiqueA-1: La titrisation en pourcentage du PIB**



<sup>810</sup>Independent Evaluation Office of the IMF, 2011, rapporté par Golub, Kaya et Reay

<sup>811</sup>Lo, Andrew, W, "Reading about the financial crisis: A twenty-one-book review", Journal of Economic Literature, 50.1 (Mar 2012): 151-178

<sup>812</sup>Op. Cit., Golub, Kaya, Reay

Source: Golub, Kaya, Reay d'après les comptes de la Réserve Fédéral flux de fonds

Les swaps sur défaillance de crédit (CDS-credit default swaps) a permis les porteurs des produits structurés d'être assuré contre faillite (Stulz, 2010 référé par Golub, Kaya, Reay). L'explosion de CDS entre 2005-2007 a atteint son apogée. Par exemple l'offre excessive par AIG (American International Group) de l'assurance des CDS a élevé le risque systémique en diminuant les risques aperçus de porter ces produits structurés. En effet cela a augmenté la vulnérabilité d'AIG et le total du système financier<sup>813</sup>. En plus ces nouveaux produits dérivés étaient échangés dans le marché hors côte (OTC- Over-the-Counter) avec une faible transparence. Cette aubaine de titrisation a coïncidé avec la dérégulation des marchés financiers. En 1996, la Réserve Fédérale a permis les banques de réduire les exigences en capitaux sur les actifs contre lesquels ils ont acheté l'assurance CDS (d'après Barth et al. 2012 cité dans Golub, Kaya, Reay). L'évaluation des risques des dérivés était accordée aux agences de notation de crédit (d'après Heilleiner 2011, Levine 2008 dans Golub, Kaya, Reay). En 1999, la loi Gramm-Leach-Bliley a levé la séparation entre les banques commerciales et d'investissement (Helleiner 2011, dans Golub, Kaya, Reay). La même année le groupe de travail du Président sur les marchés financiers dont Alan Greenspan faisait partie a conseillé que les dérivés soit exempté de la régulation fédérale (Johnson et Kwak 2010, dans Golub, Kaya, Reay). La loi de l'an 2000 a formellement institué ce conseil. En somme la dérégulation a diminué la transparence des transactions du marché et a créé un environnement permettant la croissance de transactions financières sans contrôle<sup>814</sup>.

---

<sup>813</sup> Ibid. Golub, Kaya, Reay

<sup>814</sup> Ibid. Golub, Kaya, Reay

### **ANNEXE 3. Les effets socio-économiques de la Grande Récession au niveau des groupes ethniques**

La Grande Récession a causé un niveau de pauvreté et des taux de saisies de propriétés sans précédent. A peu près 27% des américains d'origine africain ont vécu dans des conditions de pauvreté dans cette période et ce taux est plus élevé comparé aux autres origines ethniques (U.S. Census Bureau 2012). D'après les statistiques le chômage des noirs était au dessus 8% et est monté en flèche à 16% à l'apogée de la crise (Hout, Levanon & Cumberworth 2011 ; National Urban League 2012). Le pourcentage du chômage parmi la population des noirs d'Amérique était constamment plus haut que le pourcentage des latino-américains et des blancs pendant le ralentissement<sup>815</sup>. Au cours de la détresse hypothécaire et les saisies des propriétés à peu près 28% des propriétaires noirs ont eu l'équité négative de la maison en 2009 comparé à 23% des latino-américains et à 15% des blancs (Grusky, Western & Wimer 2011, 134). Les estimations de taux de saisies pour de prêts accordés entre 2005 et 2008 montre que les emprunteurs noirs et les latino-américains étaient 76 et 71 % respectivement plus susceptible d'avoir perdu leurs propriétés que les blancs (Bocian, Li et Ernst 2010). Les médias noirs et courants dominant ont parlé de ces disparités alarmantes<sup>816</sup>.

Les données du gouvernement montre que les taux de pauvreté des latino-américains (approximativement 25%) est un peu moins que le taux des noirs. Le chômage des latino-américains était à 6% et a atteint 12% vers la fin de 2009 (Pew Research Center 2012d). En plus la richesse médiane des foyers latino-américains s'est dégradée de 66%, comparé aux noirs qui reculent de 53% et les blancs seulement 16% (Pew Research Center 2011). Les latino-américains souffrent d'autant plus en ce qui concerne le taux des propriétaires en faillite (15,4%) ou qui seront bientôt derrière leurs paiements (44,4%). Ces nombres sont quatre fois plus hauts que les données des blancs (Grusky, Western & Wimer 2011, 134). Les latino-américains ont souffert davantage dans ce sens puisqu'ils habitent les états qui ont

---

<sup>815</sup> Brian D. McKenzie, "Political Perceptions in the Obama Era: Diverse Opinions of the Great Recession and its Aftermath among Whites, Latinos, Blacks", *Political Research Quarterly*, Vol. 67, No. 4 (December 2014), pp. 823-836

<sup>816</sup> Brian D. McKenzie, "Political Perceptions in the Obama Era: Diverse Opinions of the Great Recession and its Aftermath among Whites, Latinos, Blacks", *Political Research Quarterly*, Vol. 67, No. 4 (December 2014), pp. 823-836

été touché les plus par la crise immobilière comme la Californie, la Floride, l'Arizona et le Nevada (Manzano 2007)<sup>817</sup>.

Par contraste aux minorités le taux de pauvreté pour les blancs en 2011 (9,8%) était moins que le taux des autres groupes. D'autre part, le chômage des blancs était juste en dessus de 3% en 2007 et augmente à 8% en 2009 (Pew Research Center 2012 d). D'après certaines mesures, la situation financière des blancs était plus favorable comparé aux latino-américains et aux noirs. Ces nombres suggèrent que les conditions économiques peuvent avoir des conséquences différentes sur l'opinion des citoyens concernant leur bien-être et leur évaluation du gouvernement et des institutions financières<sup>818</sup>.

---

<sup>817</sup>Ibid.

<sup>818</sup>Ibid.

#### ANNEXE 4. Le Conseil de Sécurité Nationale

Fin 1944, le président Etats-unien Roosevelt suivit la suggestion de William Donovan, qui pendant la guerre avait dirigé l'Office des Services Strategiques (OSS), et tenta de créer un nouveau service chargé de mener en temps de paix des opérations spéciales à l'étranger, dirigées contre les communistes et d'autres ennemis désignés des USA<sup>819</sup>. Après la mort de Roosevelt, Harry Truman émit une directive qui ordonnait la création d'un nouveau service secret actif en temps de paix, le Central Intelligence Group (CIG)<sup>820</sup>. En juillet 1947, fut promulgué le *National Security Act* qui entérinait la création de la « Central Intelligence Agency » (CIA) et du « National Security Council » (NSC). Composée du président lui-même, du vice-président, du secrétaire d'État, du secrétaire à la Défense, du directeur de la CIA, du conseiller pour la Sécurité nationale, du président du Conseil de l'état-major interarmes, d'autres personnalités de premier plan et de conseillers spéciaux, le « National Security Council » est devenu véritablement le groupe le plus influent de Washington<sup>821</sup>. Comme souvent au cours de l'histoire, cette concentration du pouvoir entre les mains de la Maison-Blanche et du NSC conduisit à des abus. Encore aujourd'hui, au 21e siècle, le NSC demeure « une institution particulière, connue pour avoir, par le passé, souvent agi à la limite de la légalité »<sup>822</sup>.

---

<sup>819</sup> Daniele Ganser, *Les Armées Secrètes de l'OTAN*, Editions Demi-Lune, 2011

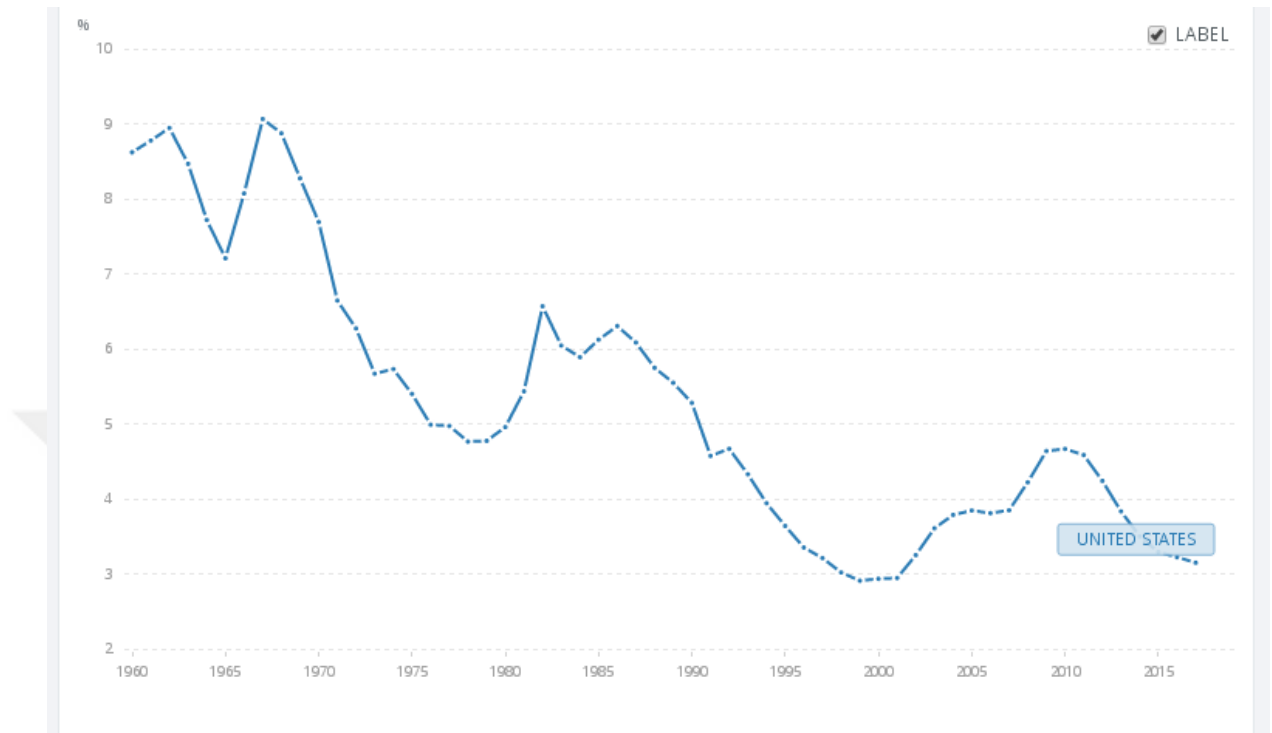
<sup>820</sup> Ibid.

<sup>821</sup> Ibid.

<sup>822</sup> Ibid.

## ANNEXE 5. Les dépenses et les engagements militaires des Etats-Unis

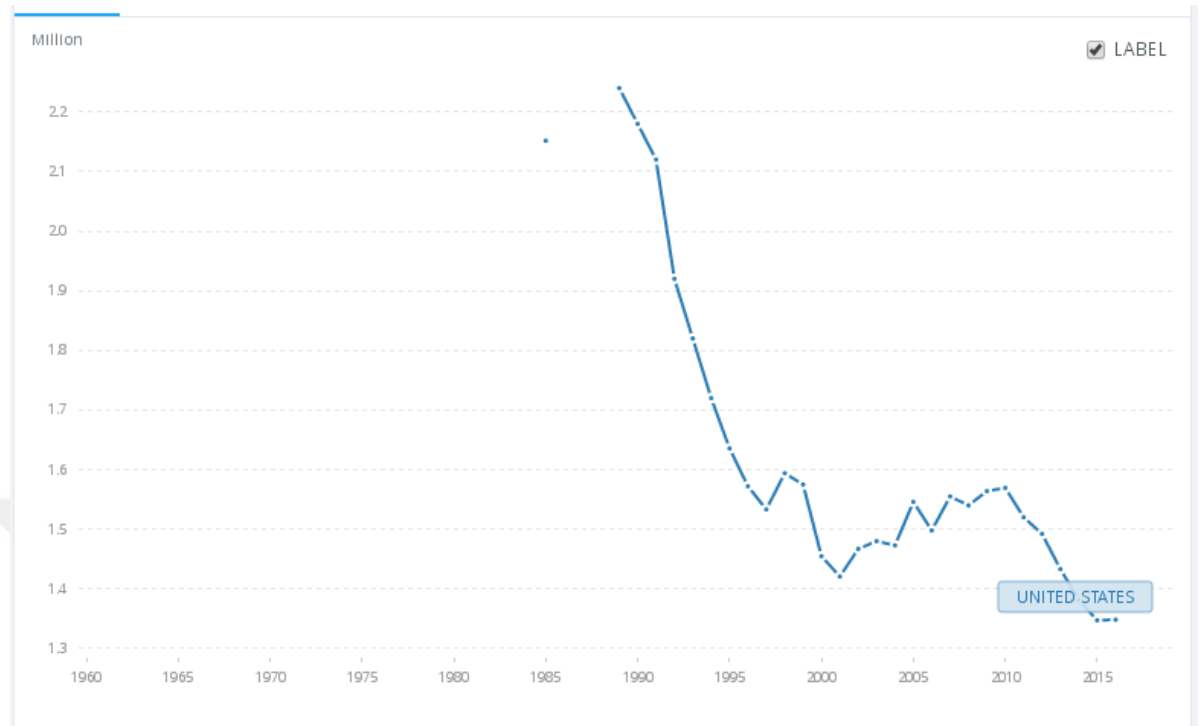
### Les dépenses militaires (% du PIB)



Source: SIPRI

<https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.XPND.GD.ZS?end=2017&locations=US&start=1960&view=chart> consulté le 23.03.2019

## Le nombre du personnel militaire



Source :

<https://data.worldbank.org/indicator/MS.MIL.TOTL.P1?end=2017&locations=US&start=1960&view=chart> consulté le 23.02.2019

### Les interventions militaires

Pays	Dates d'intervention	Forces	Commentaires
IRAN	1946	Menace nucléaire	Les troupes soviétiques de quitter le nord.
YUGOSLAVIE	1946	Menace nucléaire navale	Réponse à l'abattage de l'avion américain.
URUGUAY	1947	Menace nucléaire	Les bombardiers déployés comme démonstration de force.
GRECE	1947-49	Opération de commande	Les États-Unis dirigent l'extrême droite dans la guerre civile.
ALLEMAGNE	1948	Menace nucléaire	Des bombardiers à capacité atomique gardent le pont aérien de Berlin.
CHINE	1948-49	Troupes/Marines	Évacuer les Américains avant la victoire communiste.
PHILIPPINES	1948-54	Opération de commande	La CIA dirige la guerre contre la Rébellion des Huk.
PORTO RICO	1950	Opération de commande	Rébellion de l'indépendance écrasée à Ponce.
COREE	1951-53	Troupes, forces navales, bombardements, menaces nucléaires	Etats-Unis - Corée du Sud vs. Chine - Corée du Nord. Menace de bombe en 1950, contre la Chine en 1953. Source de tension actuelle.
IRAN	1953	Opération de commande	La CIA renverse la démocratie, installe le chah.
VIETNAM	1954	Menace nucléaire	Les Français ont offert des bombes à utiliser contre le siège.



GUATEMALA	1954	Opération de commandement, bombardement, menace nucléaire	La CIA dirige l'invasion en exil après la nationalisation du nouveau gouvernement
EGYPT	1956	Menace nucléaire, troupes	Les Soviétiques de rester en dehors de la crise de Suez; Les marines évacuent les étrangers.
LIBAN	1958	Troupes, navales	Occupation marine contre les rebelles.
IRAK	1958	Menace nucléaire	L'Irak a été mis en garde contre l'invasion du Koweït.
CHINE	1958	Menace nucléaire	Chine de ne pas agir vers les îles Taiwanaises.
PANAMA	1958	Troupes	Les manifestations de drapeau éclatent dans la confrontation
VIETNAM	1960-75	Troupes, forces navales, bombardements, menaces nucléaires	La révolte sud-vietnamienne et nord-vietnamienne combattue; un million de morts.
CUBA	1961	Opération de commande	L'invasion par l'exil dirigée par la CIA échoue.
ALLEMAGNE	1961	Menace nucléaire	Alerte pendant la crise du mur de Berlin
LAOS	1962	Opération de commande	Accumulation militaire pendant la guerre de guérilla.
CUBA	1962	Menace nucléaire navale	Blocus pendant la crise des missiles; quasi-guerre avec l'Union soviétique.

IRAK	1963	Opération de commande	La CIA organise un coup d'Etat qui tue le président, ramène le parti Ba'ath au pouvoir et renvoie Saddam Hussein d'exil à la tête des services secrets.
PANAMA	1964	Troupes	Les Panaméens ont été tirés pour avoir demandé instamment le retour du canal.
INDONESIA	1965	Opération de commande	Millions de personnes tuées lors d'un coup d'état assisté par l'armée.
REPUBLIQUE DOMINICAINE	1965-66	Troupes, bombardement	Les Marines débarquent pendant la campagne électorale.
GUATEMALA	1966-67	Opération de commande	Les Bêrets verts interviennent contre les rebelles.
CAMBODIA	1969-75	Bombardement, troupes, marine	Près de 2 millions de personnes ont été tuées au cours d'une décennie de bombardements, de famine et de chaos politique.
OMAN	1970	Opération de commande	Les États-Unis dirigent l'invasion marine iranienne.
LAOS	1971-73	Opération de commandement, bombardement	Les États-Unis dirigent l'invasion sud-vietnamienne; «Tapis-bombes» à la campagne.
MOYEN ORIENT	1973	Menace nucléaire	Alerte mondiale pendant la guerre du Moyen-Orient.

CHILIE	1973	Opération de commande	Des coupables soutenus par la CIA ont élu le président marxiste.
CAMBODGE	1975	Troupes, bombardement	Navire capturé
ANGOLA	1976-92	Opération de commande	La CIA assiste des rebelles soutenus par l'Afrique du Sud.
IRAN	1980	Troupes, menace nucléaire, bombardement avorté	Raid pour sauver les otages de l'ambassade; 8 soldats meurent dans un crash d'avion. Les Soviétiques ont été avertis de ne pas participer à la révolution.
LIBIE	1981	Jets navals	Deux jets libyens abattus lors de manœuvres.
EL SALVADOR	1981-92	Opération de commandement, troupes	Les conseillers, contribuent à la guerre anti-rebelles, les soldats brièvement impliqués dans des affrontements entre otages.
NICARAGUA	1981-90	Opération de commandement naval	La CIA dirige les invasions en exil (Contra), plante des mines contre la révolution.
LIBAN	1982-84	Naval, bombardement, troupes	Les Marines expulsent l'OLP et ramènent les Phalanges, des bombes de la marine et des obus aux positions musulmanes.
GRENADE	1983-84	Troupes, bombardement	Invasion quatre ans après la révolution.

HONDURAS	1983-89	Troupes	Les manœuvres aident à construire des bases près des frontières.
IRAN	1984	Jets	Deux jets iraniens abattus dans le golfe Persique.
LIBIE	1986	Bombardement naval	Des frappes aériennes pour renverser le gouvernement nationaliste.
BOLIVIA	1986	Troupes	L'armée participe à des raids dans la région de la cocaïne.
IRAN	1987-88	Naval, bombardement	Les États-Unis interviennent aux côtés de l'Iraq en temps de guerre
LIBIE	1989	Jets navals	Deux jets libyens abattus.
LES ILES VIERGES	1989	Troupes	Sainte-Croix Black troubles après la tempête.
PHILIPPINES	1989	Jets	Couverture aérienne fournie au gouvernement contre le coup d'État.
PANAMA	1989	Troupes, bombardements	Gouvernement nationaliste renversé par 27 000 soldats, dirigeants arrêtés, plus de 2 000 tués.
LIBERIE	1990	Troupes	Les étrangers évacués pendant la guerre civile.

ARABIE SAOUDITE	1990-91	Troupes, jets	L'Irak a répliqué après l'invasion du Koweït. 540 000 soldats sont également stationnés à Oman, au Qatar, à Bahreïn, aux Émirats arabes unis et en Israël.
IRAK	1990-2009	Bombardement, troupes, marine	Blocus des ports irakiens et jordaniens, frappes aériennes; Plus de 200 000 personnes tuées lors de l'invasion de l'Irak et du Koweït; zone d'exclusion aérienne au nord kurde, au sud chiite, destruction à grande échelle.
KUWAIT	1991	Naval, bombardement, troupes	La famille royale du Koweït est revenue sur le trône.
SOMALIE	1992-94	Naval, bombardement, troupes	Occupation des Nations Unies dirigée par les États-Unis pendant la guerre civile; des raids contre une faction de Mogadiscio.
YUGOSLAVIE	1992-94	Naval	Blocus de la Serbie et du Monténégro par l'OTAN.
BOSNIE	1993-99	Jets, bombardements	Zone d'exclusion aérienne patrouillée dans la guerre civile; avions abattus, bombardé les Serbes.

HAITI	1994	Troupes, naval	Le blocus contre le gouvernement militaire; les troupes rétablissent le président Aristide à son poste trois ans après le coup d'État.
ZAIRE (CONGO)	1996-97	Troupes	Marines dans les camps de réfugiés hutu rwandais, dans la région où la révolution congolaise commence.
LIBERIE	1997	Troupes	Soldats sous le feu lors de l'évacuation des étrangers.
ALBANIE	1997	Troupes	Soldats sous le feu lors de l'évacuation des étrangers.
SOUDAN	1998	Missiles	Attaque d'une usine pharmaceutique présumée être une usine à gaz neurotoxique «terroriste».
AFGHANISTAN	1998	Missiles	Attaque contre d'anciens camps d'entraînement de la CIA utilisés par des groupes fondamentalistes islamiques qui auraient attaqué des ambassades.
IRAK	1998-2009	Bombardements, missiles	

YUGOSLAVIE	1999	Bombardements, missiles	Lourds frappes aériennes de l'OTAN après que la Serbie refuse de se retirer du Kosovo. Occupation du Kosovo par l'OTAN.
YEMEN	2000	Naval	États-Unis Cole, amarré à Aden, bombardé.
MACEDONIE	2001	Troupes	Les forces de l'OTAN déployées pour déplacer et désarmer les rebelles albanais.
AFGHANISTAN	2001-09	Troupes, bombardements, missiles	Mobilisation massive des États-Unis pour renverser les talibans, installer le régime de Karzaï et lutter contre l'insurrection des talibans.
YEMEN	2002	Missiles	Attaque de missiles par des drones prédateurs sur Al-Qaïda, y compris un citoyen américain.
PHILIPPINES	2002-09	Troupes, naval	Training mission for Philippine military fighting Abu Sayyaf rebels evolves into combat missions in Sulu Archipelago, west of Mindanao.

COLOMBIE	2003–09	Troupes	Les forces spéciales américaines ont été envoyées en zone rebelle pour soutenir l'oléoduc de protection colombien.
IRAK	2003–09	Troupes, marine, bombardement, missiles	Le régime de Saddam a basculé à Bagdad. Plus de 250 000 membres du personnel américain participent à l'invasion. Les forces américaines et britanniques occupent le pays et combattent des insurrections sunnites et chiïtes.
LIBERIE	2003	Troupes	Brève participation à la force de maintien de la paix alors que les rebelles chassaient le chef.
HAITI	2004–05	Troupes, naval	Les Marines débarquent après l'éviction des rebelles de droite par le président Aristide, qui a été invité à quitter par Washington.
PAKISTAN	2005–09	Missiles, bombardement, opération secrète	CIA missile and air strikes and Special Forces raids on alleged Al Qaeda and Taliban refuge villages in Tribal belt on Pak–Afghan border and kill multiple civilians.



SOMALIE	2006-09	Missiles, naval, covert operation	Les forces spéciales conseillent l'invasion éthiopienne qui renverse le gouvernement islamiste; AC-130 frappe et attaques de missiles de croisière contre les rebelles islamistes; blocus naval contre les «pirates» et les insurgés.
SYRIE	2008	Troupes	Des raids en hélicoptère menés par des forces spéciales à 5 kilomètres d'Irak ont tué 8 civils syriens.
YEMEN	2009-?	Missiles, opération de commande	Une attaque de missiles de croisière sur Al-Qaïda a tué 49 civils; Les attaques de l'armée yéménite contre les rebelles
LIBIE	2011	Bombardement, missiles, troupes, opération de commandement	L'OTAN coordonne les frappes aériennes et les attaques de missiles contre le gouvernement Kadhafi lors du soulèvement de l'armée rebelle. Des raids périodiques des forces spéciales contre les insurgés islamistes.

IRAK	2014-...	Bombardement, missiles, troupes, opération de commandement	Les frappes aériennes et les forces spéciales interviennent contre les insurgés d'État islamique; formation des troupes irakiennes et kurdes.
SYRIE	2014-...	Bombardement, missiles, troupes, opération de commandement	Les frappes aériennes et les forces spéciales interviennent contre les insurgés de l'État islamique; former d'autres insurgés syriens; bombardement de sites présumés d'armes chimiques du gouvernement syrien.
NIGER	2017	Troupes	Les forces spéciales combattent des insurgés islamistes.

**Source :** [Grossman \(2001\)](#) Grossman, Zoltan. 2001. "From Wounded Knee to Iraq: A century of U.S. military interventions". Available at <http://academic.evergreen.edu/g/grossmaz/interventions.html>

## **BIOGRAPHIE**

Neyran Akyıldız est responsable du développement de fonds et des partenariats avec le secteur privé au sein de WWF-Turquie. Auparavant, elle a travaillé en marketing dans différentes compagnies internationales et dans la société civile. Née en 1976 à Istanbul, diplômée du lycée de Galatasaray (1994), a complété ses études supérieures au département d'économie de l'Université Boğaziçi (1999). Elle a reçu son degré en master en 2006 à l'Université Galatasaray. Mère de trois enfants, elle vit à Istanbul.



## TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ  
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ  
Hazırlayanın Adı Soyadı : Neyran AKYILDIZ  
Tez Başlığı : Reconstructions de la puissance hégémonique face aux vulnérabilités: Les crises économiques et la politique étragère des Etats-Unis  
Savunma Tarihi : 15 / 02 / 2019  
Danışmanı : Doç. Dr. Selcan SERDAROĞLU POLATAY

### JÜRİ ÜYELERİ

Unvanı, Adı Soyadı

Prof. Dr. A. Fusun TÜRKMEN

Prof. Dr. Hakan YILMAZ

Doç. Dr. Beyza TEKİN

Dr. Öğr. Üyesi Merve ÖZDEMİRKIRAN EMBEL

Doç. Dr. Selcan SERDAROĞLU POLATAY

İmza

Enstitü Müdürü

Prof. Dr. M. Yaman ÖZTEK